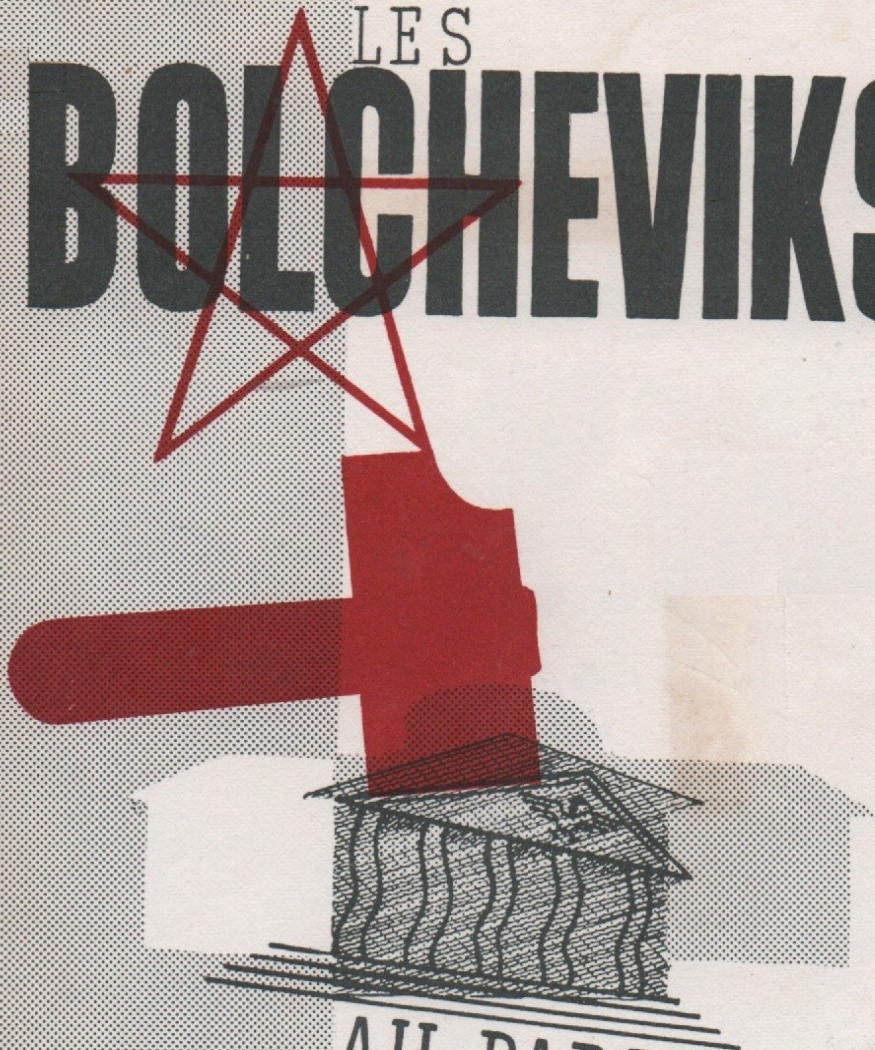
LES

BOLCHEVIKS



AU PARLEMENT

A.E. BADAEV

TSARISTE

BUREAU D EDITIONS. 132 FBG. SAINT-DENIS. PARIS. 10e

MÉMOIRES RÉVOLUTIONNAIRES — Nº 4

A. E. BADAEV
Ancien député bolchévik à la IVe Douma

LES BOLCHEVIKS AU PARLEMENT TSARISTE

Traduit du russe
par
Jeanne DUPONT

1932
BUREAU D'ÉDITIONS, 132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (Xe)

INTRODUCTION

Mon livre est consacré aux événements révolutionnaires des dernières années du tsarisme. En 1912-1914, le mouvement révolutionnaire de la période qui sépare les révolutions de 1905 et de Février 1917 est à son apogée.

Ce livre se rapporte au travail principal, à cette époque, de notre parti, c'est-à-dire l'action de la fraction bolchévik à la Douma d'Empire. J'ai essayé de montrer comment cette action eut son reflet dans la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et comment, à leur tour, certains facteurs du mouvement ouvrier de masse influèrent sur le travail de la fraction.

Dans cet ouvrage, il m'est arrivé de m'arrêter quelque peu sur certains partis et hommes politiques de la Russie tsariste que notre parti eut à affronter sur une série de questions.

J'examine surtout le mouvement ouvrier de Saint-Pétersbourg. En effet, le prolétariat de Saint-Pétersbourg a toujours été à l'avant-garde de la lutte ouvrière ; ses actions ont eu une importance primordiale aussi bien pour la préparation de la révolution que pour la révolution elle-même.

Par la description de l'action du Comité central, du Comité de Pétersbourg et d'autres organisations illégales du Parti, je me suis efforcé de donner une idée de la façon dont le gouvernement tsariste combattait et des méthodes qu'employait l'Okhrana [1].

1. Police politique du tsarisme.

PRÉFACE

Mes souvenirs personnels ont servi de fondement à cet ouvrage. Mais il s'est écoulé trop de temps pour que je puisse me fier uniquement à ma mémoire : j'ai dû rechercher de nombreux matériaux ayant trait à cette époque. J'ai pu ainsi compléter mes souvenirs par différents documents essentiels.

Les matériaux qui m'ont servi sont donc des souvenirs et des archives personnels, des documents du département de la Police, conservés aux archives révolutionnaires, les éditions illégales du Parti, la Pravda *d'avant la révolution, les journaux liquidateurs et bourgeois, les comptes rendus sténographiques de la Douma, ceux des procès intentés à la fraction et en particulier des conversations avec de nombreux camarades qui participèrent au travail illégal de cette période.*

Juillet 1929.

Les Bolchéviks au Parlement tsariste

La campagne électorale et l'ouverture de la IV^e^ Douma

CHAPITRE PREMIER

Les élections à la IV^e^ Douma

Pourquoi les social-démocrates participent aux élections. — Le programme électoral des bolchéviks. — Les droits électoraux. — Les élections dans les grandes villes. — Comment le gouvernement prépare les élections. — L'opinion des bolchéviks sur le bloc avec d'autres partis. — Le rôle de la Pravda *dans la campagne électorale.*

Au milieu de l'été de 1912, la III^e^ Douma, la seule qui ait duré jusqu'à l'expiration de ses cinq années de législature, termina ses travaux. La III^e^ Douma avait une majorité de propriétaires fonciers et de nobles et était un instrument docile dans les mains du gouvernement. Les fractions numériquement infimes des social-démocrates et de la démocratie bourgeoise (troudoviks) ne pouvaient, cela va sans dire, empêcher la Douma d'acquiescer à tous les projets de loi du gouvernement. La bourgeoisie libérale, représentée par le Parti cadet, formait prétendument l'opposition, mais craignait comme le feu de passer résolument à l'action. Sous le mot d'ordre : « Ménageons la Douma », les cadets et, près d'eux, la fraction progressiste, s'efforçaient d'être « plus silencieux que l'eau et plus bas que l'herbe » et laissaient la majorité de droite faire ce que bon lui

semblait. Le gouvernement avait dans la IIIe Douma ce qu'il désirait : une représentation populaire « obéissante et capable de travailler ». Au lendemain de la clôture de la Douma, la *Pravda* écrivait :

> La majeure partie de l'œuvre de la IIIe Douma a été consacrée à la défense des intérêts de classe de sa majorité. C'est pourquoi les cinq années de « travaux » de la Douma n'ont pas fait avancer d'un pas la solution d'une série de questions brûlantes, d'une importance primordiale pour le pays... Et toutes les tentatives des partis de gauche de mettre en lumière par des interpellations, les côtés, demeurés obscurs, de la vie sociale russe et d'attirer sur eux l'attention du pays, furent écrasées par les voix de la majorité.

« Bon voyage ! » Voilà comment la *Pravda* traduit les sentiments de la classe ouvrière et des paysans sur la séparation de la IIIe Douma.

La IVe Douma doit succéder à la IIIe. La loi électorale étant la même que pour les élections précédentes, la majorité de la nouvelle Douma restera forcément tout aussi réactionnaire. Personne ne doute que la IVe Douma aura une attitude tout aussi contraire aux intérêts des travailleurs et que sa législature ne donnera rien à la classe ouvrière et à la paysannerie.

Néanmoins, comme il l'a fait pour la IIe et la IIIe Douma, le Parti social-démocrate décide de prendre une part des plus active aux élections. L'expérience des années précédentes a montré toute la valeur des campagnes électorales pour la propagande et l'importance immense de l'action de la fraction social-démocrate à la Douma. Notre fraction, tout en refusant de participer à ce qu'on appelle le travail parlementaire « positif », se sert de la tribune de la Douma pour l'agitation dans le pays. En même temps, l'action extra-parlementaire social-démocrate, qui devient un centre organisé de l'action du Parti en Russie, a une importance plus grande encore. Tout cela incite notre parti à participer activement à la campagne électorale.

Si, parmi les social-démocrates, la participation aux élections est une question parfaitement claire, la tactique et le rôle futur de la fraction parlementaire suscitent des désaccords profonds entre bolchéviks et menchéviks. Et la recrudescence de l'élan révolutionnaire fait que ces divergences éclatent avec violence.

La question de la participation à la IVe Douma n'est qu'un épisode de l'action du Parti; cependant dans cette question se réflètent comme dans une goutte d'eau tous les désaccords qui divisent les fractions social-démocrates russes. Dès janvier 1912, six mois avant la séparation de la IIIe Douma, la conférence du Parti qui s'est tenue à Prague a élaboré un programme de participation des social-démocrates aux prochaines élections. La conférence considère que la « tâche primordiale du Parti doit être la propagande socialiste de classe et l'organisation de la classe ouvrière ». La tactique du Parti doit être la suivante:

« ...lutter d'une manière implacable contre la monarchie tsariste et contre les partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui la soutiennent; démasquer inlassablement les conceptions contre-révolutionnaires des libéraux bourgeois (le Parti cadet en tête) et leur fausse démocratie. Au cours des élections prochaines, le Parti doit veiller à ce que la position du parti prolétarien soit nettement distincte de celle de tous les partis non-prolétaires; il doit dénoncer la nature petite-bourgeoise du prétendu socialisme des groupes démocrates (notamment des troudoviks, des populistes et des socialistes-révolutionnaires) ainsi que le préjudice porté à la cause de la démocratie, par les hésitations de ces derniers dans la lutte révolutionnaire intransigeante des masses. »

Les bolchéviks considèrent la campagne électorale comme une possibilité plus ou moins ample d'agitation et de propagande révolutionnaires, et un moyen d'organiser les masses ouvrières. En s'efforçant de faire triompher leurs candidats, les bolchéviks ne ravalent pas la lutte au niveau d'une simple bataille pour un siège électoral. L'action de la fraction parlementaire à l'intérieur comme à l'extérieur de la Douma a une grosse valeur révolutionnaire. Cependant, l'ensemble de la

campagne électorale n'en est pas moins très important : c'est pourquoi la position révolutionnaire de la social-démocratie doit être absolument nette ; elle ne doit être ni atténuée ni édulcorée par des combinaisons occasionnelles.

Quel est le raisonnement des menchéviks-liquidateurs ? D'après eux, deux camps seulement s'affrontent aux élections : d'une part, les réactionnaires et les Cent-Noirs ; d'autre part, les libéraux, c'est-à-dire le bloc qui, à l'époque, tend à se former entre les cadets, les progressistes et les octobristes de gauche. Ils en concluent qu'on doit lancer, aux élections, les mots d'ordre suivants : « Chasser la réaction de la Douma », « Arracher la Douma des mains de la réaction ». Au fond, cela revient à mener la campagne électorale coude à coude avec les libéraux.

Les divergences entre bolchéviks et menchéviks apparaissent d'une façon évidente quand on compare leurs plates-formes politiques pour la lutte électorale. Les bolchéviks, dans la résolution de la conférence de Prague ci-dessus mentionnée, définissent leur plate-forme pour les élections à la IV[e] Douma dans les termes suivants :

Les mots d'ordre essentiels de notre parti aux prochaines élections doivent être : 1. République démocratique ; 2. Journée de 8 heures ; 3. Confiscation des terres des grands propriétaires. Au cours de notre agitation électorale, nous devons, aussi concrètement que possible, expliquer ces revendications en nous basant sur le bilan de la III[e] Douma et de la politique du gouvernement, dans l'administration centrale comme dans l'administration locale. En même temps que les trois revendications qui précèdent, on préconisera les autres mots d'ordre du programme social-démocrate minimum : suffrage universel, liberté d'association, élection par le peuple des tribunaux et des fonctionnaires, assurances sociales aux frais du gouvernement, remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple, etc.

Ces trois mots d'ordre fondamentaux du Parti bolchévik, qu'on appellera ensuite « les trois baleines »[1], traduisent les principales revendications du prolétariat et de la paysannerie russes. Le mot d'ordre : « République démocratique » pose catégoriquement, bien qu'atténuée par le parlementarisme mutilé de la Douma, la question du renversement du tsarisme. Ce mot d'ordre dénonce les « illusions constitutionnelles » et montre à la classe ouvrière qu'elle ne doit attendre de la Douma ni réformes ni possibilités d'améliorer son sort tant que cette forme de gouvernement existera.

Les deux autres « baleines » traduisent les revendications économiques essentielles des travailleurs. La journée de 8 heures se situe au premier rang des revendications économiques de la classe ouvrière. Dans toutes les grèves qui englobent des masses toujours plus considérables, les ouvriers réclament la journée de 8 heures. La confiscation des domaines et le règlement révolutionnaire de la question agraire concrétisent les revendications et les sentiments de cent millions de paysans russes.

Toutes les autres revendications du programme bolchévik minimum se rattachent à ces trois mots d'ordre ; les bolchéviks soulignent qu'on ne pourra les faire aboutir que si les revendications essentielles du mouvement révolutionnaire reçoivent satisfaction.

Quant au programme électoral des menchéviks, il pose, en les séparant, les revendications complémentaires que les bolchéviks rattachent aux questions fondamentales du mouvement révolutionnaire.

La plate-forme menchévik mutile et atténue les trois mots d'ordre bolchéviks. Au lieu de « République démocratique », ils disent : « Pleins pouvoirs à la représentation populaire » ;

---

1. Les trois piliers. Une légende russe veut que le monde repose sur trois baleines. D'où l'expression.

au mot d'ordre « Confiscation des grandes propriétés », ils substituent la revendication vague de : « Revision de la législation agraire », etc.

Toute la plate-forme menchévik tend à remplacer les principaux mots d'ordre, pour lesquels la classe ouvrière se bat, par d'autres adaptés à un mouvement légal.

La loi électorale votée par le gouvernement pour les élections à la Ire Douma, est conçue de façon à assurer une majorité écrasante à la bourgeoisie, aux grands propriétaires, aux fabricants et aux nobles. Les élections sont à plusieurs degrés. Les différentes couches de la population : propriétaires fonciers, grands propriétaires urbains, paysans, ouvriers, etc., élisent d'abord les électeurs qui, à leur tour, désignent parmi eux les députés. Pour les ouvriers et les paysans, ce système est encore plus compliqué ; les ouvriers élisent d'abord des délégués, ceux-ci des électeurs qui, enfin, participent aux élections législatives de la région. En outre, la loi prévoit différentes restrictions d'après le cens ; par exemple, dans les villes ne jouissent du droit de vote que ceux qui sont propriétaires de leur logement.

Cet ingénieux mécanisme électoral dont le gouvernement se servit aux élections des Ire et IIe Doumas, ne donna pourtant pas la majorité qu'il désirait. Aux deux premières Doumas, l'opposition a la majorité et le gouvernement tsariste se voit obligé de les dissoudre avant terme. La loi du 3 juin 1907 instaure un nouveau système qui restreint davantage encore les droits électoraux et prive du droit de vote de nouvelles et importantes couches de la population. Le gouvernement consacre son attention spécialement aux ouvriers. Aux Ire et IIe Doumas, les ouvriers ont élu, pour l'ensemble du pays, 208 électeurs, soit 3,36 %, alors qu'une poignée de propriétaires fonciers ont pu en élire 1.952, soit 31,48 %, c'est-à-dire le tiers. Or, même cela parut encore trop dangereux au gouvernement. La nouvelle loi électorale supprime la moitié des droits des

ouvriers. Le nombre des électeurs élus par ces derniers est réduit, pour la Russie d'Europe, à 112 (2,13 %), tandis que les propriétaires fonciers élisent près de la moitié de tous les électeurs (49,38 %) !

Cependant, les auteurs de la nouvelle loi électorale n'osent pas interdire complètement aux ouvriers l'accès à la Douma. Il est désigné pour toute la Russie six gouvernements où les curies ouvrières se voient autoriser l'élection d'un député. Ce sont : Saint-Pétersbourg, Moscou, Kostroma, Vladimir, Kharkov et Ekaterinoslav. Des régions ouvrières aussi importantes que l'Oural, la Pologne, le Caucase, etc. n'ont pas le droit d'élire des députés ouvriers. Ces six gouvernements ont au total 34 électeurs qui se répartissent très inégalement. Ainsi, tandis que 70 délégués à Saint-Pétersbourg élisent 6 électeurs, à Kharkov, 134 délégués n'en élisent que 4.

En outre, ce système électoral, pourtant bien restreint, ne confère pas le droit de vote à tous les ouvriers. Pour avoir le droit d'élire un électeur, il faut travailler depuis au moins six mois dans la même entreprise. D'une part, cela prête facilement à des abus ; de l'autre, cela rend presque impossible pour les partis révolutionnaires la préparation à l'avance de leurs candidatures. A tout moment, l'administration peut mettre dehors le candidat « suspect » et si même celui-ci parvient à s'embaucher dans une autre entreprise, il a quand même perdu le droit de participer aux élections et par conséquent d'être élu.

Malgré toutes ces entraves et restrictions, il est certain que les curies ouvrières éliront des représentants des partis de gauche. Tout le monde sait que les ouvriers ne donneront pas leurs voix aux libéraux et moins encore aux réactionnaires. Il en sera autrement dans les villes où, outre les ouvriers, votent un nombre important de commis, d'employés et d'artisans.

Dans les grandes villes comme Saint-Pétersbourg, Moscou, Odessa, Riga et Kiev, des milliers d'électeurs, issus du peuple,

votent aux élections de second degré[1]. Et la lutte pour les conquérir s'engage entre social-démocrates et cadets. Là aussi, le gouvernement recourt aux procédés les plus divers pour réduire le nombre des électeurs.

L'un d'eux consiste à dresser ce qu'on appelle les « listes d'électeurs ». Tous les locataires de plus de 25 ans ont le droit de vote ; cependant, la « liste » ne comprend que ceux qui paient la contribution mobilière, c'est-à-dire qui occupent un logement relativement cher. Les autres, de même que les pensionnaires, etc., doivent faire des demandes spéciales pour être considérés comme électeurs. Mais il y a tant de formalités ennuyeuses à remplir que c'est à en perdre à jamais l'envie de voter. D'abord, il faut un certificat de la police ; celle-ci fait traîner les choses en longueur ; il faut aller voir cinq ou six fois « M. le Commissaire », pour recevoir parfois un certificat qui, aux élections, est déclaré impropre et non valable. On trompe les électeurs ; on leur dit que le délai est passé ; et pendant qu'ils s'efforcent de prouver le contraire, le délai expire. En un mot, les ruses les plus diverses sont employées pour enlever aux électeurs leur droit de vote.

Il y a ensuite les fameuses « interprétations ». Non pas celles qui permettent au gouvernement d'annuler sous un prétexte ou sous un autre les candidatures qui lui déplaisent, mais encore celles qui touchent des couches entières de la population. Un seul trait de plume prive du droit de vote près de 95 % des Juifs autorisés « sous condition » à séjourner en dehors des zones réservées.

Naturellement, ce ne sont pas seulement les Juifs qui sont « écartés » ; chaque gouverneur agit selon son bon plaisir, chaque commissaire fait à son gré des entorses à la loi.

---

1. Dans les villes, les électeurs se divisent en deux catégories : l'une comprend la grosse bourgeoisie, l'autre les locataires, les fonctionnaires, les employés, etc...

Pour les élections à la IV^e^ Douma, le gouvernement reprend le procédé qui lui avait si bien réussi auparavant. Dès que la III^e^ Douma est fermée, un organisme spécial se met à fonctionner auprès du ministère de l'Intérieur. Cet organisme amende et complète la loi électorale, afin d'assurer la majorité au gouvernement. Dans certaines régions, sont créées des curies spéciales du clergé ; dans d'autres, partout où c'est avantageux, le clergé est associé aux propriétaires fonciers. En général, les popes jouent un rôle important aux élections. Toutes les Doumas comprennent un grand nombre de députés en soutane. L'armée des popes est dirigée par le synode. Des instructions leur sont données pour gagner non seulement les âmes des paroissiens, mais aussi leurs suffrages.

Partout où prédomine une population non russe, hostile au gouvernement, on crée des curies indépendantes russes ; il arrive ainsi que les fonctionnaires constitués en groupes particuliers ont droit parfois à plus de députés que tous la population autochtone. Cet organisme du gouvernement fonctionne sans désemparer.

Avec un tel système, il n'est pas étonnant que parfois les villes, ou d'importantes masses aux sentiments petits-bourgeois élisaient des candidats réactionnaires. Et c'est pourquoi la tactique bolchévik aux élections par ville se différencie de celle employée dans les curies ouvrières.

Dans les curies ouvrières, les bolchéviks estiment indispensable de présenter partout leurs propres candidats, sans conclure aucun accord, même avec les menchéviks-liquidateurs. Quant à la « seconde curie d'électeurs urbains » (la première comprend les gros propriétaires, et les candidats démocrates n'ont là aucune chance de succès) et au vote des cantons, ils considèrent également qu'ils doivent y présenter d'une façon indépendante des candidats social-démocrates, ce fait ayant, par lui-même, une grosse portée d'agitation. Cependant, pour faire échec aux candidats réactionnaires, les bolchéviks admet-

lent la possibilité de conclure, au second tour, alors qu'il s'agit d'électeurs de secondes curies, des accords avec les représentants de la démocratie bourgeoise (troudoviks, etc.) contre les libéraux, de même qu'avec les libéraux contre tous les partis gouvernementaux. Dans cinq grandes villes, où il y a des élections directes avec ballottage, la présentation de candidatures social-démocrates indépendantes est reconnue comme obligatoire ; partout où le danger réactionnaire n'existe pas, le Parti social-démocrate doit repousser tout accord avec la bourgeoisie libérale. La résolution de la conférence de Prague, qui précise toute la tactique électorale, souligne qu'aucun accord ne peut être conclu sur la base d'une plate-forme commune et lier en aucun cas les candidats social-démocrates à des obligations politiques, ou les arrêter dans leur critique résolue des libéraux contre-révolutionnaires et des semi-démocrates bourgeois inconséquents. Les accords qu'admettent les bolchéviks au scrutin de ballottage ne doivent pas du tout avoir le carctère d'un bloc de partis, ils signifient seulement qu'à ces élections, entre deux maux on choisit le moindre.

Pour les social-démocrates, la principale difficulté au cours de la lutte électorale est que notre parti est illégal et se trouve continuellement en butte aux attaques de la police et de l'Okhrana. La campagne électorale est organisée clandestinement et sous la menace constante des perquisitions, des arrestations et déportations.

C'est surtout pour les bolchéviks que cette campagne offre le plus de difficultés. Les menchéviks en ont moins du fait qu'ils présentent des revendications restreintes, adaptées aux possibilités légales et aussi parce qu'ils peuvent s'exprimer librement dans la presse. Les leaders menchéviks, Dan, Potressov et autres, vivent légalement à Saint-Pétersbourg, collaborent ouvertement aux journaux, tandis que toute la direction de la fraction bolchévik est déportée, emprisonnée ou réfugiée à l'étranger. Toutefois, aux élections à la IV[e] Douma, les bolchéviks ont en mains une arme puissante qui leur manquait aux élections pré-

cédentes. En effet, la *Pravda* a commencé à paraître quelques mois avant les élections.

La *Pravda* joue un rôle immense dans la lutte électorale. Journal des révolutionnaires avancés, des masses ouvrières conscientes, elle combat à la fois les liquidateurs, l'influence libérale bourgeoise et la position confuse, « sans-parti », qui nuit au mouvement ouvrier.

Dès juin 1912, la *Pravda* publie des articles, des notes, des lettres et des informations sur les élections prochaines. Elle fait campagne contre toute abstention des électeurs des villes, elle les engage à se préoccuper de leurs droits et à remplir en temps voulu les multiples formalités nécessaires. Chaque numéro invite les lecteurs à vérifier si leurs noms figurent bien sur les listes et, dans le contraire, à faire parvenir leur déclaration aux commissions électorales. Elle lance un appel à ses lecteurs pour que chacun d'eux amène aux élections au moins trois de ses compagnons d'atelier ou de ses voisins.

Le rôle qu'elle joue pour la préparation électorale dans les curies ouvrières est plus important encore. Dans les curies des villes, ce sont les réunions électorales, sur lesquelles, naturellement, la police fait une forte pression, qui ont une influence déterminante ; mais dans les curies ouvrières, ce moyen d'action n'existe pas ; la loi l'interdit. Dès lors, l'agitation que fait la *Pravda* a une importance primordiale.

CHAPITRE II

Les élections à Saint-Pétersbourg

La campagne électorale à Saint-Pétersbourg. — La seconde phase des élections. — Le congrès électoral. — Annulation des élections des principales usines et fabriques. — Grèves et manifestations contre l'annulation des élections. — Secondes élections. — Adoption du mandat bolchévik. — Elections des députés.

Les élections des délégués des usines et des fabriques doivent avoir lieu au début de l'automne 1912; mais au cours de l'été la préparation et l'agitation se développent parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg.

Une importance toute spéciale est attribuée aux résultats des élections à Saint-Pétersbourg. Le Comité central donne comme directive à l'organisation locale de développer son travail aussi largement que possible et de mobiliser toutes les forces du Parti pour mener la campagne. Le Comité de Saint-Pétersbourg est complété par plusieurs représentants des organisations de rayons.

Le Comité désigne pour diriger de très près les élections, une commission électorale dont les membres se répartissent les différents quartiers de la ville.

En fait, la rédaction de la *Pravda* constitue le centre et la direction de la campagne des bolchéviks. Une action infatigable y est menée chaque jour. Le local du journal sert à la fois de permanence et de lieu de réunion aux représentants des rayons, des fabriques et des usines.

Au même moment, dans les rayons, les réunions électorales se tiennent clandestinement. La police ne quitte pas d'une semelle l'ouvrier « suspect » et on doit recourir aux stratagèmes les plus divers pour se réunir même en petit groupe. Ordinairement et pour ne pas éveiller l'attention de la police, les réunions sont restreintes et ne comprennent que dix ou douze personnes. La saison est propice. Sous le couvert de promenade en banlieue, les ouvriers, par groupes, quittent la ville, le plus souvent traversent l'Okhta et s'enfoncent dans la forêt, le meilleur refuge contre les mouchards; ceux-ci ne se hasardent pas au delà de la lisière. Là il est facile de leur échapper; d'autre part, ils craignent les endroits retirés où ils courent le risque de recevoir la correction qu'ils méritent.

Aux réunions, on discute ardemment avec les liquidateurs. Notre parti convie les ouvriers à aller aux urnes sous ses mots d'ordre fondamentaux et à élire des délégués bolchéviks. Les liquidateurs parlent abondamment d' « unité », de nécessité du front unique; ils proposent de mettre un terme aux discussions fractionnelles et, naturellement, d'élire leurs candidats.

On voit parfois apparaître les socialistes-révolutionnaires, partisans du boycottage des élections. Mais leurs propositions ne trouvent pas d'écho parmi les masses ouvrières. En fait, dans toutes les réunions ouvrières la lutte principale se livre entre bolchéviks et liquidateurs.

A la fin de l'été, on commence, aux réunions dans les forêts, à examiner les candidatures. Pour que le succès soit assuré, il faudrait entamer immédiatement la campagne en faveur des candidats parmi les ouvriers de telle usine ou de telle fabrique. Mais nous n'avons pas cette possibilité : aussitôt connu, le candidat est sûr d'être arrêté. Même après les élections, les délégués ne sont pas à l'abri; quant aux candidats, ils tombent automatiquement dans les mains de la police. C'est pourquoi les noms des candidats restent secrets et ne sont connus des ouvriers qu'au dernier moment.

Quels sont les partis en présence aux élections de délégués ? Les Cent-Noirs représentent la « Ligue du peuple russe », l' « Union de l'Archange Michel » et autres organisations ultra-réactionnaires, qui craignent de risquer leur nez dans les fabriques et les usines. Les partis de la bourgeoisie libérale n'ont parmi les ouvriers aucune chance de succès. Bien que les cadets affirment en paroles qu'ils défendent les intérêts ouvriers, ils comprennent parfaitement que ces derniers ne voteront pas pour eux. Il n'y a rien à faire pour eux dans les usines et les fabriques. La masse des ouvriers sait très bien de quelle façon les partis bourgeois, alliés aux industriels et aux marchands, peuvent les défendre. Toutefois, sans faire campagne pour leurs candidats, les cadets ne peuvent s'empêcher de faire des tentatives pour entraver la campagne des social-démocrates. La veille des élections, ils répandent le bruit que les social-démocrates boycottent la Douma. C'est un mensonge rebattu, utilisé déjà par les cadets lors de la précédente campagne.

Etant donné, d'une part, l'absence complète de chances pour la droite et les libéraux et, d'autre part, le boycottage de la Douma par les S.-R., les social-démocrates sont le seul parti qui intervient dans les curies ouvrières. La lutte se poursuit uniquement entre bolchéviks et menchéviks. Mais en même temps, il faut empêcher l'élection de candidats occasionnels qui, sous le drapeau de « sans-parti », peuvent en définitive jouer un certain rôle. L'argument habituel qu'emploient ces sans-parti, dans leur lutte contre les candidats social-démocrates est « qu'il ne faut pas suivre tel ou tel parti, mais élire simplement des gens honnêtes et connus des ouvriers ».

Les bolchéviks font une campagne acharnée contre ce point de vue, expliquent qu'il est nuisible, démontrent que les sans-parti sont des gens sans idées fermes, sans principes, qui peuvent facilement faire fausse route. Les véritables représentants de la classe ouvrière ne peuvent être que des membres d'un parti ayant une plate-forme, un programme et qui contrôle ses représentants.

Plus les élections approchent et plus la lutte électorale devient ardente. La date n'est connue qu'au dernier moment: c'est encore un truc du gouvernement qui, en fixant la date à l'improviste, veut empêcher les ouvriers de se tenir prêts et diminuer ainsi le nombre des électeurs.

A Saint-Pétersbourg, les élections des délégués des curies ouvrières sont fixées au dimanche 16 septembre. Les ouvriers ne l'apprennent que le 14, et même certaines entreprises seulement le 15. A l'usine Semiannikov, l'avis des élections est collé pendant les trois jours de la fête de l'usine, alors qu'aucun ouvrier ne travaille.

Bolchéviks et menchéviks mobilisent toutes leurs forces pour le jour des élections. Appelant les ouvriers à voter pour les bolchéviks, la *Pravda* du 16 septembre, jour des élections, écrit :

> Les élections des curies ouvrières dans les provinces de Saint-Pétersbourg et de Moscou ont une importance énorme pour le prolétariat de la Russie entière, car c'est là que les ouvriers avancés et conscients sont le plus nombreux. En se groupant aux élections de délégués, le prolétariat pourra, plus tard, travailler en commun à la réalisation des grandes tâches qui se posent devant la classe ouvrière dans la période actuelle. Bien entendu, il serait ridicule de supposer que les ouvriers puissent élire certains candidats réactionnaires ou cadets. Mais ils ne doivent pas non plus laisser élire des « sans-parti », c'est-à-dire des gens sans orientation nette et ferme. Les ouvriers ne donneront pas davantage leurs voix à ces démocrates ouvriers hésitants et faibles, qui n'ont pas foi dans les forces de la classe ouvrière, qui sont prêts aux concessions et aux compromis avec la bourgeoisie libérale. Les ouvriers ont un phare sûr, ce phare, c'est l'idéal d'une démocratie ouvrière conséquente. Vers cet idéal, la classe ouvrière a toujours marché et y marchera aujourd'hui encore. Camarades ouvriers ! Choisissez des représentants dignes de l'être, des démocrates ouvriers convaincus et conséquents.

Les menchéviks ne demeurent pas en reste. Ils font paraître le 16 le premier numéro de leur journal *Loutch* (le Rayon) qui attaque à fond les bolchéviks et invite les ouvriers à voter pour les candidats menchéviks. Le *Loutch* dissimule sa phy-

sionomie derrière des appels hypocrites à l'unité et, en même temps, il divise le mouvement ouvrier en accusant la *Pravda* et les bolchéviks du crime de la scission et d'un tas d'autres péchés.

Les élections ont lieu simultanément le dimanche dans toutes les usines et les fabriques. D'après la loi, les directions des fabriques et des usines doivent fournir des locaux pour les élections. Mais même cet article de la loi est violé. C'est ainsi que l'une des principales usines de Saint-Pétersbourg, l'usine d'Oboukhov, cadenasse ses locaux le jour du scrutin afin d'empêcher les élections. L'usine Ijorsk fournit une salle, mais n'en autorise l'accès que pendant quinze minutes. Après quoi, la porte est fermée et les ouvriers qui arrivent plus tard sont dans l'impossibilité de voter. L'administration des usines Siemens-Halske, de la Compagnie internationale des wagons-lits, et surtout les entreprises de la banlieue, agissent encore plus expéditivement. Elles ne portent pas leurs ouvriers sur les listes électorales des curies ouvrières. Quand les ouvriers l'apprennent, ils protestent auprès de la commission électorale; mais on leur déclare qu'il est trop tard pour les rétablir dans leurs droits.

Toute une série de mesures sont prises afin que les élections se passent « comme il faut ». En certains endroits, la police arrête les candidats et les militants ouvriers à tendance révolutionnaire. D'après la loi, seuls les électeurs ont le droit d'assister aux élections, par conséquent, ni l'administration des usines ni la police ne doivent être présentes. Cependant, les forces policières massées auprès des entreprises témoignent d'une façon convaincante de la pression qui est exercée sur les électeurs. Afin d'avoir un prétexte pour annuler les élections, l'administration de certaines usines ne donne pas la liste des ouvriers qui ont un stage suffisant pour voter. A l'usine Poutilov, au dernier moment, elle partage les ateliers en groupes et déclare que chaque catégorie d'ouvriers (ceux de l'entretien, les peintres, les charpentiers, etc.) doivent voter séparément.

Ces quelques exemples, dont on pourrait allonger la liste indéfiniment, montrent suffisamment dans quelle atmosphère ont lieu les élections de délégués à Saint-Pétersbourg. Partout l'administration des usines et des fabriques apporte une aide active au gouvernement pour rogner les droits électoraux des ouvriers: listes irrégulières, fermeture des locaux réservés aux élections, entrée de « 15 minutes seulement », tout cela n'a qu'un but : restreindre le nombre des électeurs et empêcher que les élections deviennent des manifestations politiques. Cependant, ce but n'est pas atteint. Ajoutons qu'aucune curie ouvrière n'élit un candidat de droite. Dans presque toutes les réunions électorales, les ouvriers prennent la parole, adoptent des résolutions sur les principales questions qui, à cette époque, passionnent les masses. Presque partout, les ouvriers votent des protestations contre l'inadmission des délégués syndicaux au congrès des inspecteurs des fabriques et réclament la convocation immédiate d'un congrès pour les élections au Conseil d'assurances. En outre, des résolutions d'un caractère politique général sont votées. Ainsi, les élections des délégués ouvriers attestent que le prolétariat de Saint-Pétersbourg dans son entier a une position révolutionnaire.

Les élections dans les ateliers du chemin de fer Nicolas, où je travaille, se passent dans des conditions à peu près identiques. Notre usine, où travaillent 3.000 ouvriers, se distingue depuis déjà longtemps par son état d'esprit révolutionnaire.

Au début de l'été, quelques mois à l'avance, j'ai été prévenu que le Parti présentait ma candidature. Au fur et à mesure que les élections approchent, dans les ateliers on discute ardemment les candidatures. La majorité des ouvriers connaît mon activité ; aussi, ma candidature est soutenue par tous ; il est clair qu'elle passera à une majorité écrasante. Melnikov est le second candidat bolchévik. Sont également présentés des candidats menchéviks et on parle de candidature de sans-parti.

La réunion électorale se tient dans un atelier de notre usine appelé *Yama* (la Fosse), qui peut contenir près de

10.000 ouvriers. Ce bâtiment a joué un rôle historique, car c'est là qu'en 1905, pendant la première révolution et plus tard ont eu lieu les grands meetings de l'ensemble du rayon. La réunion commence par un exposé général sur les élections. On passe ensuite à la discussion sur les tâches de la campagne électorale, la Douma, la participation des ouvriers aux élections, etc.

Les candidatures donnent lieu à d'ardentes discussions; chaque candidature est examinée séparément. Outre la plate-forme politique dont il se réclame, on discute les qualités personnelles, l'activité du candidat, son autorité dans l'usine, sa fermeté, etc. Les élections sont faites au scrutin secret. On compte les bulletins : je suis élu à l'unanimité. Je suis élu *délégué* ainsi que notre second candidat, le camarade Melnikov. Les autres candidatures obtiennent 2 ou 3 voix...

Sur 80 délégués élus par les curies ouvrières de Saint-Pétersbourg, la grande majorité sont des candidats du Parti social-démocrate. Beaucoup d'entre eux ont un passé révolutionnaire, soit qu'ils aient été poursuivis, condamnés, déportés, etc... Pourtant, quelques-uns n'ont pas encore pris une position nette et hésitent entre les deux fractions du Parti. De cette façon, on ne voit pas clairement ce que donnera la deuxième phase des élections des curies ouvrières (élections des électeurs) qui devront, en définitive, élire les députés.

Menchéviks et bolchéviks redoublent d'efforts parmi les délégués pour gagner les hésitants. La lutte est encore plus passionnée qu'aux élections de délégués. La loi électorale met toute sorte d'entraves. Pas une seule réunion de délégués n'est permise. La police les disperse toutes, quelle qu'en soit la tendance, et surveille de près les délégués afin qu'ils ne puissent avoir aucun rapport entre eux.

C'est pourquoi dans la deuxième phase de la campagne électorale, la presse joue un rôle considérable. La *Pravda* et le *Loutch* mènent une campagne acharnée, par leur fraction respective et appellent les délégués à faire triompher leurs candi-

dats. La polémique entre ces deux organes devient plus acerbe aux élections des électeurs. Chaque fraction mobilise tout l'arsenal de ses arguments.

L'argument essentiel des menchéviks-liquidateurs revient à accuser les bolchéviks de briser l'unité de la classe ouvrière. Par ce moyen, ils s'efforcent d'une façon détournée d'empêcher les délégués d'analyser le programme politique des deux fractions. Ce que les liquidateurs craignent le plus, c'est qu'on pose la question du programme révolutionnaire, car ils savent d'avance que, sur ce point, ils seront battus. En essayant de brouiller les cartes, ils pensent éviter l'examen des plates-formes politiques et c'est pourquoi ils ne cessent de se répandre en bavardages sur les « accords », l' « unité » et les « candidatures personnelles ».

Accord entre les organisations social-démocrates, — écrit le *Lonitch*, — ou encore entre les délégués social-démocrates afin d'intervenir étroitement unis au congrès des délégués et d'élire des électeurs et des députés pris parmi les plus fermes, les plus dignes, les plus capables, sans distinction de nuances : voilà l'unique issue de la situation difficile où nous sommes.

C'est, en effet, pour les menchéviks la seule issue, car sous la formule : les « plus fermes, les plus dignes, les plus capables », on peut élire n'importe qui, avec n'importe quelle plate-forme politique, c'est-à-dire même des menchéviks, même s'ils n'ont pas la majorité parmi les délégués.

Mais la *Pravda* démasque ces manœuvres; elle écrit qu'il ne faut pas craindre la lutte dans la classe ouvrière ; la lutte ne divise pas cette dernière, mais au contraire, la renforce, l'unifie.

Cette lutte est inévitable, car les ouvriers doivent décider de la tactique social-démocrate à la Douma. Cette lutte, — nous insistons particulièrement là-dessus, — n'affaiblit nullement l'unité de la classe ouvrière, car il s'agit seulement d'élire un électeur ou l'autre. La classe ouvrière doit agir et agira avec unité, et c'est justement à cause de

cette unité que les députés ouvriers doivent représenter l'opinion de la majorité et non celle de la minorité du prolétariat.

Afin de savoir où est la majorité, les bolchéviks proposent de mettre aux voix les deux plates-formes politiques, après les avoir préalablement examinées à la réunion des délégués. Mais cela pose la question de la subordination à la majorité, et cela les menchéviks-liquidateurs, qui ont peur du résultat, n'en veulent pas. Les bolchéviks posent la question des élections des mandatés de façon que ce soit la lutte sur des programmes politiques qui détermine la tactique de la fraction social-démocrate; les menchéviks, par contre, essaient de gagner la bataille en mettant en avant le principe individuel, c'est-à-dire celui des qualités personnelles de chaque candidat.

La discussion prend un caractère violent; elle s'étend à tout le Parti, depuis la base jusqu'au sommet, pénètre dans les usines et fabriques et parmi les délégués eux-mêmes.

Une semaine avant les élections est convoquée une réunion illégale des délégués dans une forêt à 2 ou 3 verstes de la station Porokhoïé. Une trentaine de délégués et plusieurs représentants du Comité bolchévik de Saint-Pétersbourg et du Comité d'organisation menchévik y assistent. La bonne composition de cette réunion permet de poser la question dans toute son ampleur. La lutte est ouverte. Les bolchéviks montrent la nécessité d'élire ceux qui réaliseront le programme du parti et se soumettront à ses directives; les liquidateurs restent sur leur position : il faut, afin d'éviter la scission, élire des personnalités connues, indépendamment de leur plate-forme politique.

Lachévitch intervient au nom de l'organisation bolchévik. Avec l'emportement qui lui est propre, il lance : « Nous vous arracherons le masque ; nous montrerons aux ouvriers ce que vous dissimulez derrière vos phrases hypocrites sur l' « unité » !

La réunion dure plus de cinq heures, au milieu des débats

les plus tumultueux. Notre résolution est adoptée à une majorité absolue : deux tiers des présents; cependant, les liquidateurs se refusent à la reconnaître.

Toutes les tentatives faites pour arriver à un accord sont vaines. Chaque fraction repousse les propositions de l'autre. A côté des pourparlers destinés à établir une liste commune, chaque fraction « travaille » les délégués afin de les gagner à son point de vue.

La veille du congrès électoral des délégués, les menchéviks menacent de faire la scission, si leurs propositions sont rejetées. Le *Loutch* déclare que si on n'arrive pas à un accord, les menchéviks présenteront leurs propres candidats, même à la seconde curie ouvrière de Saint-Pétersbourg où les social-démocrates font le front unique. Naturellement, ces menaces n'ont aucun effet sur nos décisions.

Le congrès des délégués des curies ouvrières a lieu le 5 octobre. Comme pour la première phase des élections, le gouvernement a recours à son vieux procédé: les élections sont seulement annoncées la veille, c'est-à-dire quelques heures avant la réunion. Cette mesure précipitée a pour but de faire échec au congrès des délégués, mais ce n'est pas tout; une autre surprise nous attend. En même temps que le congrès, on annonce le 4 octobre, c'est-à-dire la veille, que les élections de 21 usines et fabriques sont annulées. Enfin, au congrès même, par décision extraordinaire du gouverneur, sont encore annulées les élections de 8 entreprises de l'arrondissement de Chlisselbourg. Cette mesure touche les plus grosses usines, notamment l'usine Poutilov, qui a élu 9 délégués, les chantiers navals de la Néva, avec leurs 3 délégués, etc.

Le congrès des délégués doit élire six électeurs. Bolchéviks et menchéviks présentent des candidats.

Préparée à l'avance, notre liste n'est communiquée que le jour même des élections, afin de ne pas faire arrêter les candidats.

Les élections ont lieu à la Douma municipale de Saint-Pétersbourg. Le congrès est convoqué à midi, mais les délégués sont en majorité réunis une heure avant. Ils font connaissance et s'efforcent de savoir pour qui on votera.

Le président officiel du congrès, lequel est désigné par le gouvernement, est l'adjoint au maire de Saint-Pétersbourg, Demkine, un ultra-réactionnaire qui remplit consciencieusement ses devoirs de policier, en s'efforçant de restreindre toujours plus les élections, pourtant déjà assez réduites. Demkine n'accorde qu'une heure à la commission chargée de vérifier la liste des candidats.

Parmi les 50 délégués, 5 ou 6 seulement sont sans-parti : les autres sont des social-démocrates, bolchéviks ou menchéviks. La réunion composée seulement de délégués, est la dernière étape de la lutte menée par les deux fractions depuis plusieurs semaines. Maintenant, il faut définitivement décider pour qui on votera. La bataille prend donc un caractère extrêmement passionné et violent. Chaque groupe se présente avec sa liste et ses décisions; personne ne veut céder. Les discours qui sont prononcés ont pour but de gagner les délégués encore indécis. Ce sont les candidats du Parti qui prennent le plus souvent la parole; pour nous : Zaïtzev, Ignatiev, Egorov et moi; pour les menchéviks : Pétrov et encore deux ou trois autres.

Malgré la résistance des liquidateurs, nous insistons pour qu'on examine les plates-formes politiques. Le premier orateur parle au nom des menchéviks. Après lui un délégué bolchévik prend la parole ; mais au moment même où il aborde la plate-forme politique, Demkine entre et interrompt la séance en proposant de procéder au vote.

Dans la salle sont disposées les urnes électorales, autant d'urnes que de délégués; chacune d'elle porte le nom du délégué. Le vote a lieu au scrutin secret, avec des boules. Il faut plus d'une heure pour que toutes les boules soient placées et

les élections terminées. Alors, on dépouille le scrutin. Tous les élus sont des social-démocrates, quatre d'entre eux appartiennent à la liste de la *Pravda*.

L'atmosphère du congrès, l'annulation hâtive des élections de délégués de plus de la moitié des usines et des fabriques, provoque forcément l'indignation des ouvriers de Saint-Pétersbourg. Le gouvernement est allé trop loin : les ouvriers pétersbourgeois ripostent par un puissant mouvement de protestation.

C'est l'usine Poutilov qui déclenche le mouvement. Le jour même des élections, le 5 octobre, après le déjeuner, les ouvriers ne reprennent pas le travail; ils se réunissent par atelier et déclenchent la grève. A 3 heures, plusieurs milliers d'ouvriers quittent l'usine en chantant, et se dirigent vers la porte de Narva ; mais la police les disperse. Après l'usine Poutilov, c'est le tour des chantiers navals de la Néva où 6.500 ouvriers organisent un meeting et une manifestation politique. Les ouvriers des fabriques Pal, Maxwell, de la menuiserie Alexéiev, etc. les rejoignent. Le lendemain, le mouvement de grève gagne les usines Erikson, Lessner, Geissler, Vulkan, Duflon, Langesippen, Phénix, les fabriques Tchecher, Bek, Lébédev et autres.

Enfin, le mouvement s'étend à tous les rayons de Saint-Pétersbourg. Les usines où les élections n'avaient pas été annulées se mettent aussi en grève, organisent des meetings et des démonstrations. Dans certaines usines, les ouvriers protestent contre l'annulation des élections, et contre les poursuites dont les syndicats sont l'objet. La grève prend un caractère exclusivement politique sans revendication d'ordre économique. Pendant dix jours, le mouvement englobe jusqu'à 70.000 ouvriers. Il prouve que les ouvriers tiennent à leurs droits électoraux et comprennent l'importance exceptionnelle des élections et du futur travail des députés ouvriers.

La vague de grèves continue à se développer jusqu'au moment où le gouvernement recule et décide de faire de nouvelles élections partout où elles ont été annulées. Sur la liste des

entreprises nouvellement dressée, figurent de nombreuses usines et fabriques qui, auparavant, n'ont pas voté.

Ces événements font annuler les élections d'électeurs qui sont remises après les élections complémentaires. C'est là une grande victoire de la classe ouvrière qui montre combien est développée la conscience révolutionnaire du prolétariat de Saint-Pétersbourg.

Les élections complémentaires de délégués pour plus de vingt usines sont fixées au dimanche 14 octobre. Comme pour les premières élections, la *Pravda* et l'organisation du Parti mènent une vaste campagne d'agitation pour inviter les ouvriers à élire des bolchéviks. Les élections se passent au milieu des grèves qui continuent pour protester contre la suppression des droits électoraux ouvriers. Dans une série de réunions d'usines et de fabriques, où les ouvriers font preuve d'un état d'esprit révolutionnaire élevé et d'un intérêt croissant pour la campagne électorale, des dizaines d'orateurs menchéviks et bolchéviks défendent respectivement leur plate-forme. Dans presque toutes les entreprises où les élections ont été annulées, les ouvriers élisent les mêmes candidats, mais cette fois ils leur donnent des mandats. Ce sont pour la plupart des mandats présentés par les bolchéviks. Fait caractéristique : nos mandats sont adoptés même là où des menchéviks sont élus. A l'usine Sémiannikov, un bolchévik et deux menchéviks sont élus ; ces deux derniers essaient de remanier notre mandat en y ajoutant un des mots d'ordre menchévik sur la liberté de coalition. Cet amendement est repoussé à une écrasante majorité et le projet adopté sans aucun changement.

Le mandat bolchévik est également adopté partout où les premières élections ont été confirmées. Il réunit de nombreuses signatures.

Aussitôt après, est fixé le congrès des délégués qui doit élire six nouveaux électeurs. Cette fois encore nous n'arrivons pas à nous entendre avec les menchéviks pour présenter une liste

unique. Les pourparlers entre les deux organisations du Parti ont le même résultat. Menchéviks et bolchéviks maintiennent fermement leurs positions respectives et se refusent à tout accord.

La liste des candidats bolchéviks est à peu de chose près la même qu'aux premières élections.

Le second congrès des délégués se réunit le 17 octobre avec un nombre double de délégués : plus de 80. Les grèves et les meetings de protestation ont certainement impressionné Denkine, qui cette fois ne limite pas le temps de la commission préalable qui siège plus de quatre heures. Débats passionnés entre bolchéviks et liquidateurs. On examine les plates-formes politiques et avec elles les tâches révolutionnaires qui se posent devant la classe ouvrière.

Les délégués tiennent à profiter des élections pour faire une démonstration politique et à la fin de la réunion votent des résolutions sur les principales questions du moment : protestation contre la guerre dans les Balkans, résolution demandant la revision de l'affaire des députés de la deuxième Douma; protestation contre la condamnation des marins de la mer Noire. Ils adoptent ensuite une adresse aux électeurs de la seconde curie de la ville, les invitant à élire des candidats du Parti social-démocrate, « les uniques défenseurs fermes, révolutionnaires et décidés des intérêts du peuple, les seuls combattants intransigeants contre l'oppression politique, pour la liberté la plus complète et les droits les plus larges du peuple ».

A la fin de la réunion, le mandat des bolchéviks aux députés ouvriers est adopté à l'unanimité. Ce mandat élaboré par le Comité central de notre parti a été, je le répète, approuvé par de nombreuses réunions pour les élections des délégués.

Ce mandat souligne l'importance de la tribune de la Douma pour l'agitation révolutionnaire et en même temps, exige que les députés de Saint-Pétersbourg et la fraction social-démocrate

tout entière luttent pour les revendications intégrales de la classe ouvrière. Les délégués votent, sans aucun amendement, le mandat suivant:

Les revendications du peuple russe posées par la Révolution de 1905, restent entières.

Le renforcement de la réaction et la « reprise du régime » n'ont fait que les rendre plus urgentes.

Les ouvriers sont souvent privés non seulement du droit de grève, car ils ne sont pas certains qu'on ne les mitraillera pas, non seulement du droit d'association et de réunion, car ils courent alors le risque d'être arrêtés, mais encore ils sont privés du droit de vote. On leur applique des « interprétations » spéciales, ou bien on les exile : c'est ainsi qu'il y a peu de temps, la loi a été spécialement « interprétée » à l'égard des ouvriers des usines Poutilov et des chantiers navals de la Néva.

Et on ne compte pas les dizaines de millions de paysans affamés, laissés à la merci des propriétaires fonciers et des fonctionnaires ruraux.

Tout cela montre qu'il faut satisfaire aux revendications de 1905.

La situation économique de la Russie révèle des signes de crise industrielle. De larges couches paysannes sont déjà ruinées ou menacées de ruine. Il est donc très urgent de résoudre les problèmes posés par 1905.

C'est pourquoi nous estimons que la Russie est actuellement à la veille de gigantesques mouvements de masse, plus profonds peut-être qu'en 1905. Le mouvement de la Léna, les grèves de protestation contre l'annulation des élections, etc... en témoignent. C'est la classe la plus avancée de la société russe, le prolétariat, qui constituera, comme en 1905, l'avant-garde de ce mouvement.

Son allié ne peut être que la paysannerie martyre pour qui l'abolition du régime féodal est une question vitale.

La lutte sur deux fronts — contre le régime féodal et contre la bourgeoisie libérale qui cherche à s'entendre avec l'ancien régime, voilà la directive des prochaines actions de masses.

Une telle lutte ne pourra être victorieuse que si elle est dirigée par le prolétariat.

Mais le prolétariat ne pourra prendre la direction du mouvement populaire que s'il a conscience de ses propres intérêts et s'il est fortement organisé.

Dans les conditions actuelles, la tribune de la Douma est l'un des meilleurs moyens pour éduquer les larges masses du prolétariat.

C'est pourquoi nous envoyons notre représentant à la Douma ;

c'est pourquoi nous le chargeons, ainsi que toute la fraction social-démocrate, de lancer nos mots d'ordre du haut de la tribune et non pas de légiférer en vain.

Nous voulons que la fraction social-démocrate à la IVe Douma et que notre représentant en particulier, lèvent bien haut le drapeau de la classe ouvrière dans le camp ennemi qu'est la Douma réactionnaire.

Nous voulons que du haut de cette tribune retentisse fortement la voix de la fraction social-démocrate ; que soient exposés les buts finals du prolétariat, les revendications intégrales de 1905, le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le mouvement des masses, le rôle des paysans en tant qu'alliés les plus sûrs du prolétariat, le rôle enfin de la bourgeoisie libérale qui a trahi la « liberté populaire ».

Nous voulons que, sur la base de tels mots d'ordre, la fraction social-démocrate à la IVe Douma agisse avec unité ;

Qu'elle renouvelle ses forces en gardant un contact étroit avec les larges masses;

Qu'elle marche aux côtés de l'organisation politique de la classe ouvrière russe.

Le mandat bolchévik est adopté à l'unanimité. Pourtant on vote sur deux listes indépendantes : menchévik et bolchévik. Cinq délégués seulement obtiennent la majorité absolue : deux bolchéviks, moi (49 voix contre 33) et Kostioubok (45 voix contre 37) ; trois menchéviks : Gonkov, Pétrov et Soudakov. Le scrutin de ballottage donne, le lendemain, la majorité à deux candidats bolchéviks, Ignatiev et Zaïtsev. C'est le premier qui est désigné définitivement par tirage au sort.

Ainsi, les élections au deuxième degré donnent aux bolchéviks et aux menchéviks des résultats égaux : Ils ont chacun trois électeurs. Le Parti exige que tous les électeurs, sauf ceux dont les candidatures ont été confirmées par l'organisation du Parti, se refusent au ballottage et se soumettent à la majorité. Mais comme les forces sont égales, il est clair qu'aucune fraction n'acceptera de plein gré de retirer ses candidats.

Dans son analyse des résultats électoraux, le camarade Staline souligne, dans la *Pravda*, que l'adoption du mandat bolchévik indique clairement qui doit être élu à la Douma : « Malgré tous les efforts des liquidateurs pour essayer de troubler l'eau,

les délégués ont réussi sur un point décisif à affirmer leur volonté : le mandat. Aux réunions, les délégués ont adopté à une majorité écrasante un mandat bien défini, celui des partisans de la *Pravda*... Il est facile de voir que ce mandat diffère radicalement de la « plate-forme » des liquidateurs; il est profondément antiliquidateur. Une question se pose : si pourtant les liquidateurs osent présenter leurs candidats, que fera-t-on du mandat imposé à chaque député par une décision nette du congrès des délégués ?[1] »

Il est évident que la volonté des délégués exprimée par le mandat n'a, pour les liquidateurs, aucune importance. Ils veulent à tout prix présenter leurs candidats, et pour cela, ils sont prêts à tout.

Dans l'intervalle qui sépare la désignation des électeurs de celle des députés, des pourparlers ont lieu entre les comités du Parti et les électeurs eux-mêmes. Nous montrons que les ouvriers pétersbourgeois ne peuvent envoyer à la Douma que des bolchéviks, puisqu'il est amplement prouvé que l'influence bolchévik domine parmi les masses ouvrières. Aux deux premiers degrés, les élections nous ont donné des résultats favorables. Au premier congrès électoral, quatre de nos candidats ont été élus; en ce qui concerne les deux autres, l'un est un liquidateur convaincu, l'autre ne rejoindra les menchéviks qu'après les élections. Au second congrès, l'influence bolchévik révélée surtout par l'adoption du mandat, reste dominante. Une répartition fortuite des voix n'est pas une raison suffisante pour dénaturer la volonté de l'énorme majorité des ouvriers de Pétersbourg.

Aucun argument ne convainc les liquidateurs, qui gardent opiniâtrement leurs positions. Bien plus, ils repoussent la proposition du tirage au sort, faite par les bolchéviks pour essayer de maintenir l'unité aux élections. On ne cède ni d'un côté, ni

1. Article signé : « K. St. » *Pravda*, n° 147 du 19 octobre 1912.

de l'autre. Menchéviks et bolchéviks vont au Congrès régional des électeurs, en maintenant les uns et les autres leurs propres candidats.

Le Congrès s'ouvre le 20 octobre, dans le local du *Zemstvo* — de la province. La province de Saint-Pétersbourg n'a droit qu'à quatre députés, un pour les paysans, deux pour les propriétaires fonciers et immobiliers, et un pour les *curies* ouvrières. La majorité des électeurs, au nombre de 66, est constituée par des progressistes et des Octobristes qui font bloc contre la droite et les nationalistes.

Le président, désigné par le gouvernement, l'auguste prince Saltykov, lit les paragraphes correspondants de la loi électorale et les instructions, contrôle la liste des électeurs désignés et propose de passer ensuite au vote qui doit se faire au scrutin secret et par boules. On met d'abord aux voix le candidat des paysans, lesquels ont comme électeurs, un progressiste et quatre droitiers. Les progressistes nous proposent de soutenir leur candidat. Nous acceptons à condition que celui-ci vote avec la fraction social-démocrate sur les projets de loi ouvriers. Leur candidat est élu. Un progressiste est élu également comme député des propriétaires immobiliers et un octobriste comme député des propriétaires fonciers.

On passe ensuite à l'élection des députés des *curies* ouvrières. On met aux voix tous les électeurs, bolchéviks et menchéviks. Je suis élu par 34 voix contre 29. Les liquidateurs obtiennent un nombre de voix de beaucoup inférieur.

Furieux d'être battus, les liquidateurs propagent les calomnies les plus ignobles pour expliquer leur échec.

CHAPITRE III

La fraction social-démocrate à la IV[e] Douma

Après les élections. — Visites et lettres d'ouvriers. — Composition de la fraction social-démocrate. — Jagello, député de Varsovie. — Commission bolchévik des Six. — Sur qui pouvons-nous compter.

Un mois seulement après les élections, la Douma ouvre ses portes. Nous profitons de ce délai pour nous préparer, organiser la fraction social-démocrate et son travail.

Le travail au sein de la Douma n'est qu'une petite partie des tâches des députés ouvriers. L'activité extra-parlementaire est au premier plan. Aussitôt après les élections, je m'y consacre entièrement. J'ai rapidement une série de nouvelles attributions dans le Parti, les syndicats, la *Pravda*, etc.

J'établis une étroite liaison avec le journal où je passe tous les jours et dont la direction est assurée, alors, par le camarade Staline, qui milite illégalement. Staline a également en mains la direction d'ensemble de la campagne électorale et la préparation de l'organisation de la fraction.

Je prends rendez-vous avec Staline; il me fait part de la nécessité de réunir à l'étranger, avant l'ouverture de la Douma, une conférence du Comité central avec les députés ouvriers. Cette réunion fixera le plan d'action des bolchéviks à la fraction, et résoudra de nombreuses questions concernant notre activité. Je suis entièrement de cet avis, car j'estime que nous, députés ouvriers, devons être dès le premier jour en liaison avec le Comité central et travailler selon ses directives.

Cependant, on ne réussit pas à organiser cette réunion avant l'ouverture de la Douma; il est décidé qu'elle aura lieu

aux premières vacances afin de pouvoir mieux la préparer et lui donner un caractère plus organisé.

Je retrouve Staline à la rédaction ou ailleurs. Parfois il vient chez moi en prenant beaucoup de précautions. Le travail sous sa direction est, pour moi, comme pour les autres députés ouvriers, une grande aide.

Au journal, je rencontre chaque jour des représentants d'organisations ouvrières et je puis ainsi connaître constamment l'état d'esprit des masses prolétariennes. De tous les coins de la ville, les ouvriers viennent raconter ce qui se passe dans les usines et les fabriques, comment travaillent les organisations légales et illégales. Ces rencontres et ces conversations avec les représentants des groupements ouvriers les plus révolutionnaires me fournissent une abondante documentation pour notre prochaine activité à la Douma.

Les députés ouvriers exercent une grande attraction sur les ouvriers qui voient en eux les véritables représentants de leurs intérêts. Dès que les journaux publient les résultats des élections à Saint-Pétersbourg, les ouvriers vous adressent les questions et requêtes les plus diverses. Je dois aller habiter le centre de la ville, afin de pouvoir plus facilement être en rapport avec les représentants des usines et être aussi plus près de la rédaction de la *Pravda*. Après avoir quitté l'usine, je loue un logement rue Chpalernaïa, dans le quartier de la Douma, et j'abandonne le faubourg Nevski.

Déjà, à l'usine, les mouchards ne me ménageaient pas leur « attention ». Elu délégué, cette surveillance se renforce; nommé « électeur », le nombre des agents de l'Okhrana grandit encore ; quant à présent, les shires assiègent positivement mon logement. Je suis filé ainsi que chacun de mes visiteurs.

Je reçois chaque jour un volumineux courrier. On m'écrit de Saint-Pétersbourg, et d'ailleurs. J'ai aussi de nombreuses relations personnelles. Aussi, pour me lier le mieux possible aux masses ouvrières, j'annonce dans la *Pravda* une heure de « réception ». Et chaque jour je reçois un grand nombre de

visiteurs qui m'exposent des questions personnelles ou se présentent au nom de diverses organisations.

On vient me voir pour les raisons les plus diverses. Tous les côtés de la vie ouvrière sont touchés. Je suis tenu au courant du travail des syndicats, des poursuites intentées contre eux, des grèves, des lock-outs, du chômage, de nouveaux cas d'arbitraire de la police; on me demande de m'occuper de camarades arrêtés; les déportés m'adressent de nombreuses lettres, me prient d'organiser des secours matériels. On me demande parfois même du travail. Souvent, on me parle de notre activité prochaine à la Douma, ou de la Douma elle-même; on me présente des vœux, on m'expose des revendications, on me donne des conseils, etc.

Il faut rapidement répondre à toutes les lettres, à toutes les questions. Dans les cas extraordinaires, je le fais par télégramme. Pour de nombreuses affaires, il faut commencer immédiatement des démarches, des pourparlers avec différentes institutions gouvernementales. Tout cela exige énormément de temps et j'y emploie presque toutes mes journées jusqu'à l'ouverture de la Douma.

Peu à peu, les télégrammes, les informations venus de province, donnent un aperçu général des élections en Russie. Bientôt, on apprend la composition de la fraction social-démocrate à la Douma. Mais tous les renseignements ne sont pas précis, ni certains. Par exemple, on ne sait pas au juste qui est Mankov, délégué de Irkoustk. La nouvelle de l'élection d'un député social-démocrate de la région maritime en Sibérie, est fausse. On ne tarde pas à apprendre qu'il s'agit, non pas d'un social-démocrate, mais d'un troudovik. D'ailleurs les élections étaient faites de telle manière qu'il était impossible de se fier aux télégrammes de l'agence officielle. Très souvent, ceux-ci annonçaient l'élection d'un homme de « gauche », mais sans préciser son parti.

Les élus ne sont exactement connus que lorsqu'ils arrivent à Saint-Pétersbourg. En tant que député de la ville je fais paraître dans la *Pravda* un avis priant tous les députés social-démocrates de venir me voir dès leur arrivée afin d'envisager

l'organisation de la fraction. J'indique qu'on peut trouver mon adresse à la rédaction du journal.

Cela doit permettre de lier immédiatement les députés social-démocrates à la *Pravda*, et les placer ainsi sous l'influence des organisations bolchéviks. C'est donc tout de suite vers la rédaction de la *Pravda* que se dirigent les députés social-démocrates et c'est seulement ensuite, qu'ils se rendent à la Douma. Outre les députés ouvriers, les menchéviks (Tchéidzé et Skobélev) qui essayent d'établir de « bons » rapports avec les bolchéviks rendent également « visite » à la *Pravda*.

Quand la majorité des députés social-démocrates est à Saint-Pétersbourg, les réunions se mettent à examiner les mandats et l'état d'esprit des circonscriptions électorales. Ces réunions ont lieu d'abord au Palais de Tauride, ensuite dans un local spécialement loué par la fraction. Celui-ci se compose de quatre à cinq pièces. La maison est aussitôt surveillée par les mouchards qui, de toute la journée, ne quittent pas des yeux la porte et les fenêtres de notre local.

Ainsi qu'aux précédentes Doumas, la fraction social-démocrate à la IV^e^ Douma débute comme une fraction unifiée comprenant des bolchéviks et des menchéviks. Mais il y a une différence: tout de suite commence une lutte aiguë entre députés bolchéviks et menchéviks. La III^e^ Douma s'était ouverte dans une période de réaction très dure et de dépression de la lutte révolutionnaire, tandis que les élections à la IV^e^ Douma ont eu lieu avec une vague montante du mouvement ouvrier. La classe ouvrière, entrant de nouveau dans l'arène de la lutte révolutionnaire, se libère complètement des tendances liquidatrices. Dans les *curies* ouvrières les élections sont marquées par une lutte passionnée entre menchéviks et bolchéviks et, naturellement, cette lutte se transporte au sein de la fraction social-démocrate. C'est pourquoi, dès la première réunion d'organisation de la fraction unifiée, une âpre discussion éclate entre bolchéviks et menchéviks.

Cette première réunion d'organisation de la fraction a lieu

quelques jours avant l'ouverture de la Douma. Les menchéviks veulent profiter de leur majorité pour obtenir la présidence. Mais nous exigeons qu'ils nous cèdent presque la moitié des sièges. Le menchévik Tcheidzé est élu président; le bolchévik Malinovski, vice-président ; trésorier, le menchévik Touliakov. Deux autres membres encore sont élus au bureau : le bolchévik Pétrovski et le menchévik Skobélev.

La fraction social-démocrate à la IV[e] Douma comprend 14 députés, dont 6 bolchéviks et 7 menchéviks; à la tendance menchévik se rattache également le représentant des ouvriers polonais Jagello, député de Varsovie, qui n'a pas tous les droits d'un membre de la fraction. Cette majorité si insignifiante des menchéviks à la fraction permet, soi-disant, de dire que la majorité de la classe ouvrière s'est prononcée pour le menchévisme. Ce qui n'est cependant qu'une erreur grossière: un examen attentif du résultat des élections prouve facilement que les bolchéviks ont justement derrière eux la majorité des ouvriers russes et que, seuls, les députés bolchéviks sont les véritables représentants de la classe ouvrière à la Douma.

Les six *curies* ouvrières des principales régions industrielles ont choisi des bolchéviks. Par contre, les députés menchéviks ont été élus dans des centres non-ouvriers, la plus grande partie en province, c'est-à-dire là où domine la petite bourgeoisie. Un simple calcul des suffrages ouvriers obtenus par les bolchéviks et ceux obtenus par les menchéviks, montre que les masses ouvrières nous suivent. Dans six gouvernements où existent des *curies* ouvrières, on compte 1.008.000 ouvriers (fabriques et mines); alors que dans les huit régions qui ont élu des menchéviks, les ouvriers sont au nombre de 214.000, et en y ajoutant même la région de Bakou où la loi ne permettait pas aux ouvriers de voter, 246.000. Ces chiffres, à eux seuls, prouvent assez que les bolchéviks représentent en fait cinq fois plus d'ouvriers que les députés menchéviks. Seule la monstruosité du système électoral, fait surtout pour réduire la représentation de la classe ouvrière, a pu égaliser à peu près le rapport des forces existant entre les deux fractions.

Un autre calcul prouve encore que les bolchéviks ont avec eux véritablement la grande majorité de la classe ouvrière; c'est la comparaison avec les élections dans les *curies* ouvrières aux précédentes Doumas. A la IIe Douma, les *curies* ouvrières ont élu 12 menchéviks et 11 bolchéviks; à la IIIe Douma, les deux tendances obtiennent un nombre égal de représentants; à la IVe Douma, les députés des *six curies* ouvrières sont bolchéviks. Si, au moment des élections à la IIe Douma, qui coïncident avec le congrès de Londres, la majorité du Parti s'est déjà affirmée bolchévik, actuellement, à la IVe Douma, il ne fait aucun doute que les bolchéviks représentent au moins les trois quarts de tous les ouvriers révolutionnaires.

Mais ce n'est pas par hasard que la composition de la fraction social-démocrate ne correspond pas à celle du Parti. La composition opportuniste des représentations parlementaires des partis ouvriers est caractéristique de tous les Etats bourgeois. Cela est facilité par le système électoral qui, dans n'importe quel régime bourgeois, tend à réduire les droits des ouvriers révolutionnaires les plus avancés. En outre, dans la société bourgeoise, ce sont les éléments non-prolétariens des partis social-démocrates — la petite bourgeoisie, les employés et en particulier les intellectuels — qui sont le plus attirés par l'action parlementaire et s'y adaptent le mieux.

Alors que l'aile bolchévik de la fraction est composée exclusivement d'ouvriers, venus directement des usines, la moitié des députés menchéviks sont des intellectuels: Tcheidzé, journaliste ; Skobélev, ingénieur ; Tchkhenkéli, avocat. Ces trois derniers représentent le Caucase qui, aux élections précédentes, a également élu des menchéviks. Le mécontentement de la population caucasienne à l'égard de la politique de russification du gouvernement tsariste, joue ici un rôle décisif. Et c'est justement ces élections au Caucase qui démontrent clairement que les menchéviks sont en majorité élus par des petits bourgeois. Les députés ouvriers du groupe menchévik sont également les représentants des provinces: Bourianov, du gouvernement de Tauride; Touliakov, de la région du Don;

Khoustsov, de la région de Oufa et Mankov et de Irkoustk. Ils ont été élus grâce aux voix de la population petite-bourgeoise opprimée par la politique nationaliste de l'autocratie.

Mankov a même été élu contre la volonté des ouvriers. A la réunion électorale de la région d'Irkoustk, sur vingt électeurs douze seulement étaient présents. Les autres ont été écartés sans nouvelles élections. Une telle machination électorale n'a pas permis aux ouvriers d'Irkoustk d'élire leur candidat et c'est par hasard que Mankov dont les opinions ultra-liquidatrices ne correspondent pas à l'état d'esprit des électeurs ouvriers, a été élu. Le jour même de l'arrivée de Mankov à Saint-Pétersbourg, la fraction reçoit une protestation des ouvriers d'Irkoustk. Il est même question, un temps, de la démission de ce député. On parle même de l'annulation des élections d'Irkoustk. les menchéviks hésitent à accepter Mankov dans la fraction social-démocrate avec une telle étiquette.

L'élection du député de Varsovie, Jagello, proche des menchéviks, était encore plus inadmissible. Jagello appartient au Parti socialiste polonais ((P.P.S.), où prédominent les tendances nationalistes petites-bourgeoises. Aux élections, le *Bund* a fait bloc avec ce parti, contre les social-démocrates, ce qui démasque le *Bund* en tant qu'organisation de scission, violant toutes les décisions et les directives du Parti, qui a refusé catégoriquement d'accepter le P.P.S. dans ses rangs. Les social-démocrates obtiennent la majorité aux élections: parmi les trois électeurs élus par les ouvriers, deux (Bronovski et Zalevski) sont social-démocrates. Le troisième est Jagello, candidat du bloc. De telle sorte qu'il ne peut être considéré que comme candidat d'une minorité d'ouvriers. La bourgeoisie juive, qui ne s'est pas décidée à avoir son candidat et qui, en même temps, ne veut pas faire entrer à la Douma un nationaliste antisémite polonais, donne ses voix à ce représentant de la minorité. Jagello est donc élu par le bloc du P.P.S., du *Bund* et de la bourgeoisie nationaliste juive, contre la majorité des ouvriers de Varsovie qui ont voté pour les social-démocrates polonais.

Bien que Jagello déclare qu'il se soumettra à toutes les décisions de la fraction social-démocrate, nous nous opposons catégoriquement à son admission. Les bolchéviks ne veulent pas sanctionner de cette façon la politique scissionniste du *Bund*. Jagello peut tout au plus être admis comme sympathisant de la fraction social-démocrate, comme cela a été fait, sous la II^e^ Douma, pour les social-démocrates lithuaniens, alors non-adhérents au Parti social-démocrate russe.

Pourtant Jagello se présente aux menchéviks comme un allié dont la voix pourra être utile dans la lutte contre l'aile bolchévik de la fraction. Aussi les menchéviks veulent-ils l'admettre sans aucune réserve, dans la fraction, au même titre que les autres députés. Nous protestons vigoureusement contre un tel mépris des décisions du Parti. C'est une des premières escarmouches au sein de la fraction. Une lutte opiniâtre oblige cependant les menchéviks à céder. Ils font un compromis: Jagello participera à la fraction, mais avec droits limités. Il aura voix délibérative pour les interventions à la Douma et voix consultative pour les questions intérieures au Parti social-démocrate.

La décision de la fraction social-démocrate, — écrit à ce sujet Staline dans la *Pravda*, — est une tentative de tâter le terrain, de préparer une conciliation. L'avenir nous montrera si la fraction a trouvé le chemin de la paix. En tous cas, une chose reste certaine : le *Bund*, en essayant d'obtenir de la fraction l'approbation de sa politique de scission, a essuyé un échec.

L'avenir montrera que le scepticisme de Staline, quant aux possibilités pour les bolchéviks et les menchéviks de vivre en paix au sein de la fraction social-démocrate, est parfaitement juste. Les députés ouvriers bolchéviks qui reflètent la volonté de toute la classe qui les a élus n'interrompront pas une minute la lutte contre les liquidateurs.

Les députés bolchéviks sont étroitement liés avec tout le prolétariat russe qui ne voit qu'en eux leurs véritables représentants. Nos six bolchéviks sont tous des ouvriers, venus à la Douma du plus profond des milieux prolétariens. Chacun

de nous, dès l'enfance, a senti peser sur son dos les « bienfaits » de l'économie capitaliste. Le bon plaisir du gouvernement tsariste, l'exploitation sans merci de la classe ouvrière par la bourgeoisie et ses valets, n'est pas pour nous une théorie abstraite; c'est quelque chose que nous avons nous-mêmes subi.

La classe ouvrière a conquis après des sacrifices énormes, de nombreuses pertes, à la suite de victoires et de dures défaites, le droit d'envoyer ses représentants à la Douma. Nous devons, dans notre lutte au centre, au cœur même du camp ennemi, contre le régime tsariste, compenser les grosses pertes supportées par les ouvriers russes. La conscience de ce devoir renforce encore notre énergie révolutionnaire et notre volonté de combattre les ennemis déclarés du prolétariat, ou ceux qui se cachent et essayent de freiner le mouvement révolutionnaire.

Quatre métallurgistes et deux ouvriers du textile, telle est la composition de la fraction bolchévik à la IV^e^ Douma. Pétrovski, Mouranov, Malinovski et moi sommes des métallurgistes ; Chagov et Samoïlov, appartiennent au textile. Les députés bolchéviks sont les élus d'importantes régions de la Russie.

Pétrovski, de la *curie* ouvrière de la province d'Ekatérinoslav; Mouranov de Kharkov; moi, de Saint-Pétersbourg; Chagov, de Kostrama; Samoïlov, de Vladimir; et Malinovski, de Moscou.

Mais en réalité, les députés ouvriers représentent plus que leurs circonscriptions. Aussitôt que notre élection est connue, les ouvriers de différentes régions nous envoient des lettres, des déclarations, des résolutions et nous demandent de nous charger de leurs intérêts.

A titre d'exemple, voici une lettre qui m'a été personnellement adressée au début de novembre 1912.

Cher camarade, vous avez dû apprendre par les journaux les tristes résultats des élections dans la province de Koursk. La loi électorale du 3 juin fait que les pires ennemis des ouvriers — les partisans de Markov — ont été élus. Ainsi, les intérêts vitaux du prolétariat restent sans défenseurs. C'est pourquoi nous, groupe d'élec-

leurs de Kourisk, chargeons les élus des ouvriers pétersbourgeois, et les autres membres de la fraction social-démocrate à la IVe Douma de défendre les intérêts de nos électeurs et nous adoptons le mandat que vous a donné le prolétariat de Pétersbourg. Avec nos salutations fraternelles.

LES ÉLECTEURS DE LA PROVINCE DE KOURSK.

La région de Vitebsk — écrivent les ouvriers de Dvinsk, dans leur mandat, — a envoyé seulement des Cent-Noirs à la Douma. Aucun représentant de la population travailleuse n'est arrivé à pénétrer au palais de Tauride, en brisant la barrière qu'est la loi du 3 juin. Nous, avant-garde des ouvriers de Dvinsk, adressons à la fraction social-démocrate tout entière un chaleureux salut fraternel et demandons qu'elle prenne en mains les intérêts du peuple de la région de Vitebsk.

De tous les coins de la Russie, les ouvriers nous envoient leurs revendications, leurs salutations, nous assurent de leur soutien et cela malgré la police, la répression, les menaces qui pèsent sur tous ceux qui entretiennent une correspondance avec les députés bolchéviks.

Ils expriment leur désir de rester en contact étroit avec les députés, en même temps qu'ils invitent ceux-ci à se lier intimement au prolétariat de Pétersbourg, avant-garde du mouvement révolutionnaire. Le mandat envoyé à Moranov, par les ouvriers de l'usine de locomotives de Kharkov, et aussi par les groupes social-démocrates de la ville, des usines et des chemins de fer, comprend le point suivant:

Dans la situation critique actuelle, le député doit conserver des relations étroites aussi bien avec les ouvriers qui l'ont élu qu'avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg.

Les autres députés ouvriers reçoivent également de pareils vœux. Pour les députés bolchéviks, l'aide des ouvriers de Pétersbourg a une importance primordiale. Quand ils montent à la tribune de la Douma pour accuser, démasquer le gouvernement, ils savent très bien qu'ici même, au delà des murs du palais de Tauride, les prolétaires pétersbourgeois amplifient la portée de leur intervention par des grèves ou des démonstrations imposantes. A la suite de Pétersbourg, les autres ré-

gions de la Russie se mettent en mouvement. Mais ce sont toujours les ouvriers de la capitale qui attaquent directement, avec le plus de force et en rangs serrés. C'est justement pourquoi les bolchéviks de la Douma s'appuient, en grande majorité, sur le mouvement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, les ouvriers de Saint-Pétersbourg.

La *Pravda* exprime l'état d'esprit révolutionnaire des ouvriers de Piter [1], et salue dans les termes suivants, le début de notre activité à la Douma [2].

La rédaction de la *Pravda* salue la fraction social-démocrate à la IVe Douma d'Empire et lui souhaite de réussir au poste responsable que constitue la défense décidée et conséquente des intérêts du prolétariat et de toute la démocratie !

A la IVe Douma, — écrit un groupe d'ouvriers pétersbourgeois, dans un salut envoyé à la *Pravda*, — il y a quelques sièges, une bande étroite de l'hémicycle, où se trouvent les véritables élus du peuple, des hommes dont le cœur bat avec celui des ouvriers et des paysans de la Russie : Ce sont des députés ouvriers, c'est la fraction social-démocrate.

Nous entrons donc à la Douma soutenus non seulement par les centaines de milliers d'ouvriers qui ont voté dans les *curies* ouvrières, mais également par toute la masse du prolétariat russe qui a manifesté ses sentiments à notre égard par de nombreuses résolutions, des vœux, des saluts, des mandats, etc. Cette liaison solide, et qui n'ira qu'en se renforçant, avec les larges masses du prolétariat nous aidera considérablement dans notre travail à la Douma, travail extrêmement difficile pour des députés ouvriers.

Les menchéviks ont plus de facilité parce qu'ils ont parmi eux des gens mieux préparés à ce genre d'activité. Leur leader, Tcheidzé, a dirigé pendant cinq ans, la fraction social-démocrate à la IIIe Douma. Il a donc une grande expérience ; il sait parfaitement manœuvrer les rouages compliquées de la Douma. Il importe, aussi, de se familiariser avec certains pro-

1. Saint-Pétersbourg.
2. *Pravda*, n° 169, du 15 novembre 1912.

cédés qui permettent d'éviter les brimades du président et de repousser les attaques de la majorité de droite.

A la Douma, chaque fraction se fait aider par ce qu'on appelle « des personnes compétentes ». Ce sont des partisans de différents partis. Ils rassemblent les matériaux nécessaires aux interventions, élaborent des projets de loi, rédigent les interpellations, examinent et confirment le texte des discours, etc. Pour la fraction social-démocrate, ce genre de « personnes compétentes » est d'autant plus important que notre parti est illégal.

Les députés social-démocrates se font aider en majeure partie par des écrivains et les journalistes du Parti, et également par ceux des membres du Parti qui connaissent en particulier certaines questions (juristes, économistes, etc.). On y trouve des menchéviks et des bolchéviks. Cependant, les premiers sont plus nombreux, car l'Okhrana s'occupe plus spécialement des bolchéviks, ennemis les plus dangereux du gouvernement tsariste. Les menchéviks jouissent de moyens légaux relativement vastes. Nombreux sont les menchéviks en vue qui jouissent d'une grande liberté, séjournent longtemps à Saint-Pétersbourg, s'occupent de littérature ou de certains travaux de caractère social. Ce sont par exemple, les leaders Dan, Potressov, Ejov, qui vivent légalement.

En ce qui concerne les bolchéviks la situation est bien différente. Les dirigeants du Parti qui participent à certains moments au travail de la fraction sont les camarades Staline, Sverdlov, Kaménev, Olminski, Molotov, Krestinski, Krylenko, Kviring, Concordia, Samoïlova et autres. Mais ils séjourneront à Saint-Pétersbourg illégalement et pour un court laps de temps, entre une évasion et une nouvelle arrestation.

CHAPITRE IV

L'ouverture de la Douma

Grève le jour de l'ouverture de la Douma. — Position des menchéviks et des bolchéviks à son égard. — Les rues de Pétersbourg le 15 novembre. — Première séance de la IV^e^ Douma. — La fraction social-démocrate et les élections du bureau de la Douma. — La déclaration gouvernementale. — Réponse des social-démocrates. — Les « omissions » de Malinovski.

L'ouverture de la nouvelle Douma s'accompagne d'une vague de grèves. La classe ouvrière comprend l'importance de l'arme qui est entre ses mains, la grève, et elle en use largement dans sa lutte contre le gouvernement tsariste et la bourgoisie.

Et peu avant l'ouverture de la Douma, fixée au 15 novembre 1912, éclate à Saint-Pétersbourg une grève contre la condamnation des marins de la mer Noire. Le Conseil de guerre de Sébastopol condamne, pour tentative de soulèvement, 17 marins à mort et 106 aux travaux forcés. En réponse, la masse déclenche une grève de protestation qui part de Saint-Pétersbourg et gagne ensuite toute la Russie. En une semaine, 60.000 ouvriers, c'est-à-dire près du quart des ouvriers de la capitale, ont participé à la grève de 24 heures. Dans toute la Russie, le mouvement atteint près de 250.000 ouvriers. Dans quelques usines de Piter, la grève s'accompagne de démonstrations. Les ouvriers descendent dans la rue en manifestant drapeaux déployés et chantent des hymnes révolutionnaires.

Le mouvement se prolonge jusqu'à l'ouverture de la Douma et se transforme en une nouvelle grève politique fixée pour le jour même de l'ouverture. L'objet principal est de protester contre le régime du « 3 juin » et contre la Douma réaction-

naire et de manifester le soutien aux élus social-démocrates. En outre, les grévistes protestent de nouveau contre les condamnations à mort des marins et les brimades dont sont l'objet les emprisonnés politiques des bagnes d'Algatchinsk et de Koutomarsk.

Les grèves et les démonstrations sont organisées par trois « groupes d'initiative » de social-démocrates de Saint-Pétersbourg. Les tracts, lancés trois jours avant l'ouverture de la Douma, sont ainsi signés : *Groupe central social-démocrate des militants syndicaux de Pétersbourg; Groupe des social-démocrates; Groupe des social-démocrates révolutionnaires.* Ni le Comité bolchévik de Pétersbourg, ni le Bureau d'organisation menchévik n'ont participé à l'établissement de ces tracts, ni à la préparation de la grève. Bien plus, les initiateurs de cet appel n'ont pas cru devoir informer seulement le Comité du Parti, mais encore les rédactions de la *Pravda* et du *Loutch* et même notre fraction à la Douma qui fonctionnait déjà depuis quelques semaines.

Cette façon d'agir en « partisans » de la part de quelques groupes d'initiative, s'explique d'abord par l'organisation et la direction, alors encore insuffisante, du mouvement révolutionnaire, ensuite par la difficulté d'entrer en liaison avec les Comités du parti, étroitement surveillés par l'Okhrana et réduits à l'action illégale. L'action de ces groupes d'initiative témoigne de cette absence de liaison : on n'y trouve pas une ligne nette et résolue du Parti. Le mot d'ordre général reste : « pas de fraction », « unité » ; il porte ce caractère de confusion qui plus tard deviendra celui des « inter-rayons ».

Dans ce tract sont mêlés les mots d'ordre bolchéviks et menchéviks. On y trouve aussi bien la confiscation de la terre que « la liberté de coalition », « une véritable représentation populaire », et « la lutte pour la République démocratique », etc., etc.

Il est distribué dans les usines trois jours avant le 15 novembre. Parallèlement les initiateurs mènent l'agitation orale.

Notre fraction et le centre du Parti à Saint-Pétersbourg se trouvent ainsi devant le fait accompli.

Une réunion extraordinaire est convoquée avec la participation de tous les députés bolchéviks et menchéviks qui se trouvent à Saint-Pétersbourg, les représentants du Comité de Saint-Pétersbourg, du Comité menchévik et de la rédaction des deux organes (*La Pravda* et le *Loutch*). Les menchéviks s'opposent résolument à la grève et aux démonstrations ; ils y voient une perte inutile des forces et proposent par conséquent de paralyser tout de suite le mouvement. « La rage des grèves », « les coups de pétard », — voilà comment les liquidateurs appellent les protestations toujours plus fréquentes de la classe ouvrière. Nous, bolchéviks, jugeons cette position scandaleuse, quoique la grève ait été préparée de façon incohérente, mauvaise ; mais puisqu'elle trouve un écho dans les milieux ouvriers, nous devons la soutenir.

Grâce à l'insistance de la majorité menchévik, on publie, au nom de la fraction, une note mentionnant que le tract distribué dans les usines « ne provient d'aucun groupe social-démocrate autorisé de Saint-Pétersbourg ».

Les liquidateurs ne s'en tiennent pas là; ils déclenchent dans le *Loutch* une campagne destinée à briser le mouvement. Ils ont recours aux procédés les plus malhonnêtes, ils font des allusions provocatrices au lancement de la grève qui « est une tentative faite on ne sait par qui, d'utiliser l'agitation des ouvriers », « que cela oblige à suspecter son origine ! », etc. Cependant, il leur est impossible de paralyser complètement le mouvement, ils l'empêchent seulement de s'étendre.

Les groupes d'initiative protestent violemment contre l'attitude des menchéviks. La situation de l'aile bolchévik de la fraction devient difficile. Le caractère inorganisé de la grève, et sa préparation précitée et mauvaise, ne nous a pas donné à nous, députés bolchéviks, le temps d'affirmer notre attitude à son égard ; les liquidateurs en profitent habilement pour mener leur campagne. Il devient de plus en plus nécessaire

d'éclairer la situation. La question est d'abord examinée au Comité de Saint-Pétersbourg; nous informons ensuite la fraction de la nécessité d'examiner avec les représentants des groupes d'initiative le déclenchement de la grève. A cet effet, est nommée une commission dont je fais partie, pour les bolchéviks, avec le menchévik Skobélev. Une réunion comprenant les représentants des groupes d'initiative a lieu dans une imprimerie et dure toute la nuit. Le Comité de Saint-Pétersbourg est représenté. Toutes les circonstances du lancement de la grève et de la diffusion du tract sont examinées. (Il apparaît alors que la majorité des initiateurs sont des bolchéviks). Les résultats de notre entretien sont communiqués à une réunion commune de toute la fraction. En fin de compte le conflit est résolu et les menchéviks sont contraints de reconnaître leur erreur.

Le grève de 24 heures du 15 novembre dresse 30.000 ouvriers de Saint-Pétersbourg (chiffres de l'Okhrana). Le chef du département de la police décrit, dans son rapport, l'aspect des rues de la ville, ce jour-là:

A partir de 11 heures du matin, dans le quartier du palais de Tauride, on remarque sur les trottoirs le mouvement de petits groupes d'ouvriers ; vers une heure se montrent un certain nombre d'étudiants et d'intellectuels. Ce public circule longtemps autour du jardin Tauride, mais la police les empêche de se grouper ; une partie même s'éloigne peu à peu.

Vers 3 h. 1/2, une colonne composée apparemment d'ouvriers et d'étudiants se forme dans la rue Kirotchnaïa et se dirige par la perspective Liteini vers le Nevski, en chantant et en portant un drapeau rouge de la grandeur d'un mouchoir, sur lequel on lit : « A bas l'autocratie ». A l'angle des rues Liteini, Basseinaïa et Siméonovskaïa, la manifestation est dispersée par la police, qui réussit à s'emparer dudit drapeau et à arrêter celui qui le portait.

Un groupe semblable d'environ 100 personnes, y compris les manifestants revenant du palais de Tauride, s'amasse vers 3 heures environ à l'autre bout de la rue Kirotchnaïa, d'où il se dirige, mais sans éclat, par la perspective Souvorov, vers le Nevski ; mais le groupe est disloqué par la police à l'angle de la rue, n° 6, Rojdestvienskaïa.

Ensuite, toujours vers 3 heures, dans la rue Ligovskaïa, près de la place Znamenskaïa, les ouvriers de différentes usines forment une petite manifestation qui doit se diriger vers le canal Obvodnoï, par

le côté droit de la rue Ligovskaïa ; elle est rapidement dispersée par la police. Quinze à vingt personnes, ce qui reste apparemment de cette foule, se dirige vers la fabrique de bonbons « Bligken et Robinson » au n° 52 de la rue Ligovskaïa, forcent l'entrée dans la cour gardée par un employé de l'établissement, avec l'intention de pénétrer dans la fabrique et de débaucher les ouvriers. Mais la police arrive à temps; cependant qu'une partie des manifestants réussit à sauter la haie et à s'enfuir par les voies du chemin de fer Nicolas, 7 hommes sont arrêtés et inculpés conformément à la loi.

Dans son rapport, l'Okhrana si bien informée a quelque peu réduit l'importance des événements. Elle ne relate pas, par exemple, qu'une manifestation a été dispersée par la police sabre au clair, ni que les ouvriers sont entrés dans la fabrique Bligken et Robinson non pas de leur gré, mais poussés par la police qui les poursuivait à coups de bâton ou de cadenas de fer; pas un mot sur les autres bagarres entre police et manifestants.

Quelques arrestations ont été opérées au cours des démonstrations. Déjà, la veille, des arrestations et des perquisitions avaient eu lieu. Quelques militants syndicaux avaient été arrêtés. La police recherchait activement les bolchéviks; cette fois, les menchéviks ne furent pas inquiétés. On arrête Batourine (N. Zamiatine) au cours d'une perquisition. Molotov que la police traque, réussit à se cacher.

Ainsi, la IV[e] Douma s'ouvrit dans l'atmosphère habituelle de la répression tsariste. Les ouvriers vinrent saluer leurs députés et ce fut la police qui les accueillit par des arrestations, des brutalités, des perquisitions.

Au moment même où, dans les rues de Saint-Pétersbourg, la police montre aux ouvriers la Constitution russe « en action », se déroule, dans l'enceinte du palais de Tauride, la comédie de l'ouverture de la Douma. Après une solide ration de *Te Deum*, le très vieux dignitaire du tsar, le secrétaire d'Etat Goloubiev, sous les hourras bruyants des représentants du peuple, prononce l' « oukase de son altesse ». Afin de rappeler à l'opposition que, si elle a place à la Douma, il convient néanmoins qu'elle se taise et ne gêne personne, Goloubiev refuse la parole

aux orateurs de la fraction social-démocrate et des troudoviks, qui veulent motiver leur non-participation à l'élection présidentielle. La première séance se termine par le discours de M.V. Rodzianko, élu président, qui, d'une voix de stentor jure « fidélité inébranlable de la Douma à son chef couronné ». La IVe Douma a commencé ses « travaux ».

La Douma compte 442 députés, qui se divisent ainsi : la droite, 65 voix; les nationalistes et la droite modérée, 120 voix; les octobristes, 98 ; les progressistes, 48 ; les cadets, 59; les groupes nationaux (polonais, blancs-russiens et musulmans), 21; les troudoviks, 10; les social-démocrates 14 et les sans-parti 7. Naturellement le régime du 3 juin ne peut donner la majorité qu'aux propriétaires fonciers et à la noblesse qui nourrissent à l'égard de la classe ouvrière et des paysans une haine mortelle. La Douma ultra-réactionnaire, bien que divisée en fractions et en groupes, est en réalité un véritable rempart du tsarisme. Si les Pourichkévitch, les Markov et leurs semblables, expriment leur fidélité au régime existant par de bruyants *hourras*, Milioukov, sans même parler des octobristes, fait la même chose sous une forme libérale. Les octobristes et les cadets gardent leur attitude d'opposition seulement jusqu'au moment où le gouvernement les interpelle. La plus petite semonce des ministres du tsar suffit à faire oublier aussitôt aux octobristes et aux cadets leurs phrases sonores : c'est alors qu'apparaît leur véritable nature contre-révolutionnaire.

Déjà, dès le début, les cadets découvrent leur véritable visage lorsque, aux élections présidentielles, ils donnent leurs suffrages à l'octobriste Rodzianko, chambellan de la Cour impériale et gros propriétaire du gouvernement d'Ekatérinoslav. Rodzianko est doué d'une voix tonnante, il est d'une haute taille et « présente » bien. Mais là ne s'arrêtent pas les mérites du nouveau président : Rodzianko a la réputation d'être un serviteur éprouvé du tsar, il l'a prouvé déjà à la précédente Douma, quand il trahit — comme il convenait — les députés de gauche, les tracassait continuellement et les empêchait de prendre la parole.

Tout en soutenant la candidature de Rodzianko, les cadets essaient d'entrainer aux élections du Présidium les troudoviks et notre fraction. Au début, les troudoviks hésitent, et même leur leader, Dsioubinski, engage certains pourparlers. Ces hésitations sont caractéristiques pour ce Parti qui représente les couches petites-bourgeoises de la population. Cependant, cette fois, les tendances de gauche triomphent et les troudoviks ne participent pas aux élections.

Pour notre fraction, cette question est tout à fait claire. Les cadets essuyent un refus catégorique. La composition du bureau de la Douma nous laisse complètement indifférents. Participer à ces élections signifie prendre sur soi, dans une certaine mesure, la responsabilité des actes de la majorité de la Douma, sciemment opposée aux intérêts de la clases ouvrière. Cette position de principe de notre fraction est encore soulignée dans la déclaration faite à l'ouverture de la Douma et que le secrétaire d'Etat Goloubiev nous empêche de lire. Voici le texte:

Le Bureau est appelé à exécuter, de la façon la plus ferme, la plus conséquente, la volonté et les désirs de la Douma. Il est clair que celui qui participe aux élections du bureau prend sur lui la responsabilité des actes de la Douma. C'est pour cette raison que la fraction social-démocrate de la précédente Douma s'est abstenue, ne voulant en aucune manière répondre de l'activité de la III[e] Douma, la Douma du coup d'Etat, la Douma des seigneurs, des oppresseurs, convoquée pour combattre les intérêts vitaux du prolétariat. Nous savions que le Bureau d'une telle Douma devait combattre systématiquement la fraction social-démocrate qui défend, à la tribune, les intérêts du peuple. On peut dire hardiment que la fraction est sortie victorieuse de cette lutte. Malgré toutes les tentatives faites pour étouffer sa voix, elle a été entendue par les masses populaires. Nous sommes certains que nous réussirons à faire de même à la IV[e] Douma, quel que soit son bureau, que celui-ci comprenne des kvostovistes modérés ou des markovistes enragés, d'anciens « paisibles » ou d'actuels « demi-paisibles », des Gololobov [1] ou d'anciens « braves goutchkovistes [2] » !

1. A.-N. Kvostov, N.-F. Markov, Gololobov, nationalistes et hommes de droite.

2. A.-I. Goutchkov, leader des octobristes dont la droite modérée était appelée « paisible ».

Malgré toutes les combinaisons et toutes les manœuvres, nous dirons notre mot, car nous n'oublions pas une minute que notre place, ici, a été payée par le précieux sang du peuple. Nous saurons y défendre la liberté de parole, en dépit de la circulaire du Sénat qui menace d'appliquer à la tribune de la Douma[1] la loi sur le renforcement de la surveillance. Nous ne permettrons pas qu'on nous prive du droit de dire notre opinion, bien que la majorité de la Douma se compose des élus de MM. Sabler, Makarov[2] et Cie. Elisez donc votre bureau. Nous, nous utiliserons la tribune pour le bien du peuple.

Notre fraction déclare ainsi, dès le premier jour, qu'il ne peut être question pour elle « d'activité parlementaire », que le but de la classe ouvrière consiste à utiliser la tribune pour coordonner et renforcer la lutte révolutionnaire dans le pays. Voilà notre position vis-à-vis de la majorité. Non pas travail en commun, mais lutte résolue, pour démasquer devant toute la classe ouvrière, la droite, les Octobristes, les Cadets, — telles sont les tâches des députés ouvriers à la Douma d'Empire, la Douma des nobles et des propriétaires fonciers.

Malgré le refus essuyé par eux lors des élections au bureau les cadets reviennent à la charge pour conclure avec la fraction social-démocrate un accord quelconque. Ils proposent de participer à une réunion de l' « opposition unifiée » qui examinera quelques projets de loi préparés par la fraction cadette. Notre réponse est une décision de principe : ne participer à aucune action des cadets. Ceux-ci sont en réalité des contre-révolutionnaires et nous ne pouvons que les combattre. Pendant la campagne électorale, nous avons partout lutté contre le Parti de la bourgeoisie libérale ; la fraction estime qu'elle doit suivre cette même ligne à la Douma. A cette occasion, la *Pravda* écrit: « Nous saluons cette décision de la fraction social-démocrate, elle est la seule juste; c'est celle des social-démocrates en dehors de la Douma.

Notre fraction ne garde un certain contact qu'avec les

1. Le Sénat a déclaré que les députés répondent de leurs discours à la Douma.

2. Sabler, dirigeant du ministère des Cultes; Makarov, ministre de l'Intérieur.

troudoviks. Malgré son « gauchisme », ce groupe est très instable; il tombe tantôt sous l'influence des cadets et des progressistes, tantôt il se rapproche de nous. C'est justement pourquoi nous jugeons nécessaire de maintenir avec lui d'étroites relations, afin de l'arracher par notre activité et nos critiques à l'influence des libéraux. Nous assistons donc parfois aux réunions de fraction des troudoviks et les invitons aux nôtres. Nous organisons de petites réunions communes où sont examinées différentes questions touchant le travail à la Douma.

Quelques jours après l'ouverture de la Douma, la parole est donnée à toutes les fractions pour répondre à la déclaration gouvernementale. Dans tous les parlements, les débats sur cette déclaration constituent un des événements les plus importants. Ce sont, comme on les appelle, les « grands jours » de la vie parlementaire que ces interventions des partis politiques n'ayant pas pour objet n'importe quel projet de loi, mais la critique ou l'approbation de toute la politique du gouvernement. Les électeurs peuvent se faire alors une idée de toute l'activité future d'un parti au Parlement. C'est pourquoi dans chaque parti on prépare toujours soigneusement la discussion de la déclaration gouvernementale.

Celle-ci est lue le 5 décembre 1912, par le président du Conseil des ministres, Kokovtsev, entouré de tous les ministres du tsar et des hauts fonctionnaires, entassés dans la loge des ministres. Le tableau est complété par le bureau présent à la tribune, les loges combles, un public nombreux, la présence des ambassadeurs étrangers et de leur suite, etc.

Kokovtsev commence par l'éloge de la III[e] Douma qui, en cinq ans, a voté 2.500 lois. Il la donne comme exemple à la IV[e] Douma dont, apparemment, le gouvernement attend un pareil penchant au « gâchis législatif ». Il énumère ensuite les réformes dont le gouvernement se dispose à doter le pays. Le gouvernement, en effet, promet de « grandes » réorganisations dans tous les domaines administratifs; pour les zemstvos: renforcement et amélioration de l'appareil de la police; pour garantir l'inviolabilité de la personne : simplification de l'obten-

tion des passeports et vote de lois plus sévères sur la presse ; pour l'instruction publique : soutien et garantie des écoles religieuses et renforcement de l'inspection scolaire, etc. En terminant son discours Kokovtsev appelle la Douma à examiner les projets de loi « sans prévention de parti et à travailler dans un effort commun pour le bien de notre unique patrie également chère à nous tous ». En langage clair, cela signifie demander à la Douma de mettre sa signature au bas de toutes les propositions du gouvernement tsariste et ne gêner en rien la politique de ce dernier.

La discussion sur la déclaration gouvernementale commence le 7 décembre et se prolonge plusieurs séances. Nous intervenons le premier jour.

Notre fraction a consacré beaucoup de temps à l'élaboration de notre déclaration. Elle s'est mise au travail bien avant l'ouverture de la Douma, dès l'organisation de la fraction. C'est une lourde responsabilité : notre déclaration doit exposer les revendications principales de la classe ouvrière et également le programme de son avant-garde, le Parti social-démocrate. Naturellement l'examen du projet a provoqué des luttes acharnées entre bolchéviks et menchéviks. La fraction interviendra au nom de toute la social-démocratie, bien que déjà les divergences de programme soient extrêmement graves. Dans cette situation établir une déclaration unique de la fraction social-démocrate présente de très grosses difficultés, cela se fait au cours d'une lutte aiguë entre notre groupe bolchévik et les députés menchéviks.

Toutes les questions fondamentales à propos de quoi, à cette époque, les deux ailes du Parti se livrent bataille, sont de nouveau soulevées. Les députés bolchéviks, se basant sur les décisions de la conférence de Prague, posent fermement et résolument les trois revendications intégrales (journée de huit heures, confiscation des terres des propriétaires fonciers, République démocratique); les menchéviks restent sur la plate-forme du « bloc d'août », avec son programme de coalition ouvrière sous l'autocratie, « l'autonomie culturelle nationale », etc.

Nous repoussons les formules menchéviks et maintenons l'introduction, dans la déclaration, des revendications et mots d'ordre bolchéviks. Non seulement le fond est discuté, mais chaque phrase, chaque expression. En réalité, il s'agit de deux projets différents qui, en définitive, doivent être fondus en un seul.

Nous consacrons à ce travail de nombreuses séances, passionnées à l'extrême et qui se prolongent tard dans la nuit. En dehors des députés, chaque tendance a ses militants, alors à Saint-Pétersbourg. Pour le Comité central bolchévik, c'est Staline qui travaille avec nous et rédige les principaux mots d'ordre que nous prévonisons. Les menchéviks ont mobilisé Lévitski, Ejov, Moiévski et beaucoup d'autres rédacteurs du *Loutch*. Après une discussion longue et tenace, après toute une série de batailles, nous arrivons enfin à introduire nos mots d'ordre dans la déclaration.

Pour sa lecture, à la Douma, les menchéviks proposent Malinovski, vice-président de la fraction. De leur part, c'est une manœuvre. Ils pensent qu'en chargeant les bolchéviks de lire une déclaration, mise si soigneusement au point à l'avance, ils y gagneront quelque chose, sans doute d'autres interventions.

Le texte lu par Malinovski n'est pas tout à fait celui qui avait été élaboré par la fraction. Malinovski passe sous silence tout un long paragraphe qui critique la Douma et réclame un gouvernement populaire ayant tout le pouvoir.

Nous interrogeons Malinovski. A nos questions il répond qu'il ne sait pas comment il a pu sauter un des points les plus importants de la déclaration. Nous trouvons l'explication dans le trouble d'un orateur qui intervient pour la première fois à la Douma. Evidemment, il a été impressionné par l'atmosphère de la salle, les appels du président et les cris hostiles de la droite. Cette explication nous apparaît plausible, étant donné que nous connaissons nous-mêmes très bien les difficultés d'une première intervention.

La vérité ne sera connue que plus tard, quand le rôle de provocateur de Malinovski apparaîtra et quand différents docu-

ments permettront d'établir sa trahison. Nous apprendrons alors que Malinovski a communiqué la déclaration au directeur de la police Béletski, qui, à son tour, en a donné connaissance au ministre de l'Intérieur Makarov. Cette déclaration a bien embarrassé les chefs de la police qui ont proposé à Malinovski plusieurs rectifications « amollissant » le texte. Mais, de peur d'éveiller les soupçons dès l'ouverture de la Douma, Malinovski a refusé complètement, puis a consenti seulement à modifier le point qui ennuie le plus la police, celui du gouvernement populaire. Il a utilisé à cette fin le fait que, justement, Rodzianko, à cet endroit de son discours, lui a fait une observation. Comme par hasard, déroulé par l'interruption du Président, l'orateur a tourné ses feuillets et oublié tout un alinéa du texte de la déclaration.

En outre, Malinovski a reçu de la police l'ordre d'être insolent afin que Rodzianko ait l'occasion de lui enlever la parole. Cependant il n'y réussit pas, et, d'autre part, Rodzianko ne comprend pas les invitations de l'orateur qui, à la menace du président, répond : « Enlevez-moi la parole. » La déclaration est donc lue jusqu'au bout, bien qu'avec des lacunes.

Elle est ensuite publiée par la *Pravda* qui a légalement le droit de donner le compte rendu sténographique des séances de la Douma. En somme, elle est largement répandue parmi les masses ouvrières à qui justement elle s'adresse. Les revendications qu'elle pose, la critique du régime réactionnaire et du gouvernement tsariste qu'elle établit, influencent l'éveil des masses et stimulent leur lutte contre le tsarisme.

CHAPITRE V

Première interpellation

Portée des interventions à la Douma. — Poursuites contre le syndicat des métaux. — Première interpellation de la fraction social-démocrate. — Mon premier discours. — Discours en faveur de l' « urgence ». — Grèves et démonstrations à l'appui de l'interpellation. — Lock-out des manufactures Maxwell.

Un des meilleurs moyens d'utiliser la tribune de la Douma, est d'interpeller le gouvernement. Cela permet d'attirer l'attention des masses ouvrières sur un cas concret, précis, sur un cas particulièrement scandaleux d'arbitraire gouvernemental. Les bolchéviks interpellent sur des faits vivants et réalisent ainsi les buts qu'ils se sont fixés à la Douma : mener l'agitation, pardessus la majorité ultra-réactionnaire, dans la classe ouvrière afin de même grouper celle-ci, de renforcer ses attaques révolutionnaires contre le pouvoir. Ils mettent brutalement à nu toutes les plaies, toute la pourriture du tsarisme et de la bourgeoisie. Par des faits concrets, prétextes des interpellations, ils montrent aux ouvriers qu'ils n'ont rien à attendre du régime existant, qu'il n'y a pour eux qu'une issue, la révolution.

« Ce fait est-il connu du ministre et quelles mesures compte-t-on prendre à ce sujet ? » Cette façon de terminer les interpellations n'a pour nous aucune valeur. Nous savons parfaitement que tous cas d'arbitraire, toutes les mesures de police sont connus des ministres du tsar, puisque ce sont eux qui les autorisent, les ordonnent même ; nous savons parfaitement à l'avance que rien ne sera fait contre ceux qui violent les lois. Peu nous importe même une réponse qui, dans les cas les plus scandaleux, n'aboutira qu'à s'abriter une fois de plus derrière les violations « formelles ». Chacune de nos interpellations a pour objectif de s'adresser à toute la classe ouvrière, de lui montrer le véri-

table caractère de l'autocratie et de faire tirer par le prolétariat les conclusions nécessaires.

L'interpellation est donc, pour la fraction social-démocrate, une arme solide que naturellement le gouvernement et sa fidèle Douma essaieront d'ébrécher par tous les moyens.

Le système des interpellations est extrêmement compliqué et permet à la majorité des nobles et des propriétaires fonciers de faire traîner ou d'étouffer telle interpellation particulièrement indésirable ou dangereuse.

Toute demande d'interpellation ne peut être déposée que si elle porte au moins 35 signatures de députés : voilà la difficulté primordiale. Les quatorze voix de notre fraction, même en y ajoutant les dix voix des bancs voisins, les troudoviks, sont insuffisantes. Il faut « emprunter » des voix aux cadets et aux progressistes. Il arrive, parfois, selon les conditions de la vie parlementaire, que certains membres de la fraction cadette ou progressiste signent notre demande d'interpellation. Mais naturellement, ils soutiennent très peu les revendications ouvrières et, souvent, refusent ouvertement d'ajouter à la demande d'interpellation le nombre de signatures nécessaires.

Les formalités ne s'arrêtent pas là. Il faut encore obtenir que la question soit mise à l'ordre du jour d'une séance de la Douma. Ce qui n'est pas l'intérêt du bureau, dirigé par le « chambellan de Sa Majesté », Rodzianko. L'un des bons moyens pour empêcher cette mise à l'ordre du jour, c'est de ne pas reconnaître l'urgence de l'interpellation. La Douma examine préalablement et chaque fois, cette urgence. Naturellement, la plupart de nos interpellations sont repoussées ainsi par la majorité et elles sont transmises à une « commission des interpellations » où elles dorment de longs mois. Pendant ce temps, les faits qui en sont l'objet perdent leur caractère d'actualité et l'interpellation même si elle est finalement admise n'aura pas dans le pays un effet aussi grand que celui sur lequel on pouvait compter.

Cependant pour que notre interpellation atteigne son but, nous utilisons la discussion sur l' « urgence » qui porte en fait sur son contenu même. Pour défendre l' « urgence » d'une interpellation, il nous faut en expliquer, en développer le sujet. C'est alors que nous engageons de véritables luttes avec le président qui a l'ordre d'empêcher par tous les moyens les interventions de la « gauche ». Il suit attentivement nos discours, cherche à nous interrompre « à temps », c'est-à-dire avant que nous nous écartions du thème « urgence ». Ce qui est peu efficace, car, sans prêter attention ni à lui-même ni à ses invitations à « ne pas quitter le sujet » nous poursuivons notre discours. Alors, dans la majorité des cas, les choses se passent ainsi : Rodzianko, ou son remplaçant, perdant patience, interrompt l'orateur au milieu de son discours et lui enlève la parole.

Déjà à la III[e] Douma, les réactionnaires ont usé largement de ce procédé pour essayer d'ôter, en fait, aux social-démocrates le droit d'interpellation. On devait s'attendre à la même chose à la IV[e] Douma et nous étions d'autant plus décidés à lutter, à faire entendre bien haut la voix des députés ouvriers dans le pays. La *Pravda* écrit :

> On peut à l'avance assurer qu'à la IV[e] Douma, les Pourichkévitch et les Kvostov essaieront d'empêcher les interpellations des députés ouvriers. Ces messieurs fermeraient volontiers la bouche aux véritables représentants du peuple. Mais on peut dire également, avec la même assurance, qu'actuellement, alors que la classe ouvrière s'éveille, que le peuple forme ses rangs, ces tentatives des réactionnaires réussiront moins que jamais [1]...

Déjà dans leurs mandats, les ouvriers ont demandé d'interpeller pour différentes questions. Dès les premiers jours, nous recevons de nombreuses déclarations, résolutions demandant d'interpeller. Il s'agit surtout des manœuvres électorales, de la répression du mouvement syndical, des brimades infligées aux prisonniers politiques, dans les prisons de Koutomar, d'Ol-

1. *Pravda*, n° 175, du 23 novembre 1912.

gatchinski, et autres lieux; des résultats de l'enquête faite sur l'affaire de la Léna, de la répression des grèves par le Gouvernement, de l'introduction de la « loi sur les assurances sociales », de l'affaire des députés social-démocrates à la IIIe Douma, etc.

Aussitôt la fraction social-démocrate organisée, nous rassemblons les matériaux, préparons et élaborons les interpellations. Il est nécessaire de leur donner une forme juridique, de choisir des extraits de lois ou d'autres décisions gouvernementales. Nous sommes aidés dans ce travail par Krestinski, Sokolov, Iouriev et autres juristes social-démocrates vivant alors à Saint-Pétersbourg.

Les formalités de l'ouverture de la Douma (vérification des mandats, élection du bureau, déclaration gouvernementale et sa discussion) une fois réglées, notre fraction dépose sa première interpellation. Il s'agit des poursuites intentées contre les syndicats; le prétexte exposé est le refus d'enregistrement du syndicat des métaux de Saint-Pétersbourg; en fait, l'interpellation concerne la situation générale des syndicats.

L'organisation et le fonctionnement des syndicats, comme d'ailleurs des autres associations, sont régis par la loi, ou comme on les appelle « les règlements provisoires », du 4 mars 1906. Cette loi ne s'occupe pas en réalité de l'organisation des syndicats, mais bien plutôt de leur fermeture. Les syndicats sont entièrement à la discrétion de n'importe quel fonctionnaire, du gouverneur au préfet de police et au gendarme. Et pourtant, le gouvernement estime que c'est encore trop peu. Les « règlements provisoires » sont violés de la façon la plus scandaleuse, la plus insolente. La police n'en tient aucun compte et n'en fait qu'à sa guise.

Les syndicats sont fermés en un tour de main pour les raisons les plus incroyables. Qu'un syndicat développe tant soit peu son activité et aussitôt il dépasse les limites de ce qui est permis. Mais loin d'aboutir au résultat visé, ces poursuites ne font que pousser les ouvriers vers les syndicats. Interdit-on leur syndicat? Ils se réorganisent, sous un autre nom, avec les mêmes buts et les mêmes adhérents. Néanmoins pour cela, il faut rem-

plir de nombreuses formalités administratives. Les « Conseils spéciaux », qui enregistrent les syndicats, refusent en masse l'enregistrement en posant des exigences stupides et impossibles. Aucun syndicat ne reçoit l'enregistrement du premier coup. Il essuie d'abord toute une série de refus. De quelle patience, de quelle insistance vraiment surhumaine les camarades doivent-ils faire preuve pour qu'un syndicat obtienne le droit de vivre, ou plus exactement, le droit de mourir rapidement, selon le bon plaisir de la police.

Les statistiques de cette époque indiquent que pendant les cinq premières années de l'application de la loi du 4 mars (de 1906 à 1911), 497 syndicats ont été dissous, 604 n'ont pas été enregistrés. Déjà, à la III[e] Douma, en avril 1908, la fraction social-démocrate dans son interpellation au sujet des poursuites intentées aux organisations syndicales, cite 114 cas illégaux pour toute la Russie. Naturellement, cette interpellation ne fut pas reconnue urgente et fut remise à une commission qui l'enterra pendant un an et demi, et qui, ensuite, sans dire un mot de la décision de la Douma, émit le vœu « que le ministre des Affaires intérieures prenne toutes les mesures pour faire respecter les « règlements provisoires » du 4 mars 1906 ».

A partir de 1911, le courant vers les syndicats croît en même temps que le mouvement ouvrier. Le nombre des syndicats augmente et aussi celui des poursuites. Le syndicat des métaux de Saint-Pétersbourg est tout particulièrement visé. Il joue un rôle considérable dans le développement du mouvement ouvrier. Il est important non seulement comme syndicat, mais encore — et surtout — comme réservoir où le Parti puise ses forces. Point de rassemblement de tous les ouvriers révolutionnaires d'avant-garde, cela lui donne une vitalité extraordinaire et c'est pourquoi la répression gouvernementale s'occupe particulièrement de lui.

Créé illégalement, déjà, pendant la révolution de 1905, le syndicat est, en 1906, enregistré officiellement par simple déclaration, puis plusieurs fois dissous et réorganisé chaque fois sous un nouveau titre : « Syndicat des ouvriers des métaux »,

« Syndicat des ouvriers travaillant les métaux ». « Union professionnelle des ouvriers des métaux », « Syndicat des ouvriers occupés dans les entreprises de l'industrie métallurgique », etc. En fait, chaque nouveau syndicat, quoique réorganisé, reprend l'activité du syndicat précédent qui lui transmet sa caisse, ses adhérents, tout ce qu'il possède. Naturellement, la police connaît exactement ce manège, mais ne peut l'empêcher et doit attendre pour faire jouer l'interdiction à l'égard de la soi-disant « nouvelle » société.

En mars 1912, le syndicat est encore poursuivi et dissous par le Conseil spécial pour plusieurs raisons, entre autres pour dépôt de littérature illégale et direction de grèves. Cette fois, la police fait traîner l'enregistrement de la nouvelle organisation le plus longtemps possible espérant que pendant ce temps le syndicat se disloquera définitivement. Elle se trompe lourdement. L'administration du syndicat a encore en réserve des statuts, confirmés en 1908 et encore valables. Comptes et livres d'un syndicat n'ayant jamais existé sont rapidement établis ; dans sa réunion de liquidation le syndicat dissous décide de lui transmettre tout ce qu'il possède et sa caisse, et invite ses membres à y adhérer. Sous cette nouvelle forme, le syndicat des métaux vit encore cinq mois, jusqu'en automne 1912, mais après plusieurs assauts de la police, il est définitivement fermé. Officiellement, les motifs de l'interdiction sont les suivants : 1° n'avoir pas laissé la police examiner l'état de l'organisation; 2° direction des grèves; 3° secours aux chômeurs. Le Conseil spécial affirme que seuls les membres du syndicat peuvent être secourus et que seuls les ouvriers occupés dans une industrie définie peuvent être membres du syndicat. De la sorte le chômeur cesse de faire partie du syndicat. C'est là une violation criante des statuts établis d'après la loi; elle fournit aux patrons un moyen facile d'en finir avec n'importe quel syndicat. Il suffit d'un lock-out pour que tous les adhérents deviennent des chômeurs et que le syndicat soit dissous faute de membres.

L'interdiction du syndicat fait gronder la colère ouvrière à Saint-Pétersbourg et renforce le courant vers l'organisation

syndicale. La commission de liquidation, élue par l'assemblée générale, continue le travail de l'ancienne administration et fait traîner la liquidation jusqu'à la confirmation d'un nouveau statut. A son tour, la police empêche par tous les moyens le travail de la commission de liquidation. D'abord, et en dépit de tout droit, et de la loi, elle assiste à ses assemblées; ensuite elle l'empêche complètement de se réunir. Les adhérents déposent une protestation mais le préfet en retarde continuellement l'examen. La protestation est envoyée le 2 novembre. Plusieurs mois se passent: pas de réponse. Les membres de la commission de liquidation vont demander au préfet si oui ou non ils ont le droit de se réunir. Réponse : « Vous serez informés par voie administrative ». Deux semaines après, toujours la même réponse, etc., etc.

Tout en empêchant le travail de la commission de liquidation, la police prend les mesures nécessaires pour rendre impossible la création d'une nouvelle organisation. Bien que les nouveaux statuts soient établis en conformité avec les termes mêmes de la loi, le conseil refuse l'enregistrement pour des motifs absolument illégaux; en outre, sa décision prise le 6 octobre n'est connue par l'organisation que le 28 novembre ; il apparaît donc, très nettement, que le gouvernement a peur que le syndicat, une fois réorganisé, reprenne la tête des luttes révolutionnaires des métallurgistes de Saint-Pétersbourg.

La fraction social-démocrate décide d'utiliser ces violations de la loi qui démasquent d'une façon évidente la politique générale de répression des organisations syndicales pour interpeller le gouvernement. Nous rassemblons tous les matériaux nécessaires, puis nous établissons le texte de l'interpellation.

Nous y énumérons les exigences posées en dépit de la loi: défense de s'occuper de l'éducation intellectuelle et morale des adhérents; défense pour les chômeurs d'adhérer au syndicat; remplacement des cotisations mensuelles par les cotisations annuelles ; défense d'exclure les personnes « reconnues arbitralement coupables d'actes malhonnêtes » ; mention dans les statuts de la société de bienfaisance à qui seront transmises les res-

sources du syndicat si celui-ci est dissous, etc. Ces conditions atteignent directement tout le travail et l'indépendance des syndicats, et paralysent complètement ceux-ci.

De telles exigences, — lit-on dans notre interpellation, — sont posées par le Conseil spécial non seulement aux organisations des ouvriers métallurgistes, mais à toutes les organisations ouvrières qui ces derniers temps ont déposé leurs statuts à fin d'enregistrement. Il devient par conséquent évident qu'il s'agit de la part du Conseil spécial d'une intervention grossière et illégale dans la vie intérieure des syndicats et d'une violation flagrante de la loi du 4 mars 1906. Sur cette base, nous posons aux ministres de l'Intérieur et de la Justice les questions suivantes :

1. Le ministre de l'Intérieur a-t-il connaissance du fait que le Conseil spécial de la ville refuse aux syndicats ouvriers l'enregistrement, pour des causes non prévues par la loi du 4 mars 1906, et par conséquent en violation de cette loi ?

2. Le ministre de la Justice a-t-il connaissance du fait que le procureur ne proteste pas contre les violations de la loi par le Conseil spécial pétersbourgeois auxquelles il assiste ?

3. Si les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont connaissance de ces faits, quelles sont les mesures prises pour faire respecter la loi ?

L'interpellation doit être examinée par la Douma le 14 décembre, la veille des vacances de Noël. Je suis chargé de la présenter. Je dois, tout en défendant l'urgence de l'interpellation, parler de l'interpellation elle-même, dénoncer les poursuites illégales contre les syndicats, montrer aux ouvriers qu'ils n'améliorent leur vie de prolétaires que par la lutte révolutionnaire. C'est ordinairement le contenu et la forme des discours des députés ouvriers.

Je prends la parole pour la première fois, et pour la première intervention de la fraction social-démocrate. Les réactionnaires de la Douma ne supportent absolument pas nos discours qui, par leur âpreté, leur netteté et leur vigueur les rendent furieux, surtout s'il s'agit de la situation des ouvriers de Saint-Pétersbourg. La vague grandissante du mouvement révolutionnaire vient battre les murs mêmes du palais de Tauride ; et quand nous appelons les ouvriers à renforcer leurs attaques,

nous remettons une fois de plus en mémoire à la Douma, aux plus fidèles défenseurs du tsarisme, que tôt ou tard la vague emportera aussi ce rempart du régime.

Dérouter, intimider, interrompre, — telle est la tactique de la majorité de la Douma, en particulier s'il s'agit de la première intervention du député. Toute la Douma et le bureau à ses ordres, agissent de façon que la première intervention si modeste soit-elle, d'un député ouvrier, soit en même temps la dernière, essaye de le briser, de l'abattre, de le rendre aussi muet que les nombreux occupants des bancs de la Douma. La plupart de ces députés n'ouvrent pas une seule fois la bouche au palais de Tauride; pour rien au monde ils ne monteraient à la tribune tant ils sont impressionnés par l'atmosphère des séances.

Aucun de nous n'a encore éprouvé ce trouble qui saisit le député ouvrier durant sa première intervention, et qui semble impossible à surmonter. Tout en montant à la tribune, je sens de toutes mes forces l'énorme responsabilité qui revient à chacun de nous.

Un discours à la Douma ne peut d'aucune façon être comparé aux interventions qu'il arrive de faire dans les réunions ouvrières, légales ou illégales. Ici, nous, représentants ouvriers, sommes face à face avec l'ennemi, avec les exploiteurs de toujours de la classe ouvrière. Nous devons ouvertement, directement, sans détours, sans habiletés parlementaires, exprimer tout ce que pensent les masses ouvrières, indiquer tous leurs besoins, accuser pour eux le régime existant. Chacune de nos paroles s'échappe par l'étroite porte de la salle des séances et va aux millions de prolétaires russes qui nous considèrent comme leurs défenseurs. Nos discours, nos appels sont pour les ouvriers une nouvelle arme contre leur adversaire séculaire. Les paroles nettes et révolutionnaires que nous, députés ouvriers, prononçons au nom de toute la classe ouvrière à la tribune de la Douma, trouvent un écho dans les cœurs de millions de travailleurs. A la

tribune nous devons montrer la volonté irréductible de la classe ouvrière, faire sentir toute la force accumulée par le prolétariat russe pendant des dizaines d'années.

Chacun de nous doit surmonter bien des difficultés les premiers temps qu'il intervient dans cet antre de l'autocratie. Il faut une volonté extraordinaire pour couvrir les cris des Cent-Noirs, pour briser les différentes obstructions du président et, en dénonçant le dur sort de la classe ouvrière, lancer un défi à la face de son ennemi.

L'immunité parlementaire, la « liberté » de parole à la Douma ne sont que mensonges. Il est évident pour chacun de nous, que le gouvernement n'attend que l'occasion d'en finir avec les députés ouvriers. Nous avons devant les yeux l'exemple de la fraction social-démocrate à la IIe Douma, envoyée entièrement au bagne. « Les uns vont de la tribune de la Douma, aux ministères; les autres — les députés ouvriers — au bagne. » Ces paroles de Vladimir Ilitch caractérisent nettement la situation des députés ouvriers. Cependant, plus les menaces se multiplient, plus les difficultés sont grandes et plus aussi nos interventions sont résolues. Les poursuites auxquelles nous sommes exposés ont une portée révolutionnaire dans ce sens qu'elles serrent plus étroitement encore les rangs de la classe ouvrière.

Je commence mon discours au milieu de l'attention générale. C'est le soir, de nombreux lustres éclairent la grande salle du palais de Tauride. Les représentants du gouvernement sont assis dans la loge du conseil des ministres; dans une autre loge, à côté de la tribune, se trouvent des journalistes de la presse de la capitale et de la province; les tribunes réservées au public sont combles. A droite, les femmes des dignitaires braquent sur moi leurs lorgnettes, curieuses de voir quelle sera mon attitude, et comment parlera un ouvrier serrurier. A gauche, retenant leur respiration, absorbant chaque parole, un groupe

d'ouvriers qui ont réussi à obtenir des cartes écoutent le discours de leur député.

A la présidence, se dresse l'épaisse silhouette de Rodzianko. Il prépare sa sonnette et concentre toute son attention afin de ne pas laisser passer l'occasion de m'interrompre.

Je commence, et presque tout de suite, lorsque j'aborde la situation des ouvriers de Saint-Pétersbourg, le président m'interrompt, et cela plusieurs fois de suite, pour enfin m'enlever la parole.

Je descends de la tribune alors qu'on applaudit à gauche, mon discours, à droite et au centre, la façon dont Rodzianko a traité un député ouvrier.

Comme on le pense bien, notre interpellation sur la répression dont les syndicats sont l'objet est repoussée par un vote unanime des réactionnaires. Le même sort advient ce jour-là à la deuxième interpellation de notre fraction au sujet de l'interdiction des réunions et des élections des organes d'assurances sociales. Ces deux interpellations ne sont pas reconnues urgentes; elles sont transmises à la commission des interpellations qui les enterre bel et bien. La classe ouvrière n'attend pas autre chose de la Douma des nobles et des propriétaires fonciers. L'interpellation n'a pas d'autre but que de démontrer et mettre à nu la nature, la véritable signification du régime.

Cette démonstration de la fraction social-démocrate à la Douma réactionnaire est soutenue et renforcée par les ouvriers de Saint-Pétersbourg qui, ce jour-là, déclenchent une grève de 24 heures. Au moment même où nous dénonçons à la tribune l'arbitraire du tsarisme, les ouvriers abandonnent le travail, organisent des meetings, votent des résolutions protestataires.

La grève de 24 heures du 14 décembre, préparée à l'avance, a un caractère nettement organisé. La *Pravda* dénonce quoti-

diennement les poursuites contre les syndicats, l'interdiction des réunions organisées par les syndicats pour les assurances, la « désignation » des délégués ouvriers dans les organismes d'assurances, enfin le sens même de cette vague loi sur les assurances. Campagne efficace: les yeux attentifs des ouvriers d'avant-garde lisent, entre les lignes, acceptables pour la censure, l'appel à la démonstration le jour même de la discussion de notre première interpellation. Mais on parle ouvertement dans les réunions syndicales, légales et illégales, de la nécessité d'une telle démonstration. Enfin, le 13 décembre, les bolchéviks lancent un manifeste, signé du Comité central du P.O.S.D.R. invitant les ouvriers à soutenir la fraction social-démocrate par une grève de 24 heures.

Le premier jour, treize entreprises font grève. Les ouvriers sortent en bloc; aux machines il ne reste plus que quelques groupes insignifiants, en grande partie des femmes. La veille, dans plusieurs entreprises, des réunions ont salué l'interpellation et promis de soutenir notre fraction. « Par la grève, — lit-on dans la résolution adoptée par la fabrique Pal, — nous soutiendrons l'interpellation de la fraction social-démocrate. » Toutes les résolutions protestent contre la persécution des syndicats et la désignation administrative des organes d'assurances.

La grève ne se termine pas le 14 décembre. Le lendemain matin, de nouvelles entreprises se joignent au mouvement. Dans certaines usines, la grève se prolonge plusieurs jours, par exemple chez Parviainen (3 jours); la vague de grèves dure plus d'une semaine. Il est difficile de donner exactement le nombre des grévistes. En tous cas, il dépasse 60.000, c'est-à-dire l'effectif des grosses usines de Saint-Pétersbourg, sans compter les petites entreprises — imprimeries, artisans, etc., qui, également, ont interrompu le travail. Cette puissante grève de protestation du prolétariat pétersbourgeois prouve sa complète solidarité avec ses députés qui interviennent à la Douma solidement appuyés.

Ce mouvement est suivi non seulement de répression policière, comme à l'ordinaire, mais encore d'une contre-attaque du patronat.

Le 15 décembre, le lendemain de la grève, les ouvriers des manufactures Maxwel trouvent les portes des fabriques fermées, avec l'avis suivant: « Etant donné les grèves fréquentes, l'administration de la fabrique est obligée, ainsi d'ailleurs qu'elle l'en a prévenu, de renvoyer son personnel. Le jour de la paie sera indiqué ultérieurement. » De forts détachements de police gardent les fabriques. Les ouvriers décident de ne pas accepter leur compte et d'infliger ainsi aux patrons, mis dans l'impossibilité de satisfaire aux commandes, de lourdes pertes. Le matin du jour de paie, seuls quelques contremaitres, briseurs de grèves, persuadés qu'ils seront réembauchés, se présentent aux guichets. L'après-midi, il y a des hésitations et une longue queue se forme devant le bureau de paie. L'administration aide de toutes ses forces la police à refouler les ouvriers vers le bureau. A la caisse se trouve le directeur, avec à la main la liste des « rebelles ». Une fois la paie reçue (elle varie entre 50 k. à 1 r. le reste étant retenu pour les achats faits à crédit au magasin de la fabrique) le directeur met un cachet sur le livret de ceux qui restent employés. Ils sont peu nombreux. Pour frapper plus fort, l'administration renvoie des familles entières: le mari et la femme, le père et la fille, les sœurs et les frères, etc.

Cependant, ce filtrage, opéré par l'administration, n'arrange rien. Les ouvriers réembauchés ne travaillent le lendemain que quelques heures, et déclarent en bloc la grève en exigeant la reprise de tous les ouvriers renvoyés. La police essaie de refouler les grévistes dans la fabrique, mais en vain. Les ouvriers sortent en sifflant et injuriant les agents.

Malgré les arrestations, la répression — par exemple le congé pour ceux qui habitent les logements de la fabrique — les ouvriers tiennent bon et exigent la liquidation complète du

lock-out. Leur lutte tenace est chaleureusement soutenue par tout le prolétariat de Saint-Pétersbourg. Dans toutes les entreprises s'ouvrent des souscriptions en faveur des grévistes.

Le centre de l'organisation de ces souscriptions est notre fraction à la Douma. Chaque jour, nous arrive des sommes non seulement de la capitale, mais d'autres centres (Moscou, Varsovie, Lodz, Riga). La longue liste des souscriptions est publiée chaque jour par la *Pravda* qui souligne que la classe ouvrière se trouve en présence, dans la grève de chez Maxwel, non pas d'un simple conflit ordinaire, mais d'une part de sa lutte générale contre le Capital.

Les membres de notre fraction, les députés ouvriers, sont au centre de la lutte. Nous nous trouvons continuellement parmi les grévistes, examinons avec eux leurs revendications, transmettons l'argent recueilli, entamons des pourparlers avec différentes institutions gouvernementales, etc.

La grève dure plus de deux semaines. Pour cette époque, c'est beaucoup et les ouvriers ne tiennent que grâce au soutien matériel et moral de toutes les usines de Saint-Pétersbourg.

CHAPITRE VI

La conférence de Cracovie

Le groupe « des six » et le C.C. bolchévik. — Le questionnaire de Vladimir Ilitch. — La liaison avec le C.C. — La conférence de Cracovie. — Les principales résolutions. — Réunion sur l'activité de la fraction. — Les remarques et directives de Lénine. — Tournée des députés en province. — Etat d'esprit des ouvriers de province.

La fraction social-démocrate à la IV[e] Douma est une section du Parti social-démocrate pris dans son entier. La fraction joue un rôle considérable dans l'activité de la social-démocratie russe et cependant elle n'est qu'une organisation du Parti. Elle est définie, dans les résolutions de différents congrès et conférences du Parti, comme un organe soumis au Parti et à son Comité central. Cette subordination, ce système de centralisation sévère est la condition indispensable du succès du travail révolutionnaire qui, dans l'illégalité, aurait été impossible autrement. C'est grâce à ce système d'organisation que notre Parti a pu surmonter les difficultés de la période transitoire qui sépare les deux révolutions russes.

Ce système n'existe pas dans le camp menchévik. Les députés menchéviks ignorent et violent la discipline du Parti, sont détachés des centres dirigeants; souvent ils leur opposent la fraction qu'ils considèrent comme un organe au-dessus du Parti. Ils ont eu la même conduite à toutes les Doumas.

Il en est tout autrement pour les députés bolchéviks qui sont en étroite liaison avec les organes dirigeants du Parti. Déjà toute la campagne électorale a été menée sous la direction

du Comité central. De Cracovie, où siège le centre du Parti à l'étranger, partent un grand nombre de fils qui relient en un tout la campagne électorale de nos organisations. Le Comité central, outre des directives générales, examine aussi les candidatures des *curies* ouvrières, si bien que les députés bolchéviks sont, à la Douma, les représentants non seulement des organisations locales, mais de tout le Parti.

C'est Lénine qui dirige directement tout, depuis les élections jusqu'au travail de notre « groupe des six ». Il observe avec attention l'état d'esprit des ouvriers pendant les élections, suit les réunions illégales préélectorales, envoie ses directives, dirige la campagne de la *Pravda*, etc. Il publie article sur article, appelle les ouvriers à élire des bolchéviks, démasque le jeu hypocrite des liquidateurs.

Une fois les élections closes, quand tous les députés ouvriers arrivent déjà à Saint-Pétersbourg, Vladimir Ilitch s'occupe de l'organisation de la fraction, s'intéresse à chaque député en particulier, analyse les résultats de la campagne, l'atmosphère dans laquelle ont eu lieu les élections, étudie les mandats donnés aux députés. De Cracovie arrive un questionnaire spécial pour chaque député des *curies* ouvrières ; il contient 19 points qui sont des questions détaillées sur la marche de la campagne électorale et sur les députés eux-mêmes. Il s'arrête particulièrement sur la proportion des votants, les causes du petit nombre de présents à certaines réunions, les tendances au boycottage, la diffusion de la littérature, la façon dont a été établie la liste des candidats, les discussions dans les réunions, la composition des délégués, l'activité des autres partis politiques, la répression pendant les élections, etc., etc. Les questions concernant tous les degrés des élections, depuis celle des délégués jusqu'à celle des députés, pendant lequel se manifeste la position des électeurs des autres *curies*, en particulier des paysans. La question porte également sur le travail du Parti: organisation des réunions illégales, diffusion des

journaux et de la littérature illégale, influence des bolchéviks et des liquidateurs, etc., etc.

Vladimir Ilitch ne veut pas de réponse formelle ; il demande que chaque député raconte en détails comment les élections se sont passées dans son rayon : « Pourvu que la fraction ne réponde pas officiellement. Rien n'en résulterait. Que chaque député réponde lui-même et au plus vite », écrit-il.

Nos relations avec le Comité central, et surtout avec Lénine, deviennent de plus en plus étroites, au fur et à mesure que notre travail se développe. Rapports et autres matériaux sont envoyés à Cracovie; à leur tour, les députés ouvriers reçoivent documentation, littérature, thèses pour les interventions, indications pour différentes questions qui surgissent au cours du travail, etc. La liaison est effectuée soit par des lettres chiffrées, soit par des camarades traversant illégalement la frontière, soit encore par d'autres moyens. On utilise chaque possibilité. Cette liaison est naturellement, tout à fait secrète. Par exemple les noms de famille ne sont jamais indiqués: on se sert de numéros ou de pseudonymes. Je suis le N° 1, Malinovski 2, Pétrovski 3, Samoïlov 7, Souralov était appelé André et Staline, Vassili. Dès qu'il semble que la police a deviné qui cachent ces pseudonymes, on les change.

Les archives de l'Okhrana montrent que la police nous désignait également par pseudonyme : Pétrovski était « Proïdokha », en Ukraine, et « Osietre » à Saint-Pétersbourg; Mouranov, « Moury » et « Gazietni », Chagov, « Lietcht » et « Chouiski ». Krylenko était appelé « Nomiernoï » et « Rozmirovitch »; « Kievskaïa », etc.

La police ouvre la correspondance. Auprès de la Centrale des postes fonctionne le « cabinet noir » qui examine toutes les lettres adressées aux députés social-démocrates. C'est pourquoi nous nous servons très peu de la poste, sauf dans certains cas, avec des adresses spéciales. Mais la plupart des

informations de l'Okhrana proviennent de ses provocateurs. Nous connaissons bien l'existence de ceux-ci, mais il n'est pas toujours facile de les découvrir. C'est pourquoi nous observons la plus grande prudence, nous pratiquons un système strictement clandestin, du haut en bas de l'organisation.

Déjà chaque violation des règles conspiratives fait par elle-même naître les soupçons; immédiatement on se demande s'il ne s'agit pas d'une manœuvre policière. Je me souviens d'un cas typique. Kisseliev, ouvrier de chez Poutilov, ancien membre du Parti, m'envoie un jour par la poste la proposition de poser devant le Comité élargi de Saint-Pétersbourg une question quelconque. Cet envoi, par la porte ordinaire, non chiffré, me fait immédiatement penser qu'il s'agit d'un provocateur. J'en informe le Comité de Saint-Pétersbourg et la fraction; Kisseliev est mis en observation, toute relation avec lui rompue; l'enquête prouve qu'il s'agit bien d'un provocateur.

Naturellement, les provocateurs ne sont pas toujours démasqués à temps. Ils sont d'ailleurs extrêmement prudents et observent à leur tour très strictement les règles de la conspiration. Il n'en reste pas moins que malgré toutes les qualités de l'organisation de la police tsariste, malgré toutes ses informations, nos liaisons avec les organisations du Parti, et en premier lieu avec le Comité central échappent à la surveillance de l'Okhrana, grâce à une bonne technique du travail illégal.

Les liaisons faites à l'aide d'une tierce personne présentent pourtant des difficultés: elle ne permettent pas d'examiner en détail les plans de travail, les questions de l'activité de la fraction, aussi bien au sein qu'en dehors de la Douma. D'autre part, l'expérience et l'opinion des députés ouvriers, autour desquels est concentrée toute l'activité du Parti à l'intérieur du pays, sont indispensables pour la direction du Parti, d'autant plus qu'il est extrêmement difficile de réunir, dans les conditions d'illégalité, les congrès réguliers du Parti.

Il avait donc été question, déjà avant l'ouverture de la Douma, de réunir à l'étranger une conférence où assisteraient les députés bolchéviks. Elle définirait la ligne fermement révolutionnaire du travail des députés; en outre un plan de l'activité des députés bolchéviks au sein et en dehors de la Douma serait élaboré avec le Comité central. D'autre part, le nouvel essor du mouvement révolutionnaire, et la situation intérieure du Parti, rendent nécessaire de définir les nouvelles tâches des bolchéviks. Le rôle et l'importance de la conférence dépassent de beaucoup le cadre de l'activité des députés bolchéviks. En fait, elle est une conférence du Parti dont les débats et les résolutions poseront des jalons importants dans l'histoire de notre Parti et du développement de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière.

La réunion est convoquée à Cracovie, en Galicie. Elle tombe en pleines vacances de Noël quand la Douma est fermée depuis le 28 (15) décembre 1912. La grève de Saint-Pétersbourg et le lock-out de chez Maxwel nous empêchent de partir immédiatement. La lutte aiguë qui se déroule autour de ces grèves exige notre présence, surtout la mienne, député de la ville. Il nous est possible d'aller à Cracovie seulement lorsque l'aide aux grévistes est assurée, que les fonds commencent à affluer, que les organisations prolétariennes sont mobilisées.

La conférence de Cracovie dure du 28 décembre 1912 au 1er janvier 1913. Par prudence, elle est convoquée pour février et elle ne figure dans la presse et les informations du Parti que comme la Conférence de février. Lénine la préside. Outre les députés bolchéviks, Kroupskaïa, Zinoviev, Troïanovski, Lobova, Rozmirovitch et quelques délégués de centres ouvriers importants y sont présents. Les députés sont au nombre de quatre: Pétrovski, Malinovski, Chagov et moi.

Une année s'est écoulée depuis la conférence de Prague. Cette période est marquée par un développement tumultueux du mouvement révolutionnaire: croissance formidable des

grèves économiques et politiques, démonstrations de masses, création et renforcement de la presse ouvrière, etc. La vie du Parti a été également traversée par des événements importants: rupture nette avec les menchéviks et lutte aiguë entre les deux fractions social-démocrates. Parmi les menchéviks domine la tendance liquidatrice qu'on trouve clairement même dans les discours et les mots d'ordre des menchéviks « partitsi » [1].

La lutte victorieuse des bolchéviks contre les liquidateurs s'étend sur tout le front du mouvement ouvrier. La politique révolutionnaire des bolchéviks atteint les menchéviks sur toute la ligne. Les élections à la Douma le démontrent abondamment. Les bolchéviks remportent une victoire écrasante dans les *curies* ouvrières. Ainsi sont confirmés d'abord, l'énorme influence des bolchéviks sur les masses, ensuite, le fait que la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire suit la voie bolchévik.

L'activité de la fraction pendant un mois montre que les députés ouvriers ont une ligne politique juste. En même temps, il apparaît clairement que les menchéviks mènent et mèneront une lutte acharnée contre les députés ouvriers qui opposent à la majorité de la fraction une tactique véritablement révolutionnaire. Au point de vue des intérêts de la classe ouvrière, les menchéviks ont déjà réussi, durant la première session même de la Douma, à commettre de nombreuses fautes. Ces fautes, qui nuisent à tout le mouvement révolutionnaire, doivent être résolument condamnées.

Toutes ces questions importantes de la lutte révolutionnaire se posent devant la conférence de Cracovie qui donnera au Parti des directives pour la période suivante.

Après un travail intensif de plusieurs jours, la conférence

---

1. Menchéviks qui continuaient à être membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. (*N. de l'Edit.*)

prend une série de décisions qui résolvent de nombreuses questions pratiques, donnent la juste appréciation de la situation politique en Russie et définissent la ligne que doivent suivre les luttes ultérieures de la classe ouvrière.

Tout en reconnaissant l'extrême importance de l'unité, la conférence souligne qu'elle n'est possible qu'à la condition de reconnaître les organisations illégales. L'unité des social-démocrates doit être réalisée par en bas — dans les comités d'usines, les groupes de rayons, etc. — avec contrôle par les camarades ouvriers, s'il existe vraiment la reconnaissance des organisations illégales et la préparation au soutien de la lutte et de la tactique révolutionnaires.

Cette résolution de la conférence confirme encore une fois que les bolchéviks se séparent nettement des menchéviks-liquidateurs et qu'il est nécessaire de combattre l'influence de ces derniers dans la classe ouvrière. « La seule structure juste du Parti — dit la conférence dans une autre résolution — consiste, dans la période actuelle, en un Parti illégal composé de cellules et entouré de tout un réseau d'organisations ouvrières légales ou semi-légales. » Les cellules illégales doivent être organisées selon les conditions locales. La tâche principale doit être la création de comités illégaux du Parti dans les usines et les fabriques, avec une seule organisation dirigeante dans chaque centre.

La conférence reconnaît que la meilleure forme d'organisation est celle qui existe alors à Saint-Pétersbourg. Dans la constitution du Comité de Saint-Pétersbourg sont combinés les deux principes suivants: l'élection par les rayons et la cooptation, système qui fait du comité un organe, d'une part très mobile et très lié avec les cellules de base et, d'autre part, capable de résister aux coups de la police. La conférence estime également qu'il est nécessaire d'organiser des centres régionaux et d'utiliser le système des « hommes de confiance » pour la liaison entre les organisations locales et le Comité

central. La résolution d'organisation, adoptée par la conférence, établit le système d'édification d'un parti fortement homogène, de la base au sommet.

Une des questions centrales de la conférence est le rapport de la fraction social-démocrate à la Douma. L'activité de la fraction est examinée attentivement et à fond. En un mois, depuis l'ouverture de la Douma, la fraction a dû prendre position dans toute une série de questions importantes. La question de l'admission de Jagello, la déclaration, les premières interpellations, — tout cela permet à la conférence de donner une appréciation générale du travail de la fraction et par cela même de constater les fautes commises par sa majorité menchévik.

1. — La conférence constate que malgré une répression inouïe et le truc age des élections par le Gouvernement, malgré la formation, dans beaucoup d'endroits, du bloc des réactionnaires — des Cent-Noirs aux libéraux — contre les social-démocrates, le P.O.S.D.R. a remporté une victoire éclatante aux élections à la IV^e^ Douma. Presque partout le nombre de voix des social-démocrates a augmenté, surtout dans la deuxième *curie* de la ville, que la social-démocratie arrache de plus en plus à l'influence des libéraux. Et dans les *curies* ouvrières, les plus importantes pour notre parti, le P.O.S.D.R. a dominé complètement ; de plus, en élisant des bolchéviks, la classe ouvrière a souligné particulièrement sa fidélité inébranlable au vieux P.O.S.D.R. et son programme révolutionnaire.

2. — La Conférence salue l'action énergique des députés social-démocrates de la IV^e^ Douma qui, dans une série d'interventions, d'interpellations et dans sa déclaration, ont en général exprimé justement les principes fondamentaux de la social-démocratie.

3. — Reconnaissant comme la seule tradition juste, dans notre Parti, celle d'après laquelle la fraction social-démocrate à la Douma constitue un organe subordonné au Parti dans son entier et dans la personne de son Comité central, la Conférence estime que dans l'intérêt de l'éducation politique de la classe ouvrière et pour une activité juste de la fraction, le Parti doit suivre attentivement tous les actes de la fraction social-démocrate et réaliser de cette façon le contrôle du Parti sur la fraction.

La conférence donne une réplique décisive aux menchéviks sur toute une série de leurs procédés s'écartant de la ligne

du Parti. En admettant Jagello dans la fraction, approuvant par là d'une façon indirecte l'activité scissionniste du *Bund*, les menchéviks — déclare la conférence — ont aggravé la scission au sein des ouvriers polonais et rendu encore plus difficile l'unité dans tout le Parti. Dans un de ses discours à la Douma, le menchévik Tchkhenkéli, soi-disant « pour créer les institutions nécessaires au libre développement des nations », s'est déclaré en faveur de l'indépendance, dans le sens d'organisation, des partis social-démocrates nationaux existant en Russie. La conférence considère cette intervention, au nom de la fraction, comme une violation flagrante du programme du Parti : « Des concessions aux tendances nationalistes, même dans une forme aussi voilée, sont inadmissibles pour le parti du prolétariat ». Enfin, la conférence voit une faute dans le vote par la fraction de la formule progressiste de passage à la déclaration ministérielle au lieu d'employer une formule indépendante de passage à l'ordre du jour.

La résolution de la conférence de Cracovie sur la fraction social-démocrate de la Douma comprend neuf points. Seuls les six premiers sont publiés, en raison des conditions d'illégalité. Jusqu'à présent, il n'a pas encore été permis de rétablir les trois derniers points étant donné que tous les documents relatifs à la conférence de Cracovie ont été perdus. Il est extrêmement difficile de les rétablir de mémoire, après quinze ans. Ces points concernent l'activité extra-parlementaire du « groupe des six » à qui la conférence assigne des tâches importantes dans le travail illégal de notre parti. La conférence pose également la question de comprendre les députés bolchéviks dans la composition du Comité central.

Durant ces quelques jours passés à Cracovie, de nombreuses questions relatives au travail du « groupe des six » sont étudiées en détail dans des conversations avec Vladimir Ilitch et d'autres camarades membres de notre centre à l'étranger.

Les députés ouvriers — dit Lénine, — doivent utiliser la tri-

bune de la Douma pour mener l'agitation dans le but de pousser en avant le mouvement révolutionnaire dans le pays, en dénonçant aussi bien le gouvernement tsariste que tous les partis appelés faussement libéraux. Les députés ouvriers doivent être entendus par toute la classe ouvrière russe. Mais les interventions à la Douma ne constituent qu'une partie du travail de la fraction. Les six députés bolchéviks doivent en tant que secteur du Parti mener un grand travail hors de la Douma. La création d'organisations du Parti, leur direction, la presse du Parti, le travail dans les syndicats — tout cela, qui constitue les obligations élémentaires des députés ouvriers, exige d'eux des efforts et une énergie immenses. Les députés ouvriers doivent être constamment liés avec les larges masses ouvrières, avec toutes les organisations légales ou illégales qui doivent voir en eux des dirigeants, des organisateurs de la lutte révolutionnaire. Cette idée est fortement soulignée par Lénine dans ses entretiens avec nous.

Lénine insiste en particulier pour me confier la publication de la *Pravda*. Il déclare que ce travail me revient en tant que député de Saint-Pétersbourg, directement lié avec les masses ouvrières de Piter. La *Pravda* ne doit pas seulement être un organe d'éducation et de propagande, elle doit être un centre important d'organisation. Et Lénine souligne que ma place est là.

Pendant la conférence de Cracovie, les députés ouvriers examinent avec le Comité central toutes les questions relatives au travail du « groupe des six ». Nous quittons Cracovie chargés de directives pratiques, concrètes. Non seulement la ligne générale de notre activité est définie, mais encore sont résolues différentes questions comme la répartition des interventions, les matériaux à préparer, l'action extra-parlementaire à conduire, etc..,

Pour nous, députés ouvriers, qui devons travailler dans des conditions extrêmement compliquées et défavorables, un

échange vivant d'idées avec le noyau dirigeant du Parti, et en particulier naturellement avec Vladimir Ilitch, a une importance énorme. Vladimir Ilitch va trouver chacun de nous individuellement et sait comment renforcer notre volonté de lutte.

D'autre part, notre participation joue un rôle important dans les travaux et décisions de la conférence de Cracovie. Nous sommes parfaitement au courant de toutes les différentes tendances des masses prolétariennes. Nos informations détaillées permettent à la conférence d'étudier d'une façon précise cet état d'esprit et d'en tirer les conclusions.

Au retour de Cracovie, les députés ouvriers profitent des vacances de la Douma pour faire une tournée dans leurs circonscriptions. Le but est d'abord de faire un compte rendu de la première session de la Douma, ensuite de réaliser sur place les décisions de la conférence de Cracovie et de renforcer le travail des cellules illégales locales.

Ces tournées, organisées entre deux sessions de la Douma, sont très importantes pour ranimer le mouvement ouvrier local. Les députés rétablissent ou renforcent les liaisons du Parti, créent de nouvelles cellules, mènent un immense travail d'agitation et de propagande et, d'autre part, s'enquièrent des vœux et des remarques de leurs électeurs. Ce qui est toujours demandé, c'est que le député visite le plus souvent possible sa circonscription et qu'il garde avec ses électeurs le contact le plus étroit.

Il faut dire qu'avec les députés ouvriers ce contact existe pleinement. Chacun de nous reçoit quotidiennement une énorme correspondance de sa circonscription, donnant d'amples informations sur tout ce qui se passe dans la région, présentant des vœux ou des revendications. Nous utilisons tous ces matériaux pour notre travail parlementaire, dans nos interpellations, dans la critique, la dénonciation des projets de lois du gouvernement.

Mais ce sont surtout les tournées des députés ouvriers qui

sont importantes. Aussi inquiètent-elles beaucoup l'Okhrana. L'immunité parlementaire, malgré tout, existe même pour les députés ouvriers et on ne peut pas les empêcher de se déplacer.

Par contre l'Okhrana utilise ces voyages pour connaître ceux avec lesquels nous nous rencontrerons. Bien avant que la session arrive à son terme, le département de la police envoie à tous les gouverneurs et aux chefs de l'Okhrana des directives spéciales pour surveiller attentivement le passage des députés révolutionnaires dans leur province. Il leur envoie nos signalements et nos photographies. Si bien qu'à la descente du train le député ouvrier aperçoit déjà toute une file de « paletots marrons »[1] qui le suivront pas à pas.

Pour être sûr que le député ne s'échappera pas, l'Okhrana de Saint-Pétersbourg le fait accompagner jusqu'au moment où les agents locaux le prennent en filature. On se transmet la filature par signature comme pour un objet quelconque. Grande est la confusion des agents lorsque, malgré toutes ces mesures, le député leur file sous le nez dans une direction inconnue. La police ne sait pas toujours quand nous quittons la capitale, car il est évident que nous le faisons en secret en partant, par exemple, non pas de notre propre logement, mais d'un endroit quelconque. La police s'en prend à nos concierges qui ne l'ont pas informée de nos départs ; les concierges s'excusent en répliquant que les députés partent sans les prévenir, sans faire viser leurs passeports, sans remplir toute une série de formalités obligatoires.

La filature est parfois si étroite et si évidente que les députés ouvriers, hors d'eux-mêmes, télégraphient aux ministres et exigent qu'on les laisse en paix. Naturellement, cela ne fait pas cesser la filature ; on se contente seulement d'informer les agents d'avoir à « mieux » travailler, sans « *énerver* » les députés. Par contre, les autorités locales bien stylées par le dépar-

1. Sobriquet pour les agents de l'Okhrana.

tement de la Police, cherchent l'occasion d'interrompre « légalement » la tournée du député et si c'est possible même de trouver un prétexte de le rappeler à l'ordre.

Je me souviens de l'histoire suivante arrivée à Mouranov, dans une ville de la région du Volga : dans le logement où il est descendu, la police arrive, arrête le patron et commence la perquisition. Le portefeuille de Mouranov se trouve sur la table. L'officier de gendarmerie s'en empare et veut l'ouvrir, mais Mouranov proteste, se nomme et sort ses documents de député. Le gendarme est contraint de se retirer. Cependant, il est sévèrement blâmé. Jusqu'au moment — lit-on dans le blâme - - où Mouranov n'a pas montré ses documents de député, et que son portefeuille est loin de lui, les agents n'ont pas à « croire » qu'il s'agit d'un député, et ne doivent pas lui permettre de saisir le portefeuille « qui peut très bien appartenir à quelqu'un d'autre ». Il faut, au contraire, utiliser ce moment pour vérifier le contenu du portefeuille et s'emparer de tout document permettant de poursuivre le député et peut-être toute la fraction social-démocrate.

Jusqu'à un certain point, la police tourne autour des députés ouvriers, mais, par crainte, de faire éclater le mouvement révolutionnaire, elle ne se décide pas à les attaquer ouvertement. Par contre, elle poursuit impitoyablement tous ceux qui ont même le moindre rapport avec eux. La situation du député ouvrier est incroyablement difficile ; la moindre imprudence peut faire tomber non seulement quelques camarades, mais des organisations entières. C'est pourquoi tous nos déplacements sont tenus rigoureusement secrets ; nous cherchons aussi par tous les moyens à faire perdre notre trace. Dans une ville de province où tout le monde se connait et où l'arrivée d'un député de la Douma est un grand événement, ce n'est pas toujours facile. Et cependant, tous les députés de notre fraction réalisent, dans leur tournée, un énorme travail et animent fortement nos organisations légales et illégales. Il résulte de ces tournées, généralement, un renforcement du mouvement gré-

viste, la création de nouvelles cellules du Parti, le recrutement de nouveaux abonnés de la *Pravda* et, enfin, un relèvement de l'esprit révolutionnaire.

En janvier 1913, alors qu'ils rentrent de leur première tournée en province, les députés constatent un grand essor du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. La période d'apathie qui a caractérisé toutes les années de réaction est loin derrière nous. On sent nettement chez les grandes masses une volonté de lutte, une énergie, un courant vers les mouvements organisés, un vif intérêt pour les questions de la vie politique du pays.

Mes camarades de la fraction n'ont pas eu la possibilité de faire des comptes rendus de mandats dans de grandes réunions légales, celles-ci étant invariablement défendues par les gouverneurs ; ils sont intervenus illégalement ou dans des meetings volants organisés dans les usines.

En général, l'activité de la fraction, durant le premier mois, est approuvée. Les électeurs ouvriers parlent avec satisfaction de notre déclaration qui renferme les revendications « intégrales » de la classe ouvrière ; les premières interpellations sont reconnues justes. Les ouvriers questionnent abondamment les députés sur ce qui se passe à la Douma et ils s'intéressent aux moindres détails. Ils s'occupent également du camp ennemi, des Cent-Noirs, parmi lesquels Pourichkévitch et Markov sont célèbres par leurs scandales. Les ouvriers ont à l'égard de la Douma une position tout à fait claire. Ils n'attendent d'elle aucune amélioration de leur sort ; ils comprennent parfaitement que le prolétariat n'obtiendra des résultats que d'une intense lutte révolutionnaire.

La tournée de janvier des députés bolchéviks permet de constater la justesse des décisions de la conférence de Cracovie au sujet des liquidateurs et de l'unité du Parti. L'influence des liquidateurs parmi les masses ouvrières est extrêmement faible. La tendance liquidatrice, née et soutenue en général par

des cercles d'intellectuels et de littérateurs, n'existe pas du tout dans certains rayons et est étrangère aux ouvriers. C'est pourquoi certains groupes social-démocrates ne comprennent pas la polémique qui se déroule entre la *Pravda* et le *Loutch*. Il faut réaliser l'unité du Parti non pas par en haut, grâce à des pourparlers diplomatiques, mais par en bas, dans les cellules ouvrières locales, de façon que tous les camarades membres du Parti ne combattent pas l'organisation illégale mais entrent au contraire dans celle-ci. C'est seulement ensuite qu'on pourra réaliser l'unité du Parti dans son entier. Cette opinion correspond absolument à la ligne de la conférence de Cracovie.

Le mouvement ouvrier de Saint-Pétersbourg en 1913

CHAPITRE VII

L'explosion d'Okhta

Début de l'année 1913. — Explosion à la manufacture de poudre d'Okhta. — Causes de l'explosion. — Interpellation du gouvernement au sujet de l'explosion. — La réponse aux explications du ministre de la Guerre.

Le prolétariat de Saint-Pétersbourg passe le nouvel an encore sous l'impression des grèves et des démonstrations organisées pour la première intervention de la fraction social-démocrate à la Douma. La veille même a pris fin la lutte héroïque des ouvriers de chez Maxwell qui ont tenu tête au lock-out pendant plus de deux semaines grâce au soutien de toute la masse des ouvriers pétersbourgeois.

La première grève politique de l'année, le 9 janvier, se déroule à Saint-Pétersbourg dans un grand enthousiasme et atteint presque toutes les usines. Plus de 80.000 grévistes célèbrent l'anniversaire du « dimanche sanglant ». La veille, en prévision de la démonstration, toute la police est déjà sur pied. Elle opère des arrestations dans les quartiers ouvriers. Des détachements à pied et à cheval gardent les ponts et toutes les voies conduisant au centre de la ville. Dans les cours, derrière les portes cochères, se tassent les masses de réserves de la police. Des groupes d'ouvriers apparaissent sur le Nevski, ils sont refoulés dans les rues adjacentes.

Dans toutes les entreprises de Saint-Pétersbourg, grandes ou petites, les ouvriers abandonnent dans la matinée le travail

et sortent dans la rue en chantant. Dans certains rayons ouvriers comme celui de Viborg, de Nevski et autres, les manifestants portent des drapeaux rouges ornés de crêpe.

Depuis le matin, des files d'ouvriers vont au cimetière Préobrajenski, où sont enterrées les victimes du 9 janvier. Et toute la journée, au cimetière, la police devra disperser des groupes toujours nouveaux d'ouvriers.

La grève du 9 janvier s'accompagne de nombreux meetings organisés dans les entreprises. Des collectes y sont faites au profit des victimes de la répression. Les ouvriers de certaines entreprises décident d'abandonner le salaire d'une journée de travail. Les ouvriers envoient le produit de ces collectes à notre fraction à la Douma, ainsi que de nombreuses résolutions concernant les revendications politiques de la classe ouvrière. Tout en mettant au premier plan le mot d'ordre de transformation radicale de l'ordre existant, les ouvriers réclament l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de réunion, d'organisation, de presse, etc. On y trouve également des vœux pour le groupement et l'unité du mouvement ouvrier. Certaines entreprises votent des résolutions de protestation contre les fameux « 32 points » (exil pour délits politiques), la nomination administrative de délégués aux Conseils d'assurance, les poursuites contre les syndicats, etc.

L'ampleur de la grève et de la manifestation du 9 janvier témoignent de l'essor de la lutte ouvrière. L'état d'esprit révolutionnaire de la masse des ouvriers de Saint-Pétersbourg, comme dans toute la Russie, croît de mois en mois.

Telle est la situation dans laquelle la Douma s'ouvre, le 21 janvier 1913. Les députés (propriétaires fonciers et fonctionnaires) ne sont pas du tout pressés de commencer à « légiférer ». A l'ouverture, un peu plus de la majorité est présente. Les premières séances sont mornes ; elles sont occupées par la confirmation des élections.

La salle se ranime seulement lorsque notre fraction interpelle au sujet de l'explosion de la manufacture de poudre

d'Okhta, des tortures infligées aux prisonniers politiques et des lock-outs dans l'industrie du textile.

La première intervention est motivée par une explosion produite à Okhta, à la manufacture de poudre qui travaille pour le ministère de la Guerre.

L'explosion se produisit après le repas, vers 3 heures. Le soir même se répand par toute la ville la nouvelle d'un grand nombre de victimes.

Cinq personnes sont écrasées sous les décombres ; leurs cadavres sont retirés entièrement défigurés. Le corps informe, carbonisé d'un ouvrier n'est identifié que grâce à un morceau de son vêtement resté intact. On compte plus de 50 blessés graves. La plupart des victimes sont des femmes qui constituent la majorité du personnel de l'atelier où a eu lieu l'explosion.

L'accident suscite une affreuse panique ; c'est un hasard que le nombre des victimes ne soit pas plus grand. Pas de poste médical ; un docteur, arrivé une heure plus tard, reste impuissant.

Le lendemain matin, je vais à Okhta voir de quoi il s'agit. On me défend l'entrée de l'usine. Le directeur, le général Somov, à qui je m'adresse, s'y refuse également, affirmant que seule l'administration de l'artillerie peut me donner cette permission. Il est évident qu'on a peur de laisser entrer le député et qu'on cherche à se garantir contre des révélations fâcheuses.

D'après Somov, l'explosion est tout à fait fortuite ! « Il y a toujours eu et il y aura toujours des accidents — dit-il. Moi-même je n'entre à l'usine qu'en faisant le signe de croix ».

Il est évident que l'administration n'a pas cherché d'autres moyens pour prévenir les accidents dans une industrie aussi dangereuse.

Je ne réussis donc point avoir le lieu même de l'explosion, mais ce que je constate à l'usine montre suffisamment l'étendue de la catastrophe.

J'interroge un grand nombre d'ouvriers de l'usine. Ils sont encore complètement bouleversés et en proie à la panique.

D'une minute à l'autre, on s'attend à une nouvelle explosion. Certains ouvriers sûrs de mourir changent de linge pour venir le matin à l'usine. On me demande de rechercher en détail les causes de la catastrophe, d'exiger du ministère de la Guerre l'amélioration des conditions de travail et de sécurité ; les victimes réclament des secours.

Le 20 décembre, on enterre les morts. Des milliers d'ouvriers défilent devant les corps, déposés à l'église. On vient également des autres entreprises. Dans une usine voisine, les ouvriers abandonnent même le travail pour pouvoir assister à l'enterrement. Plus de 10.000 ouvriers suivent le cortège. Il y a plusieurs couronnes parmi lesquelles celle de la fraction social-démocrate avec l'inscription : « Aux victimes du Capital ». Tous les députés social-démocrates se trouvant à Saint-Pétersbourg sont présents.

Les obsèques se transforment ainsi en une puissante démonstration des ouvriers pétersbourgeois contre le régime bourgeois qui fait tomber dans les rangs du prolétariat une victime après l'autre. Une lutte tenace et sans merci, telle est, après la catastrophe d'Okhta, la conclusion de chaque prolétaire conscient.

Le ministère de la Guerre rechercha les causes de l'accident afin d'établir un « rapport à Sa Majesté ». On connaît très bien les résultats de semblables enquêtes : d'habiles fonctionnaires procèdent d'une façon telle que les vrais coupables ne sont pas trouvés et que toute la faute est reportée sur la « volonté de Dieu ». De son côté, la fraction social-démocrate commence son enquête. Les véritables causes de la catastrophe se révèlent dans les conversations avec les ouvriers et dans les documents que nous recevons.

La cause directe est le maniement maladroit, par un ouvrier, d'un détonateur chargé de fulminate de mercure. Selon les règlements techniques, il ne devrait pas y avoir dans l'établissement plus de 10 détonateurs ; or, il y en a plusieurs milliers, ce qui a donné à l'explosion une force énorme. Ce n'est là, cependant, qu'une cause externe. En réalité, les causes de

la catastrophe qui a fait plusieurs dizaines de victimes sont à chercher dans les conditions de travail effroyables existant dans l'usine.

Les dangers qu'offre pour la vie et la santé des ouvriers la préparation de matières explosives, exigent une main-d'œuvre qualifiée, c'est-à-dire des ouvriers à hauts salaires. Pourtant, l'administration, toujours à la recherche de main-d'œuvre à bon marché, emploie en majorité des manœuvres et en premier lieu des femmes arrivant de la campagne et aucunement préparés à cette production. La journée de 10 heures sans interruption est payée 65-75 copecks. C'est un véritable bagne : les ouvriers n'ont même pas de livret de travail. Injures grossières, amendes, renvois — tels sont les procédés de la direction.

Tout effort culturel est brisé : mieux vaut pour les ouvriers de se saouler que de lire les journaux.

Abrutis par une exploitation féroce, épuisés par une double journée de travail (on les oblige à faire 8 et 9 heures supplémentaires), les ouvriers sont naturellement incapables de prêter l'attention et la prudence nécessaires à la fabrication des matières explosives.

A cela, il faut encore ajouter le très mauvais état technique de l'usine. Les ateliers sont exigus, alors que la direction est surchargée de commandes ; de nombreuses commissions gouvernementales ont reconnu la nécessité de réorganiser radicalement l'usine et même de la transférer dans d'autres locaux. Le fait que le 3 janvier 1913, c'est-à-dire deux semaines après la catastrophe, se produisit une nouvelle explosion, faisant de nouvelles victimes, est une preuve suffisante que, dans de telles conditions, les accidents devaient se multiplier.

En interpellant à la Douma, nous n'avons pas l'intention de nous limiter à l'accident affreux, scandaleux d'Okhta. Les explosions ou les catastrophes dans le bâtiment sont « chose courante » en Russie. Le capitalisme avide exploite la classe ouvrière dans des conditions telles que la production coûte la vie à des milliers de travailleurs.

Notre tâche consiste à dénoncer à la tribune de la Douma

les conditions de travail du prolétariat russe, à montrer aux ouvriers l'immense exploitation de leur travail, et à renforcer leur volonté de lutte révolutionnaire.

Les conditions toutes spéciales de l'exploitation d'Okhta, les nombreuses victimes et enfin la menace de nouvelles catastrophes obligent, cette fois, la majorité même de la Douma à reconnaître l'urgence d'une interpellation, par 134 voix (octobristes et centre) contre 127 voix (droite).

Mais, il est ensuite démontré que cela n'a aucune valeur. L'interpellation est acceptée par la Douma le 25 janvier 1913 et la réponse écrite du ministère de la Guerre n'arrivera qu'en été, c'est-à-dire six mois après. Or, à cette époque, les députés seront en vacances, les explications du ministère de la Guerre ne seront discutées que six mois après, alors que l'interpellation date de janvier 1913.

C'est moi qui, désigné par la fraction, fait la critique des explications gouvernementales.

Comme on s'y attend, la majorité de la Douma reste une fois de plus fidèle à elle-même et ne veut pas causer la moindre contrariété au gouvernement. L'affaire d'Okhta disparaît dans les profondeurs des commissions et a le même sort que beaucoup d'autres interpellations de notre fraction.

CHAPITRE VIII

Le lock-out des fabriques de textile

Causes économiques du lock-out. — Le lock-out à la filature de coton russe. — « La défense » de l'Inspection des fabriques. — La solidarité des ouvriers de Saint-Pétersbourg. — L'interpellation de la fraction social-démocrate au sujet des lock-outs. — Discours de Chagov et de Samoïlov. — Le deuxième lock-out de Maxwell.

Les luttes renforcées de la classe ouvrière obligent les fabricants et les industriels à se grouper et à mobiliser toutes leurs forces. La vague du mouvement ouvrier croît sans cesse et atteint un niveau tel que le Capital a de sérieuses raisons de prendre peur.

Les amendes, les peines disciplinaires, l'arrestation des meneurs — tout cela est périmé. Le Capital coalisé a recours à un autre moyen, qui frappe plus fort et plus loin : le licenciement en masse. L'arrêt des fabriques jette à la rue des milliers d'ouvriers.

Depuis le début de janvier 1913, le lock-out est largement pratiqué dans l'industrie textile de Saint-Pétersbourg, même dans de nombreuses grosses entreprises.

Le plus tenace et le plus long est celui de la Filature de coton russe qui compte 1.200 ouvriers. Il est manifestement provoqué par les manœuvres de l'administration qui, par là, poursuit deux buts : renvoyer tous les membres du syndicat ; se débarrasser des vieux ouvriers, avec 20 et 30 ans de services, et les remplacer par de plus jeunes forces.

Le 21 janvier, 30 ouvriers de chaque atelier sont informés

sans aucun préavis que leur salaire journalier est abaissé de 10 copecks. Le lendemain matin, les cardeurs déclenchent la grève en exigeant le rétablissement des salaires. C'est ce que l'administration attend. La nuit, à la relève des équipes, les machines sont arrêtées, l'électricité éteinte ; les ouvriers apprennent que la fabrique est fermée pour un temps indéterminé et qu'ils recevront tous leur compte. C'est une provocation ouverte, évidente ; la revendication des ouvriers revient à trois roubles par jour et c'est pour cela que 1.200 ouvriers, tout en n'ayant pas participé à la grève des cardeurs, sont livrés au chômage et à la faim.

Pour ne pas tomber dans ce piège, les ouvriers se présentent pendant plusieurs jours à l'usine à l'heure habituelle. Mais l'administration ne les laisse pas entrer. Deux jours après, un avis affiché aux portes de l'usine invite les ouvriers à venir recevoir leur paye. D'abord, ceux-ci refusent et réclament de l'administration le salaire de deux semaines pour renvoi sans motifs. Mais les patrons ont des alliés. Les logeurs et les commerçants du quartier, dès qu'ils apprennent le lock-out, refusent tout crédit tant que les ouvriers n'auront pas payé les dettes, sous lesquelles ils sont écrasés depuis les fêtes de Noël. Il faut donc accepter la paye. Chacun reçoit environ 10 à 20 roubles qui sont immédiatement versés aux commerçants, afin d'obtenir encore du crédit et de vivoter quelques jours de plus.

Le jour de paye, on sent dans le quartier une atmosphère nerveuse et tendue. Les maisons de thé et les cabarets, ces « clubs ouvriers » d'alors, où l'on se raconte ses affaires, sont pleins d'ouvriers et d'ouvrières qui attendent, après une nuit d'angoisse, le moment où ils seront livrés à la famine avec toute leur famille. Le bas salaire des ouvriers du textile leur permet à peine de vivre ; dès le premier jour de chômage, c'est la misère, la faim.

Les ouvriers les plus conscients, les social-démocrates et les membres des syndicats, s'efforcent d'organiser le mouve-

ment. De toute urgence arrivent plusieurs centaines de numéros de la *Pravda*, qui appelle les ouvriers à la lutte. On tente d'organiser des réunions pour l'examen de la situation, mais tout groupe est dispersé par la police.

Les premières explosions de désespoir et de panique se calment pourtant et, aussitôt, l'esprit des ouvriers se transforme. Malgré la police, on réunit tous les lockoutés. Chacun se prépare à une longue lutte. La réunion décide de garder le plus grand contact avec tous les ouvriers congédiés, d'appeler tous les ouvriers de Saint-Pétersbourg à l'aide, de lutter résolument contre l'ivrognerie, de s'adresser aux groupements culturels pour l'organisation de conférences gratuites, spécialement à l'intention des lockoutés, etc. Aucun ouvrier, aucune ouvrière n'a le droit de franchir les portes de la fabrique, pour arranger sa situation personnelle ou celle des groupes isolés. Personne n'a le droit de reprendre le travail sans la rentrée en bloc de tous les ouvriers.

Estimant que la direction a violé, de la façon la plus grossière, les lois même du Gouvernement, les ouvriers de la Filature de coton portent plainte à l'inspecteur du travail qui, comme on pourrait le croire, doit défendre en principe les intérêts des ouvriers. La scène qui se passe dans le cabinet de l'inspecteur de Saint-Pétersbourg montre d'une façon convaincante quels intérêts l'inspecteur du travail est chargé de soutenir.

Ce sont les représentants du syndicat du textile qui se présentent chez l'inspecteur.

— Je ne puis avoir aucuns pourparlers avec les syndicats, déclare l'inspecteur. La loi m'autorise seulement à m'occuper des ouvriers de l'entreprise où s'est produit le conflit.

— Mais nous agissons également d'après la loi, répliquent les délégués. Par ses statuts, confirmés par la loi, notre syndicat a le droit de défendre ses adhérents, d'entamer des pourparlers aussi bien avec différentes personnalités qu'avec les

représentants de n'importe quelle institution gouvernementale.

Le conflit entre deux textes également « légaux » est résolu du fait que, par hasard, il se trouve un ouvrier révoqué parmi les représentants du syndicat. C'est ainsi que l'inspecteur du travail peut se permettre d'avoir des pourparlers avec la délégation.

L'entretien dure deux heures. L'inspecteur se prélasse dans son fauteuil, tandis que les représentants du syndicat doivent se tenir debout devant le « défenseur » des intérêts ouvriers.

— Pour ce qui est des charges de la police, laquelle est intervenue brutalement et a frappé les ouvriers se rendant à la fabrique, adressez-vous, s'il vous plaît, au chef de police, dit l'inspecteur. Ce n'est pas mon affaire et je ne puis vous être d'aucune aide.

Mais en ce qui concerne la direction de la fabrique, l'inspecteur ne peut également rien faire ou, mieux, ne veut pas agir. D'après lui, tout est conforme à la loi. Les ouvriers ne peuvent pas recevoir les deux semaines de salaire qu'ils demandent. L'inspecteur ne dispose d'aucun moyen pour mettre fin au lock-out, puisque les fabricants agissent sur la base d'une convention conclue entre eux, convention qui exige que les industriels ne fassent aucune concession aux ouvriers.

— Votre affaire est bien mauvaise, dit l'inspecteur en guise d'adieu.

Cette visite à l'inspecteur du travail permet une fois de plus de se rendre compte par qui et pour qui sont faites les lois. Les ouvriers frappés par le lock-out ne doivent compter que sur eux-mêmes et sur le prolétariat de Saint-Pétersbourg. Le soutien des ouvriers de la Filature de coton russe et de la Nouvelle filature où, grâce au même système de provocation, ont été également lockoutés plus de 2.000 ouvriers, prouve la solide homogénéité et la solidarité de la classe ouvrière. La lutte dans une fabrique, c'est la lutte de tous les ouvriers —

cela, les larges masses le comprennent déjà aujourd'hui parfaitement.

Ces lock-outs provoquent une tempête d'indignation parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Par endroits, certains éléments à tendance anarchiste, mènent l'agitation, invitant les ouvriers à répondre à la répression des patrons en brisant les machines, en mettant le feu aux fabriques et autres mesures de terreur économique. Les social-démocrates combattent énergiquement ces tendances qui ne sont que dangereuses pour la classe ouvrière. La terreur économique a toujours été repoussée par les social-démocrates qui la considèrent comme inadmissible, nuisible pour le mouvement ouvrier. Les partisans de cette tendance sont peu nombreux, aussi nous est-il facile de supprimer cet état d'esprit.

L'aide du prolétariat de Piter aux ouvriers du textile se manifeste d'une autre manière. Dans les entreprises sont ouvertes des collectes en faveur des lockoutés. Comme auparavant, c'est la fraction social-démocrate qui rassemble les fonds et les répartit.

Dès le début du lock-out, les ouvriers du textile s'adressent à notre fraction en nous demandant d'interpeller le gouvernement sur l'attitude révoltante des fabricants envers plusieurs milliers de travailleurs.

A une réunion extraordinaire de notre fraction il est décidé de préparer immédiatement l'interpellation et de la déposer à une des prochaines séances de la Douma. Ce qui est fait au début de février, mais on ne l'examine que le 1er mars, c'est-à-dire près d'un mois et demi après le déclenchement du lock-out. La majorité de la Douma fait volontairement traîner la question, attend que l'indignation des ouvriers de la ville soit un peu calmée.

On interpelle le gouvernement au sujet de la violation des lois, quoique le lock-out n'en soit pas une, puisque aucune loi n'interdit, en Russie, le licenciement en masse d'ouvriers.

C'est pourquoi notre fraction, afin de pouvoir fonder son interpellation, la base sur l'attitude illégale de l'inspecteur du travail qui n'a pas rempli ses obligations. C'est pour la forme, car, en réalité, le but de l'interpellation est de démasquer l'attaque organisée des capitalistes contre la classe ouvrière et ses syndicats.

L'interpellation débute par un exposé caractérisant le système des lock-outs utilisés par les patrons dans le textile. A la fin, notre fraction propose à la Douma de demander au ministre du Commerce et de l'Industrie s'il a connaissance de l'attitude illégale de l'inspecteur du travail et quelles mesures il compte employer pour « obtenir que ses fonctionnaires, les inspecteurs du travail, remplissent les charges que la loi leur attribue ».

Notre interpellation est acceptée par la Douma, mais elle a le même sort que les précédentes. Le ministère responsable met en marche, au reçu de notre interpellation, la machine bureaucratique des indications, renseignements, rapports, etc.

Pendant ce temps, dans les bureaux du ministère, notre interpellation se couvre de poussière, perd son actualité, enfin le gouvernement en termine et passe aux réponses.

Cela lui a pris un mois et demi. C'est Litvinov-Falinski, fonctionnaire du ministère en question, devenu célèbre comme inspirateur et directeur de toute la politique « ouvrière » du gouvernement tsariste, qui est chargé de donner les explications. Son cynisme, son insolence dépassent tout ce que la Douma a entendu jusqu'alors des ministres. Litvinov déclare tout simplement que les faits cités dans l'interpellation n'ont jamais existé; qu'il n'y a pas eu de baisse de salaires dans l'atelier des cardeurs de la Filature russe de coton, qu'il n'y a eu aucun lock-out, que l'attitude de la police et de l'inspecteur ont été entièrement conformes à la loi ; en général, rien d'anormal ne s'est passé. La réponse du fonctionnaire du ministère est révoltante, même dans les conditions de la vie russe, riche en scandales. Les Markov, les Pourichkévitch et leurs parti-

sans d'extrême-droite sont ravis, ils applaudissent bruyamment Litvinov, se moquent, persiflent les « mensonges des gauches ».

Les dernières étincelles de la lutte provoquée par le lock-out de la Filature russe et de la Nouvelle filature viennent à peine de s'éteindre qu'un nouveau lock-out éclate dans l'industrie textile : cette fois il s'agit de la fabrique Maxwel dont les ouvriers ont déjà mené une pénible lutte en décembre 1912. Comparativement aux autres fabricants, la direction de chez Maxwel agit d'une façon plus franche et plus rusée. Les ouvriers sont licenciés en masse comme dans un lock-out pour avoir fait une grève politique (l'anniversaire des fusillades de la Léna).

Les ouvriers, réunis en assemblée, décident de ne pas accepter leur paye et de répondre au lock-out par la grève, avec la revendication suivante : reprise en bloc de tous les ouvriers. On ajoute encore d'autres revendications concernant les conditions de travail. Bien que les ouvriers aient passé les jours de fête sans même un morceau de pain, leur moral reste bon. Comme dans le passé, ils comptent sur l'aide des ouvriers de Saint-Pétersbourg.

C'est chez moi que viennent les grévistes afin d'organiser le soutien, de lancer des souscriptions dans les entreprises. Tout au début de la grève, je publie, dans la *Pravda*, un appel à tous les ouvriers pétersbourgeois.

Cet appel rencontre un chaleureux accueil. Sans perdre de temps, on ouvre des souscriptions dans toutes les entreprises. On m'apporte les sommes le soir et je les transmets aussitôt au délégué de chez Maxwel. Le premier jour la souscription atteint plus de 700 roubles, le second 500, etc.

La lutte est acharnée, elle dure un long mois. La fabrique ouvre ses portes seulement le 2 mai. Bien que l'administration ne réembauche pas tous les ouvriers, elle n'a cependant pas atteint entièrement son but: au lieu d'une diminution de salaire et d'une prolongation de la journée de travail, — ce qu'elle voulait

obtenir par le lock-out, — elle est obligée de maintenir les mêmes conditions de travail. C'est une victoire de la lutte résolue et organisée des ouvriers.

Des lock-outs éclatent encore au printemps de 1913, dans d'autres entreprises (aux fabriques Schtiglitz, Luce, Tchecher, etc.). Les fabricants du textile usent du lock-out tant que la conjoncture reste favorable. Mais l'été arrive, la foire de Nijni-Novgorod se prépare, le marché du textile s'anime.

Les lock-outs deviennent désavantageux. A leur tour les conditions de travail des ouvriers du textile s'améliorent par suite d'une série de grèves ; les salaires augmentent.

La lutte des ouvriers du textile de Saint-Pétersbourg durant les lock-outs de 1912-1913 est conduite dans des conditions extrêmement difficiles. Mais, malgré les autres défauts, elle a d'importants résultats positifs. Les ouvriers du textile, la couche la plus arriérée du prolétariat, — comprennent l'importance de l'organisation et de la solidarité. Les lock-outs servent donc à quelque chose : à tremper les masses ouvrières.

CHAPITRE IX

La grève de chez Lessner

Origine de la grève. — Les obsèques de Stronguine. — La cause des ouvriers de chez Lessner devient celle de tous les ouvriers. — L'aide aux grévistes. — Trois mois de lutte. — Les ateliers de chemin de fer.

A la veille de la guerre, de nombreux faits témoignent de ce que les ouvriers de Saint-Pétersbourg serrent leurs rangs, accroissent leur force et perfectionnent leur organisation. Nous voyons toute une série de luttes tendues, héroïques. Cependant l'une d'elles, la grève de chez Lessner qui dure tout l'été de 1913, se détache nettement. Son origine, sa durée et la grande vague de solidarité qu'elle provoque font d'elle un des épisodes les plus puissants, les plus saillants du mouvement ouvrier à la veille de la guerre.

La grève de chez Lessner ne peut être considérée ni comme purement politique ni comme purement économique; elle n'a pu éclater qu'avec l'élan général du mouvement révolutionnaire d'alors. L'unique prétexte — le renvoi d'un contremaître cause de la mort d'un des ouvriers — paraît au premier coup d'œil insignifiant ; elle devient le centre d'une lutte tenace qui ne pouvait se développer que dans une atmosphère de luttes ouvertes de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Voici comment éclate cette grève à l'usine « Le Nouveau Lessner ». Le contremaître de l'atelier de mécanique, Laul, fait remettre à l'ouvrier Stronguine plusieurs centaines d'écrous. Durant le travail, une partie des écrous disparaît, soit jetés

par erreur, soit transportés dans un autre atelier, Stronguine en fait part au contremaître qui l'injurie et exige qu'il retrouve les écrous perdus dans un délai de deux jours : « Autrement, je te renvoie de l'usine pour vol ». Stronguine ne peut ni retrouver les écrous, ni prouver qu'il ne les a pas volés; la menace du contremaître et la perspective d'être mis à la porte pour un pareil motif le désespèrent. Il demande la permission de travailler la nuit et dans une partie éloignée des bâtiments de l'usine, dans un escalier, entre deux étages, se pend.

Son cadavre est découvert le 23 avril au matin par les veilleurs. Aussitôt la nouvelle se répand dans les ateliers, les ouvriers abandonnent le travail et se rassemblent autour du pendu. Ils demandent ensuite à l'administration d'entreprendre tout de suite une enquête. Elle se contente d'appeler la police pour les constatations. Dans une des poches du mort, on trouve une lettre. Le chef essaie de la faire disparaître, mais les ouvriers exigent qu'elle leur soit lue à haute voix. Elle est adressée aux ouvriers de l'usine:

Camarades, je ne sais pas si je dois vous écrire. J'écris quand même... Le contremaître m'accuse d'avoir volé. Eh bien avant d'en finir avec la vie, je vous le déclare, camarades, je ne suis pas coupable ; c'est ma conscience, mon cœur, mon honneur d'ouvrier qui vous l'assurent ; mais je ne suis pas en mesure de le prouver ! Je ne puis quitter l'usine avec l'étiquette de voleur que le contremaître veut me donner. Voilà pourquoi j'ai décidé de me suicider... Adieu, chers camarades et souvenez-vous que je ne suis pas coupable. Jacob Stronguine.

Bouleversé par ces dernières pensées d'un camarade traqué par l'administration, la foule est plongée pour quelques minutes dans une profonde stupeur. « Camarades, découvrons-nous » dit une voix. En chœur, on chante : *Souvenir éternel.* L'assassin de Stronguine, le contremaître Laul, est hué: « Judas! traître! va, bourreau, suis le cercueil et ne reviens plus ici! » Tous les ouvriers accompagnent le corps jusqu'à la morgue. Le lendemain matin, en arrivant à l'usine, ils trouvent le responsable de la mort de Stronguine au travail. L'administration dé-

clare ne pas reconnaître Laul coupable et, par conséquent, ne peut donner satisfaction aux ouvriers. Dans une assemblée générale, les ouvriers décident de se mettre en grève et de ne reprendre le travail que lorsque l'assassin sera hors de l'usine. La fabrique s'arrête. Tous les ouvriers du « Nouveau Lessner » (plus de 1.000) rentrent chez eux, fermement décidés à obtenir satisfaction.

Les obsèques de Stronguine se transforment en une puissante manifestation. Comme toujours, dans ces cas-là, la police et l'administration de l'usine, prennent toutes mesures pour éviter qu'un grand nombre d'ouvriers assistent à l'enterrement. Jusqu'au dernier moment, le jour et l'heure de la cérémonie sont cachés. Ce n'est que la veille au soir, très tard, que la rédaction de la *Pravda* publie l'heure et le lieu de l'enterrement. En première page, déjà composée, figure une convocation entourée de noir. Mais, le journal ne touchera pas les ouvriers avant les sirènes d'usines et une petite partie seulement des ouvriers apprendront par la *Pravda* que l'enterrement a lieu à 9 heures. Pourtant, à l'heure de la levée du corps, plus de 1.000 ouvriers sont présents. Tous ceux du « Nouveau Lessner » sont là, ainsi que des représentants d'autres entreprises. Des couronnes ont été achetées rapidement, mais comme le temps a manqué pour commander des inscriptions spéciales, on a écrit à la craie sur des rubans noirs, ou au charbon sur des rubans blancs. Certains rubans sont arrachés par la police à cause des inscriptions trop révolutionnaires. Des milliers de personnes suivent le cercueil jusqu'à la porte du cimetière, en chantant *Souvenir éternel*. Le cortège se heurte alors à la police à cheval, qui ne laisse entrer au cimetière que le cercueil et quelques parents proches du mort.

La police, d'accord avec l'administration, use de ruse pour repousser également les députés ouvriers. Je suis chargé, avec Malinovski, de représenter aux funérailles notre fraction à la Douma. A l'usine, on nous informe faussement que Stronguine sera enterré au cimetière Métrofanev. Nous nous y rendons et de là nous téléphonons de nouveau à l'usine qui nous trompe

encore en nous indiquant un autre cimetière. Nous perdons ainsi plusieurs heures à courir et lorsqu'enfin nous arrivons au cimetière Préobrajenski, le cortège est déjà dispersé par la police et le cercueil dans la tombe.

De nombreux ouvriers ont été également trompés et envoyés dans les endroits les plus opposés. Privés de la possibilité d'assister aux funérailles, c'est par la *Pravda* qu'ils exprimèrent leur solidarité aux ouvriers de chez Lessner.

A la grève déclenchée par les ouvriers, la direction de l'usine répond par le lock-out. En même temps, différents journaux bourgeois, comme le *Kopeïka* recrutent des briseurs de grève en publiant pour l'usine des offres d'emplois. Mais les grévistes tiennent bon : pas un seul briseur de grève ; personne ne répond aux offres.

Les ouvriers de Lessner manifestent une grande capacité d'organisation. Ils comprennent, dès le début de la grève, qu'ils ne pourront pas résister longtemps seuls et ils appellent immédiatement à l'aide.

Bientôt, les ouvriers de l'usine « Vieux Lessner » leur répondent en déclarant, à leur tour, la grève.

Les deux usines Lessner sont donc debout. Cela empêche la direction non seulement d'embaucher les ouvriers soi-disant pour le « Vieux Lessner » et en réalité pour le « Nouveau Lessner », mais encore d'exécuter, même partiellement, des commandes pressées. Toutes les commandes comportent des engagements, aussi les fabricants sont-ils menacés de grosses pertes. Ils transmettent alors ces commandes à d'autres entreprises, en envoyant leurs modèles, leurs produits ouvrés et leurs dessins.

Cette nouvelle manœuvre de l'administration, tenue secrète, parvient rapidement à la connaissance des ouvriers qui font alors appel à tous les métallurgistes de Saint-Pétersbourg pour le boycottage des commandes de chez Lessner. La réponse est unanime : personne ne veut travailler pour Lessner et les commandes ne sont pas satisfaites.

Les refus des ouvriers de travailler pour Lessner, les preuves de solidarité de la part des ouvriers d'autres entreprises, redoublent le courage des grévistes et renforcent leur foi dans la victoire. Les deux usines Lessner sont arrêtées. Les ouvriers n'approchent même pas de leurs portes et se contentent de suivre de loin ce qui s'y passe.

Les souscriptions faites pendant la grève atteignent des sommes et une régularité inouïes. Dans certaines entreprises, les ouvriers ne se contentent pas de verser une fois pour les grévistes, mais donnent régulièrement une partie de leur salaire. A l' « Usine métallurgiste », les ouvriers autorisent les heures supplémentaires à la condition qu'à chaque paie le salaire d'une demi-journée de travail soit versé aux grévistes. En outre, les familles des ouvriers de cette entreprise décident de prendre chez eux et de nourrir les enfants des grévistes les plus nécessiteux.

Le total des souscriptions, plus de 18.000 roubles, dépasse toutes les collectes faites auparavant. Les grévistes demandent que l'argent soit entièrement envoyé à notre fraction parlementaire. Les dirigeants de la grève n'acceptent que des sommes venant de notre fraction, afin que les secours soient délivrés d'une façon méthodique et parviennent d'abord à ceux qui en ont le plus besoin.

La nouvelle grève de chez Lessner se répand par toute la Russie. Les villes les plus éloignées nous envoyent des secours. Même des coins les plus perdus de la Sibérie orientale nous font parvenir quelque chose. Tout l'argent passe par mes mains. Chaque jour, je reçois, soit par poste, soit directement des représentants des diverses entreprises, plusieurs centaines de roubles. Chaque envoi est soigneusement publié dans la *Pravda*, avec les noms des entreprises correspondantes. L'argent est remis au représentant des grévistes qui le répartit.

La grève de chez Lessner est l'épisode le plus brillant du mouvement ouvrier en 1913. Le Parti lui accorde une attention particulière. Il la soutient par tous les moyens, mène l'agitation pour l'organisation des secours, attire sur elle l'attention des

larges masses. Chaque jour la *Pravda* donne des « communiqués » de la lutte, insère les appels des grévistes aux ouvriers des autres usines, publie des remarques et des articles d'agitation.

La grève dure tout l'été. Pour briser le mouvement, la police procède, au début de juillet, à l'arrestation de ses différents dirigeants et en expulse une partie de Saint-Pétersbourg, avec défense de s'installer dans 52 endroits. Pendant ce temps, la direction de l'usine envoie à domicile, des lettres invitant les ouvriers à reprendre le travail « aux anciennes conditions ». Les grévistes stationnant près de l'usine sont littéralement pris par le bras et entraînés dans l'atelier. Malgré tout, les ouvriers résistent encore.

Les premiers qui se rendent sont ceux du « Vieux Lessner » après 68 jours de grève. La grève du « Nouveau Lessner » tient encore deux semaines, jusqu'au 1er août. Elle a eu tout duré plus de trois mois, 102 jours; c'est la première fois qu'une grève est si longue.

Bien que battue, la grève de chez Lessner a une importance immense pour le développement du mouvement ouvrier. Elle ébranle et soulève de nouvelles couches prolétariennes convaincues, par la pratique, que sans organisation, sans solidarité de la part de toute la classe ouvrière, toute longue lutte est impossible.

Tout en venant en aide aux ouvriers de chez Lessner, les ouvriers n'oublient pas leurs autres camarades également en grève. Comme toujours, durant l'été, le mouvement gréviste se ranime. L'été favorise les grèves: il devient plus facile de faire fréquemment des réunions illégales dans les bois de la banlieue ou encore des meetings volants dans les usines; on supporte également mieux qu'en hiver la misère provoquée par le chômage.

Le renforcement du mouvement gréviste resserre davantage les liens unissant notre fraction parlementaire aux masses ouvrières. L'été, les députés ouvriers profitent des vacances de la Douma pour partir en tournées et visiter leurs circonscriptions.

Seul je reste à Saint-Pétersbourg et dois faire face à tout le travail qui auparavant était partagé entre les six députés bolchéviks.

Les ouvriers viennent me voir pour toutes sortes de raisons. Ils sont nombreux les jours de paie, quand les usines envoient le montant de leurs souscriptions en faveur des grévistes. Chaque ouvrier qui apporte de l'argent pose ordinairement de nombreuses questions. Une fois, il s'agit de passeports pour des camarades obligés de vivre illégalement, une autre fois, il faut trouver du travail à un ouvrier chassé de son entreprise; commencer des démarches auprès des ministres au sujet des camarades arrêtés, organiser l'aide aux camarades exilés, etc. Là où le mouvement faiblit, il faut prendre des mesures pour relever le moral des ouvriers, leur adresser des secours, imprimer et envoyer des tracts. Enfin on s'adresse encore à moi pour de nombreuses questions personnelles.

J'ai des liaisons dans toutes les entreprises, même dans les plus petites. Les visiteurs sont parfois si nombreux que mon appartement ne suffit pas et il leur arrive de faire queue dans l'escalier. Chaque nouvelle étape de la lutte, chaque nouvelle grève allonge cette queue et renforce les liens entre les ouvriers de Saint-Pétersbourg et notre fraction, tout en organisant plus profondément les masses ouvrières.

Un exemple montre l'organisation, le groupement des masses ouvrières : il se situe, en 1913, dans les ateliers de chemin de fer où je travaillais jusqu'à mon élection.

Déjà les élections de délégués, faites avec une rare unanimité, avait soulevé l'enthousiasme et la confiance du personnel de ces ateliers. Mais lorsque leur candidat, un ouvrier de chez eux, est élu député de Saint-Pétersbourg, l'état d'esprit révolutionnaire se développe encore plus rapidement.

L'Okhrana, qui observe attentivement la vie de l'usine, décide de profiter de la première occasion pour porter un rude coup aux ouvriers et les obliger à suivre un courant plus « tranquille ». Elle choisit, comme étant un bon moment, la fin de

février 1913, anniversaire de 300 ans de règne de la maison des Romanov. Bien avant le jour de l'anniversaire, la police et la gendarmerie épurent les usines et les fabriques, s'efforcent d'éloigner les éléments douteux afin de prévenir toute tentative d'organisation, pour ce jour-là, d'une démonstration révolutionnaire. Arrestations en masse.

Dans la nuit du 14 février est arrêté un groupe d'ouvriers des ateliers de chemin de fer : Melnikov (le deuxième délégué aux élections à la Douma), Voltchenkov, Kostine, Iankovski et Jégalov. Libérés plus tard, on les empêche, par ordre de la direction de l'usine, de reprendre le travail.

— Adressez-moi une demande, — déclare le directeur, — nous verrons avec la police si vous pouvez ou non revenir à l'usine.

Les contremaitres demandent que les ouvriers libérés reprennent le travail.

Le directeur tente de les intimider.

— Ce sont là des revendications révolutionnaires. Faites attention, vous serez responsables de toutes les conséquences. Ne troublez pas les ouvriers.

La masse des ouvriers, révoltés par une pareille réponse, se réunit à la *Yama*, examine la situation, exige le retour immédiat à l'usine des camarades arrêtés. Cette revendication est présentée sous une forme catégorique : si elle n'est pas satisfaite, les ouvriers se mettront aussitôt en grève.

La direction de l'usine essaye bien de freiner la violente offensive des ouvriers ; elle demande un moment de répit pour l'examen de l'affaire.

De tous les coins de la *Yama*, on répond par des cris :

— Vous avez eu plus d'une semaine pour cela!

— Reprenez immédiatement à l'usine les ouvriers renvoyés !

— Nous ne nous en irons pas avant que vous nous déclariez qu'aujourd'hui même nos cinq camarades travailleront!

Les ouvriers réclament satisfaction et montrent qu'ils ne reculeront devant rien. Cela produit son effet. En face d'une telle unanimité, l'administration cède. A la réunion même, le directeur affolé annonce qu'aujourd'hui, après-midi, les camarades ayant été arrêtés pourront reprendre le travail.

La lutte aux ateliers de chemin de fer montre quels résultats on peut obtenir par une offensive en bloc des ouvriers. Il faut utiliser et populariser cet exemple. Dans ce but, je publie dans la *Pravda* l'adresse suivante aux ouvriers des ateliers de chemin de fer:

Chers camarades ! Je m'empresse de vous féliciter pour votre action solidaire du 4 mars, lorsque vous vous êtes tous dressés, à la fois tenaces et hardis, pour défendre cinq des vôtres, privés de leur morceau de pain, et pour exiger leur retour à l'usine. La vie est bien dure aux ouvriers et en particulier à ceux des ateliers du chemin de fer Nicolas. J'y ai moi-même travaillé jusqu'à mon élection et j'ai éprouvé sur mon propre dos le poids du joug de l'administration : rapports grossiers, renvois non seulement sans préavis, mais même sans explication. Il est évident que le nouveau directeur suit les traces de l'ancien, et va même encore plus loin...

En tant qu'élu de vos ateliers, j'ai été particulièrement heureux de voir que vous, camarades, suivant l'exemple des années passées, conscients et unanimes, avez montré que vous ne laisserez pas priver de leur pain sans raison vos camarades, pour le bon plaisir du directeur. Camarades, souvenez-vous que votre force réside dans la conscience et l'unité et que c'est seulement par l'union que vous arriverez à améliorer votre situation difficile[1].

Par décision du chef de la police, le journal est condamné à payer une amende de 500 roubles pour avoir publié cette adresse. Nous savons naturellement à l'avance que celle-ci attirera soit la confiscation de la *Pravda* soit, dans le meilleur cas, une amende. Et malgré toutes les difficultés financières du journal, nous n'hésitons pas. En réalité, cette adresse est une proclamation à toute la classe ouvrière que nous réussissons à publier en utilisant les moyens légaux. De cette façon, elle touche

1. *Pravda*, n° 57 (261), du 9 mars 1913.

beaucoup plus d'ouvriers que si elle avait été publiée en tract imprimé dans une typographie illégale.

Cette adresse a l'effet attendu. Parmi les ouvriers des ateliers de chemin de fer, elle provoque un regain d'activité.

A son tour, l'Okhrana, ayant perdu, comprend que les ouvriers des ateliers de chemin de fer ne se laisseront pas prendre si facilement. Longtemps, elle n'ose pas intervenir, craignant une nouvelle explosion. A la fin, elle se décide à une nouvelle attaque.

Le premier jour qui suit les fêtes de Pâques (en avril 1913), dès le matin arrivèrent à l'usine des détachements de gendarmes et d'agents de police. Ils sont répartis dans tous les ateliers. La police ne laisse pas les ouvriers aller d'un atelier à l'autre et, si le travail l'exige, elle les fait escorter.

Et c'est seulement lorsque tous ces préparatifs sont terminés que trois victimes sont désignées; on les informe de leur renvoi. Parmi ces camarades, se trouve de nouveau Melnikov qui, entre-temps, a été élu à la direction du Syndicat des métallurgistes. Les ouvriers renvoyés demandent à connaître les raisons de leur renvoi, mais la police ne les laisse pas pénétrer à la direction. Aux contremaîtres, l'administration déclare que les ouvriers sont renvoyés sur l'ordre de l'Okhrana. Les ouvriers renvoyés de l'usine sont ensuite arrêtés et expulsés de Saint-Pétersbourg et de 52 autres endroits, ce qui signifie l'interdiction de vivre dans presque toute ville plus ou moins importante de la Russie.

Le jour même, les ouvriers viennent me demander de m'adresser à différentes instances pour protester contre ces renvois et ces arrestations et exiger que ces décisions soient rapportées. Il est évident que, dans ce cas, ni les démarches, ni les protestations ne seront d'aucun secours. Le coup reçu par l'Okhrana lors du renvoi des cinq premiers ouvriers l'oblige, cette fois, à ne faire aucune concession, coûte que coûte. Il y va, si l'on peut dire, de son « honneur ». Elle estime indispensable de faire oublier sa précédente défaite par une punition exemplaire.

Je publie dans la *Pravda* une nouvelle adresse aux ouvriers des ateliers de chemin de fer, où je décris tout ce qui s'est passé et où j'appelle les ouvriers à se grouper d'une façon plus organisée et plus étroite autour du Parti, en réponse à l'attaque de l'administration. Naturellement, je n'écris pas cela ouvertement; je m'exprime comme suit et la véritable pensée est comprise par chaque ouvrier conscient:

Les ouvriers me demandent d'attirer l'attention des autorités supérieures sur cette situation épouvantable. Bien, je me rendrai chez le Ministre. Mais je dois à l'avance prévenir les camarades que rien de bon n'en sortira. Nous devons nous-mêmes réfléchir, examiner la situation, suivre plus souvent les directives du journal ouvrier et observer comment les autres ouvriers luttent pour l'amélioration de leur sort [1].

1. *Pravda*, n° 99 (303), du 1er mai 1913.

CHAPITRE X

Les chantiers navals

La grève aux Chantiers de la Baltique. — Visite au ministre de la Marine. — La lutte des ouvriers de chez Oboukhov. — L'interpellation à son sujet. — Markov II résiste. — Explosion à l'usine des mines. — Démonstration au cimetière. — Amende pour participation aux obsèques. — L'attitude de la Douma au sujet de mon amende.

L'administration des Chantiers navals de la Baltique, propriété de la couronne, dépend du ministère de la Marine. Les conditions de travail y sont, comme dans toute l'industrie de guerre, extrêmement mauvaises. Le salaire moyen de l'ouvrier varie de 12 à 18 copecks par heure. Le système des heures supplémentaires est largement appliqué, si bien que, parfois, la durée de travail s'en trouve doublée. Le travail sur les chantiers se fait dans des conditions particulièrement nuisibles : humidité, courants d'air, fumée, boue, et, l'hiver, le froid. Il faut travailler accroupi ou continuellement courbé; sept ou huit années d'un tel travail font de l'ouvrier un invalide.

Les chantiers sont dirigés, comme toutes les entreprises militaires, par des officiers, et la répression s'y distingue par sa férocité. La direction et la police travaillent en étroit contact. Chaque contremaître, chaque chef s'occupe plus du travail de l'Okhrana que de sa propre besogne de direction. L'espionnage et la provocation fleurissent ; le mouchardage est encouragé; les renseignements donnés sont aussitôt transmis à la police.

Malgré ces conditions difficiles, les ouvriers des chantiers navals ne sont pas en arrière de leurs compagnons des autres

usines. Pendant tout le printemps et l'été 1913, une agitation continue règne aux chantiers et se manifeste par des grèves générales ou des grèves partielles dans certains ateliers.

Une première grève est suivie d'une deuxième avec, comme revendication, une augmentation de salaire. Trois délégués sont désignés pour engager des pourparlers avec l'administration. Au cours de l'entretien, le directeur de l'usine fait appel à la police qui arrête les délégués. Dans la nuit du 21 mai, la police perquisitionne à domicile et arrête les traceurs en grève. En réponse, les 2.000 ouvriers des chantiers abandonnent le travail: aux anciennes revendications économiques ils ajoutent la libération des ouvriers arrêtés. Le jour même, les représentants des grévistes viennent à notre fraction, racontent ce qui se passe et demandent d'intervenir en faveur des ouvriers arrêtés.

Immédiatement, je télégraphie, avec un autre membre de la fraction, au ministre de la Marine pour lui demander audience.

Ce n'est pas la première fois qu'il m'arrive, comme aux autres membres de la fraction, d'aller voir différents ministres. J'ai le plus souvent affaire au ministre de l'Intérieur, de qui dépend la police et par suite la situation des camarades arrêtés, exilés, en somme de toutes les victimes de la répression.

Nous savons parfaitement que nous ne pouvons rien obtenir d'effectif des ministres. Pourquoi alors allez-vous chez eux ? Parce que nos visites aux membres du gouvernement ont le même sens d'agitation que nos discours à la tribune de la Douma. Lorsque les ouvriers apprennent que leurs députés, ouvriers comme eux, exigent d'être reçus par les ministres du Tsar, et que ceux-ci sont obligés de les accueillir et d'engager avec eux des pourparlers, cela augmente leur confiance dans leurs propres forces. Quand la *Pravda* annonce qu'un député ouvrier va lui-même présenter au ministre des revendications, une nouvelle couche d'ouvriers entre dans la lutte. Chaque fois que j'ai vu un ministre, une nouvelle file d'ouvriers se présente chez moi. Ce sont des gens tout à fait nouveaux, n'ayant aucun

rapport, ni avec le Parti, ni avec les syndicats. Ils exposent leurs revendications, leurs vœux, fournissent des matériaux pour interpeller et, souvent, adhèrent à l'instant même aux organisations ouvrières. L'avant-garde du prolétariat acquiert de nouvelles forces. C'est là le résultat le plus tangible des visites aux ministres.

Le ministre de la Marine, l'amiral Grigorovitch, étant en voyage, c'est son adjoint, l'amiral Boubnov qui nous reçoit, le matin suivant. Nous lui racontons tout ce qui se passe; puis nous lui demandons de s'occuper sérieusement de la conduite scandaleuse de la direction des chantiers.

Le ministre adjoint essaie d'abord de recourir à la manœuvre habituelle : il ne sait rien, le directeur de l'usine ne lui a pas noté dans son rapport, que les traceurs ont été renvoyés pour avoir refusé de faire des heures supplémentaires, il n'est pas non plus informé de la baisse des salaires ni d'aucun des autres procédés destinés à briser les ouvriers.

Lorsque nous en arrivons aux arrestations, Boubnov se contredit et montre qu'il est au contraire très au courant. Il apparaît même que le directeur des chantiers n'a agi qu'en parfait fonctionnaire, selon les ordres de son chef hiérarchique. Boubnov assure il est vrai qu'il n'a pas donné au directeur l'ordre de recourir à la police pour faire arrêter les ouvriers! Comme si la police pouvait comprendre autrement la demande de venir en aide à la lutte contre les grévistes.

Après notre protestation, Boubnov promet de faire une enquête sur les événements des Chantiers de la Baltique en y déléguant un fonctionnaire spécial. On comprend facilement que ce n'est là qu'une tromperie. En fait d'enquête, c'est la fermeture des ateliers en grève et le renvoi en masse des ouvriers qui a lieu, au nom de l'adjoint du ministre.

Notre visite au ministère a cependant quelques résultats positifs : la libération, par ordre « supérieur », des ouvriers arrêtés.

Mais la grève ne s'arrête pas là. Les autres ateliers se décla-

rent solidaires de l'atelier des chantiers. Les charpentiers et les peintres se mettent en grève, exigeant à leur tour l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration des conditions de travail. Fait caractéristique : une des revendications consiste à demander des rapports plus polis. Les ouvriers protestent contre le régime de caserne qui règne dans tous les ateliers des chantiers navals. Plus de 3.000 ouvriers des chantiers navals de la Baltique sont en grève.

Un mois après, fin juin 1913, une autre grève éclate aux mêmes chantiers. L'origine de cette grève est la grossièreté excessive envers les ouvriers et l'abaissement systématique des salaires par un des représentants de la direction, l'indicateur Polikarpov. Les ouvriers jettent Polikarpov hors de l'atelier ; après quoi celui-ci est fermé. Les ouvriers se mettent aussitôt en grève et posent de nombreuses revendications. La grève dure plus d'un mois. Afin de briser la résistance des grévistes, la police emploie sa méthode préférée: les arrestations. Plus de dix ouvriers, que l'administration soupçonne d'avoir organisé et dirigé la grève, sont arrêtés.

J'en suis immédiatement informé et je me rends de nouveau chez le ministre de la Marine.

L'amiral Grigorovitch appartient à ce groupe de ministres tsaristes qui désirent conserver de « bonnes » relations avec la Douma et jouent presque aux libéraux. Naturellement, leur libéralisme sonne faux. Ils s'efforcent simplement de ne pas exaspérer l'opinion publique par des mesures réactionnaires trop brutales; en réalité, ils mènent la même politique réactionnaire, mais d'une façon plus intelligente que, par exemple, les faiseurs de pogroms Maklakov, Chtcheglovitov et autres. L'attitude « convenable » de Grigorovitch plaît tellement à la majorité octobriste que plus tard, lorsque ces mêmes octobristes passeront à l'opposition, Rodzianko nommera Grigorovitch au poste de Premier ministre.

Sachant très bien que notre entretien sera largement connu des ouvriers, Grigorovitch essaie de se poser en défenseur du peuple.

— Moi-même, je suis venu d'en bas, j'ai passé par une longue école de travail, en commençant comme simple employé — me confia l'amiral.

D'après lui, il serait même intervenu « sur un tonneau » dans une réunion ouvrière et aurait propagé des idées de gauche, etc. Grigorovitch se croit donc un connaisseur des questions ouvrières et il m'entretient longuement de la situation et des besoins des ouvriers.

Je sais naturellement parfaitement à qui j'ai affaire et comprends bien le pourquoi de ces discours pleins d'attentions pour les ouvriers. Je m'empresse donc de faire passer l'entretien sur des questions pratiques; j'expose les revendications des ouvriers : libération de leurs camarades arrêtés et nécessité de réprimer le despotisme du directeur.

Immédiatement, tout le « libéralisme » de Grigorovitch s'évapore. Je ne puis tirer de lui aucune réponse positive. Agité, il assure que c'est là une histoire qui lui est fort désagréable, appelle son adjoint Boubnov et lui ordonne de faire une enquête. Nous savons, par expérience, la suite d'une semblable enquête : renvoi de quelques dizaines d'ouvriers et félicitations à l'administration pour son activité. Boubnov commence par affirmer qu'actuellement dans les chantiers tout est pour le mieux : les salaires sont magnifiques, personne n'est obligé de faire des heures supplémentaires, les ouvriers n'ont rien à réclamer. En ce qui concerne les arrestations, il n'y a pas à s'inquiéter : si l'arrestation n'est pas motivée, les ouvriers seront libérés.

Lorsque je prouve que le tableau imaginé par Boubnov de la situation dans les chantiers n'a rien à voir avec la réalité, que les conditions de travail et la conduite de la direction sont telles que les ouvriers s'en plaignent, Grigorovitch parle de nouveau d'enquêter, d'examiner, d'être informé, etc.

Nous connaissons très bien la valeur de ces entretiens avec les ministres. Afin de faire comprendre aux ouvriers ce qu'ils ont à attendre des ministres du Tsar, je publie dans la *Pravda*,

et en détail, mon entretien avec Grigorovitch et son subordonné et je démasque le mensonge de leurs promesses, et de leurs assurances. Ce compte rendu représente, en somme, un appel aux ouvriers des chantiers de la Baltique pour la continuation de la lutte et la renonciation à tout espoir d'une amélioration venant d'en haut.

Je suis, peu de temps après, obligé de nouveau d'avoir affaire au ministre de la Marine au sujet de la grève de l'usine Oboukhov qui dépend également de ce ministère. A la fin de juillet 1913, une grève éclate dans cette usine qui compte plus de 6.000 ouvriers. Les causes immédiates en sont les conditions de travail insupportables dans l'atelier de la trempe. Malgré les demandes réitérées des ouvriers, l'administration n'installe pas de ventilateurs dans un atelier étroit, toujours plein d'émanations nocives. On travaille, ici comme ailleurs, dans toute l'usine, douze heures par jour, sans interruption, même pour le dîner. Ce lourd travail est payé de 20 à 40 roubles par mois, c'est-à-dire au-dessous du tarif légal.

La grève dure plus de deux mois. A la reprise du travail, plus de 100 ouvriers inscrits sur les « listes noires » ne sont pas repris, 30 personnes sont arrêtées pour fait de grève, 14 sont expulsées de Saint-Pétersbourg avec interdiction de séjour dans plus de 52 endroits. Mais cela ne satisfait pas encore la police. Afin de répandre la terreur, elle intente un procès en justice contre les ouvriers de chez Oboukhov pour avoir instigué à la grève « dans les entreprises où celle-ci constitue un danger public ».

Dès les premières arrestations, je m'adresse de nouveau au ministère de la Marine, au même Boubnov et le prie de me recevoir au sujet de l'affaire d'Oboukhov. Cette fois, le ministre de la Marine craint que l'entretien me fournisse de nouveaux matériaux d'agitation et mon télégramme reste sans réponse. Le procès a lieu le 6 novembre 1913, lorsque la grève est déjà terminée. Le jour même du procès, une grève de masse, qui englobe plus de 100.000 ouvriers, éclate à Saint-Pétersbourg. Dans toutes les entreprises des meetings ont lieu où sont votées

des protestations. Notre fraction, ainsi que la rédaction de la *Pravda*, en reçoit plus de cent. Les résolutions sont si brutales que la *Pravda*, à cause de la censure, ne peut les insérer. La grève du 6 novembre a un caractère purement politique ; elle rencontre une grande unanimité, un grand enthousiasme. Bien qu'elle soit organisée pour défendre les quelques droits que la loi accorde aux ouvriers, elle est, en réalité, non pas défensive, mais constitue une nouvelle attaque contre le gouvernement.

Une semaine après le jugement, l'usine d'Oboukhov se remet en grève, au sujet de nouveaux règlements de la direction. Celle-ci a institué un système tel que chaque ouvrier, malgré toutes ses précautions, tombe presque journellement sous le coup des amendes. Les heures supplémentaires sont obligatoires; elles sont payées comme les heures ordinaires et non une fois et demie de plus, comme la loi l'exige; la paie donne lieu à de nombreuses erreurs ; de plus, systématiquement, on arrondit les sommes dues sans remettre les copecks.

La direction provoque constamment les grévistes. Toutes les réunions sont interdites, mêmes celles autorisées par la loi. A certaines catégories d'ouvriers on déclare qu'ils ne seront pas congédiés pour avoir fait la grève mais qu'ils seront appelés à comparaître devant le tribunal de droit commun. Le quartier entier est cerné par des détachements de police.

Devant l'impossibilité d'entamer des pourparlers avec la direction de l'usine, les ouvriers décident d'envoyer une délégation au ministère de la Marine, afin de l'informer personnellement des conditions de travail dans l'usine et de lui exposer leurs revendications.

A la demande des ouvriers, je me rends chez Grigorovitch et lui décris la situation créée dans l'usine.

Cette fois, Grigorovitch ne joue pas au libéral ou à l'ami du peuple. Il déclare catégoriquement qu'il interdit toute délégation comme toute réunion destinée à élire cette dernière. « C'est à la direction de l'usine que les ouvriers doivent s'adresser pour toutes leurs revendications » — affirme-t-il.

Pendant ce temps, la Douma se réunit pour la session d'automne. Les ouvriers demandent à notre fraction de déposer une interpellation urgente relative à leur situation et à la direction de leur usine. Notre interpellation, déposée le 15 novembre, n'est examinée que dix jours plus tard. C'est moi qui suis chargé par la fraction de la défendre.

La droite répond en mettant en branle son « artillerie lourde », Markov II lui-même; le « requin de Koursk » ou « *Markov Valaï* », comme on l'appelle, est le principal leader du camp réactionnaire. C'est un faiseur de pogroms qui ne parle que de corde et de coups de fusil.

Les bagnes du gouvernement tsariste lui semblent encore trop doux. Il représente à la Douma l'aile la plus réactionnaire des propriétaires fonciers, qui gardent en mémoire l'incendie et la mise à sac de leurs propriétés en 1905. Il réclame les mesures les plus brutales contre toutes les manifestations non seulement du mouvement révolutionnaire, mais également du mouvement libéral-bourgeois. Naturellement, il hait la classe ouvrière dans laquelle il voit l'adversaire le plus important et le plus dangereux du régime.

Markov dirige son discours contre le mouvement gréviste et contre le Parti social-démocrate qui le dirige. Il commence par m'attaquer personnellement, en relevant mes dernières paroles qui sont un défi jeté par la fraction social-démocrate, au nom du prolétariat, à la majorité réactionnaire de la Douma.

— M. Badaev, — déclare Markov, — vous êtes encore jeune. On lance un défi seulement lorsque ensuite on se bat, et vous ne vous battez pas encore. Il ne faut pas confondre ce défi avec un jugement sain qui seul doit importer au gouvernement.

Il termine son discours en demandant au gouvernement qu'il déclare si oui ou non il lutte de façon suffisamment énergique contre le mouvement révolutionnaire.

— Etes-vous réellement, Messieurs les ministres, à la hauteur de la situation? Défendez-vous suffisamment le peuple russe contre les mauvais éléments, les ennemis qui viennent

du dehors et envahissent notre pays avec la complicité des traîtres ? Je déclare que notre pays, notre patrie est en danger.

Ce discours est semé de cris et de gestes menaçants. Se tournant vers les bancs de la gauche, il fait le geste de mettre un fusil en joue et lance :

— Vous nous attaquez, mais nous vous prendrons pour cible!

L'interpellation au ministre de la Marine est acceptée. Cela ne signifie nullement que les ouvriers d'Oboukhov y gagneront quelque chose. La situation de l'usine demeure inchangée. Le ministre de la Marine ne songe pas le moins du monde à faire des concessions.

La situation des ouvriers de l'usine d'Oboukhov n'est d'ailleurs pas exceptionnelle. Une exploitation féroce, des conditions de travail insupportables règnent également dans d'autres usines, surtout dans celles qui dépendent des ministères de la Marine et de la Guerre. Chaque minute, des explosions ou d'autres catastrophes menacent la vie de nombreux ouvriers, font dans leurs rangs de nouvelles victimes. Or, si auparavant, pendant les années de réaction, les accidents passaient presque inaperçus, dans le calme, il n'en est plus de même actuellement : chaque enterrement de victimes se transforme en une puissante démonstration révolutionnaire.

Des milliers d'ouvriers suivent le cercueil d'un camarade qui leur est parfois complètement inconnu. Ils accompagnent les victimes du Capital jusqu'à leur tombe, en chantant l'hymne *Vous êtes tombés victimes*, en portant des couronnes dont les rubans sont couverts d'inscriptions révolutionnaires. Les cimetières deviennent des lieux de grands meetings. Dans les conditions de travail illégal, lorsque les réunions ouvrières sont interdites, lorsqu'on ne réussit à se rassembler que dans les forêts ou dans d'étroits logements, les démonstrations aux enterrements ont une grande portée révolutionnaire. Les organisations du Parti invitent les ouvriers à y participer en grand nombre ; elles désignent à l'avance les orateurs qui doivent y prendre la parole, distribuent des tracts, etc. La police se pré-

parc également à ces manifestations et renforce les détachements qui accompagnent le cortège. La police à cheval ou à pied se jette à travers le cimetière, entre les tombes, arrache et brise les couronnes, ne laisse même pas les parents les plus proches du défunt approcher de la fosse, s'oppose à tout discours, arrête ceux qui essayent de prononcer quelques mots, charge le cortège, entraîne en prison les manifestants. Dans les démonstrations aux enterrements sont employés tous les moyens de lutte auxquels a recours la police pour écraser toutes les autres manifestations ouvrières.

J'ai déjà raconté de quelle façon se sont déroulées les funérailles des victimes de l'explosion d'Okhta et de l'ouvrier de chez Lessner. Ici, je veux m'arrêter sur une autre démonstration accompagnée de poursuites spéciales contre moi, qui suscita une réplique des larges masses ouvrières de Saint-Pétersbourg et motiva une intervention de notre fraction à la tribune de la Douma.

Dans les premiers jours de septembre 1913, une explosion se produit à l'usine pétersbourgeoise des mines (anciennement Parviainena) et fait deux victimes. Violemment projeté en l'air le couvercle d'un appareil, lourd d'un poud et demi, crève de part en part le toit du bâtiment. Les deux ouvriers travaillant à l'appareil sont tués sur le coup et leur sang éclabousse tout l'atelier. L'explosion est due à la négligence, ou mieux à l'avarice de l'administration qui a mis l'appareil en service sans l'avoir expérimenté.

Le 9 septembre, des milliers d'ouvriers quittent le travail pour assister aux funérailles de leurs deux camarades. Dans le cortège se trouvent également les ouvriers des usines Poutilov, Aivass et autres. Dès les premiers pas, une bagarre éclate avec la police qui veut arracher des couronnes les rubans rouges. Sur le pont de la Fonderie, des forces de police entourent la foule et exigent que le cercueil soit déposé sur le corbillard ainsi que les couronnes.

Je demande pourquoi le cercueil ne peut être porté sur les

épaules; on me répond que cela est défendu par le chef de police. La police empêche le cortège de gagner les grandes artères de la ville et le canalise dans les rues Voskresiensk et Snamiensk. Dans la rue Ligovka, les ouvriers profitent de ce que la police est en plus petit nombre pour reprendre le cercueil et les couronnes et les porter jusqu'au cimetière Mitrofaniev. Pendant tout le trajet on chante *Souvenir éternel* et *Vous êtes tombés victimes*.

Aux portes du cimetière apparaissent de forts détachements de police. De nouveau les rubans rouges arrachés des couronnes sont replacés. Au cours du service funèbre, de nombreux ouvriers qui ont abandonné le travail, arrivent au cimetière. Une foule d'environ 5.000 personnes couvre toute la place. Les ouvriers sont très agités. L'hymne révolutionnaire aux morts est coupé d'appels à la lutte. On attend que je prenne la parole. On forme un cercle dense autour de la tombe afin que je puisse prononcer mon discours avant que la police ait dispersé la foule. A leur tour, les ouvriers sont cernés par de nombreuses forces de police à cheval et à pied, dirigées par quelques commissaires. La police est prête au combat et n'attend que le moment de lever les fouets.

Lorsque le cercueil descend en terre, je me hisse sur un banc proche et commence mon discours.

— Camarades! Le Capital assoiffé de sang, à la poursuite des bénéfices ne compte pas avec la vie des ouvriers. Voyez quelle est la récompense de l'ouvrier pour son travail de bagnard. La classe ouvrière ne pourra améliorer sa situation que par elle-même.

Je n'ai encore prononcé que ces quelques mots lorsque de tous côtés retentissent les cris des policiers :

— Saisissez-le, ne le laissez pas parler!

Ensuite, un commandement :

— Cavaliers, chargez!

Les chevaux s'élancent sur la foule en essayant de la diviser. Une bagarre a lieu tout près de la tombe. Quelques agents m'ar-

rachent de mon banc. Un commissaire s'approche de moi, m'empoigne par le bras et déclare m'arrêter.

Je sors alors ma carte de député.

— Vous êtes libre. Mais je ne vous laisserai pas parler. Nous avons l'ordre d'empêcher tout discours.

Pendant ce temps, la foule, me croyant arrêté, s'inquiète et presse le commissaire. Des cris menaçants sont lancés à la police. Je remonte sur mon banc pour continuer mon discours. En même temps j'exhorte les ouvriers à rester en ordre afin d'éviter d'inutiles victimes. La foule se précipite dans l'espace libre pour approcher de la tombe. Travaillant du fouet, la police à cheval se précipite, sépare la masse et la chasse par paquets jusqu'aux portes du cimetière. C'est pur hasard que cela ne se soit pas transformé en bagarre sanglante.

Après l'enterrement, la police établit un procès-verbal dans lequel on m'accuse d'avoir refusé de me soumettre aux ordres des autorités. Trois mois plus tard, le chef de police de Saint-Pétersbourg, Dratchevski, me condamne à une amende de 200 roubles pour « avoir gêné le travail de la police ». Un fonctionnaire de la police se présente chez moi pour le paiement. Je refuse catégoriquement. L'acte du chef de police est complètement arbitraire, même au point de vue des lois tsaristes de l'époque. D'après un article de la loi sur la Douma d'Etat, les députés ne peuvent être condamnés que par le tribunal et encore avec l'assentiment de la Douma elle-même.

Je mets au courant les ouvriers, par l'intermédiaire de la *Pravda*, des nouvelles tentatives faites par le gouvernement pour limiter les droits des députés. En réponse, des grèves de protestation éclatent dans les fabriques et les usines. La première est déclenchée à l'usine des mines où l'explosion a eu lieu. Dès le matin, les deux équipes d'ouvriers abandonnent le travail et déclarent une grève de 24 heures. Dans une assemblée de tous les ouvriers, est adoptée une résolution de protestation contre ma condamnation pour avoir pris la parole aux obsèques d'un des leurs. Après l'usine des mines, c'est le tour de l'usine

Lanhenzippen, où plus de 1.000 ouvriers se mettent en grève. De là, la grève gagne d'autres entreprises.

Au bout de deux semaines, convaincu que je ne suis nullement décidé à payer l'amende à laquelle il m'a condamné, le chef de police fait remplacer mon amende par six mois de prison. Il donne l'ordre de m'arrêter pendant les prochaines vacances de la Douma. A cette nouvelle, l'agitation rebondit chez les ouvriers des usines de Saint-Pétersbourg.

Alors, le bureau de la Douma, qui, jusqu'à ce moment, n'avait encore rien entrepris pour faire respecter « l'immunité parlementaire », décide d'intervenir. Mais Rodzianko veut absolument que l'initiative vienne de moi, que je lui adresse une demande de protection. Il serait alors resté « pur » devant les Cent-Noirs, montrant qu'il ne défend pas les adversaires du gouvernement, mais ne fait que transmettre aux instances intéressées une déclaration d'un député à lui adressée. Néanmoins, lorsqu'il s'aperçoit que je ne veux remettre aucune déclaration, il décide d'agir autrement. Il dépêche chez moi un de ses fonctionnaires qui, au nom du président de la Douma, présente des « condoléances ». Rodzianko espère que, touché par cette marque de sympathie, je lui adresserai immédiatement une demande de protection par l'intermédiaire du secrétaire qu'il m'adresse. Faisant mine de ne pas comprendre le but de sa démarche, je déclare au fonctionnaire :

— Je dispose des droits que la loi a donnés aux députés. Qu'on essaie de venir m'arrêter...

Rodzianko comprend que cette affaire d'amende commence à prendre des proportions de gros scandale public. Il se décide à faire, de sa propre initiative quelques démarches. Il envoie donc la lettre suivante au ministère de l'Intérieur, Maklakov:

Honorable Monsieur Nicolas Alexeïévitch !

Dans le N° 13.570 du journal *Novoié Vrémia* (les Temps nouveaux) et le n° 12 du journal *Vetchérniéié Vrémia* (le Soir) a été insérée une information disant que le chef de police de la ville, par son arrêté du 19 décembre, a donné l'ordre d'arrêter immédiatement le membre de la Douma d'Empire Badaev, pour non-paiement d'une

amende à laquelle il a été condamné. Je vous prie très humblement de m'informer aussi rapidement que possible si cet arrêté existe vraiment. Croyez, Honorable Monsieur, à mon dévouement respectueux et sincère.

Maklakov répond par une autre lettre disant que je ne serai arrêté que lorsque mon mandat de député sera terminé.

Bien que, de cette façon, l'attaque engagée contre nos six députés ait été repoussée, notre fraction décide cependant d'interpeller le gouvernement. D'une part, ce fait montre que la réaction redresse la tête ; il constitue un exemple évident pour l'agitation; d'autre part, plus les poursuites contre les députés ouvriers se renforcent et plus les liens entre notre fraction et les grandes masses ouvrières deviennent étroits.

Notre interpellation se termine ainsi :

Estimant qu'en condamnant administrativement un député à la Douma à une amende, le chef de police de Pétersbourg a agi tout à fait illégalement, la fraction du Parti social-démocrate ouvrier propose à la Douma de poser au ministre de l'Intérieur les questions suivantes, sur la base de l'article 33 de la loi sur la Douma : 1° L'arrêté du chef de police de Saint-Pétersbourg lui est-il connu? 2° Si oui, quelles mesures compte-t-il prendre pour rapporter cet arrêté illégal et pour préserver les membres de la Douma de pareils actes de la part des organes administratifs dans l'avenir ? Nous demandons qu'on reconnaisse la présente interpellation comme urgente.

Quelques députés des fractions cadette et progressiste joignent leur signature à la nôtre au bas de cette interpellation, mais au moment de l'examen de cette dernière, à la première session de la Douma, après les vacances de Noël, 23 députés « libéraux » suppriment leur signature. L'interpellation est donc retirée au moment même où elle doit être lue à la tribune. Rien que ce fait suffit à caractériser l'attitude des cadets envers les députés ouvriers.

En une semaine, nous obtenons enfin les signatures qui manquent pour présenter l'interpellation. Pétrovski est chargé d'en défendre l'urgence.

Ni la répression, ni les poursuites, — déclare-t-il — n'empêcheront les députés ouvriers d'être toujours et partout avec les ouvriers. Ni la police, ni la majorité Cent-Noirs de la Douma, aussi fort qu'en soit leur désir, ne pourront priver la classe ouvrière de la possibilité d'entendre la voix de leurs députés. Le chef de la police a eu peur de faire exécuter l'ordre illégal qu'il a donné ; cette crainte est justifiée, car les ouvriers de Piter auraient unanimement répondu à l'arrestation de leur député par la grève générale.

Pour défendre l'interpellation intervient également Bourianov, sorti à cette époque de la fraction menchévik. Bourianov parle de la grossière violation de l'immunité parlementaire et appelle la Douma à résister énergiquement, si elle a si peu que ce soit le respect d'elle-même.

Mais, naturellement, la Douma ne veut pas le moins du monde soulenir cette attaque contre la police tsariste. En vérité, l'affaire concerne les députés ouvriers et les Cent-Noirs de la Douma applaudissent à toutes les poursuites intentées contre eux. Notre interpellation est repoussée à une majorité écrasante. Le gouvernement reçoit donc, à l'avance, l'approbation de la Douma dans toutes ses poursuites contre les députés ouvriers.

La scission de la fraction parlementaire social-démocrate

CHAPITRE XI

La situation interne de la fraction

Les rapports entre les « Six » et les « Sept ». — La participation à la rédaction du Loutch. *— Résolutions d'ouvriers sur la conduite des « Sept », — « Procédés » des menchéviks. — Participation aux commissions parlementaires. — Vers la scission.*

Il devient de plus en plus évident que l'unité de la fraction social-démocrate est de pure forme et que, tôt ou tard, cette apparence extérieure même tombera.

La situation créée au sein de la social-démocratie russe se reflète dans la fraction, et à son tour, la situation de la fraction aggrave encore les divergences. Les députés bolchéviks et menchéviks sont en apparence unis dans une fraction et, en réalité, ils se battent quotidiennement sur toutes les questions touchant au mouvement révolutionnaire. Les divergences prennent racine dans la façon même de comprendre la marche de la révolution russe. Elles grandissent avec le mouvement révolutionnaire et, tôt ou tard, doivent provoquer une rupture définitive de la fraction en deux groupes, ce qui accélèrera encore la scission vers laquelle marche tout le Parti.

Des heurts violents se produisent entre bolchéviks et menchéviks dès le début de la fraction. On se souvient de la lutte soutenue autour de la déclaration de la fraction, ou de l'acceptation de Jagello dans la fraction. A ces deux occasions, les bol-

chéviks battent les menchéviks et leur font rendre leurs positions.

Le premier désaccord, d'ailleurs largement discuté non seulement dans les organisations du Parti mais encore dans les masses ouvrières, survient au sujet de la participation des députés, menchéviks et bolchéviks, au journal menchévik, le *Loutch*. La lutte acharnée qui se livre éclaire violemment la situation intérieure de la fraction. Sa portée est considérable, car elle permet aux ouvriers dans un exemple concret, d'exprimer leur position à l'égard des députés bolchéviks et de la scission définitive avec les menchéviks.

En décembre 1912, les députés ouvriers acceptent, pour des raisons de tactique, que leurs noms figurent sur la liste des collaborateurs du *Loutch*.

A la fin de janvier 1913, d'accord avec nos organisations du Parti et en particulier avec les directives du Comité central, nous exigeons de la rédaction du *Loutch* que nos noms soient supprimés de la liste des collaborateurs. Nous publions dans le *Loutch* (n° 24, 30 janvier 1913), puis dans la *Pravda* (n° 26/230, 1er février 1913) une lettre ouverte des députés ouvriers à la rédaction du journal liquidateur.

Cette mise au point est utilisée par les menchéviks pour attaquer ouvertement la partie bolchévik de la fraction.

Chaque numéro de la *Pravda* invite à repousser ces attaques :

> **Le devoir des ouvriers conscients, — écrit Staline, dans la *Pravda* du 26 février, — est d'élever la voix contre toutes les tentatives de scission à l'intérieur de la fraction ; le devoir des ouvriers conscients est de rappeler à l'ordre les sept députés social-démocrates qui attaquent les autres députés de la fraction. Les ouvriers doivent, dès maintenant, s'occuper de cette affaire ,afin de préserver l'unité de la fraction. Il n'est plus possible de se taire maintenant. Ce serait un crime.**

Nos cellules mènent parallèlement l'agitation dans les entreprises, commentent la situation créée au sein de la fraction, expliquent le refus des députés ouvriers de collaborer au journal liquidateur. Alors commencent à nous parvenir de partout des

résolutions où les ouvriers saluent les « Six » et condamnent l'attitude des menchéviks.

Ces résolutions sont envoyées à la fois à la fraction et à chacun des députés. Les représentants des organisations de différentes entreprises de Saint-Pétersbourg viennent voir les députés ouvriers et leur transmettent directement les résolutions couvertes de nombreuses signatures. Et la province suit l'exemple de Saint-Pétersbourg.

Fait caractéristique : Plékhanov lui-même intervient pour condamner la conduite des sept députés menchéviks et de leur organe le *Loutch*.

Les attaques des menchéviks contre les députés bolchéviks dans la fraction sont portées également dans les colonnes du *Loutch* et les réunions ouvrières. La voix de majorité, obtenue tout à fait par hasard, est utilisée par nos adversaires pour essayer d'étouffer par tous les moyens les protestations. Des députés ouvriers empêchent ceux-ci d'intervenir chaque fois qu'il est possible.

Chacune de nos interventions est arrachée à la majorité, après une lutte longue et tenace. L'utilisation de la tribune de la Douma pour l'agitation révolutionnaire — but principal des bolchéviks, devient ainsi de plus en plus difficile.

Mais ce n'est pas tout. Les menchéviks essayent de nous fermer l'entrée des commissions parlementaires, convoquées pour l'examen des interpellations, des projets de loi, du budget, etc. Ces commissions, constituées au début de chaque session, sont permanentes.

De nombreux matériaux y sont rassemblés provenant du gouvernement ou d'ailleurs, dont il est nécessaire de prendre connaissance pour intervenir à la Douma. Aux réunions, des représentants du gouvernement fournissent des explications et répondent aux questions des députés. La fraction social-démocrate est représentée dans toutes les commissions, sauf dans celle de la guerre et de la marine dont la Douma réactionnaire, malgré nos protestations, nous refuse l'entrée, ainsi qu'aux troudoviks.

Les travaux de ces commissions fournissent un abondant matériel d'agitation. Nous l'utilisons et exposons dans la presse ouvrière ce qui se passe au cœur même de la Douma. Cependant, les menchéviks mettent tout en œuvre pour accaparer toutes les places auxquelles a droit la fraction dans les commissions.

Durant la première année d'existence de la IV[e] Douma, les menchéviks participent à 19 commissions sur 26, les bolchéviks à 7. Même là où la fraction a droit à deux représentants, les menchéviks tentent d'empêcher les bolchéviks d'y aller. La plus importante des commissions est celle du budget. C'est une sorte de petite Douma : Les députés y prononcent de grands discours, les ministres s'y expliquent. Bref, c'est là le principal nœud du travail de la Douma. Durant la première session, ce sont Tchéidzé et Malinovski qui y représentent la fraction. Mais les « Sept » n'en sont pas satisfaits et lorsqu'à la fin de la session, Malinovski abandonne ce poste et demande à être remplacé par Pétrovski, les menchéviks trouvent l'occasion favorable pour y introduire un de leurs candidats.

Toute la conduite des menchéviks revient à fermer systématiquement la bouche aux députés ouvriers. A chaque instant, ils nous mettent des bâtons dans les roues. Ils monopolisent également la représentation de la fraction social-démocrate au Bureau socialiste international, y envoient un des leurs qui ne peut, en aucun cas, se considérer comme un véritable représentant des ouvriers russes.

Déjà, au printemps de 1913, quand la session d'hiver touche à sa fin, la situation intérieure de la fraction devient impossible. Nous sommes profondément convaincus que le maintien des rapports créés au sein de la fraction ne peut que nuire à notre activité et au mouvement révolutionnaire dans son entier.

L'été, qui amène la fermeture de la Douma, ne fait que retarder quelque peu la scission définitive de la fraction à la Douma.

CHAPITRE XII

La conférence de Poronine

La préparation de la conférence. — A Poronine. — Les rapports du Comité central et des organisations locales. — Principales résolutions. — La perte des résolutions de la conférence. — Conférence sur le travail des six députés bolchéviks. — Faut-il faire la scission dans la fraction?

Le 15 juin 1913 a lieu la clôture de la Douma d'Empire pour les vacances d'été. Le Comité central se dispose à convoquer la conférence du Parti dès la fermeture de la Douma; mais il la remet ensuite à la fin de l'été pour permettre aux députés ouvriers de visiter leurs circonscriptions. Ils doivent faire des comptes rendus du travail des six députés bolchéviks et, d'autre part, s'informer du travail fait en province. La question la plus importante que les six députés poseront devant les organisations locales, c'est la situation intérieure de la fraction. Nous devons également étudier l'état d'esprit des ouvriers en province en vue de la prochaine conférence du Parti.

Naturellement, le déplacement des députés ouvriers de Piter inquiète beaucoup l'Okhrana. Le département de la Police inonde les pouvoirs locaux de ses circulaires : « suivre », « observer », « empêcher », « défendre », etc. C'est une tâche bien difficile que de percer le cercle de l'Okhrana et, d'autre part, de ne pas faire découvrir les organisations locales du Parti.

Cette tournée, avec les interventions dans les réunions ouvrières, les entretiens avec les militants locaux du Parti, nous permet de constater que l'influence bolchévik augmente dans la masse ouvrière. L'attitude de nos six députés, dans la frac-

tion comme à l'extérieur, est approuvée par la majorité des organisations locales. Plusieurs organisations demandent même la rupture immédiate avec les sept députés menchéviks. Cependant l'opinion générale est qu'il faut faire encore un essai, une dernière tentative pour conserver, ne fût-ce qu'extérieurement, l'unité de la fraction social-démocrate. S'il est impossible de donner à la politique de la fraction une direction bolchévik, il faut au moins prendre des mesures pour empêcher les « Sept » de nuire et permettre aux députés bolchéviks d'utiliser plus largement la tribune de la Douma. Si cela même n'est pas possible, alors il faut rompre définitivement avec les menchéviks de la fraction, comme cela est déjà fait dans presque toutes les autres organisations du Parti.

Forts de l'opinion des organisations locales, connaissant l'état d'esprit général des ouvriers révolutionnaires, nous nous rendons le 20 septembre à l'étranger pour la conférence du Parti.

Elle se tient en Galicie (Autriche), à Poronine, petit village des environs de Cracovie. C'est là que vit, en été, Vladimir Ilitch, avec plusieurs camarades du Comité central. Par prudence, la conférence est convoquée en août, mais en réalité elle se tient vers la fin de septembre 1913.

Vingt-cinq à trente représentants de grosses organisations du Parti y assistent. Outre Lénine, Zinoviev et Krouspskaïa qui sont en permanence en Galicie, sont encore présents Kaménev, Chotman, Inès Armand, Troïanovski, Rosmirovitch, Ganietski et d'autres militants. Tous les députés bolchéviks sont présents, sauf Samoïlov, malade.

Une année s'est écoulée depuis la conférence de Cracovie. Le mouvement révolutionnaire a fait en Russie un grand pas en avant. Les grèves politiques du 9 janvier (anniversaire de la Révolution de 1905), du 4 avril (commémoration des fusillades de la Léna) et du 1er mai sont très puissantes. Pour la première fois, les ouvriers et les ouvrières russes fêtent la Journée inter-

nationale des femmes. Les grèves économiques se distinguent également par leur violence et leur bonne organisation. Une lutte puissante s'engage contre les lock-outs, nouvelle arme des capitalistes. Pour l'année 1913, on compte en Russie plus d'un million de grévistes, dont 500.000 politiques. Le travail du Parti s'élargit, s'affermit. De nombreuses cellules se constituent. Celles déjà existantes, se renforcent et touchent des masses toujours plus grandes d'ouvriers. L'influence bolchévik croit dans toutes les organisations ouvrières légales et les sociétés culturelles.

L'essor du mouvement révolutionnaire pose au Parti de nombreux problèmes. La conférence de Poronine s'occupera de questions d'organisation, de tactique, de propagande, d'agitation, etc.

La seconde question portée à l'ordre du jour, est l'examen des rapports d'activité des organisations locales : Saint-Pétersbourg, Moscou, Ukraine, Oural et Pologne.

Les délégués sont très au courant du développement du mouvement gréviste à Saint-Pétersbourg, car les manifestations des ouvriers de Piter sont partout connues. Aussi dans mon rapport, je m'étends spécialement sur l'état d'organisation du Parti et l'activité du Comité de Saint-Pétersbourg. Les mesures d'organisation, prises sur la base des décisions de la conférence de Cracovie, ont eu une influence heureuse et permis un renforcement de l'organisation. Actuellement des mouvements éparpillés, de « partisans », de groupes, comme pour l'ouverture de la IV[e] Douma, ne peuvent se renouveler. Les organisations sont dirigées centralement par une Commission exécutive. Le Comité de Saint-Pétersbourg est étroitement lié avec les rayons Narviski, Nevski, Vyborski et Vasiliéostrovski, c'est-à-dire avec les rayons ouvriers les plus importants. Ensuite je m'arrête, en détail, sur la technique du travail, l'organisation des deux imprimeries, l'édition de tracts, tirés à Saint-Pétersbourg à plus de 20.000 exemplaires, l'activité des syndicats, le soutien accordé à la *Pravda*, les souscriptions, etc.

Mon rapport abrégé sera publié dans l'organe central du

Parti, le *Social-Démocrate* (n° 32 du 5/18 décembre 1913) sous forme de correspondance, signée « Un membre de la Commission exécutive du Comité de Saint-Pétersbourg ». Il ne donne que la structure des organisations de la capitale et le travail du Comité :

Durant tout l'été, c'est le Comité, élu l'année dernière en automne, qui dirige tout le travail à Saint-Pétersbourg. Il est en liaison avec toutes les usines. Il est au courant de tout ce qui se passe dans les rayons ouvriers, dans chaque entreprise et même dans chaque atelier. La structure de notre organisation à Saint-Pétersbourg, dirigée par le C.P., est la suivante : dans chaque entreprise, nous avons une cellule qui élit son comité d'usine, dans les petites entreprises la cellule est aussi le comité d'usine. Les comités d'usines envoient des représentants aux comités de rayons. En outre, chaque comité d'usine, ou, dans les grandes entreprises, chaque cellule d'atelier, nomme un camarade chargé de recueillir les fonds à chaque paie, des abonnements au journal, etc. Il existe également des « contrôleurs » qui s'informent si les entreprises, en faveur desquelles des souscriptions ont été ouvertes, ont bien reçu l'argent et sont en possession des reçus. Grâce à ce système, toutes les malhonnêtetés sont évitées et jamais nous n'avons reçu de plaintes concernant l'argent recueilli.

Chaque comité de rayon élit secrètement une commission exécutive. On agit de telle façon que tout le comité de rayon ne connaisse pas les 3 membres de la commission exécutive.

La Commission exécutive de rayon envoie également des représentants au Comité de Saint-Pétersbourg de façon également que le comité de rayon en son entier ne sache pas qui fait partie du C.P. A son tour le Comité de Saint-Pétersbourg élit une commission exécutive de 3 membres. Parfois les conditions d'illégalité exigent non pas d'élire des membres du Comité, mais de coopter quelqu'un dans les commissions exécutives de rayon.

Grâce à ce système il est difficile à l'Okhrana de pénétrer jusqu'au Comité de Saint-Pétersbourg qui travaille sans arrêt, dirige l'activité des organisations, déclare les grèves politiques, etc.

Le Comité de Saint-Pétersbourg jouit d'une grande autorité parmi les masses ouvrières. Dans toutes les situations graves, les ouvriers attendent des directives de sa part. Les tracts que le P.C. édite à différentes occasions ont une très grande portée.

Les syndicats de Saint-Pétersbourg ont décidé de ne pas déclencher leurs grèves politiques sans attendre l'ordre du C.P. ; ils se subordonnent à ce dernier. Les grèves des 9 janvier, 4 avril et 1er mai sont déclenchées par le C.P. Une grande agitation règne parmi les

ouvriers au moment de l'interdiction de la *Pravda*, ils veulent se mettre en grève. Le C.P. décide qu'il faut d'abord organiser comme il convient le mouvement, lancer des tracts et les diffuser largement. Il retient donc les ouvriers et leur dit d'attendre l'ordre de grève. Il ne déclenche pas la grève, mais quelques jours plus tard, est publié un nouveau journal ouvrier de même tendance que la *Pravda*, et les ouvriers se calment un peu. Pourtant, il y a plus de 30.000 grévistes.

Les tracts sont extrêmement importants, c'est pourquoi le C.P. s'efforce d'avoir un bon appareil technique qui permette d'en imprimer. Il les rédige lui-même. Or, le C.P. est composé exclusivement d'ouvriers et il est difficile de trouver un intellectuel pour les corriger.

Les grèves politiques de Saint-Pétersbourg ne détruisent pas les organisations, au contraire, elles les renforcent. On peut même dire que l'organisation de Piter s'est régénérée, renforcée et développée grâce au mouvement des grèves politiques. Les cris poussés par les liquidateurs contre « la rage des grèves », prouvent seulement que ceux-ci sont complètement coupés de la vie des masses et des organisations ouvrières, qu'ils ne comprennent rien à ce qui se passe dans les milieux ouvriers. Je suis au centre même du mouvement ouvrier, à Piter, et je sens continuellement, à chaque pas combien la force ouvrière grandit et comment, de tous les côtés, tout s'enflamme peu à peu.

Les résolutions de la conférence de février ont été envoyées et discutées dans les usines.

Tout le travail de l'organisation de Saint-Pétersbourg est mené dans l'esprit de ces résolutions. La justesse de celle-ci est confirmée par la pratique. En prenant part au travail je sens à tout moment que la ligne choisie est juste. Je vois très peu de liquidateurs ; on n'entend pas parler d'eux. D'abord je m'en étonne mais la réunion des métallurgistes me fournit l'explication : il n'y a presque pas de liquidateurs à Saint-Pétersbourg.

Chotman complète mon rapport en donnant des détails sur le travail à Saint-Pétersbourg.

Les rapports sur le travail des organisations locales ont un caractère d'information. Il n'est pas pris de résolutions particulières à leur sujet. Leur sens est d'informer largement la conférence de l'état et du travail des organisations du Parti, pour permettre de résoudre les problèmes généraux.

Aussitôt après les rapports locaux, Vladimir Ilitch prend la parole pour faire le rapport du Comité central. Il montre que

le développement du mouvement révolutionnaire et les succès des organisations du Parti confirment la justesse de la ligne des bolchéviks qui ont créé en 1912, à la conférence de Prague, le Comité central du Parti. Les élections à la Douma, la publication de journaux, le niveau élevé du mouvement gréviste sont autant de résultats du travail du Parti dirigé par le Comité central bolchévik. « Nous pouvons dire — déclare Lénine — la conscience tranquille, que nous avons réalisé entièrement toutes les tâches fixées. Les rapports des organisations locales révèlent la volonté et les efforts des ouvriers pour renforcer et créer leurs organisations. Que les ouvriers sachent qu'eux seuls peuvent créer leurs organisations. En dehors d'eux, personne ne les créera. »

Kroupskaïa rapporte sur le travail technique du Comité central, sur la correspondance, les liaisons, les transports, les personnes de confiance et les agents du C.C. dans la majorité des grandes villes. Zinoviev fait le bilan de l'activité des six députés bolchéviks.

Après les rapports, la conférence passe à l'examen des questions portées à son ordre du jour. Au cours de deux semaines, elle étudie et résout de nombreuses et importantes questions touchant tout le travail du Parti à l'avenir. Elle souligne une fois de plus que les principaux mots d'ordre de la lutte du prolétariat restent « la République démocratique », « la confiscation des terres des propriétaires fonciers », et « la journée de huit heures »; ils doivent être ceux de toutes les grèves politiques. La conférence salue l'initiative du Comité de Saint-Pétersbourg et de certains groupes de Moscou dans la préparation de la grève générale politique. Il faut commencer partout l'agitation en faveur de la grève générale politique dans tout le pays.

La résolution concernant le mouvement gréviste comprend six points, dont le dernier n'est pas publié, par mesure de précaution. Jusqu'à présent, il n'avait pas été permis de rétablir ce texte, car naturellement tous les véritables documents de la

conférence ont disparu. Dans les archives du département de la Police, j'ai retrouvé, par hasard, la copie du texte complet de cette résolution. Le sixième point traite de la nécessité de déclencher des grèves politiques simultanément dans différentes villes, à Saint-Pétersbourg, et à Moscou en particulier. En voici le texte intégral :

La conférence appelle tous les militants locaux à développer l'agitation à l'aide de tracts et à établir des liaisons étroites entre les organisations politiques et autres, des différentes villes. Il importe d'accorder en premier lieu l'attention à la liaison entre les ouvriers de Saint-Pétersbourg et de Moscou, afin que les mouvements politiques d'origine diverse (poursuites contre la presse, grèves pour les assurances, etc...) éclatent simultanément dans les deux capitales.

Les mêmes archives avaient également conservé la résolution de la conférence sur la presse du Parti, résolution dont les cinq premiers points n'ont pas été publiés et qu'on croyait également perdue. En voici le texte complet :

1. La conférence constate l'importance énorme de la presse légale pour l'agitation et l'organisation social-démocrate. Elle appelle toutes les organisations du Parti et tous les ouvriers conscients à soutenir puissamment la presse légale par le moyen d'une large diffusion, de l'organisation d'abonnements collectifs et de souscriptions permanentes. La conférence confirme encore une fois que ces souscriptions permanentes constituent des cotisations de membres du Parti.

2. Une attention particulière doit être accordée au renforcement de l'organe ouvrier légal de Moscou et à la création, dès que possible, d'un journal ouvrier dans le sud de la Russie.

3. La conférence exprime le désir de voir établir des liaisons plus étroites entre les différents organes ouvriers légaux existants au moyen d'informations réciproques, de conférences, etc.

4. Reconnaissant l'importance et la nécessité d'un organe théorique marxiste, la conférence émet le vœu que tous les organes du Parti et des syndicats fassent connaître aux ouvriers la revue d'éducation *Prosvièchtchénié* et les incitent à s'y abonner régulièrement et à la soutenir systématiquement.

5. La conférence attire l'attention des maisons d'éditions du Parti

sur la nécessité urgente de publier des brochures populaires de masse pour l'agitation et la propagande social-démocrates.

6. Etant donné l'aggravation de la lutte révolutionnaire des masses en ces derniers temps, et la nécessité d'éclairer tous les aspects de cette lutte, chose impossible à l'aide de la seule presse légale, la conférence accorde une attention particulière au développement des éditions illégales du Parti qui, outre des tracts et des brochures, doivent publier plus souvent et régulièrement l'organe central illégal du Parti (*O.C.*[1]).

La conférence déclare que la tâche d'organisation la plus importante consiste, non seulement à renforcer les organisations du Parti dans chaque ville, mais encore à les lier entre elles. Il est donc nécessaire de tenir des réunions régionales du Parti et, là où la chose est possible, des conférences. Elle confirme la nécessité du système des « hommes de confiance » auprès du Comité central. Elle examine également la convocation du prochain congrès du Parti.

Une des questions capitales de la conférence de Poronine est soulevée par le rapport de nos six députés sur le travail de la fraction social-démocrate à la Douma. Dès que nous arrivons à Poronine, avant même l'ouverture de la conférence, nous avons un entretien avec Vladimir Ilitch à ce sujet. Depuis la conférence de Cracovie, nous avons acquis une assez grande expérience, aussi bien en ce qui concerne les interventions à la Douma que dans le travail extra-parlementaire. Du point de vue de l'agitation révolutionnaire, nous utilisons assez bien la tribune du Parlement. Cependant tout cela nous paraissait parfois insuffisant.

Oui, c'est vrai, nous organisons des démonstrations lorsque les ministres et les Cent-Noirs montent à la tribune, — dis-je à Vladimir Ilitch, — mais c'est peu. Les ouvriers nous demandent : Quelles sont vos propositions pratiques à la Douma ? Où sont vos projets de loi ? »

Comme d'habitude, Lénine se mit à rire et répondit :

---

1. Archives du département de la Police, 1913, n° 307.

La Douma réactionnaire n'adoptera jamais aucune loi améliorant la situation des ouvriers. La tâche du député ouvrier consiste à rappeler chaque jour, à la tribune, aux Cent-Noirs, que la classe ouvrière est forte, puissante et que le jour n'est plus loin où la révolution montante balaiera d'un seul coup et les réactionnaires et leurs ministres et leur gouvernement. Naturellement, cela n'empêche pas d'intervenir avec des amendements et même des projets de loi, mais toutes ces interventions doivent avoir un seul but : stigmatiser le régisme tsariste, souligner toute l'horreur du despotisme gouvernemental, dénoncer l'exploitation féroce de la classe ouvrière. Voilà ce que les ouvriers doivent attendre de leurs députés.

Vladimir Ilitch nous aide à résoudre de nombreuses questions pratiques du travail parlementaire : le vote de certains articles de lois, les projets de lois à l'élaboration desquels les députés bolchéviks doivent participer, dans des buts d'agitation, etc.

La discussion sur le rapport d'activité des six députés dure plusieurs séances. La résolution prise par la conférence confirme, une fois de plus, que la tâche des députés social-démocrates ne consiste pas à participer à une activité parlementaire soi-disant positive, mais à utiliser la tribune de la Douma pour conduire l'agitation et la propagande révolutionnaires. Cependant, à côté d'une attitude nettement négative envers des projets de lois présentés à la Douma, se pose la question de savoir comment il faut agir quand une loi, ou un article de loi, peut apporter certaines améliorations au sort des travailleurs. La conférence décide qu'il faut voter sur ce point seulement, lorsqu'il s'agit d'une amélioration directe, comme par exemple la diminution de la journée de travail, le relèvement des salaires, etc. Si, l'examen des conditions générales révèle que l'amélioration reste douteuse, la fraction doit s'abstenir, sans manquer d'en donner les motifs. En outre, pour toutes les questions se posant à la Douma, la fraction social-démocrate doit présenter des formules indépendantes de passage à l'ordre du jour.

Telles sont les directives de la conférence de Poronine sur la question de notre tactique dans le travail parlementaire.

Dans un rapport spécial, la conférence s'occupe de la situa-

tion intérieure de la fraction et de la lutte contre les sept députés menchéviks. Elle pose dans toute son ampleur la question de la scission définitive de la fraction et de la formation de la fraction parlementaire indépendante des social-démocrates bolchéviks. Elle considère cela comme un pas nécessaire et inévitable. Cependant, c'est une mesure extrêmement grave et pleine de responsabilités. Comment les larges masses ouvrières l'accepteront-elles? Comprendront-elles que « l'unité » avec les liquidateurs ne peut que nuire à la classe ouvrière? Ne jugeront-elles pas nécessaire que, face à la Douma réactionnaire, les deux ailes du Parti interviennent, unies? La situation est d'autant plus compliquée que la censure et la répression ne permettent pas une large campagne d'éclaircissement. Notre presse ne peut pas toujours appeler toutes les choses par leurs noms. Il faut parler à mots couverts, même des trois mots d'ordre fondamentaux des bolchéviks.

D'autre part, la scission doit être faite de manière à entraîner avec nous le plus grand nombre possible de députés, encore menchéviks, mais qui hésitent. Cela est aussi important pour les ouvriers avancés que pour les membres mêmes de la fraction unifiée. Notre tâche consiste à attirer, à arracher des menchéviks tous ceux qui ne sont pas encore complètement enfoncés dans le marais liquidateur.

Ces diverses considérations sont introduites dans la résolution fondamentale de la conférence de Poronine qui décide de poser auparavant un ultimatum aux députés menchéviks pour assurer aux deux ailes de la fraction des droits égaux. Si les menchéviks refusent, nous nous séparerons complètement d'eux et organiserons une fraction indépendante.

Voici la résolution adoptée sur ce point :

La conférence estime que l'unité de la fraction social-démocrate, dans le domaine du travail parlementaire, est possible et nécessaire.

Cependant, elle constate que l'attitude de 7 députés menace l'unité de la fraction.

Les 7 députés, qui jouissent fortuitement d'une voix de majorité,

violent les droits les plus élémentaires des 6 autres, représentant la majorité écrasante des ouvriers russes.

Pour satisfaire des intérêts mesquins de fraction, les 7 députés privent les autres de la possibilité d'intervenir à la tribune de la Douma sur des questions importantes de la vie ouvrière. Sur plusieurs questions où la fraction social-démocrate a fait prendre la parole à deux ou plus de ses députés, les 6 députés n'ont pas eu le droit, malgré leurs demandes réitérées, de faire intervenir leur orateur.

En ce qui concerne la répartition des sièges dans les commissions de la Douma (dans celle du budget, par exemple), les 7 députés ont refusé, de la même façon, aux 6 députés une place sur deux.

Dans des votes sur la participation aux institutions importantes pour la classe ouvrière, les sept députés, grâce à la majorité d'une voix, enlèvent aux six la possibilité d'avoir un représentant. Le personnel qui dessert la fraction, est toujours choisi d'une façon unilatérale (par exemple la proposition d'avoir un deuxième secrétaire a été repoussée).

La conférence estime qu'une telle attitude de 7 députés crée inévitablement des frictions au sein de la fraction, empêche un travail collectif et conduit à la scission.

La conférence proteste de la façon la plus nette contre une telle attitude.

Les 6 députés représentent la majorité écrasante des ouvriers russes et agissent en accord complet avec la ligne politique de leur organisation d'avant-garde.

C'est pourquoi la conférence pense que dans le cas seulement où les deux parties de la fraction auront des droits égaux et les sept abandonneront leur politique d'étouffement, il sera possible de maintenir l'unité de la fraction social-démocrate dans le domaine du travail parlementaire.

Malgré les désaccords absolus existant sur d'autres branches d'activité, la conférence demande l'unité de la fraction sur la base de droits égaux pour les deux groupes qui la constituent.

La conférence invite les ouvriers conscients à donner leur opinion sur cette question importante et à aider de toutes leurs forces au maintien de l'unité de la fraction sur une seule base possible : l'égalité de droits des six députés ouvriers.

Par cette résolution, notre parti essaie une dernière fois, sans faire officiellement la scission, d'éviter que les députés menchéviks poursuivent leur activité néfaste. Cependant, la division de la fraction en deux groupes indépendants jouissant

de droits égaux, signifie déjà par elle-même une différenciation très nette entre les députés bolchéviks et menchéviks. Et, même sans scission formelle, nous pourrions mener notre activité parlementaire selon la politique correspondant aux intérêts de notre Parti.

Avant notre départ de Poronine, a lieu une réunion du Comité central, à laquelle nous participons et où sont discutées les mesures pratiques à prendre à l'égard des députés menchéviks. Il est décidé de leur poser un ultimatum pour la nomination d'un second secrétaire de fraction, pour les élections à la commission du budget et au Bureau socialiste international, pour l'envoi à la tribune de la Douma d'orateurs aussi bien bolchéviks que menchéviks. Nous établissons le texte de l'ultimatum. Si les menchéviks refusent, nous sommes décidés à faire la scission et à en appeler aux masses.

CHAPITRE XIII

La scission

Notre ultimatum aux menchéviks. — Les premiers échos ouvriers. — Les députés menchéviks tardent à répondre. — La scission. — Comment les ouvriers réagissent. — Résolutions de réunions ouvrières. — La réponse des organisations du Parti. — Plékhanov contre les députés menchéviks. — L'importance de la scisison pour le Parti.

La conférence de Poronine a mis à l'ordre du jour de nombreuses et importantes questions d'organisation. Pour les mettre en pratique, je suis chargé par le Comité central d'aller, pour quelques jours, à Briansk, faire un compte rendu de la conférence à l'usine de Bejets. Nous avons déjà de bonnes liaisons dans cette usine et ma visite les renforce encore. Pendant toute la durée de mon mandat, je garderai, aussi bien dans le travail à la Douma qu'au dehors, d'étroites et permanentes liaisons avec elle.

Les autres députés bolchéviks partent également dans d'autres directions. Nous nous retrouvons tous à Saint-Pétersbourg le 15 octobre, lorsque la Douma s'ouvre pour la session d'automne.

La première réunion de la fraction social-démocrate se tient le lendemain, 16. Aussitôt la réunion commencée, avant de passer à l'examen de l'ordre du jour, nous faisons notre déclaration. Indiquant brièvement la situation créée, nous réclamons des droits égaux pour les deux parties de la fraction. Notre revendication est présentée sous forme d'ultimatum.

Nous exigeons une réponse immédiate. En cas de refus, nous, les six, sortirons de la fraction.

Tcheidzé essaie de différer l'examen de nos revendications: — L'assemblée est-elle d'accord pour examiner la déclaration de 6 députés ? — Et, sûr d'avance de la majorité, il veut qu'on procède immédiatement au vote habituel.

Nous protestons contre cette façon de résoudre la question; un des sept députés vient alors au secours de son président en faisant une nouvelle proposition : examiner d'abord les affaires courantes de la fraction et passer ensuite à la déclaration des six.

Nous refusons catégoriquement de prendre une part quelconque au travail commun tant qu'une réponse ne sera pas donnée à nos revendications et, démonstrativement, nous quittons la séance.

Il est évident que les menchéviks ne s'attendent pas à une intervention aussi énergique de notre part et, dans le premier moment, ils ne savent comment réagir. Pour gagner du temps, ils nous demandent de leur faire une déclaration écrite et promettent d'y répondre dans le courant de la semaine ; en attendant, ils nous invitent à collaborer au travail de la fraction.

Le lendemain, nous présentons aux sept députés la déclaration suivante :

Pendant une année de travail en commun à la Douma se sont révélées de nombreuses frictions, des conflits entre nous et vous, c'est-à-dire les sept députés restants. Les choses sont allées jusqu'à la polémique ouverte dans la presse ; enfin, vos dernières décisions, prises au moment même de la clôture de la Douma, en juin 1913, alors que la plupart des députés étaient déjà partis en tournée, montrent définitivement que la situation est devenue intenable. Ces décisions, adoptées par 7 voix contre 6, sont : refus d'accorder aux bolchéviks, c'est-à-dire à six députés, le droit d'avoir une place sur deux à la commission du Budget et l'élection d'un seul (et non de deux) député dans les organismes parlementaires importants.

Etant donné les nombreuses fois où vous avez, par 7 voix contre 6, privé six députés d'avoir un orateur sur les deux envoyés à la tribune, cette résolution est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Vous savez que nous avons toujours agi, et que nous agissons entièrement et seulement, dans l'esprit du marxisme conséquent et que nous suivons idéologiquement toutes ses décisions.

Vous savez très bien qu'il existe des faits prouvant que nous n'exagérons pas lorsque nous disons que notre activité est en complet accord avec la conscience et la volonté de l'immense majorité des ouvriers marxistes avancés de Russie. Voici quelques-uns de ces faits : *La Pravda*, premier journal ouvrier, créé au cours du mouvement ouvrier d'avril-mai 1912 et qui réunit autour de lui la majorité du prolétariat; son tirage, qui s'élève à 40.000 exemplaires; les nombreuses souscriptions ouvrières en sa faveur publiées par lui. Une preuve encore : les suffrages des *curies* ouvrières qui sont partout allés aux députés bolchéviks et qui montrent, en comparaison avec les élections dans les *curies* ouvrières à la II[e] et III[e] Douma, l'indiscutable et rapide croissance du marxisme et de la tendance antiliquidatrice parmi les ouvriers éclairés de Russie. Cela est enfin confirmé par les élections à la direction du syndicat des métallurgistes de Saint-Pétersbourg et par l'histoire du premier journal ouvrier de cette année à Moscou. Il est évident que nous jugeons de notre devoir d'agir en accord étroit avec la volonté de la majorité des ouvriers marxistes organisés de Russie.

Quant à vous, vous agissez en toute indifférence et même contre cette volonté. Vous avez l'audace de prendre des décisions allant à l'encontre de la majorité des ouvriers conscients de Russie. Nous nous contentons de rappeler par exemple le fait que vous avez accepté parmi vous, avec des droits restreints, le non-social-démocrate Jagello, que pas un seul social-démocrate polonais ne veut reconnaître, ou bien encore votre adoption de mots d'ordre nationaux, en désaccord complet avec la volonté ouvrière, comme ce que vous appelez l'autonomie nationale-culturelle, et ainsi de suite. Nous ne connaissons pas exactement votre position à l'égard de la tendance liquidatrice, nous pensons que vous penchez plutôt vers elle bien que n'en étant pas les véritables partisans. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que vous ne tenez nul compte des avis, des revendications de la majorité des ouvriers conscients de Russie avec qui nous marchons, nous, la main dans la main.

Il va sans dire que, dans de telles conditions, n'importe quel socialiste de n'importe quel pays, n'importe quel ouvrier conscient, trouve monstrueux le fait que vous vous efforciez de nous étouffer grâce à une voix de majorité, de nous priver d'une place sur deux dans les commissions de la Douma ou dans d'autres organismes parlementaires, de nous supprimer sur la liste des orateurs de la Douma, etc., et de nous lier à une politique et à une tactique qui ont été condamnées par la majorité des ouvriers avancés de Russie.

Nous reconnaissons, et nous ne pouvons faire autrement, que nos désaccords sont absolus et pas seulement dans le domaine parlementaire. Nous sommes obligés de considérer vos efforts pour nous étouffer comme des mesures de scission rendant impossible tout travail en

commun. Mais, étant donné le grand désir qu'ont les ouvriers de préserver l'unité de la fraction social-démocrate, ne fût-ce qu'en apparence, ne fût-ce qu'à la Douma, tenant compte du fait qu'une année d'expérience a démontré la possibilité de réaliser cette unité par des accords dans les interventions parlementaires, nous vous proposons de reconnaître une fois pour toutes, qu'il est inadmissible d'écraser par 7 voix les 6 députés élus dans les *curies* ouvrières. L'unité de la fraction social-démocrate à la IV[e] Douma ne sera possible qu'à l'unique condition de reconnaître, une fois pour toutes, aux deux groupes des sept et des six des droits égaux et d'adopter le principe d'accord entre ces deux groupes sur les questions du travail parlementaire.

La *Pravda* publie cette déclaration en même temps qu'un appel à tous les ouvriers pour le soutien des revendications des six députés. Puis, elle mène une large campagne contre les sept. Chaque jour elle explique le sens de la lutte à l'intérieur de la fraction. Elle fournit des chiffres prouvant que l'écrasante majorité des ouvriers suit les bolchéviks. Un article analyse la situation de la population ouvrière des rayons qui ont élu des députés social-démocrates : les 9/10[e] du total des ouvriers reviennent aux rayons qui ont élu des bolchéviks ; un dixième seulement revient aux députés menchéviks. De nombreux articles, parvenus de l'étranger, du Comité central de notre Parti, en particulier de Lénine, dénoncent les liquidateurs et le rôle criminel de leur lutte contre le Parti.

Défendons-nous, — écrit la *Pravda*. — Notre patience est à bout. Les députés ouvriers exigent de la majorité de la fraction qu'elle écarte tout ce qui les empêche de remplir les engagements pris à l'égard du prolétariat. Comme l'année dernière, les sept essaient de faire traîner leur décision en longueur. Ce sera donc aux ouvriers de trancher la question. Nous nous adressons à tous ceux pour qui sont chers les intérêts de la classe ouvrière, nous leur demandons de défendre leurs députés et de déclarer aux sept que les ouvriers ne leur permettront pas d'écraser la volonté des électeurs des *curies* ouvrières, des marxistes conséquents[1].

Les masses ouvrières de Saint-Pétersbourg et, ensuite, d'autres villes, répondent chaleureusement à notre appel. Les co-

1. La *Pravda*, n° 14, 19 octobre 1913.

lonnes de la *Pravda* sont pleines de résolutions dans lesquelles on condamne l'attitude des sept et on promet le soutien aux députés ouvriers. En voici une, reçue encore avant que les menchéviks se soient décidés à répondre à nos revendications:

Nous, les ouvriers de l'atelier des canons de l'usine Poutilov, ayant appris par la presse les différends existant au sein de la fraction social-démocrate à la Douma, considérons comme justes les revendications des six députés des *curies* ouvrières, qui sont les représentants directs de toute la classe ouvrière russe, nous exigeons que les sept reconnaissent aux six députés le droit de diriger l'activité de la fraction dans toutes les questions de la tactique ouvrière.

Durant la semaine qui suit la publication de notre déclaration aux menchéviks, la *Pravda* reçoit des résolutions de 25 entreprises (celles de Baranov, Parviainen, Poutilov, Troubotchny, Rousski-Baltiski, Oboukhov, Prométhée, Heilsler, Ijor, Langesippen, Siemens et Halske, etc.). Ces résolutions portent plus de 2.500 signatures. En outre, quatre réunions de représentants de plusieurs dizaines d'usines de Saint-Pétersbourg, Vyborg, Vassiliostrov et du premier rayon de la ville, se déclarent contre les liquidateurs et pour le soutien des six députés. Des résolutions semblables sont adoptées par la direction de quatre syndicats professionnels comptant plus de 3.000 membres.

Au cours des journées où nous abordons directement la question de la scission, toutes les organisations du Parti font un large travail parmi les masses ouvrières. Chaque jour, les six députés interviennent dans des réunions ouvrières où la question de la lutte contre les menchéviks est ardemment discutée. Un grand nombre de ces réunions sont organisées par le Syndicat des métallurgistes, dirigé par des bolchéviks.

Dans certains endroits, apprenant notre intervention, les partisans des menchéviks appellent à l'aide leurs députés; alors, la bataille fait rage. Dans la plupart des cas, les sept, suivis seulement par un petit groupe échouent lamentablement. L'énorme majorité des ouvriers au courant de nos discussions se range à nos côtés et exige résolument que la ligne de la fraction à la Douma soit bolchévik.

Sans répondre nettement, les sept fournissent dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazetta* (Nouveau Journal ouvrier) — qui remplace le *Loutch* — des explications vagues et essaient de défendre leur position. La réponse définitive se fait toujours attendre. La politique des sept est tout à fait claire : en polémisant dans la presse et dans certains groupes d'ouvriers, les menchéviks espèrent ainsi gagner du temps et faire pression sur nous indirectement. Mais c'est en pure perte : notre décision a été bien réfléchie ; elle se base sur des principes fermes et trois ou quatre jours d'attente ne pouvaient en rien la changer.

A la réunion suivante de la fraction, le 21 octobre, nous déposons une nouvelle déclaration qui exige une réponse à nos conditions. Tcheidzé, au nom des sept déclare qu'une réponse définitive nous sera donnée avant quatre jours et, qu'en attendant, il estime possible de poursuivre comme auparavant la collaboration, c'est-à-dire sans reconnaître des droits égaux aux deux parties de la fraction.

La séance est interrompue, les six et les sept tiennent conseil chacun de leur côté. Le camarade Novosiélov, non membre de la fraction, est le parlementaire qui transmet aux deux groupes des déclarations écrites et des réponses. Nous informons les sept que nous sommes disposés à attendre encore quelques jours, mais que, pendant ce temps, nous ne participerons pas aux votes généraux de la fraction et nous donnerons sur chaque question l'opinion collective des six.

La séance suivante de la fraction montre que les menchéviks n'entendent pas le moins du monde céder l'avantage que leur donne une voix de majorité. Nous exigeons que les six aient un orateur sur deux lorsqu'aura lieu l'interpellation sur la presse. Les sept passent outre et choisissent comme orateur deux menchéviks. Il est caractéristique que le motif d'un tel refus est que, soi-disant, il n'y a pas de désaccord sur cette question entre nous. Il s'ensuit que lorsqu'un désaccord existe, on ne donne pas la parole aux six afin de sauvegarder l'unité de la fraction, mais dans le cas contraire, on trouve inutile également de nous permettre d'intervenir.

Aux séances suivantes de la Douma, les sept montrent avec évidence qu'ils sont fortement pour la plate-forme liquidatrice, non seulement en ce qui concerne l'organisation, mais encore les positions de principe. Interpellant au nom de la fraction sur l'interdiction de réunions, le menchévik Touliakov déclare que la liberté de coalition, dont fait partie la lutte pour la liberté de réunions « est notre mot d'ordre de combat ». Ainsi, Touliakov fait entendre à tous un mot d'ordre liquidateur que notre parti caractérise comme se substituant aux revendications véritablement révolutionnaires de la classe ouvrière.

Enfin, le 25 octobre, après de longues tergiversations, les sept nous font parvenir leur réponse. Comme on s'y attendait, elle est négative. Repoussant résolument toutes nos revendications, les menchéviks proposent de conserver le statu quo, c'est-à-dire de collaborer sans reconnaître l'égalité des droits des deux parties de la fraction. Après avoir pris connaissance de cette réponse et avoir établi un procès-verbal nous quittons la salle.

C'est la dernière séance de la fraction social-démocrate unitaire ; la scission est devenue un fait accompli.

Le lendemain la *Pravda*[1] publie, au nom des six, l'adresse suivante à tous les ouvriers :

En constatant que la réponse des sept n'est qu'un refus de nous donner satisfaction, chaque ouvrier se demandera immanquablement : Qu'allons-nous faire ?

Garderons-nous une fraction unie ou bien le prolétariat permettra-t-il à sept députés, se plaçant hors de l'organisation marxiste, de parler au nom de la social-démocratie ?

Et que devons-nous faire, nous, les six, maintenant que les sept ont décidé, grâce à une voix de majorité, de s'appeler fraction malgré la volonté ouvrière ?

Unité de la représentation social-démocrate à la Douma, — tel est le mot d'ordre indiscutable des larges masses prolétariennes.

Et lorsque nous avons demandé au prolétariat s'il est d'accord

1. La *Pravda*, n° 20, 26 octobre 1913.

ou non avec la façon dont nous comprenons l'unité, immédiatement des milliers de voix nous ont répondu : OUI.

Nous sommes convaincus que la majorité des ouvriers russes nous répondront de la même façon.

C'est au nom de cette unité que nous avons poursuivi notre travail dans la fraction et fait tous nos efforts pour ne pas donner à la majorité une occasion de rompre.

Nous avions le droit d'espérer que les sept écarteraient leurs calculs fractionnels pour écouter la voix des milliers de prolétaires qui, par leurs résolutions, approuvent nos revendications.

Il n'en est rien. Par-dessus la tête de tous les ouvriers, sans tenir compte de leur volonté si nettement exprimée, les sept députés ont refusé.

Nous voici devant la nécessité absolue d'avoir une existence indépendante. C'est ce que doit comprendre chaque ouvrier à qui les intérêts de l'organisation marxiste et de la cause prolétarienne sont chers.

Nous nous adressons à vous, camarades ouvriers, pour que vous nous souteniez dans cette période difficile.

A.E. Badaev, R.V. Malinovski, M.K. Mouranov,
G.I. Pétrovski, F.N. Samoïlov, N.R. Chagov.

Nos rapports avec les sept sont définitivement rompus. Le soir du 27 octobre, nous tenons dans un autre local la première réunion d'organisation de la nouvelle fraction bolchévik à la Douma. Le jour même, nous envoyons aux sept une déclaration disant que par suite de leur refus de satisfaire à nos revendications, les six s'organisent en fraction indépendante à la Douma. Pour les interventions faites en commun, nous proposons aux sept d'engager chaque fois des pourparlers. Dans le même temps, nous publions dans la *Pravda* (n° 22 du 29 octobre 1913), un nouvel appel aux ouvriers, les informant de la constitution d'une fraction bolchévik indépendante à la Douma. Dans cet appel les causes de la scission sont largement exposées. Nous expliquons aux larges masses ouvrières de toute la Russie les raisons pour lesquelles les bolchéviks ne peuvent suivre la même voie que les sept menchéviks-liquidateurs.

Personne n'ignore — écrivons-nous dans l'appel, — que deux tendances luttent depuis déjà longtemps au sein des ouvriers avancés, organisés. L'une, reste fidèle aux vieux mots d'ordre, inscrits sur

le vieux drapeau du prolétariat. l'autre, dont les chefs ont abandonné les vieux mots d'ordre, traite le passé de la social-démocratie de mascarade, prêche le remplacement des mots d'ordre essentiels par des revendications partielles.

Voilà longtemps que ces deux courants se combattent au sein du prolétariat et il ne peut être naturellement question d'une réconciliation entre eux. Cette lutte s'est reflétée à la fraction social-démocrate. Les sept ont utilisé leurs voix non seulement pour défendre leur opinion au sein de la fraction, mais encore pour mener à la tribune de la Douma une politique que nous repoussons, une ligne liquidatrice... Nous ne pouvons laisser nos revendications dans le silence et injurier notre vieux drapeau. Nos mots d'ordre, la cause ouvrière, nous obligent à les défendre et à sortir d'une fraction où ils sont étouffés. Camarades, maintenant nous serons seuls pour défendre notre drapeau, aussi bien à la Douma qu'en dehors, en tout lieu et en tout temps. Nous nous adressons à vous pour obtenir votre soutien dans cette tâche pleine de responsabilités.

Certains de l'appui de toute la classe ouvrière russe, nous la faisons juge de tous les désaccords qui séparent comme un abîme les bolchéviks des liquidateurs. Le moment est d'une très grande importance historique. Presque sur toute la ligne, la scission avec les menchéviks est réalisée dans les couches supérieures de notre parti. Mais jusqu'alors, elle n'a été posée et résolue que dans les organisations illégales ne groupant que les ouvriers les plus avancés, les plus révolutionnaires, les plus conscients. Maintenant cette question, d'une importance exceptionnelle pour la marche ultérieure de la révolution pénètre au plus profond de la classe ouvrière. Par son soutien unanime des six députés bolchéviks, le prolétariat russe doit choisir la voie de sa lutte ultérieure, non seulement contre l'autocratie tsariste, mais encore contre le régime bourgeois dans son entier. Aussi bien pour nous que pour les menchéviks, la position prise par la classe ouvrière envers la scission en fait une question de vie ou de mort ; c'est la revision générale de la justesse de notre ligne politique, revision que doivent faire les masses mêmes du prolétariat russe.

Nous avons conscience de toute l'importance de cette décision pour notre parti. La question de la scission a été exa-

minée déjà des dizaines de fois par les centres du Parti. L'analyse attentive de la situation prouve que les ouvriers nous suivront, nous et non pas les menchéviks. La question a été examinée sous tous ses aspects. Et cependant, certains de nos camarades hésitent : comment répondront les masses ouvrières à notre appel ? est-ce avec unanimité qu'elles soutiendront les six députés bolchéviks ? une scission complète n'est-elle pas prématurée ? ne faut-il pas essayer, encore une fois, de maintenir à n'importe quel prix une unité même apparente ?

Ce que nous éprouvons, alors, est le sentiment d'une responsabilité énorme devant toute la classe ouvrière russe. Nous attendons avec inquiétude la réponse des ouvriers. Et tout en étant certains que leur majorité sera avec nous, nous ne pouvons cependant pas prévoir dans quelle mesure et sous quelle forme s'exprimera cet appui des masses.

Devant toutes les cellules du Parti et toutes ses organisations, devant chaque bolchévik en particulier, se pose la tâche de savoir comment développer le plus largement possible la propagande et l'agitation en faveur de l'appui des six. Le travail du Parti, dans les organisations légales aussi bien qu'illégales, en est beaucoup élargi et renforcé. Ce sont des jours de tension extraordinaire de toute l'activité de nos organisations.

Savoir comment les ouvriers de Saint-Pétersbourg réagiront revient en somme à connaître la position que prendront les larges masses ouvrières. C'est pourquoi les bolchéviks, comme les menchéviks, accordent une attention toute particulière à la conquête des ouvriers de Piter.

Commencée à Saint-Pétersbourg, la campagne pour l'approbation des six s'étend d'abord aux grands centres ouvriers ensuite à différentes villes de la Russie. Comme toujours, les ouvriers de Piter sont en tête. Pas une seule usine où la scission de la fraction ne fasse l'objet de discussions et de luttes ardentes. Chacun de nos députés bolchéviks doit sans cesse participer aux réunions ouvrières, donner des éclaircissements

sur les causes de notre départ. Les députés ouvriers envoient dans leurs circonscriptions des manifestes, des appels. En réponse, un torrent de résolutions, de salutations, de promesses d'appui nous arrive.

La campagne, allant chaque jour se renforçant, atteint la classe ouvrière dans ses couches les plus profondes. La scission est discutée d'abord dans les étroites cellules du Parti, ensuite dans les autres organisations légales, enfin elle gagne toute la masse ouvrière.

Toutes les résolutions reçues portent la véritable signature des ouvriers. Or, un ouvrier ne donne pas facilement sa signature. Avec le système perfectionné de la police, cela équivaut à se mettre sous le coup d'une arrestation, de l'exil ou dans le meilleur des cas s'exposer à être chassé de l'usine. C'est pourquoi le nombre des signatures ne peut donner en aucune façon une idée exacte de la masse ouvrière qui approuve les six, d'autant plus que, souvent, ce sont les représentants de centaines et de milliers d'ouvriers qui signent. Ce nombre de signatures a cependant, avec celui des résolutions, un sens très significatif si on le compare au nombre des signatures réunies par la résolution menchévik. Naturellement les sept, à leur tour, utilisent tout leur appareil de parti et leur presse pour développer une large campagne contre nous. Mais, dès les premiers jours de la scission, la position des liquidateurs apparaît désespérée.

En deux semaines, jusqu'au 1er novembre 1913, la *Pravda* et notre fraction reçoivent plus de 80 résolutions, avec plus de 5.000 signatures, soutenant les bolchéviks. Pendant ce temps les menchéviks n'en ont rassemblé que 3.000. Ce rapport ne persiste pas longtemps ; en quelques semaines d'efforts les liquidateurs ont épuisé toutes leurs possibilités. Les jours suivants, les résolutions en faveur des menchéviks se font de plus en plus rares, tandis que les nôtres augmentent sans cesse. Un mois plus tard, le 1er décembre 1913, les liquidateurs en sont à 5.000 signatures en tout, alors que nous dépassons les 10.000.

L'afflux des résolutions menchéviks de la province cesse presque complètement, alors que le nôtre ne fait que commencer.

Ces seuls chiffres montrent que les partisans des bolchéviks sont deux fois plus nombreux que ceux du courant liquidateur. Les sommes recueillies par chacune des fractions, menchévik et bolchévik, sont encore bien plus significatives. Tandis que nous recevons 1.000 roubles, les menchéviks n'en comptent qu'environ 150. Les mêmes proportions se retrouvent dans le nombre de lettres et d'adresses personnelles émanant d'ouvriers.

La scission de la fraction social-démocrate à la Douma et l'organisation d'une fraction bolchévik indépendante sont, comme on s'y attend, un gros événement au sein de la social-démocratie. Toutes les organisations du Parti ainsi que certains de ses groupes, donnent, sous une forme ou sous une autre, leur opinion sur la scission, définissent ainsi leur position dans l'un ou l'autre camp de l'ancien Parti social-démocrate unifié.

Notre fraction reçoit des lettres collectives venant de prisons ou de lieux d'exil où, à cette époque, languissent plus d'un millier de militants révolutionnaires. Eloignés, coupés de la vie active, tous ne reconnaissent pas aussitôt la justesse de notre position. Certains estiment qu'on pourrait encore, d'une façon ou d'une autre, maintenir l'unité et que, pour cela, les deux groupes se doivent des concessions mutuelles. Surtout certains anciens députés aux précédentes Doumas ressentent la scission d'une façon particulièrement pénible. Nous recevons d'un groupe d'anciens députés social-démocrates à la IIe Douma un télégramme, dans lequel ils nous supplient presque de sauver l'unité de la fraction. Cependant, un peu plus tard, il devient évident pour tous les véritables marxistes révolutionnaires, aussi bien que pour nous, que la rupture avec les menchéviks est un pas non seulement historiquement inévitable, mais encore absolument nécessaire pour le développement victorieux de la lutte révolutionnaire.

Certains groupes d'émigrés social-démocrates ne comprennent pas tout à fait clairement le sens de la scission, prennent une position intermédiaire, hésitent entre les bolchéviks et les menchéviks. L'un d'eux, relativement le plus important, le groupe *Vpériod*, voit la cause de la scission soi-disant dans l'absence d'un centre dirigeant unique du Parti, jouissant de la confiance de la majorité des membres du Parti (résolution du groupe parisien *Vpériod*, du 12 novembre 1913). Tout en reconnaissant la justesse des revendications des six les partisans du *Vpériod* estiment qu'il s'agit seulement de frictions au sein de la fraction qu'il faut surmonter à tout prix. Ainsi, ils n'aperçoivent même pas le plus important, l'essentiel qui a rendu la scission inévitable.

Les organes dirigeants des bolchéviks et des menchéviks donnent leur opinion sans équivoque, tout à fait ouvertement. La résolution est adoptée par le Comité bolchévik de Saint-Pétersbourg :

> Nous saluons chaleureusement les six députés ouvriers de la fraction social-démocrate; dans toute leur activité, ils ont pris comme loi, la volonté de la cause marxiste; ils sont restés fidèles au vieux programme, à la tactique éprouvée, ferme, de la social-démocratie; sans rechercher « un travail positif », ils ont hardiment lancé du haut de la tribune de la Douma, à travers tout le pays, les vieux mots d'ordre essentiels du prolétariat...

Après avoir énuméré les causes principales des revendications posées par nous aux sept députés, le Comité de Piter conclut ainsi :

> Nous protestons résolument contre la conduite des sept députés, nous estimons qu'ils n'ont aucun droit non seulement à s'appeler « fraction social-démocrate », mais encore à se faire passer pour les représentants de la classe ouvrière; ils doivent se démettre de leurs mandats s'ils ne veulent pas rétablir l'unité de la fraction et agir en accord avec les buts marxistes et les six députés.

Cette résolution est publiée dans la *Prolétarskaïa Pravda*[1] afin de la faire accepter par la censure ; elle est appelée réso-

1. N° 7, du 9 janvier 1914.

lution « de la direction des marxistes de la ville de Pétersbourg ». Dans le même but, dans le texte le mot « parti » est toujours remplacé par « les buts marxistes »; c'est d'ailleurs l'habitude pour les résolutions et les articles publiés dans la presse. A peu près à la même époque, l'organe des liquidateurs *Novaïa Rabotchaïa Gazetta* (Nouvelle gazette ouvrière) publie un appel du Comité d'organisation menchévik, appelé, également à cause de la censure, « direction des ouvriers sociaux-démocrates unifiée en août 1912 ». Les menchéviks nous traitent de « déserteurs », « violateurs des mandats confiés à nous par les ouvriers », « adeptes du cercle léniniste », « scissionnistes », « émeutiers », etc... Ils demandent aux ouvriers de soutenir les sept qui prétendent être les véritables représentants de la classe ouvrière. Nous savons déjà les résultats de cette adresse menchévik. Seuls des groupes insignifiants d'ouvriers lui répondent.

Battus dans leur agitation parmi les masses ouvrières, les menchéviks tentent de faire pression sur nous par d'autres moyens. Utilisant le fait que les partis social-démocrates de l'étranger sont très peu au courant des affaires russes et que la représentation de la fraction au Bureau socialiste international se trouve entre les mains des sept, les menchéviks décident de poser la question de la scission à la réunion prochaine du Bureau. A cette séance, qui se tient à Londres, le 1er décembre, se rendent Tcheidzé et Skobolev.

Espérant se servir de l'autorité de Plékhanov, Tcheidzé lui envoie un télégramme en Italie où il séjourne et lui demande de venir à Londres dire au Bureau son opinion sur la scission de la fraction. Mais Plékhanov, non seulement refuse de se rendre à Londres, mais encore envoie au Bureau international une lettre dans laquelle il prend position pour les six et accuse les menchéviks d'être les artisans de la scission. Estimant que la scission de la fraction constitue la scission définitive du Parti social-démocrate, Plékhanov juge nécessaire de sortir du Bureau où il est le représentant de tout le

Parti: « Les désaccords dont le P.O.S.D.R. souffre ces dernières années, — écrit-il — ont abouti à partager la fraction à la Douma en deux groupes antagonistes. Cette division s'est produite à la suite de certaines résolutions vraiment regrettables prises par nos camarades liquidateurs qui s'y trouvent en majorité (7 contre 6). En tout cas, cela porte un coup décisif à l'unité de notre parti et il ne me reste plus, en tant que représentant, chez vous, de tout le Parti, qu'à donner ma démission. C'est ce que je fais par la présente [1]. »

C'est ainsi que la tentative des liquidateurs d'amener la scission de la fraction devant le Bureau international se termine par un échec. Le Bureau international prête très peu d'attention aux informations sur les affaires du Parti russe et ne leur accorde que quelques minutes d'examen. Sur la proposition de Kautsky, une résolution générale visant la nécessité de l'unité du Parti social-démocrate russe est adoptée ; le Bureau charge son Comité exécutif « d'entrer en relation avec toutes les fractions du mouvement ouvrier en Russie et même avec celles dont le programme s'accorde avec celui du Parti russe, afin d'organiser un échange général de vue sur les divergences ». C'est ainsi que les représentants des menchéviks ne réussissent pas à faire condamner par le Bureau la position des six. Sur ce point encore ils sont battus. Ils ont ainsi perdu la bataille sur toute la ligne.

Dans la lutte contre les sept, les bolchéviks conquièrent de nouvelles positions, approfondissent sensiblement leur influence parmi les masses ouvrières. C'est une épreuve que le Parti traverse sans une hésitation ; il en sort en vainqueur, renouvelé et renforcé. La scission de la fraction parlementaire et l'organisation d'une fraction bolchévik indépendante mobilisent l'attention des larges masses ouvrières qui abordent ainsi de près les questions d'organisation et de tactique du

---

1. *Prolétarskaïa Pravda*, n° 2 du 8 décembre 1913.

Parti. La participation de milliers d'ouvriers à l'examen de ces questions a une portée politique et d'organisation énorme. Les rangs de notre parti grossissent au fur et à mesure que se développe la campagne. Tout le travail des organisations du Parti révolutionnaire se ranime et se développe beaucoup. De nombreux ouvriers, qui jusqu'alors ne comprenaient pas bien le fond de nos divergences et hésitaient, passent de notre côté.

Enfin, la scission de la fraction se ramène en définitive à la question de l'édification générale du Parti. Les ouvriers, en soutenant par des dizaines de milliers de voix, les 6 bolchéviks, montrent résolument la voie qu'ils ont choisie dans leur lutte. Cette voie est la seule juste. Elle devra conduire le prolétariat russe à la victoire finale.

CHAPITRE XIV

La fraction bolchévik

Les premiers pas de la fraction. — Le sabotage de la part des « Sept ». — Le renforcement du travail à la Douma. — Le projet de loi sur la journée de huit heures. — Désagrégation de la fraction menchévik.

Notre existence, en tant que fraction indépendante, commence en réalité avec l'ouverture de la session d'automne 1913, après que nos revendications ont été repoussées et que nous avons refusé de collaborer avec les menchéviks. A partir de ce moment, les 6 et les 7 se réunissent séparément ; quelquefois 4 seulement ils examinent ensemble les candidatures d'orateurs officiels de la fraction aux séances ordinaires de la Douma. Ce n'est qu'à la fin d'octobre que nous publions formellement la nouvelle de la constitution d'une fraction bolchévik indépendante.

A la première séance de notre fraction, le 27 octobre, on élit le Présidium, on résout ensuite différentes questions d'organisation de notre travail ultérieur. Malinovski est élu président ; Pétrovski, adjoint ; Samoïlov, caissier. Le secrétariat est confié à Rosmirovitch. Les 6 décident de s'appeler « fraction social-démocrate ouvrière russe » soulignant par le mot « ouvrière » sa séparation de la fraction menchévik.

En attendant de trouver un local spécial, la fraction se réunit dans mon appartement, rue Chpalernaïa. C'est chez moi également qu'a lieu la réception des visiteurs, dont l'heure est chaque jour publiée dans la *Pravda*. Bientôt on trouve un logement dans le rayon où précédemment se réunissait la fraction social-démocrate unifiée. On y apporte quelques meubles, un gardien est engagé, nous publions notre nouvelle adresse et y

dirigeons les visiteurs et les envois de fonds. Toutes les dépenses de la fraction sont couvertes par les appointements des 6. Cela nous fait une dépense mensuelle de 25 à 30 roubles.

Le Présidium de la Douma essaye par tous les moyens d'empêcher la formation de la fraction bolchévik. Notre fraction doit se faire officiellement enregistrer pour avoir le droit, comme les autres fractions, de recevoir des documents, d'envoyer ses représentants aux différentes commissions, etc. Mais Rodzianko fait tout son possible pour faire traîner les choses en longueur.

— Il ne peut exister, — déclare-t-il, — deux fractions social-démocrates à la Douma ; par conséquent, les 6 députés ouvriers seront considérés comme des « sauvages », n'appartenant à aucune fraction.

Les autres membres du Présidium l'appuient, en invoquant la pratique des autres Parlements étrangers ou soi-disant de telles prétentions ne se sont jamais vues. Cependant, le règlement de la Douma n'empêche pas n'importe quel groupe de se constituer en fraction. C'est pourquoi le Présidium est contraint de nous enregistrer, bien qu'après de nombreuses tergiversations.

De leur côté, les menchéviks font tout pour gêner le travail indépendant des 6. Aussitôt après la rupture ils prennent une résolution informant officiellement la Douma que toutes les interpellations ou déclarations qui ne seraient pas signées par Tchéidzé ou par son remplaçant, ne devaient pas être considérées comme émanant des social-démocrates.

Les 7 ne veulent pas entendre parler d'intervention commune. En sortant de la fraction unifiée, nous avions proposé aux menchéviks de nous entendre à l'avenir sur différentes questions : interpellations, envois de représentants aux commissions, etc. Nous contentions le désir de certains groupes ouvriers qui estimaient qu'en face de la Douma réactionnaire, dans différentes questions, on pouvait trouver un « langage commun ». Cependant les menchéviks qui, auparavant, réclamaient tant l'unité, repoussent résolument tout accord.

Nous ne parlons pas encore du fait que nos rapports personnels deviennent franchement hostiles. Les premiers temps, nous ne nous saluons même plus, nous n'échangeons pas une parole. Les 7 déclarent nous considérer comme n'importe quelle fraction de la Douma. Au nom des 7, Tchéidzé annonce que les menchéviks mettront leurs signatures sous nos interpellations et nos déclarations de même qu'avec les autres fractions, cadets, troudoviks, etc. ils sont plus hostiles à notre fraction qu'aux partis de droite.

Un jour la fraction me charge de réunir, pour une de nos premières interpellations, — il s'agissait de la non-application de la loi sur les assurances sociales dans les entreprises de la couronne — les 33 signatures nécessaires. Lorsque, après avoir obtenu des signatures de troudoviks et même de cadets je m'adresse à Tchéidzé, celui-ci refuse ainsi que les autres menchéviks.

Après la scission, les 7 ont déjà envoyé, soi-disant au nom de 14 députés social-démocrates, des représentants dans 3 nouvelles commissions de la Douma (presse, police et réunions). Nous exigeons que les 7 nous abandonnent le siège à la commission du Budget dont ils se sont emparés et auquel seule une fraction de plus de dix membres a droit à un représentant. Les menchéviks refusent.

A un certain moment cependant les 7 doivent, bon gré mal gré, s'adresser à nous pour la participation aux commissions. Avant la clôture de la Douma, pour les vacances de Noël, on avait décidé de créer de nouvelles commissions où les 7 ne purent avoir des représentants, puisque à cette époque notre fraction est déjà formellement enregistrée. Les menchéviks nous proposent d'envoyer un représentant des deux fractions. Nous refusons, évidemment, nous n'entamerons des pourparlers que si les menchéviks nous abandonnent les places dont ils se sont abusivement emparés auparavant. En effet, s'entendre avec les 7 uniquement lorsque cela leur est avantageux revient en

somme à rétablir la situation d'avant la scission. Les menchéviks répondent qu'en principe, ils ne désirent nullement signer un accord général avec nous et qu'ils refusent de revoir la question des représentants aux différentes commissions de la Douma.

Après la constitution de notre fraction indépendante, notre travail s'élargit considérablement. De nouvelles tâches se posent à nous. Chaque député ouvrier doit redoubler d'effort et d'énergie.

Ces tâches ne peuvent être réalisées qu'avec l'appui unanime des masses. Nous l'avons. La scission elle-même a soulevé une vague puissante qui, tout en rejetant les menchéviks, renforce nos positions. Par un travail plus actif notre fraction réussit à grouper, à attirer à elle les larges masses ouvrières.

Nous vivons et travaillons dans une atmosphère de collaboration et de soutien de toute la classe ouvrière de Russie. Notre travail se ranime, se renforce dans toutes les directions. Tous les signes extérieurs qui, sous un régime de terreur policière, permettent d'apprécier l'état d'esprit des ouvriers, affirment la croissance considérable de l'influence des bolchéviks. Les collectes en faveur de buts révolutionnaires sont plus nombreuses, ainsi que les visites à la fraction ou à la rédaction du journal. Les limites de notre travail parlementaire s'élargissent considérablement.

La session d'automne de la Douma est très courte : un mois et demi. Pour une si petite période, malgré le temps et les forces dépensés dans la lutte contre les 7 et dans les questions intérieures les 6 effectuent un travail important.

Le droit d'interpellation est utilisé au maximum. En un mois et demi, 13 interpellations sont posées au gouvernement, sur la presse, la provocation pendant l'arrestation de la fraction social-démocrate à la IIe Douma; les grèves; les syndicats; les réunions pour les assurances; l'arrestation de délégués; encore la presse; de nouveau les grèves; ma condamnation à une

amende; la grève à l'usine d'Oboukhov; la non-application de la loi sur les assurances dans les entreprises de la couronne; les catastrophes minières; la lutte contre le typhus.

La plupart de ces interpellations sont présentées de façon indépendante, quelques-unes seulement avec les 7, avant la scission de la fraction unifiée. La session n'a eu que 24 séances, par conséquent nous interpellons toutes les deux séances. En outre, les 6 interviennent dans toutes les discussions plus ou moins importantes de la Douma. En 24 séances, les membres de notre fraction interviennent 17 fois.

L'impatience avec laquelle on écoute nos interpellations et nos discours augmente encore après la scission de notre fraction. Pourichkévitch se plaint de ce que les députés ouvriers « inondent » la Douma d'interpellations. La Douma invariablement repousse l'urgence de nos interpellations et les donne à « enterrer » aux commissions. Enragés par nos discours, les Cent-Noirs décident de limiter notre manière d'utiliser la tribune. Avec la participation active du cadet Maklakov, ils rédigent un nouveau *nakaz* qui ne donne que 10 minutes pour défendre une interpellation, et dresse de nombreuses entraves. Ses auteurs déclarent qu'il est dirigé contre ce genre d'interpellations qu'on pose tout en sachant parfaitement que la Douma ne les acceptera pas. Cette mesure nous vise directement nous qui interpellons dans des buts d'agitation révolutionnaire. Le nouveau *nakaz* s'efforce de réduire cette possibilité.

Notre fraction attire les représentants des ouvriers de Piter dans notre travail parlementaire. Ils forment ce qu'on appelle une « commission ouvrière » qui fonctionne régulièrement auprès de notre fraction. Pas tout à fait régulièrement, car la répression nous enlève parfois certains délégués, qui sont rapidement remplacés. La « commission ouvrière » ne fait pas qu'examiner le travail parlementaire, elle transmet en même temps les directives du Parti dans tout le travail illégal.

La « commission ouvrière » se réunit pour la première fois fin janvier à l'ouverture de la session d'hiver de la Douma. Elle se divise en sous-commissions dont chacune s'occupe des projets de loi ou des interpellations ou d'autres questions courantes de la Douma. On discute profondément chaque point. Quand il s'agit d'un projet de loi, on l'examine non seulement dans le cadre tsariste, mais encore pour après la victoire de la révolution. Si on pouvait actuellement rétablir dans leurs détails les réunions de la commission ouvrière, on trouverait dans ses travaux de nombreuses propositions, de nombreuses décisions qui sont actuellement en vigueur sous forme de lois.

C'est avec sa participation qu'est établi le texte du projet de loi sur la journée de 8 heures qui tiendra une place importante dans tout le travail parlementaire de notre fraction. Est-ce qu'il s'agit ici de travail parlementaire « positif » contre lequel notre parti s'est si fortement élevé ? Pas du tout. D'abord, la journée de 8 heures n'entre pas dans les revendications particlles qui, d'après les liquidateurs, peuvent être obtenues de la Douma. Cette revendication fait partie des trois « baleines », des trois mots d'ordre centraux pour lesquels le Parti appelle la classe ouvrière à la lutte. Ainsi, le seul fait de déposer ce projet de loi signifie lancer du haut de la tribune de la Douma un des mots d'ordre les plus combatifs, les plus révolutionnaires.

Cela n'a rien de commun avec le travail parlementaire « positif » ne serait-ce que parce que notre projet de loi ne peut d'aucune façon être accepté par la Douma réactionnaire. Mais cela permettra au Parti de déclencher une nouvelle agitation révolutionnaire.

Evidemment — écrit la *Pravda* dans un appel — nous ne doutons pas une minute que la IV[e] Douma repoussera notre projet de loi. La journée de 8 heures est une des trois revendications fondamentales de la classe ouvrière dans la période présente. Cet objectif ne peut être atteint qu'en liaison avec la situation politique générale du pays. Mais nous avons posé cette question devant la Douma et avons obligé les différents partis à prendre position. Cela facilitera notre lutte pour la journée de 8 heures en dehors de la Douma. En

outre, nous demandons aux ouvriers de se rallier immédiatement à notre projet de loi. Qu'il soit posé non seulement au nom d'un groupe de députés, mais aussi au nom de milliers d'ouvriers [1].

Quelques jours après, la *Pravda* publie le projet de loi et invite les ouvriers à l'examiner et à donner leur avis.

A l'heure actuelle, naturellement, tous les points de notre projet sont évidents et clairs pour tout le monde. Mais alors il en est tout autrement. Il s'agit d'une revendication pour laquelle nous devons lutter de toutes nos forces. Pour conquérir la journée de 8 heures la classe ouvrière devra renverser, détruire complètement tout le régime de l'autocratie. Les victimes arrachées des rangs du prolétariat russe tombent pour le droit de ne travailler que 8 heures par jour.

La publication du projet de loi fait une impression profonde sur les masses ouvrières. Les ouvriers de Piter et d'autres villes de Russie inondent notre fraction et la rédaction de la *Pravda* de résolutions saluant chaleureusement ce projet. Voici une de ces résolutions :

Nous — groupe d'ouvriers de différents ateliers de l'usine Poutilov — remercions chaleureusement les 6 députés ouvriers de la fraction social-démocrate ouvrière russe d'avoir élaboré et déposé à la Douma un projet de loi sur la journée de 8 heures auquel nous nous joignons tous. Nous soutenons fermement nos chers élus [2].

La résolution porte 319 signatures.

Les ouvriers, sachant parfaitement qu'ils n'ont aucune amélioration à attendre de la Douma, démontrent par leurs résolutions enthousiastes qu'ils sont prêts à engager la lutte pour la journée de 8 heures et pour les autres principales revendications révolutionnaires.

Le dépôt à la Douma de ce projet de loi renforce encore la liaison des masses ouvrières avec notre fraction. Parallèle-

1. *Za Pravdou*, n° 40, du 20 novembre 1913.
2. *Za Pravdou*, n° 49.

ment nous constatons que les ouvriers quittent de plus en plus les organisations menchéviks. Les 7 perdent rapidement le reste de leur influence et le contact avec les masses. Les ouvriers, avec leurs revendications, leurs besoins, leurs demandes se rapportant à l'activité proprement parlementaire, viennent à nous et abandonnent les menchéviks. L'activité de la fraction menchévik diminue. Ses membres interviennent sur les questions d'actualité, mais ils ne se sentent pas soutenus. Bon gré, mal gré, les menchéviks eux-mêmes bien que dans de petits cercles, sont forcés d'en convenir.

Les archives du département de la Police ont conservé des informations sur une des réunions des 7, une des dernières de janvier 1914. On y trouve les paroles caractéristiques de deux membres de la fraction avouant enfin où les a conduit leur politique. Tkhenkéli reproche à sa fraction d'avoir « par son activité perdu toute influence, d'être sortie de la scène politique, d'avoir perdu tout contact avec les ouvriers et d'avoir enfin obligé les membres les plus actifs à sortir de la fraction, après quoi toute l'activité de celle-ci s'est complètement éteinte ». Touliakov dit à peu près la même chose ; il déclare que « la fraction qui s'appelle social-démocratie ne reflète en réalité ni à la Douma ni dans la presse la véritable vie et les espoirs de la classe ouvrière. Pour des raisons d'ordre politique, policier et moral, la fraction s'est détachée des ouvriers et se trouve actuellement dans un « splendide isolement » [1].

Il est bien possible que le sbire de l'Okhrana n'ait pas rendu exactement les paroles des députés menchéviks, en tout cas il est indiscutable qu'après la scission la fraction menchévik se désagrège.

Bientôt, au début de janvier 1914, le député Bourianov en sort. Il se disait partisan de Plékhanov ; il profite des vacances de Noël pour aller voir celui-ci et connaître en détail son opinion sur la scission de la fraction. En revenant de l'étranger,

1. Archives du département de la Police, dossier n° 367, 1914, pp. 207-210.

il donne à Tchéidzé une déclaration l'informant de sa sortie de la fraction menchévik :

Naturellement, je comprends bien — écrit-il — comme d'ailleurs vraisemblablement vous l'entendez également, qu'il faut aller chercher hors de la Douma les causes de la scission. Dans de telles conditions, on ne peut parler de l'unité complète de la représentation social-démocrate à la Douma que pour l'avenir, lorsque s'uniront en général tous les cadres des éléments avancés des ouvriers russes conscients. Cependant, tout en s'efforçant d'unir les forces dans l'avenir, j'estime qu'il est absolument nécessaire d'avoir dès maintenant des interventions et une activité communes de tous les députés social-démocrates. Je ne vois d'autre moyen pour cela que l'accord avec la fraction social-démocrate qui a pris le nom de F.S.D.O.R., sur la base de l'égalité des droits. Il est regrettable que jusqu'à présent, nous ayons repoussé cette possibilité d'éviter la scission. Mais j'espère que ma sortie qui vous donne la même force numérique que la F.S.D.O.R., vous permettra de reviser vos opinions sur la possibilité de mener une activité commune, avec égalité de droits[1].

Bourianov ne sait pas être conséquent jusqu'au bout. Il occupe une position bizarre entre les deux fractions, déclare qu'il soutiendra ces deux dernières dans leur activité si celle-ci est en accord « avec la ligne marxiste ».

Un peu plus tard, les menchéviks se voient privés encore d'un des leurs, Mankov, qu'ils sont obligés d'exclure eux-mêmes pour sa nette position de droite. Ainsi donc, la scission de la fraction unifiée est la ruine des menchéviks qui non seulement perdent la confiance des masses, mais encore se désagrègent.

Pendant ce temps, notre fraction bolchévik marche fermement dans la voie ascendante de la lutte révolutionnaire, appuyée fortement sur le large et fidèle soutien de toute la classe ouvrière russe.

---

1. *Proletarskaïa Pravda*, n° 10 (28), du 14 janvier 1914.

Le mouvement révolutionnaire à la veille de la guerre

CHAPITRE XV

Empoisonnement en masse d'ouvrières

Elargissement du mouvement gréviste. — Grève à l'occasion de l'interpellation sur les événements de la Léna. — Empoisonnement d'ouvrières à la Provodnik. *— Empoisonnements en masse à l'usine Tréougolnik. — Nouveaux empoisonnements. — L'interpellation au sujet de Tréougolnik. — Dans les autres entreprises. — Les « explications » du gouvernement à la Douma. — Notre réponse. — Grève de protestation de 120.000 grévistes. — Lock-out. — Démonstration aux obsèques. — Deuxième discours au sujet des empoisonnements. — Pourichkévitch réclame la pendaison.*

En mars 1914 il se produit à Saint-Pétersbourg un accident qui fait exploser le mouvement ouvrier.

Depuis le début du mois une vague de grèves politiques déferle à travers la ville, allant d'une usine à l'autre, toujours grandissante. Dans une série de grèves de 24 heures, les ouvriers protestent contre les mesures de répression concernant la presse ouvrière, les syndicats ou sociétés culturelles, et aussi contre le fait que la Douma rejette systématiquement nos interpellations. Une autre origine de grève de protestation est également la convocation par Rodzianko, d'une réunion secrète au sujet des armements russes. Toutes les fractions sont invitées à envoyer des représentants, sauf les troudoviks et les social-démocrates. Nous protestons à la tribune de la Douma aussi bien contre le gaspillage du revenu national pour de

nouveaux armements que contre la réunion secrète elle-même. Notre protestation est soutenue par 30.000 grévistes.

Vers le milieu de mars le mouvement gréviste s'accroit encore. La Douma accepte l'interpellation sur l'enquête concernant les événements de la Léna mais le gouvernement tarde à répondre ; il a sans doute décidé d'enterrer l'interpellation comme ce fut le cas de beaucoup d'autres. A l'occasion du deuxième anniversaire des fusillades de la Léna, notre fraction décide d'interpeller de nouveau afin d' « accélérer » la réponse du gouvernement. Notre but consiste à organiser en même temps que notre interpellation la manifestation pour l'anniversaire des fusillades qui, en 1914, tombe un jour férié, à Pâques.

Toutes les organisations du Parti sont mobilisées. Une grande agitation est menée dans les entreprises. Le Comité de Saint-Pétersbourg lance un manifeste invitant à soutenir notre interpellation en sortant dans la rue. Dans certaines entreprises, il est décidé de déclencher la grève et de se rendre en masse à la Douma.

Le mouvement est fixé au 13 mars. C'est le rayon de Vyborg qui commence. Dès 3 heures du matin, l'équipe de nuit abandonne le travail, à l'usine Novy Aïvas ; les autres équipes suivent. En même temps les grèves éclatent dans les autres rayons. Dans tout Pétersbourg plus de 60.000 ouvriers dont 40.000 métallurgistes, chôment.

Des meetings sont organisés dans toutes les entreprises, on y vote des résolutions de protestation. Les orateurs du Parti tout en rappelant les fusillades de la Léna parlent des tâches générales de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière.

De puissantes démonstrations parcourent la ville ; les ouvriers sortent des entreprises en chantant ; puis on hisse des drapeaux rouges préparés à l'avance. Les ouvriers de chez Lessner quittent Vyborg et se dirigent vers la Douma. D'autres

ouvriers se joignent à eux au cours de route. Au pont de la Fonderie, la démonstration se heurte à un cordon de police et se disperse. Une autre démonstration réussit à franchir la Néva sur la glace et s'avance vers la Douma, drapeau rouge en tête, par le quai Voskressiensk. Bientôt, elle est attaquée par un détachement de police à cheval qui frappe à coup de *nagaïka*. La foule riposte, jette des pierres et blesse un agent. Une des plus fortes bagarres entre la police et les manifestants se produit sur la perspective Sampsonievski, dans le quartier de Vyborg. On manifeste également au centre de la ville, sur la perspective Nevsky.

Le lendemain de nouvelles grèves éclatent, de nouvelles manifestations parcourent différents rayons. On compte durant ces deux jours 60.000 grévistes.

Le mouvement déclenché par notre interpellation sur les événements de la Léna rebondit à propos de l'empoisonnement en masse d'ouvrières, dans une mesure encore plus considérable, aussi bien par le nombre des grévistes que par la puissance des démonstrations de rues.

La première nouvelle d'empoisonnement nous arrive de Riga, de la fabrique de caoutchouc Provodnik. Dans cette fabrique, on a mis en service une graisse de mauvaise qualité dont les émanations empoisonnent systématiquement les ouvrières. Certaines s'en tirent à bon compte — un évanouissement et quelques jours de maladie — mais il y a aussi des cas mortels. Une journée de travail de plus de 13 heures — et un salaire de misère — 75 copecks par jour au maximum — affaiblit l'organisme des ouvrières qui n'est plus en état de lutter contre les intoxications.

Plusieurs fois les ouvrières sont allées à l'administration à l'inspection des fabriques pour améliorer leurs conditions de travail et en particulier pour faire cesser l'emploi de mauvaise graisse. — Que celles qui ont les nerfs faibles passent à la caisse : voilà la réponse qu'on leur donne.

De nouveaux accidents amènent les ouvriers de la *Pro-*

vodnik à s'adresser à notre fraction (au début de mars 1914), afin de trouver un appui pour obliger l'administration à prendre des mesures. Nous envoyons Malinovski à Riga faire une enquête, et d'après ses informations nous interpellons le ministre du Commerce et de l'Industrie. Voici le texte de l'interpellation :

L'exploitation capitaliste du prolétariat n'a jamais eu d'autres bornes que la dégénérescence physique et la mort des ouvriers. La privation du prolétariat russe de droits politiques, son impossibilité d'opposer au Capital coalisé une organisation aussi puissante, la pression extrêmement forte des hommes d'affaires du Capital sur les dirigeants de notre politique intérieure, — tout cela permet, en Russie, à l'exploitation de prendre des formes auprès desquelles pâlissent les horreurs féodales. La tragédie de la Léna, où les ouvriers, se nourrissant de viande de cheval, furent chassés dans la *taïga* et ensuite fusillés, en est un exemple frappant. Ces derniers temps, des faits de ce genre se produisent ici tout près, au centre des pays de la Baltique, à Riga. L'enquête d'un membre de notre fraction, Malinovski, fournit un tableau de ce genre ; d'une part nouvelles victimes du Capital et d'autre part passivité du gouvernement. Une des plus grosses entreprises de Riga, la fabrique de caoutchouc bien connue Provodnik, qui occupe près de 13.000 ouvriers, en majorité des femmes, est le théâtre de nouvelles tragédies.

L'interpellation est déposée extraordinairement ; malgré cela, avant même qu'elle soit discutée, les accidents de Riga se répètent à Saint-Pétersbourg.

Le 13 mars, on m'appelle au téléphone alors que j'étais à la commission des interpellations. C'est un de nos militants. Les ouvriers de la fabrique Tréougolnik ont, paraît-il, téléphoné plusieurs fois à la fraction en demandant qu'un des députés vienne immédiatement chez eux. Depuis le matin se produisent des empoisonnements en masse. C'est la panique.

J'abandonne la séance et me rends immédiatement à la fabrique. En arrivant, je rencontre une foule d'ouvriers révoltés très agités. De tous les côtés on me pose des questions, mais j'ignore encore tout et c'est à moi d'abord d'interroger. La panique est si grande qu'au premier moment il est impossible

de recevoir des réponses sensées. Chacun donne une version différente, certains parlent même de typhus. De l'infirmerie, des corps sont sortis, l'un derrière l'autre. Combien y en a-t-il ? Personne ne le sait.

Peu à peu, après bien des questions le tableau se précise. Depuis le matin, l'administration fournit aux ouvriers une nouvelle graisse à base d'un succédané de benzine de mauvaise qualité, dégageant des émanations toxiques. Depuis 9 heures, des dizaines de femmes perdent connaissance dans l'atelier des caoutchoucs *Stary Laguer* (vieux camp) que les ouvriers appellent « Sakhaline ». L'intoxication est si forte que certaines perdent la raison. Beaucoup rendent le sang en abondance par le nez et la gorge. On assiste à des scènes atroces. Les ouvrières en tombant se blessent aux coins des établis, aux formes en fer, aux lattes. D'autres, perdant la tête, horrifiées, s'enfuient de l'atelier, sans rien voir devant elles, avec des faces défigurées, toutes bleuies.

Les femmes évanouies sont amenées à l'infirmerie sur des brancards. L'infirmerie est une toute petite pièce, sans aucun lit ; les malades y sont jetés n'importe où. Une fois archi-pleine, les malades sont dirigés vers le restaurant. Celles qui se tiennent encore debout sont reconduites à la porte.

« Si les malades tombent dehors, ils seront ramassés par la police » — disent les représentants de l'administration.

Plus de 200 personnes sont intoxiquées, dont 20 hommes. L'atelier emploie 1.000 ouvriers. La fabrique emploie plus de 13.000 personnes surtout des femmes et c'est pourquoi l'exploitation y est si féroce. Le patron de l'usine Tréougolnik qui a un revenu annuel de plus de 10 millions de roubles presure ses ouvriers au maximum. Le salaire moyen se monte, pour 10 et même 11 heures de travail, à 40-90 copecks par jour. Le travail n'est pas interrompu même pour les repas, les heures supplémentaires sont chose courante.

Après avoir appris des ouvriers comment les empoisonnements se sont produits et combien il est difficile de travailler dans des conditions semblables, je me rends chez le directeur

afin d'obtenir des précisions sur les causes de l'accident et le nombre des victimes.

Après le travail, la foule immense de tous les ouvriers se rassemble dans la cour et demande à connaître le nombre des victimes, leurs noms et des explications sur l'origine des empoisonnements. Parmi eux se trouvent de nombreux parents des ouvriers intoxiqués. Tous sont indignés et serrent les poings. L'administration refuse et appelle la police et lorsque l'un des ouvriers veut prendre la parole, la police attaque et refoule les manifestants en dehors de la fabrique.

Les ouvriers rentrent chez eux très agités. Ils sont inquiets au sujet des leurs et remplis de haine envers les patrons qui, pour se procurer de nouveaux bénéfices, n'hésitent pas à empoisonner les gens.

Le lendemain les empoisonnements se répètent dans un autre atelier. De nouveau, l'infirmerie se remplit de malades. Auparavant, les ouvriers avaient déclaré qu'il était impossible de travailler dans une atmosphère étouffante et chargée d'émanations toxiques. — C'est idiot — déclare le représentant de l'administration — il faut seulement s'y habituer. Nous ne pouvons renoncer à cette graisse parce qu'il s'est produit quelques accidents regrettables. La fabrique est liée par un contrat, par des conditions tout à fait fermes, avec la firme qui lui fournit cette graisse. Il faudra que les ouvriers s'y habituent peu à peu.

A la sortie du travail a lieu un meeting volant auquel assistent plusieurs milliers d'ouvriers. L'un des orateurs propose d'envoyer une délégation à l'administration pour qu'on cesse d'employer cette graisse et pour qu'on installe des ventilateurs. Un autre affirme que la délégation sera certainement arrêtée et que, par conséquent, il vaut mieux déclencher la grève immédiatement sans entrer en pourparlers avec l'administration. Mais l'arrivée d'un fort détachement de police qui disperse le meeting ne permet pas de prendre une décision définitive. Les pierres et les morceaux de béton volent ; deux agents sont blessés.

Le lendemain matin, nous apprenons à la fraction, la répétition des empoisonnements et les bagarres sanglantes entre les ouvriers et la police. De nouveau, quelques centaines d'ouvriers ont été intoxiqués ; de nouveau les civières ont transporté les victimes à l'infirmerie; de nouvelles scènes d'horreur se sont déroulées dans les ateliers. Les ouvriers sont agités au plus haut point. Ils quittent le travail et se rassemblent par groupes dans la cour. C'est ainsi que spontanément, sans aucune décision préalable, la grève devient un fait. On tient un meeting de 10.000 ouvriers aux portes de la fabrique. Des orateurs interviennent simultanément en deux endroits. Les discours ardents sont coupés par les cris d'approbation de la foule. Personne ne parle de déclencher la grève, c'est déjà chose faite. On demande seulement s'il faut poser des revendications à l'administration ou bien faire uniquement une grève de protestation.

Soudain apparaît à l'entrée un détachement de police montée qui se jette sur la foule pour la disperser. Les ouvriers ripostent aux coups de nagaïka et de sabre; on lance des pierres. Il y a des blessés des deux côtés.

Bientôt des renforts de police arrivent à la rescousse. Sabre au clair, on abat tous ceux qu'on peut atteindre. La foule s'enfuit. Certains ouvriers pour se sauver se jettent dans le canal Obvod. Enfin, plusieurs dizaines d'ouvriers sont emmenés aux postes de police.

Craignant de nouveaux incidents, le jour même l'administration ferme la fabrique pour quelques jours ; en outre, elle avertit les ouvriers que si de nouveaux désordres se produisent, la fabrique sera fermée pour un temps indéterminé.

A la première nouvelle des empoisonnements, la fraction décide, dans une réunion extraordinaire, où j'informe des résultats de mon enquête, d'interpeller immédiatement le gouvernement, en reliant cette nouvelle interpellation à celle qui a été déposée la veille pour les incidents de Riga. Le soir même, c'est fait.

Le 13 mars, vers midi, le téléphone retentit de nouveau : Une voix inquiète annonce de nouveaux empoisonnements en masse; il s'agissait cette fois de la fabrique de tabac Bogdanov. On me demande de venir le plus vite possible à la manufacture où règne une complète panique.

Dans la rue Kabinetskaïa où se trouve l'entreprise, je rencontre une foule de plus de 2.000 ouvriers qui, affolés, ont quitté le travail. J'entre dans la cour afin d'apprendre ce qui s'est passé. Malgré l'interdiction de l'administration et de la police, un groupe d'ouvriers réussit à me suivre. Je constate alors un tableau presque identique à celui de la fabrique *Tréougolnik*.

Je me mets à visiter les ateliers, quand, tout à coup, le commissaire de police me rejoint et demande à me parler.

— Bien, lui dis-je, descendons et là nous parlerons.

Nous traversons ensemble tous les ateliers et descendons du cinquième étage jusqu'au bureau.

— Je vous prie de cesser de parcourir la fabrique et de questionner les ouvriers — me déclare le commissaire. Vous n'appartenez pas à la fabrique et je n'ai pas le droit de vous laisser entrer.

— J'ai déjà vu et appris tout ce que je voulais savoir. Ce que je veux encore savoir c'est votre nom et aussi de quel droit vous commandez à l'intérieur d'une fabrique.

Le commissaire, probablement persuadé que toute infraction à la loi n'a pour lui aucune importance, est désemparé, mais doit cependant me donner son nom. Qu'il le veuille ou non, il a devant lui un député à la Douma et il a peur d'avoir des ennuis.

Débarrassé de lui, je me rends chez le directeur de la fabrique et lui demande des explications. La réponse est cynique.

— Les causes des empoisonnements ne sont pas à rechercher à la fabrique. Les ouvrières sont malades parce qu'elles observent le jeûne et mangent du poisson pourri. C'est certainement de cela que proviennent les évanouissements.

Cette réponse sciemment fausse montre que l'administration se dispose à faire retomber toute la responsabilité des accidents sur les ouvriers eux-mêmes.

Le lendemain je donne dans la *Pravda* le détail de ma visite à la manufacture. « Pour ne pas permettre aux entrepreneurs de les empoisonner, les ouvriers doivent s'organiser le plus possible et avant tout créer leur syndicat des ouvriers du tabac ». — c'est ainsi que je termine mon rapport. Tous les autres articles de la *Pravda* relatifs aux empoisonnements appellent également à l'organisation. Nous montrons aux ouvriers indignés que les empoisonnements ne sont que l'expression des conditions abominables de travail et d'exploitation féroce. Et aussi bien dans la presse que dans les meetings, nous tirons les conclusions politiques qui s'imposent et que des exemples vivants rendent d'une clarté limpide.

Après la fabrique Bogdanov, c'est le tour d'autres manufactures de tabac, ensuite d'entreprises de chromo-lithographie; enfin sept autres entreprises. Les intoxications se produisent dans les industries les plus diverses et dans presque tous les rayons de la ville. Les ouvriers évanouis sont transportés dans les plus proches hôpitaux, les infirmeries des entreprises sont combles. Ces accidents en masse font apparaître l'absence de tout secours médical dans toutes les entreprises de Saint-Pétersbourg. Pas de médecin, pas de médicaments, même les plus simples, pas de lits pour coucher les malades, etc...

Les ouvriers accourent tout émus à la fraction nous signaler des cas toujours nouveaux. Tous demandent d'aller voir les leurs, de rechercher l'origine des accidents, de tranquilliser les ouvriers. Je me rends encore dans plusieurs entreprises où je constate les mêmes faits. La panique règne parmi les ouvriers, une profonde indignation contre les fabricants-empoisonneurs se manifeste. S'il n'est pas toujours possible de définir la cause immédiate des empoisonnements, il reste certain, pour tous les ouvriers, que la course aux bénéfices pour laquelle les entrepreneurs négligent les lois les plus élémentaires sur les condi-

tions sanitaires et techniques du travail en est la cause essentielle.

Ces intoxications en masse agitent l'opinion publique. Même les cercles bourgeois ne peuvent sembler ignorer les quelques centaines de victimes. Naturellement ils les expliquent à leur façon et essaient d'en tirer profit. Psychose de masse, hystérie, — telles sont les explications vraiment peu méchantes de la presse bourgeoise. Les porte-parole les plus zélés du Capital, la *Birjevka* (la Bourse) boulevardière, par exemple, déclarent, à la suite des fabricants que les véritables coupables sont... les partis révolutionnaires qui, soi-disant, sont capables de faire empoisonner les ouvriers afin de provoquer des grèves. On lance même des bruits relatifs à un pseudo « Comité d'empoisonnement » qui agirait dans les entreprises. La rumeur, animée par les entrepreneurs, dit même que notre fraction bolchévik a donné l'ordre à ses partisans de répandre du poison afin de provoquer l'agitation ouvrière. Ne reculant devant aucun moyen, le Capital coalisé met en marche sa fabrique de mensonges les plus éhontés et de calomnies les plus dégoûtantes. Tout en essayant de se justifier, la bourgeoisie recourt à la vaine tentative d'utiliser les incidents pour dresser les ouvriers contre les partis révolutionnaires.

Le gouvernement tsariste lui-même ne se décide pas à soutenir les calomnies pourries des scribes bourgeois. La commission du gouvernement près du ministre du Commerce et de l'Industrie doit reconnaître que les « empoisonnements aux manufactures de caoutchouc sont dûs aux émanations de benzine ». Le représentant du ministère, Litvinov-Falinski répond à notre interpellation; il doit reconnaître que la benzine de mauvaise qualité a provoqué des empoisonnements et que ces derniers se distinguent fort peu de ceux provenant de la nicotine dans les manufactures de tabac. Il explique ensuite que l'épidémie s'est répandue dans les autres entreprises par suite de l'atmosphère étouffante des ateliers, de la faiblesse et de l'épuisement de l'organisme des ouvriers et leur énervement. Naturellement, Litvinov ne manque pas de parler de l'hystérie

qui, soi-disant, a joué un grand rôle dans la propagation de la maladie.

Les explications du ministre sont données à la Douma, au milieu d'une atmosphère très tendue et agitée. On sait que la veille, des grèves de masse ont été déclenchées à Saint-Pétersbourg en signe de protestation. Le 17 mars, plus de 30.000 ouvriers de différentes entreprises abandonnent le travail et déclenchent la grève pour protester contre les cas d'empoisonnement. Les 12.000 ouvriers de Poutilov ont lancé le mouvement; ils sont rejoints par les 4.500 ouvriers des chantiers navals. Parmi les grosses entreprises, l'usine Baltinski est également en grève. Les grèves s'accompagnent de nombreuses démonstrations et de bagarres avec la police.

Au moment même où l'interpellation est examinée par la Douma, de nouvelles entreprises se mettent en grève. Les ouvriers de Saint-Pétersbourg sont en ébullition.

Cette vague de révolte vient battre les murs même du palais de Tauride; à leur tour, les réactionnaires s'agitent. Ils comprennent très bien que nos interventions ne font à ce moment-là qu'appeler les ouvriers à se révolter; ils prennent peur et essayent de toutes leurs forces de nous empêcher de parler.

Quand Rodzianko enlève la parole à Touliakov qui défend l'interpellation, je monte à la tribune. Pas pour longtemps. Mon discours est continuellement interrompu par les cris venant des bancs de droite. Du Présidium m'arrive le tintement perpétuel de la sonnette de Rodzianko qui, enfin, trouve le moment opportun pour m'enlever la parole au milieu d'une phrase.

La discussion de notre interpellation dure pendant plusieurs séances, mais les ouvriers de Saint-Pétersbourg ont déjà suffisamment répondu aux explications du gouvernement. Le lendemain la ville est le théâtre de manifestations grandioses et de grèves violentes englobant près de 120.000 personnes.

Dans toutes les entreprises, les cellules du Parti ont mené l'agitation et invité les ouvriers à manifester en masse. Naturellement, cette préparation n'est pas ignorée de l'Okhrana qui,

pendant la nuit, perquisitionne et arrête de nombreux ouvriers. Elle recherche particulièrement les dirigeants des syndicats et des caisses d'assurances qui sont en majorité des militants actifs de notre parti. La police s'efforce d'« enlever » ce jour-là tous ceux qui sont quelque peu « douteux » à cause de leur influence parmi les ouvriers. Bien qu'elle enlève ainsi de nombreux militants, le mouvement ouvrier éclate avec une telle force que la police n'est plus à même de le retenir.

Dès l'aube, la foule ouvrière s'avance en chantant dans les rues qui mènent aux usines. Toutes les entreprises font grève aussi bien les grandes que les petites. Les masses noires des agents et des gendarmes cernent les rayons ouvriers. La police montée, des escadrons entiers de gendarmes, caracolent autour des usines et des fabriques, prêts à lever les nagaïkas et les sabres.

Cependant, les ouvriers sont trop surexcités et il n'est pas facile de disperser leurs manifestations. Ils opposent une résistance acharnée et entrent en bataille rangée avec la police. Dans son rapport, l'Okhrana parle de 13 grandes manifestations, dans différentes parties de la ville. Mais naturellement elle n'a enregistré que les manifestations les plus sérieuses. Il faut encore y ajouter celles qui ont été plus paisibles, sans bagarre. Dans toutes les entreprises, les ouvriers ont quitté le travail et sont sortis dans la rue en chantant et en portant des drapeaux rouges. Par conséquent, il y a autant de démonstrations que d'entreprises à Saint-Pétersbourg. Les plus violentes sont celles de Vyborg.

Dans Saint-Pétersbourg, les bagarres se terminent par des coups de feu. La police veut arrêter un ouvrier, la foule s'élance pour le dégager. C'est alors qu'un agent sort son revolver et tire, blessant deux ouvriers. Un détachement de police montée arrive à son secours. La victoire reste naturellement aux sabres et aux nagaïkas. Plusieurs ouvriers sont arrêtés.

Des bagarres semblables ont lieu dans toute la ville. Les grèves et les démonstrations sont extrêmement violentes.

Le gouvernement et le Capital coalisés comprennent très bien combien ce mouvement est dangereux. Ils passent à l'offensive avec leur arme la plus forte. Le 20 mars, par décision de l'Union des fabricants et des usiniers, c'est le lock-out; le premier jour, il touche déjà plus de 70.000 ouvriers : Poutilov, les deux Lessner, Langesippen, Tréougolnik, Parviainen, Coppelia, Siemens-Halske, Pal, Métalitchetski Kabelni, Gvosdilni, Phénix, etc... Les chantiers navals de la Baltique sont également fermés par ordre de l'adjoint au ministre de la Marine. Les entreprises sont fermées pour une semaine; on prévient les ouvriers que si les grèves se répètent, ils seront licenciés en masse. Les portes des usines sont gardées par des détachements de police. Dans quelques entreprises, aussitôt après l'annonce du lock-out, se tiennent des démonstrations ou des meetings.

Le lock-out prouve que les patrons déclarent une guerre ouverte aux ouvriers. Le gouvernement s'empresse de leur porter secours, afin d'épuiser la résistance ouvrière, il ferme le syndicat des métallurgistes, c'est-à-dire l'état-major du mouvement ouvrier à Saint-Pétersbourg. Par ordre du chef de police, le 21 mars, le syndicat des métaux est interdit « jusqu'à la décision du Conseil pour les sociétés », c'est-à-dire jusqu'à ce que les ouvriers de Piter arrachent de nouveau au tsarisme le droit à l'existence de leur syndicat. L'attaque contre le prolétariat est menée sur tout le front.

Le lock-out qui jette à la rue des dizaines de milliers d'ouvriers soulève la colère des masses. Certains cercles bourgeois en sont même épouvantés. Cela seulement peut expliquer le geste de la Douma de la ville qui vote un crédit de 100.000 roubles pour ouvrir un restaurant pour les ouvriers sans travail. Fait caractéristique : lorsque les ouvriers s'apaiseront et que la Douma de Saint-Pétersbourg reprendra confiance, elle annulera sa décision, bien qu'il y ait encore en ce moment un très grand nombre de chômeurs dans la ville.

Quand les ouvriers apprennent que le lock-out est déclaré, ils envoient des délégations à notre fraction. Il en vient des

usines de la Baltique, Métallurgiste, Poutilov, Tréougolnik, 2e manufacture de fil de la Néva et d'autres. Tous nous demandent de prendre des mesures contre la fermeture illégale des entreprises qui réduit à la famine et au chômage des dizaines de milliers d'ouvriers. Même là où le travail doit reprendre dans une semaine, les ouvriers sont avertis qu'ils ne seront pas payés durant leur congé forcé.

Le lock-out nous apparaît, dit une résolution que les organisations ouvrières du rayon de Nayiski nous envoient, comme une provocation de la part de l'Union des fabricants et des usiniers, une tentative d'obliger les ouvriers à abandonner leurs droits les plus élémentaires; nous nous adressons aux députés ouvriers de la fraction social-démocrate afin qu'ils interpellent le ministre du Commerce et de l'Industrie et qu'ils nous donnent réponse dans un délai de 3 jours. Nous demandons également aux ouvriers qui travaillent encore de venir en aide à leurs camarades dans le besoin.

Notre fraction dépose son interpellation puis, comme elle l'a fait lors des précédents lock-outs, elle organise les secours. Elle mène également la campagne dans la *Pravda* et dans les organisations syndicales pour que les ouvriers lockoutés déposent une plainte contre leur entreprise afin d'obtenir le paiement des journées perdues. Là où le travail est arrêté pour « un temps indéterminé », nous invitons les ouvriers à porter plainte pour recevoir, comme dans les cas de renvoi, le paiement du salaire de deux semaines. La *Pravda* prévient les ouvriers afin d'empêcher qu'on mette dans leur livret de travail, au moment de la paie, la formule « Pas de réclamation », ce qui les empêcherait naturellement de déposer plainte.

Le 21 mars, dans le rayon de Narvski, est organisée une puissante démonstration de rues à laquelle prirent part plus de 2.000 personnes. Dans la perspective Narvski, se tient un meeting, à ciel ouvert ; les orateurs expliquent la nécessité d'organiser la lutte contre le lock-out. Plusieurs manifestants sont arrêtés.

Le même jour, une autre manifestation qui se déroule à

Saint-Pétersbourg montre toute l'ampleur de l'essor révolutionnaire provoqué par les empoisonnements en masse et la nouvelle attaque du gouvernement. Elle est organisée à l'occasion des funérailles de deux ouvriers tués par une explosion à la station électrique de « l'an 1886 ». Plus de 3.000 ouvriers suivent le cortège. Les cercueils sont couverts de couronnes garnies de rubans rouges et d'inscriptions révolutionnaires.

Sous la garde de forts détachements de police, la foule parcourt 18 verstes, depuis l'hôpital d'Oboukhov jusqu'au cimetière Préobrajenski. Elle passe devant des usines que la police à cheval garde pour empêcher les ouvriers de sortir pour se joindre au cortège; cependant, au fur et à mesure qu'on approche du cimetière, la foule devient de plus en plus dense. Le chant du *Souvenir éternel* fait suite à d'autres chants révolutionnaires.

La veille, les ouvriers m'ont demandé d'assister aux obsèques. Quand le cercueil est descendu, je prends la parole.

De nouvelles victimes ont été arrachées des rangs de notre famille, du prolétariat pétersbourgeois. Mais que sont ces victimes pour les cœurs de pierre des capitalistes ?...

Le commissaire de police s'approche et me demande d'interrompre mon discours. Sans m'occuper de lui, je continue :

— Un travail exténuant, des gaz mortels, la mort prématurée, des empoisonnements et enfin le lock-out : telle est la récompense que reçoit l'ouvrier pour son lourd travail, jamais interrompu. Depuis quelques temps les victimes du Capital deviennent de plus en plus nombreuses. Des empoisonnements en masse et des explosions...

Je n'ai pas encore fini cette phrase qu'un détachement de police montée accourt à un signe du commissaire et se précipite dans la foule, près de la tombe même. Les nagaïkas se lèvent. La foule se disperse.

On sort du cimetière en chantant *Souvenir éternel,* plusieurs centaines d'ouvriers retournent chez eux par le train. A la gare d'Oboukhov et tout le long de la route retentissent des

chants révolutionnaires. A Saint-Pétersbourg, lorsque nous sortons de la gare, la foule me porta en triomphe, avec des « hourras » et des acclamations, d'abord dans la salle d'attente de 1re classe et ensuite sur le perron. De tous côtés, la police alarmée se précipite afin d'éviter une nouvelle démonstration au centre même de la ville. Elle entoure la foule et la disperse.

Pendant que les ouvriers enterrent ainsi deux des leurs, la discussion continue à la Douma sur l'interpellation au sujet des empoisonnements. J'y cours afin de pouvoir intervenir dans la discussion où je suis inscrit. Cette fois encore on ne me laisse pas finir mon discours. De même que le commissaire dans le cimetière, Rodzianko m'interrompt et m'empêche de parler.

La majorité réactionnaire décide ce jour-là de ne permettre à aucun social-démocrate de parler. Lorsque, après moi, un des sept prend la parole pour protester contre les calomnies concernant les empoisonnements, Rodzianko lui enlève la parole, et, soutenu par la majorité, l'exclut pour deux séances. Aussitôt des bancs de gauche s'élève un vacarme assourdissant; on proteste, on claque les pupitres. Tous les membres de la fraction social-démocrate s'inscrivent pour protester. Rodzianko ne donne cependant la parole à personne et profite de ce qu'il est tard pour lever la séance

A la séance suivante, lorsque la Douma passe au vote de l'interpellation, les mêmes scènes se répètent. Prenant la parole soi-disant pour expliquer son vote, un des réactionnaires, pogromiste des plus célèbre, le leader de l'extrême droite, Zamyslovski, répète les calomnies ignobles sur « le comité des empoisonnements ».

— Mensonges et calomnies ! Provocateur ! Calomniateur ! crie-t-on à gauche.

En vain Rodzianko tente de mettre fin au vacarme. A son tour, la droite se met à applaudir vivement son leader et nous menace.

Profitant d'une accalmie, Rodzianko exclut pour deux séances Tchéidzé et donne ensuite la parole à Pourichkévitch.

— Les fabriques Laferm, Tréougolnik et Provodnik — déclare ce dernier — étaient considérées comme « réactionnaires »; on n'arrivait par aucun moyen à les faire mettre en grève; c'est alors que ces gens qui siègent ici [il désigne nos bancs] eurent recours aux mesures que vous connaissez.

Vacarme, cris : Hors d'ici! Descendez de la tribune !

— Et puisque ce crime sans nom ébranle les fondements du régime, le cours tranquille de la vie sociale et gouvernementale, — continue Pourichkévitch — ces messieurs [il nous désigne] devraient être jugés d'après les lois militaires et pendus.

Alors que tous les députés ouvriers se voient enlever la parole par Rodzianko dès qu'ils prononcent un mot un peu vif, on laisse Pourichkévitch proférer du haut de la tribune n'importe quelle injure. Sans aucune interruption du président, mais sous les protestations de la gauche, Pourichkévitch retourne à sa place.

On passe au vote. Les incidents de Saint-Pétersbourg ont une telle portée sociale que la Douma réactionnaire n'a pas l'audace de repousser l'interpellation. Cependant, sa majorité ne désire pas du tout connaître la vérité ni trouver les véritables coupables. C'est pourquoi elle repousse notre proposition de nommer une commission spéciale chargée de rechercher les causes des empoisonnements en masse. L'interpellation est renvoyée à la commission générale des interpellations qui a déjà suffisamment d'expérience dans l'art de laisser « se congeler » les interpellations les plus « urgentes ».

Cette décision de la Douma ne gêne pas le moins du monde le gouvernement ni les fabricants dans leur lutte contre la classe ouvrière. Après avoir laissé les ouvriers un certain temps sans travail, les fabricants rouvrent les fabriques, mais ne réembauchent naturellement qu'après un « filtrage » et le licenciement des « suspects » et des « agités ».

CHAPITRE XVI

L'obstruction à la Douma

Poursuites contre des discours prononcés à la Douma. — L'obstruction. — Expulsion des députés de gauche. — Démonstrations et grèves de protestation. — La contre-offensive des Cent-Noirs. — Les liquidateurs soutiennent les libéraux. — Déclaration des trois fractions revenant à la Douma. — La portée de l'obstruction à la Douma.

La situation politique du pays, et, en premier lieu, celle du mouvement ouvrier, met son empreinte sur la lutte parlementaire. C'est justement à ce point de vue qu'est intéressante l'obstruction faite au gouvernement, en avril 1914, et qui provoque l'exclusion de la Douma, pour quinze séances, de tous les social-démocrates et des troudoviks. C'est la répercussion directe du renforcement de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. L'essor révolutionnaire avait, comme d'ordinaire, une certaine influence sur la poussée à gauche des partis libéraux bourgeois. Cependant l'obstruction d'avril met en évidence une autre loi historique de l'attitude des libéraux. Dès que la situation à la Douma devient tant soit peu tendue leurs représentants s'empressent d'abandonner leur politique d'« opposition » et reprennent leur place habituelle dans les rangs de la majorité contre-révolutionnaire de la Douma.

La cause directe de l'obstruction est le fait d'avoir cité en justice Tchéidzé, pour un de ses discours. En parlant d'un projet de loi sur la réforme du Sénat, il avait indiqué les avantages du régime républicain. Sur l'initiative du ministre de l'Intérieur, Maklakov, le Conseil des ministres décide de traduire à cette occasion Tchéidzé devant les tribunaux. Cela se pratiquait déjà auparavant, mais seulement pour l'activité extra-

parlementaire. Ainsi, pour la première fois des poursuites sont intentées contre un député pour une de ses interventions à la Douma. C'est de la part du gouvernement tsariste une attaque directe contre la liberté de parole des députés, liberté déjà si réduite par la présidence réactionnaire de la Douma. Si elle réussit, cela peut rapidement amener la privation de tous les droits des députés de gauche.

Les cadets et les progressistes s'inquiètent fort de cette affaire, non pas naturellement qu'ils se préoccupent du sort des députés social-démocrates, mais ils y voient une violation par le gouvernement des « garanties constitutionnelles », auxquelles les libéraux s'accrochent comme à la plus importante conquête de la « lutte d'émancipation ». Influencés par la situation générale du pays, les libéraux osent ; ils engagent avec les cadets des pourparlers pour voter contre le budget gouvernemental dont la discussion va venir à l'ordre du jour. En même temps, les progressistes déposent un projet de loi concernant l'immunité des députés pour leurs discours à la Douma.

Aussitôt que Rodzianko sent venir un conflit, il s'efforce d'éviter d'une façon ou d'une autre une affaire désagréable pour le gouvernement. Il va voir Gorémykine, fraîchement nommé président du Conseil des ministres, et en revient avec des instructions toutes prêtes. Le résultat de ces « conversations » est que la commission, chargée d'examiner le projet de loi des progressistes, se met à le remanier, à lui ajouter de nombreux articles renforçant les poursuites contre « le mauvais usage de la parole ». Rien ne reste du projet initial.

Ce projet est dirigé en particulier contre les extrêmes gauches ; cela contrebalance le premier point du projet et livre au gouvernement tsariste la tête de tous les social-démocrates et même des troudoviks.

Mais même après avoir ainsi défiguré et transformé ce projet de loi sur « la liberté de parole des députés », la Douma réactionnaire ne se presse pas de le mettre à l'ordre du jour.

La fraction social-démocrate décide alors de déposer la pro-

position, d'interrompre le travail parlementaire jusqu'à ce que le projet de loi soit examiné et adopté. Mais les libéraux, effrayés, refusent de signer cette proposition. Nous en faisons alors une autre : refuser de discuter le budget gouvernemental jusqu'à l'adoption du projet de loi. Naturellement cette proposition est aussi repoussée ! Les progressistes et les cadets, estimant avoir suffisamment fait preuve de courage deviennent plus calmes. Cependant les deux fractions social-démocrates ainsi que les troudoviks décident de ne pas se rendre et d'organiser l'obstruction à l'examen du budget. Pour l'essor du mouvement révolutionnaire dans le pays cette démonstration à la Douma a plus d'importance que dix discours d'opposition même les plus violents.

L'obstruction est fixée à la première séance de la discussion du budget qui tombe le même jour que le second anniversaire de la *Pravda* à l'occasion duquel notre parti organise une « journée de la presse ouvrière ». La cohésion du mouvement des ouvriers de Piter, ce jour-là, les nombreuses résolutions et salutations envoyées au journal, les collectes pour le fonds « de fer » de la *Pravda*, la diffusion de 130.000 exemplaires du numéro spécial, tout cela donne l'assurance que notre démonstration à la Douma provoquera une nouvelle vague révolutionnaire et sera soutenue par toute la classe ouvrière russe.

Avant l'ouverture de la séance du 22 avril est envoyée à Rodzianko, au nom des fractions social-démocrates et des troudoviks une nouvelle proposition d'enlever la question du budget de l'ordre du jour et de la retarder jusqu'au vote du projet sur la liberté de parole des députés.

Après les interventions de représentants des trois fractions qui sont constamment interrompues par l'obstruction de la droite, on vota. A une énorme majorité la Douma repousse notre proposition et décide de passer aussitôt à l'ordre du jour, c'est-à-dire à la discussion du budget. Le rapporteur de la Commission du budget, le député Rjevski monte à la tribune. Les députés des trois fractions de gauche quittent la séance et

délibèrent. Il est décidé de rentrer en séance pour le discours du ministre des Finances, Bark, et de l'empêcher de parler.

Au lieu de Bark, c'est Gorémykine, président du Conseil des ministres, qui intervient d'une façon inattendue. C'est la première fois qu'il prend la parole et profite de la discussion du budget pour se présenter, pour ainsi dire, à la Douma. Gorémykine, ce vieux dignitaire du tsar, avait été élu à la place de Kokovtsev qui paraissait trop faible et trop libéral aux réactionnaires. A Gorémykine revient la tâche d'en finir rapidement avec le mouvement révolutionnaire qui, de mois en mois, devient plus menaçant. Notre obstruction revêt ainsi une importance bien plus grande que celle que nous prévoyions. Dirigée contre le nouveau chef du gouvernement, elle est une démonstration contre le renforcement de la réaction tsariste :

— Messieurs les membres de la Douma d'Empire ! — commence Gorémykine.

C'est tout ce qu'il peut dire. De la gauche s'élève un vacarme assourdissant, les pupitres claquent, on crie « liberté de parole aux députés » !

Le président s'efforce en vain de faire cesser le vacarme. Alors Rodzianko après s'être excusé auprès de Gorémykine d'un tel accueil, propose d'exclure de la Douma, pendant 15 séances, les députés social-démocrates et les troudoviks qui font obstruction.

Gorémykine abandonne la tribune aux députés frappés. Le *nakaz* sur la Douma donne à chaque député qu'on propose d'exclure le droit de s'expliquer. L'un après l'autre, les social-démocrates et les troudoviks viennent protester en termes violents contre cette mesure. Les 6 utilisent leur temps de parole pour accuser le gouvernement et les Cent-Noirs et pour démasquer, en passant, la couardise et l'impuissance de l'opposition libérale.

Les exclusions sont menées rapidement. Rodzianko coupe les « explications » trop longues.

Une partie des députés exclus se refuse à quitter la salle. Les Cent-Noirs vont si loin dans leur complaisance envers le gouvernement qu'ils font sortir les députés exclus *manu militari*. Rodzianko suspend la séance ; pendant l'interruption un détachement de soldats entre dans la salle, et fait la haie pendant que leur chef nous invite à sortir. C'est seulement alors que les députés sortent en disant : « Je me soumets par force ». La Douma observe avec une profonde attention ces violences inouïes, jamais vues encore au palais de Tauride. Dans la loge ministérielle, remplie de monde, tout le Cabinet avec son chef, le Premier ministre, surveille les mesures « punitives » de Rodzianko.

Dès que les députés expulsés sont dehors, Rodzianko ouvre de nouveau la séance. Deux minutes plus tard, c'est la même scène, un détachement de soldats envahit la salle et oblige les députés de gauche à sortir. Enfin, quand il semble que tous les députés qui font de l'obstruction sont dehors, Gorémykine monte de nouveau à la tribune. Mais aussitôt le vacarme recommence de la part des députés de gauche qui ont été épargnés. Le premier ministre ne peut dire un seul mot.

— Faites-les tous sortir — crie-t-on à droite.

— Excusez-moi, Excellence — dit Rodzianko — je dois continuer de châtier.

Un nouveau groupe de députés est sorti de la salle par la force armée et exclu de la Douma pour 10 séances.

Pour la troisième fois, Gorémykine gravit les marches de la tribune ; aussitôt le peu de députés de gauche qui sont restés recommencent le vacarme, crient et font claquer les pupitres. Et ce n'est que lorsque tous les députés des deux fractions social-démocrates et des troudoviks ont été, par ordre de Rodzianko, chassés jusqu'au dernier que le président du Conseil des ministres prononce son discours.

C'est à peine si l'on entend la voix usée de Gorémykine quand il balbutie quelques mots sur l'entente réciproque, la collaboration et les « incidents regrettables » qui se sont pro-

duits à une séance de la Douma. Après lui le ministre des Finances, Bark, intervient ; la Douma d'Empire, enfin débarrassée des discours « malintentionnés » des députés de gauche, passe ensuite à l'examen du budget de l'Etat.

L'attitude des cadets et des progressistes pendant l'exclusion des députés est celle qu'on devait attendre de la part de libéraux dont la véritable place est dans les rangs de la contre-révolution. La veille encore, ils prononçaient des phrases sonores sur la lutte pour la liberté de parole des députés. Aujourd'hui ils ne prennent non seulement pas part à l'obstruction, mais encore certains d'entre eux votent la proposition de Rodzianko d'exclure de la Douma les social-démocrates et les troudoviks. Il y a bien parmi eux quelques abstentionnistes, mais pas un ne vote contre cette proposition. Les cadets défendent même dans leur presse l'emploi de la force armée qui d'après eux « n'est pas qu'un grossier instrument de violence, étant ennoblie du fait d'être dirigée par le chef de la représentation populaire ». Par cette trahison, les cadets se démasquent comme valets de l'autocratie tsariste et des Cent-Noirs.

Il est tout à fait évident que notre obstruction à la Douma ne dépendait pas le moins du monde de la position que prendraient les libéraux envers elle. Comme d'ailleurs pour toutes les autres actions de notre fraction à la Douma, la force et l'efficacité de l'obstruction dépendaient entièrement de l'appui des masses ouvrières, en dehors de la Douma. S'il est vrai qu'à la Douma, d'une façon ou d'une autre, se reflète la lutte politique menée dans le pays, en réalité les problèmes sont résolus hors du palais de Tauride, dans les fabriques et les usines, dans la rue.

Comme en d'autres occasions, notre fraction se mit, d'accord avec les organisations du Parti, pour préparer la riposte ouvrière. Dans les syndicats, les organisations culturelles et autres, où existe une forte cellule bolchévik, notre fraction prend la directive d'organiser une grève de protestation.

L'Okhrana, toujours aux aguets et qui s'attend à de nouveaux mouvements, renforce sa surveillance et entoure chacun des députés bolchéviks d'un réseau serré d'espions. Le local de la fraction est littéralement assiégé. Le soir même du jour où nous sommes exclus de la Douma, l'Okhrana arrête six membres du Parti sortant du siège de la fraction (parmi eux le camarade Rakov) qui sont venus examiner l'organisation de la grève.

Ce fait nous oblige à observer encore plus de prudence afin d'éviter d'autres arrestations. Nous prenons des mesures pour que les représentants des organisations du Parti ne viennent plus à la fraction. Toutes les liaisons avec les cellules du Parti et les autres organisations ouvrières se font dans le secret le plus absolu. Pour la transmission des directives et l'examen de l'organisation du mouvement, nous utilisons les concerts organisés à Pétersbourg dans une salle qui sert ordinairement aux concerts et aux conférences des organisations ouvrières. Nous y venons comme de simples auditeurs ; nous nous y entretenons avec les représentants des organisations ouvrières.

Dès le lendemain de l'expulsion des députés, le matin du 23 avril, les premières grèves de protestation éclatent. Il y a peu de grévistes — environ 4.000 — presque tous imprimeurs. Seule de toutes les grandes entreprises, l'usine Langesippen chôme. Ce sont les premières étincelles annonçant la grève de masse qui le lendemain touchera près de 150 entreprises, grandes et petites. Le 23 avril on compte plus de 55.000 grévistes. Le troisième jour, 15.000 ouvriers viennent élever le nombre des grévistes à 80.000. Le mouvement gagne Moscou et englobe environ 23.000 ouvriers. Les grèves sont accompagnées dans les entreprises de meetings où l'on adopte des résolutions de protestation.

Comme auparavant, la réponse patronale c'est le lock-out. Par décision de l'Union des fabricants et usiniers, 16 grandes entreprises sont fermées mettant plus de 25.000 ouvriers à la rue. Ainsi l'Union des fabricants et usiniers, qui devrait plutôt s'appeler « l'Union des lockouteurs », agit comme un organe

de lutte non économique, mais politique contre la classe ouvrière.

Dans la majorité des entreprises, le travail reprend le 29 avril. Dans d'autres, le lock-out se prolonge jusqu'au 2 mai, afin de punir d'avance les ouvriers pour leur grève du 1er mai. Les capitalistes essayent de briser le mouvement révolutionnaire du prolétariat en le menaçant du chômage et de la faim.

Mais les Cent-Noirs trouvent le lock-out encore trop doux. Ils invitent le Capital et le gouvernement tsariste à renforcer leur offensive contre la classe ouvrière.

L'organe de l'Union du peuple russe, *Rousskoïé Znamia* (le Drapeau russe), propose cyniquement de diminuer les salaires des ouvriers, de tenir à ces derniers « la dragée haute », de liquider une fois pour toutes la représentation ouvrière dans les différentes institutions, c'est-à-dire à la Douma et aux organes d'assurance. Bon gré mal gré, les Cent-Noirs sont obligés de reconnaître la croissance et la force du mouvement révolutionnaire. Ils en voient la cause dans l'agitation de la presse ouvrière et l'activité des députés social-démocrates.

A la grève déclenchée pour l'expulsion des députés, le *Rousskoïé Znamia*, répond dans son leader du n° du 26 avril :

Depuis le moment où, bien imprudemment, on a permis le développement de la presse ouvrière qui se trouve entièrement entre les mains de la fraction social-démocrate, une liaison très étroite s'est établie entre les éléments révolutionnaires de la Douma et les ouvriers. Il y a seulement un an, les mêmes incidents à la Douma n'auraient eu aucune conséquence : les social-démocrates furent, en effet, chassés de la Douma, leurs amis — des forçats évadés — arrêtés, leurs habitations perquisitionnées et les ouvriers ne bougèrent point. Aujourd'hui ces mêmes ouvriers, dont les organisations groupent à Saint-Pétersbourg 200.000 membres, réagissent à chaque geste de leurs parlementaires. Au moindre incident dans les milieux ouvriers, les députés social-démocrates viennent rapporter immédiatement à la tribune de la Douma, blâment le gouvernement, sèment encore plus fortement le désordre parmi les masses ignorantes. D'autre part, les injures, les discours des social-démocrates ont aussitôt leur répercussion parmi les ouvriers. L'obstruction la plus triviale qui a obligé le gouvernement à chasser les social-démocrates

pour mettre un frein à leur insolence, eut comme conséquence une grève, partielle, c'est vrai, mais cependant déjà bien étendue. Il serait bon d'y prêter attention et de réfléchir combien cette liaison directe entre la chair à canon et ces chercheurs de désordres représente de menace pour le gouvernement.

En proposant ces mesures — priver les ouvriers de tous droits politiques et diminuer leurs salaires, puisque, d'après ces faiseurs de pogroms à la Doubrov « on ne fait pas grève quand on a faim et seuls les rassasiés deviennent émeutiers » — le *Rousskoïé Znamïa* conclut:

Alors seulement il sera possible de rétablir l'ordre, de se passer des régiments de police montée qui actuellement doivent garder les rues de la capitale contre les ouvriers, à chaque boutade des social-démocrates de la Douma.

Ainsi, les partisans de l'Union voient parfaitement les liens qui unissent les députés ouvriers aux grandes masses prolétariennes, dont l'appui donné par le prolétariat de Piter, Moscou et autres villes à nos interventions est la meilleure preuve.

Tandis que notre fraction, ainsi que les deux autres ayant participé à l'obstruction reçoivent de tous côtés des résolutions de soutien et des encouragements des organisations, les cadets sont obligés devant leurs électeurs de recourir à la ruse pour expliquer leur conduite. Le représentant le plus franc de l'aile droite de la fraction cadette, le député moscovite Maklakov, raconte à la tribune de la Douma, avec beaucoup d'amertume, qu'il a été obligé d'aller à Moscou afin d'expliquer à ses électeurs pourquoi il n'a pas voté contre l'expulsion des députés de gauche de la Douma.

Je vois là, dit-il, le commencement d'une agitation sociale qui, malheureusement pour nous, Messieurs, ne prend par les voies légales en lesquelles on commence à ne plus croire et qui se répand malgré nous sur toute la terre russe.

« Il est exact que les tendances révolutionnaires se développent — dit Milioukov lui-même, leader des cadets, répétant ainsi Maklakov — et bien c'est très triste. » Freiner à tout prix

la marche de la révolution : tels sont la pensée et le but de toute la politique des partis libéraux. Et même lorsqu'ils attaquent le gouvernement, leur principal argument est que ce dernier, par son attitude, éveillerait et déchainerait les forces révolutionnaires.

Et au moment où les cadets, ainsi que leurs plus proches voisins et alliés, les progressistes, abattent leurs cartes avec une franchise si cynique, les liquidateurs parlent encore d' « actions communes » avec les libéraux. Dans les colonnes de leur organe, ils écrivent que le prolétariat n'hésitera pas « quand les forces progressistes de la bourgeoisie désireront des actions communes ». Dans leur appréciation de la situation créée, les liquidateurs essaient de nouveau d'imposer à la classe ouvrière leur programme de « coalition ouvrière ». « La question de la liberté de parole à la Douma et de l'immunité parlementaire est au centre de la vie politique du pays » — écrit la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazetta* (le Journal ouvrier du Nord) menchévik. Cette question est étroitement liée avec les revendications essentielles qui ont été formulées en août 1912 (c'est-à-dire par le Bloc d'août). La *Pravda* combat énergiquement les liquidateurs en démontrant que la lutte de la classe ouvrière se mène et doit être menée sur la base des trois vieux mots d'ordre « intégraux ». La question de la liberté de parole à la Douma ne peut pas du tout jouer un rôle central ; les incidents de la Douma ne peuvent servir qu'à poser la question générale du renforcement de la lutte révolutionnaire.

Les libéraux n'ont pas encore eu le temps de se justifier d'avoir soutenu MM. Rodzianko et Pourichkévitch dans leur lutte contre les députés social-démocrates et les troudoviks, qu'ils reçoivent des liquidateurs une proposition aimable d'action commune... Eriger en mot d'ordre actuel l'action commune avec la bourgeoisie, cela signifie commettre une très grande faute envers les intérêts de tout le mouvement. Le mot d'ordre actuel, ce n'est pas l'accord avec la bourgeoisie (action commune), mais le développement du mouvement en dépit des hésitations et des trahisons de la bourgeoisie. Les actions communes avec la bourgeoisie dont les liquidateurs prennent tant soin, peuvent avoir lieu à la Douma ; mais on doit chercher le mot

d'ordre du jour, hors de la Douma... La classe ouvrière est également pour des « actions communes », mais seulement sur un terrain, et avec des mots d'ordre que repoussent et les libéraux et les liquidateurs [1].

Une autre chose encore caractéristique pour les menchéviks est leur attitude envers le mouvement de grève qui éclate à Piter au sujet de l'expulsion des députés de gauche. Ils restent ici fidèles à eux-mêmes. L'ampleur du mouvement les épouvante. Ils perdent la tête en face de puissants événements révolutionnaires et, suivant leur politique opportuniste, essaient de les arrêter.

Les rapports du département de l'Okhrana relatent la réunion de la fraction menchévik du 25 avril où l'on examine, en présence de Dan, la grève de protestation des ouvriers pétersbourgeois. On y entend dire qu' « il faut remercier les ouvriers de leur appui et leur demander de reporter la grève au 1er mai ». C'est dans cet esprit qu'est adoptée une résolution, reconnaissant la nécessité de « convaincre les ouvriers de cesser la grève immédiatement afin de la faire rebondir avec une force nouvelle le 1er mai [2] ».

Le même rapport de police donne des détails sur la réunion des sept en montrant les hésitations, les flottements existant au sein même de la fraction menchévik. Il ne fait pas de doute que l'essor de la lutte révolutionnaire agit sur certains députés menchéviks. C'est ainsi que l'Okhrana dit : « Tkhenkeli montre que la fraction doit rejeter sa vieille tactique d'activité purement parlementaire ; elle doit, tout en utilisant toutes les possibilités de la Douma, abandonner le mot d'ordre « Ménageons la Douma à tout prix », et passer au travail « vraiment révolutionnaire ». Cependant cette position est combattue par certains autres députés. Tchéidzé, par exemple, invite la fraction « à rester calme, ce qui est absolument indispensable dans

1. *Pout Pravdy* (La Voie de la vérité), n° 73 du 29 avril 1914.
2. Archives du département de la Police, 1914, n° 307, page 259.

la période présente, et à tenter de faire quelque chose dans les limites légales ».

Inutile de démontrer que freiner ainsi le mouvement gréviste au moment du plein essor de la lutte révolutionnaire ne peut que nuire. Cependant, l'influence des menchéviks est si affaiblie qu'ils sont bien incapables d'arrêter le développement du mouvement révolutionnaire. La grève de protestation contre l'expulsion des députés de gauche, qui réunit 80.000 ouvriers pétersbourgeois, manifeste une grande cohésion et produit une très forte impression dans tout le pays.

En l'absence des députés de gauche, les libéraux prononcent des discours d'opposition et même déposent des demandes de passer à l'ordre du jour hostiles au gouvernement ; mais cela ne retarde pas le moins du monde l'examen rapide du budget gouvernemental dont chaque paragraphe est approuvé invariablement par la majorité de la Douma. Le départ des députés de gauche donne au gouvernement l'atmosphère tranquille désirable. Voulant profiter de cette « accalmie », tous les ministres demandent à Rodzianko de mettre leurs rapports à l'ordre du jour des prochaines séances. La presse annonce que le Saint-Synode surtout est pressé. « Ils reviendront de leurs vacances forcées encore plus furieux, ils se mettront à mordre », dit un des dirigeants du Synode.

Devant les députés des trois fractions de gauche se pose la même question, savoir quelle attitude prendre en rentrant à la Douma. Certains pensent qu'il faut continuer l'obstruction ; d'autres proposent d'adopter un nouveau système d'obstruction, celle de faire traîner l'examen du budget en prononçant de longs discours ; enfin, on fait la proposition de considérer l'incident comme clos et de passer à la tactique parlementaire habituelle. Mais les députés des trois fractions prennent une décision commune : faire à la rentrée une déclaration et prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'elle soit lue.

Le texte de la déclaration est élaboré et accepté dans une séance commune des trois fractions de gauche. Bien qu'elle soit tenue dans le plus grand secret, on verra par la suite que Rod-

zianko en eut connaissance par l'intermédiaire de l'Okhrana. Le jour de la rentrée des députés de gauche, le 7 mai, Rodzianko monte lui-même au fauteuil présidentiel avec l'intention bien ferme de ne pas laisser lire la déclaration. De notre côté, nous faisons inscrire plusieurs orateurs, afin que si la parole est enlevée à Kérenski, chargé de lire la déclaration, un autre député puisse continuer. Une véritable lutte s'engage entre les orateurs et le président, mais en définitive presque toute la déclaration est lue.

Ainsi, avec l'aide même de Rodzianko et bien malgré lui, le retour des députés des fractions de gauche se transforme en une nouvelle et puissante démonstration qui attire sur elle l'attention du pays.

Les incidents survenus en avril à la Douma et qui provoquent la riposte de la masse ouvrière, jouent un rôle assez important dans le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire. Ce rôle est prouvé d'une façon directe, par exemple, par les manifestations du 1er Mai qui, en 1914, dépassent en puissance toutes les précédentes. Bien qu'à Saint-Pétersbourg, ce jour-là on compte 250.000 grévistes et 50.000 à Moscou. Et même dans les villes de province où jusqu'alors le mouvement ouvrier restait faible, le 1er Mai est particulièrement puissant.

Tout cela montre que la classe ouvrière se prépare d'une façon menaçante à la lutte décisive contre le tsarisme. La meilleure preuve de cette vague montante du mouvement ouvrier sera peut-être l'aveu même de l'ennemi mortel de la révolution, Pourichkévitch, qui, sous l'impression des grèves du 1er Mai, déclare dans son discours du 2 mai à la Douma :

> Nous assistons à des choses étonnantes, nous traversons des jours qui rappellent 1904 et si nous ne sommes pas aveugles, nous voyons, en faisant cette analogie, que ce qui se passe aujourd'hui ressemble énormément, sinon identiquement, à ce qui se passait en 1904.

Ce n'est plus les députés ouvriers, c'est Pourichkévitch lui-même, le chef, la tête des Cent-Noirs tsaristes qui parle de l'ap-

proche de l'époque révolutionnaire. Cela seul suffit pour montrer jusqu'où monte la vague révolutionnaire.

Bien que le budget soit discuté dans sa plus grande partie durant notre absence, nous réussissons néanmoins à intervenir sur différents points. Chacun de ces discours est dirigé contre toute la politique gouvernementale; les rapports de chaque ministre sont critiqués non seulement en tant que tels, mais en liaison avec la critique générale de l'ordre tsariste.

La fraction me charge d'intervenir, le 16 mai, sur le rapport du ministre de l'Instruction publique. Cette question occupe particulièrement l'attention publique. Le nouveau ministre, Kasso, dévaste les universités, poursuit les professeurs, arrête les étudiants et les envoie en exil. Il va même jusqu'à arrêter de tout jeunes gens, élèves des écoles moyennes, pour avoir fait partie de cercles non politiques, comme ce fut le cas pour ceux appelés les « vitmérovtsev ». Mon discours, composé en grande partie de matériaux que Vladimir Ilitch lui-même m'envoie de Cracovie, a pour but de dénoncer ce despotisme hideux et, en même temps, de démasquer toute l'hypocrisie, tout le mensonge des mesures proposées par les cadets et les autres partis libéraux.

Mon discours, ainsi que ceux des autres membres de notre fraction, sur le budget, sont publiés dans la *Pravda* (*Troudovaïa Pravda*, n° 91) ; ils alimentent l'agitation que mène notre parti parmi la classe ouvrière à cette époque d'essor du mouvement révolutionnaire.

CHAPITRE XVII

Roman Malinovski

Démission de Malinovski. — Déclaration de la fraction. — Malinovski — provocateur. — L'Okhrana et l'élection de Malinovski. — Aux ordres de la Sûreté. — Arrestation de Sverdlov et de Staline. — Attitude de Malinovski à la fraction. — Pourquoi Malinovski quitta la Douma. — Le jugement de Malinovski.

Le lendemain même de la rentrée à la Douma des députés expulsés, vers 4 heures environ, Malinovski entre dans le cabinet de Rodzianko et lui dit, en jetant des papiers sur la table :

— Adieu !

Rodzianko s'étonne; Malinovski répond : « Lisez et vous verrez » ; il lui annonce ensuite en quelques mots qu'il se démet de son mandat de député et part le jour même pour l'étranger.

A ce moment, un seul membre de notre fraction, Mouranov, est à la Douma. Il court nous téléphoner l'événement. Une demi-heure plus tard, lorsque nous nous réunissons au siège de la fraction, la déclaration de Malinovski a déjà été lue par le président.

C'est pour nous un coup de foudre : jamais Malinovski ne nous a laissé pressentir quoi que ce soit. Déposer son mandat de député non seulement sans en informer les organes dirigeants du Parti, mais encore la fraction, constitue une violation inouïe de la discipline du Parti, dont seuls des traîtres ou des renégats sont capables ; sur le moment, il nous est impossible de nous figurer même de quoi il s'agit.

Nous envoyons aussitôt Pétrovski donner à Malinovski l'ordre de se rendre immédiatement à la fraction pour s'expliquer.

Malinovski refuse en disant qu'il est si ému qu'il lui serait impossible de s'expliquer maintenant. Nous renvoyons Pétrovski avec l'ordre catégorique de ramener Malinovski. Nouveau refus. Très agité, complètement hors de lui, il s'écrie :

— Condamnez-moi, faites tout ce que vous voudrez, mais je ne dirai rien.

Il déclare ensuite qu'il part le soir même et montre son passeport tout prêt.

Tous les efforts pour obtenir des explications sont vains. Les lettres urgentes de la fraction et du camarade Kaménev ne l'atteignent qu'à la gare, au moment où le train part.

La démission de Malinovski et son départ précipité mettent d'abord notre fraction dans une situation difficile. Ce n'est pas seulement trahir le Parti et la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est encore fournir des armes à tous nos ennemis qui font de cette démission une « affaire sensationnelle » sur les soi-disant malaises existant au sein de notre parti. De tous côtés on fait courir des bruits, on lance des allusions dégoûtantes, des remarques sur les désaccords et les querelles à l'intérieur de notre fraction et de notre parti.

Nous n'avons encore rien qui permette de mettre en doute l'activité passée de Malinovski. Cependant toutes sortes de bruits, de calomnies sont répandus par les partis bourgeois et les liquidateurs à seule fin de compromettre toute notre fraction et avec elle notre parti. La lumière doit être faite. Et la fraction décide de faire connaître exactement à la classe ouvrière et l'acte de Malinovski et toutes ses conséquences.

Le lendemain même, nous publions dans la *Pravda* tout ce que nous savons. Le lundi suivant (la *Pravda* ne sort pas le dimanche), paraît un numéro spécial donnant exactement tous les renseignements que la fraction possède. Puis le journal communique chaque jour les mesures prises par la fraction pour faire la vérité sur la démission de Malinovski. Sans avoir encore de raisons de l'incriminer, la fraction condamne immédiatement, d'une façon nette et résolue, son départ comme un acte de désorganisation.

Elle publie dans la *Pravda* (n° 91, du 26 mai) une déclaration dans laquelle on lit :

...Malinovski a dit lui-même, au moment des élections, qu'il posait sa candidature « à la demande du Parti social-démocrate ouvrier russe ». C'était en effet le principe sur lequel le député ouvrier se basait aux élections, principe absolument obligatoire pour tout parti organisé. Il est évident que chaque ouvrier conscient doit maintenir fermement ce principe essentiel dans la lutte contre tous les partis bourgeois et petits-bourgeois, qui souvent accordent des mandats à des carriéristes et n'observent aucune véritable discipline de parti. Violant ce principe, Malinovski s'est démis de son mandat de député sans prendre l'avis des organisations dirigeantes ni de ses collègues les plus proches, la fraction du P.O.S.D.R. Cette attitude est inadmissible pour tout ouvrier organisé et conscient; elle constitue une violation de la discipline et un acte anarchiste... Cette conduite doit être condamnée résolument, au même titre que l'action d'une sentinelle qui quitterait son poste volontairement... Le fait que Malinovski a reconnu avoir agi sans prendre garde aux responsabilités n'amoindrit pas le moins du monde son crime qui l'a mis hors de nos rangs. La fraction du P.O.S.D.R. demande à tous les ouvriers conscients d'appuyer sa décision afin que de tels faits ne puissent se répéter parmi le prolétariat marxiste organisé...

La masse ouvrière réagit comme nous l'escomptons. A notre fraction et à la rédaction de la *Pravda* arrive un flot de télégrammes ; on condamne la conduite criminelle de Malinovski, on exprime en même temps la confiance absolue dans le travail de la fraction et on promet de la soutenir.

La brèche faite provisoirement par la trahison de Malinovski est comblée par le soutien unanime de tous les groupes d'avant-garde de la classe ouvrière. Notre fraction comprend maintenant 5 membres au lieu de 6 ; elle réorganise son travail. Aussi bien à la tribune de la Douma qu'en dehors, la fraction continue à mener la lutte révolutionnaire en redoublant d'efforts.

Je raconte ici sommairement comment et dans quelle situation Malinovski donna sa démission. Les causes de ce départ restèrent longtemps ignorées. Nous nous l'expliquions, — ce qui paraissait alors assez vraisemblable, — par une extrême fatigue nerveuse et un déséquilibre moral. Certains traits de

Malinovski — sa surexcitation, son emportement, ses sautes d'humeur dont souvent son entourage souffrait — semblaient permettre cette conclusion.

C'est seulement après la révolution que les véritables causes de la conduite de Malinovski apparurent entièrement. Dans les archives du département de la Police, tombées dans les mains du public, on voit parmi d'autres provocateurs, figurer Malinovski. Ces archives, ainsi que le jugement de Malinovski, permettent maintenant de connaître toute l'histoire de sa trahison et de son rôle de provocateur.

C'est en 1910, que Malinovski devient agent de l'Okhrana de Moscou sous le nom de « tailleur ». Il vivait alors à Moscou après avoir été expulsé de Saint-Pétersbourg. On peut supposer qu'il avait déjà auparavant, à Saint-Pétersbourg, des relations avec l'Okhrana, mais il ne devient complètement provocateur qu'à Moscou.

Arrêté avec un groupe de militants du Parti pour une affaire quelconque, Malinovski offre ses services à l'Okhrana, qui accepte. Dès lors, il est un agent actif et énergique, on lui confie des missions très importantes, on dirige toute son activité de provocateur.

Très capable, intelligent, Malinovski s'efforce de pénétrer au plus profond des organisations du Parti et d'établir le plus de relations possibles. Il apparaît dans toutes les réunions, va dans les clubs ouvriers, les syndicats, parle partout et participe activement au travail d'organisation. Il est caractéristique qu'à cette époque Malinovski se fait passer à la fois pour un bolchévik et pour un menchévik. Chez les menchéviks il attaque les bolchéviks ; chez ceux-ci, il se donne comme un adversaire acharné des premiers. Et il dénonce à l'Okhrana et les uns et les autres.

C'est sur ses indications que sont arrêtés de nombreux militants du Parti et que sont détruites même des organisations entières. Il informe l'Okhrana des réunions prévues, des pseudonymes et de l'identité véritable des militants illégaux, de la composition des organismes dirigeants, des adresses des dépôts

de littérature, des imprimeries, en un mot de toute l'activité du Parti. C'est lui qui fait arrêter en 1910 à Moscou les membres du C.C. dirigeant le travail des social-démocrates en Russie. Il fournit les matériaux permettant de détruire le groupe conciliateur « la Renaissance », dirigé par Milioutine. Il fait liquider le centre bolchévik nouvellement formé à Toula et fait arrêter les camarades V. Noguine, G. Leiteisen-Lindov et Sophie Smidovitch. C'est à lui que les membres du C.C. : F. Golochtchékine, B. Breslay, et d'autres menchéviks, Cher, Tchirkine, etc., doivent leur arrestation. Malinovski a sur la conscience, quand il « travaille » à Moscou, l'arrestation de nombreux militants révolutionnaires qu'il dénonce à l'Okhrana.

Par précaution, l'Okhrana l'arrête, par exemple, avec d'autres participants d'une réunion découverte. Elle le garde quelques jours en prison et le libère ensuite, alors que les autres sont envoyés en exil. Parfois, pour plus de prudence, elle les libère tous pour les arrêter de nouveau ensuite, sauf Malinovski.

Grâce à sa prudence, son habileté et ses capacités, Malinovski s'élève rapidement dans le Parti. Déjà auparavant, à Saint-Pétersbourg, il s'est révélé comme un militant syndical capable et actif. Durant 3 ans, de 1906 à 1909, Malinovski est le secrétaire du syndicat des métaux de Saint-Pétersbourg, l'un des plus importants, des plus riches en militants. Rien que cela démontre la grande capacité de Malinovski et son habileté à conquérir de l'influence sur les masses ouvrières.

Tout cela rend Malinovski populaire et lui permet d'être candidat aux élections à la Douma. Extrêmement ambitieux, il prend toutes ses dispositions pour être élu. Cependant, il n'y a pas de doute qu'il poursuit également d'autres buts. Le directeur du département de la Police, Béletski, dans sa déposition au procès Malinovski (Béletski fut arrêté après la révolution et fusillé) déclare que Malinovski a voulu entrer à la Douma afin de consolider sa situation à l'Okhrana et d'augmenter sa rétribution. Prenant goût au travail de provocateur, Malinovski se prépare à travailler sur une large échelle.

C'est lui-même qui convainc l'Okhrana qu'il serait avantageux pour elle d'avoir un « indicateur » à la Douma. L'Okhrana naturellement acquiesce. Ce projet qui convient entièrement à ses mœurs et ses méthodes de travail lui plaît infiniment. Les autorités supérieures elles-mêmes s'occupent de la question : faire entrer à la Douma l'agent de l'Okhrana de Moscou, le « tailleur ». On obtient même l'approbation du ministre de l'Intérieur, Makarov. Béletski et son adjoint Vissarionov envoient à Moscou un télégramme chiffré pour que ses services prennent toutes mesures pour faciliter l'élection de Malinovski.

Le premier obstacle, c'est le passé de Malinovski qui a plusieurs condamnations de droit commun. D'après la loi, il n'est pas éligible. Mais, aidé par l'Okhrana, Malinovski se rend dans son pays, en Pologne, et, en soudoyant un employé, il se procure un certificat assurant qu'il n'a jamais subi de condamnation.

Une autre difficulté, c'est son stage dans une même entreprise. Malinovski travaille dans une fabrique peu importante des environs de Moscou depuis presque six mois. Mais quelques semaines avant les élections, il se dispute avec un contremaître qui menace de le renvoyer. L'Okhrana intervient, fait arrêter le contremaître et le maintient en prison pendant tout le temps qu'il faut pour ne pas empêcher l'élection de Malinovski. Malgré cela, ce dernier est renvoyé, il achète alors un des employés de bureau qui lui fournit un certificat disant qu'il est « en vacances ». Ainsi c'est bien la police qui l'aide à écarter tous les obstacles s'opposant à son élection.

En même temps, Malinovski se livre à un travail énergique pour écarter ses concurrents. En fin de compte, il obtient que les autres candidatures soient retirées et que son élection soit, de cette façon, assurée.

Voilà Malinovski à la Douma ; un immense champ d'activité s'ouvre devant lui. Il devient l'un des plus importants collaborateurs de l'Okhrana. Il reçoit des ordres du chef même du département de la Police, Béletski.

Malinovski est inscrit dans les listes de l'Okhrana sous le nom de X. Il reçoit d'abord 500 roubles par mois puis 700. En outre, on lui donne des primes et ses indications les plus importantes sont payées à part. L'Okhrana fait installer, à ses frais, dans son appartement, le téléphone avec lequel, par un code spécial, il prend rendez-vous avec Béletski. Ils se rencontrent ordinairement dans un cabinet particulier d'un restaurant. Béletski s'y rend avec un adjoint, Vissarionov, qui inscrit toutes les informations de Malinovski. Ordinairement, raconte, Béletski, il pose à l'avance les questions à Malinovski et aussitôt qu'il a les réponses il ordonne les poursuites, les arrestations, les perquisitions, les déportations. On observe la plus grande prudence afin de préserver Malinovski de tout soupçon. Lorsque le département de la Police décide, en février 1913, d'arrêter E. Rozmirovitch, Malinovski conseille de le faire à Kiev, afin d'éviter les soupçons. Plus tard, lorsqu'on apprend que cette arrestation a cependant alerté le centre de l'étranger, c'est encore sur les indications de Malinovski que Rozmirovitch est libérée[1].

Les informations de Malinovski sont excessivement précieuses, car il est au courant non seulement des affaires de la fraction, mais du travail illégal du Parti. Voici un exemple qui montre l'étendue des ravages qu'il a opérés. Il tient systématiquement la police au courant de ce qui se passe à la rédaction de la *Pravda*, non seulement en ce qui concerne les collaborateurs, les réunions qui s'y tiennent, mais encore il fournit des renseignements de la situation financière du journal. Ainsi, comme l'avoue Béletski, il permet à la police de frapper le journal d'amendes, de confiscation dans les moments les plus difficiles. En outre, l'Okhrana apprend par Malinovski la véritable identité de ceux qui collectent en faveur de la *Pravda*, et ses abonnés. Ces listes servent aux arrestations ou poursuites

1. La police en finit avec la camarade Rozmirovitch en avril 1914, lorsqu'elle l'arrête avec Condordia Samoïlova et P. Koudelli à la rédaction du journal *Rabotnitsh* (l'Ouvrière), qui se réunissait chez Koudelli. Rozmirovitch fut alors déportée.

Voilà l'œuvre de Malinovski rien qu'en ce qui concerne notre journal.

Son éloquence fait de Malinovski un des principaux orateurs de notre fraction ; il possède à fond l'art de parler et de gesticuler, il tient facilement la tribune. Mais si l'on examine d'un peu près le contenu de ses discours et de ses formules, on peut se rendre compte qu'il s'exprime d'une façon bien plus « correcte » que les autres députés. Ceux-ci prennent un ton net, cinglant, comme il convient quand on s'adresse à des ennemis ; Malinovski, lui, évite toujours les termes les plus brutaux, essaie de poser les questions moins nettement, s'efforce, par tous les moyens, de châtrer ses discours, de les vider du contenu révolutionnaire que le Parti estime obligatoire et nécessaire pour toutes les interventions de notre fraction à la Douma.

S'il lui arrive de parler dans une réunion hors de la Douma, Malinovski a recours à des moyens plus simples pour rendre son discours « inoffensif ». La police y envoie un des siens qui est chargé de couper le discours de Malinovski à l'endroit convenu. C'est le cas par exemple du discours de Malinovski au congrès des employés de commerce et d'industrie à Moscou qui, à cette époque, est important.

Malinovski une fois député opère surtout à Saint-Pétersbourg, où il est attaché au département même de la Police. Mais il ne rompt pas ses liaisons avec l'Okhrana de Moscou. A chacun de ses voyages, il lui donne différentes indications, donne à l'Okhrana de Moscou les renseignements nécessaires et en reçoit des primes spéciales. Ses voyages à Moscou donnent lieu à de nouvelles arrestations.

A Saint-Pétersbourg, Malinovski informe Béletski des réunions de la fraction, des projets des députés, des tournées et des impressions qu'ils en rapportent.

Ainsi avertie l'Okhrana prévient ses services locaux et leur donne l'ordre d'empêcher par tous les moyens les réunions avec la participation des députés. Une fois même la police exige que lui soient communiquées les archives de la fraction

et Béletski y prend note de tout ce qu'il veut. Béletski ajoute même dans son témoignage que Malinovski lui livra les envois de littérature illégale qui arrivaient à Saint-Pétersbourg. A la vérité, Malinovski n'ose pas tout transmettre à la police, mais une bonne partie de la littérature transportée avec tant de peine par le Parti se perd.

Craignant de compromettre son indicateur, l'Okhrana est très prudente dans ses arrestations de militants du Parti qui sont en contact avec Malinovski. Cependant, lorsque Sverdlov et Staline arrivent à Saint-Pétersbourg, le département de la Police exige que Malinovski les livre.

Sverdlov est arrêté dans les conditions suivantes: il vient de s'enfuir de son lieu d'exil et se cache chez moi. La police, évidemment d'après les indications de Malinovski, envoie des mouchards. Un jour le portier vient me demander s'il n'y a pas chez moi un homme dont le signalement, qu'il me donne, correspond à celui de Sverdlov. Naturellement, je réponds que je n'ai aucun étranger chez moi.

En tout cas, Sverdlov n'est plus en sûreté. Le jour même, nous décidons de le mener ailleurs. Après nous être entendu avec Sverdlov, nous sortons Malinovski et moi, le soir dans la rue afin de voir si tout est tranquille. Personne ; nous allumons une cigarette, — signal convenu. Sverdlov répond : il éteint la lumière et ferme la croisée. Quelques minutes plus tard, il sort dans la cour. Nous l'aidons à franchir le mur, puis un autre, celui d'un dépôt quelconque, enfin il saute sur la rive où l'attend déjà une voiture. Sverdlov se rend chez Malinovski et de là chez Pétrovski où la nuit même il est arrêté. Ainsi Malinovski qui s' « inquiétait » tant de la sécurité de Sverdlov s'est empressé de téléphoner à la police l'adresse du fugitif.

Le jour même, Malinovski rencontre Staline. Staline vient de s'enfuir une fois de plus, se cache et ne sort pas. La police attend impatiemment le moment où il se montrera dans la rue. Cela se présente bientôt. Dans la salle de la Bourse Kalachnikov est organisé un concert au profit de la *Pravda* et d'autres orga-

nismes révolutionnaires. A ces sortes de concerts assistent, le plus souvent en grande majorité, des intellectuels sympathisants et des ouvriers ; y viennent également des militants légaux et même des camarades illégaux qui, dans la foule, réussissent à y rencontrer ceux dont ils ont besoin et à s'entretenir avec eux. Staline décide de s'y rendre. Malinovski l'apprend et informe aussitôt la police. Devant nos yeux, le soir même, l'Okhrana se saisit de Staline dans une des salles de la Bourse.

Voilà deux exemples permettant de juger de l'envergure des trahisons de Malinovski. Il livre à la police les meilleurs militants de notre parti qui ne s'échappent des bagnes d'exil qu'avec des difficultés inouïes, avec un héroïsme extraordinaire.

Dès le début, les relations entre Malinovski et les autres membres de notre fraction ne sont pas identiques. Extrêmement vaniteux et ambitieux, il lui arrive souvent même pour des questions insignifiantes de s'énerver, de ne plus être maître de soi, et d'avoir même des crises de nerfs. Les autres membres de la fraction doivent continuellement lui résister. Il en résulte de fréquentes frictions et des conflits qui forcément gênent la marche normale du travail de la fraction.

Un de ces conflits a lieu justement quelques jours avant son départ. Alors que nous examinons comment réagir à l'expulsion de 15 députés de la Douma, Malinovski insiste sur la nécessité de renoncer à toute activité parlementaire et d'appeler les masses à la lutte révolutionnaire immédiate. Le caractère provocateur de ce plan est évident. Mais il semble que tout en défendant cette idée, Malinovski prépare en même temps sa démission, car, à cette époque, la police décide de se débarrasser de lui.

Pendant l'hiver de 1914, le ministère de l'Intérieur est quelque peu remanié. Le fameux général Djounkovski, ancien gouverneur de Moscou, est nommé adjoint du ministre et chef de la gendarmerie et de la police. Il s'ensuit quelques changements dans la composition du département de la Police. Béletski et Vissarionov sont renvoyés, à leur place Djounkovski veut avoir

des gens bien à lui ; la situation de Malinovski devient précaire, car Djounkovski décide de s'en débarrasser.

Djounkovski lui-même déclare qu'il estimait « scandaleuse » la présence à la Douma d'un policier. Cette explication est peu admissible. Il serait plus vrai de dire que l'activité que Malinovski doit mener, bon gré mal gré, en tant que membre de la fraction, est dangereuse pour la police. D'autre part, il se peut qu'interviennent aussi d'autres considérations « ministérielles ». Le nouveau chef, comme il arrive souvent, dénigre toute l'activité de ses prédécesseurs et montre que lui institue un nouvel ordre de choses.

Sur l'ordre de Djounkovski, le chef de l'Okhrana propose à Malinovski de démissionner et de partir aussitôt pour l'étranger. Avant son départ, on lui verse une indemnité de 6.000 roubles.

A la Douma, Rodzianko est seul à connaître la vérité. Il raconte ainsi comment la chose se passa : Le matin même du jour où les députés expulsés rentrent à la Douma et font leur déclaration, quelqu'un téléphone à Rodzianko et lui communique le texte de cette déclaration resté secret. Rodzianko veut savoir de quoi il s'agit. Alors Djounkovski lui raconte que Malinovski est un agent de l'Okhrana et qu'il s'en débarrasse. Rodzianko cacha tout cela à la Douma et n'en parla à aucun député. De cette façon, les causes de la démission de Malinovski restèrent longtemps inconnues.

Après sa démission et son départ à l'étranger, Malinovski disparaît complètement. Il est mobilisé au début de la guerre et bientôt fait prisonnier par les Allemands. Il rentre en Russie après la révolution. Il est découvert et arrêté.

Le 5 novembre 1918, à Moscou s'ouvre le procès de Malinovski devant le tribunal révolutionnaire. Un grand nombre de témoins, et parmi eux les chefs de la police tsariste (Béletski, Vissarionov, Djounkovski, Zolotarev, Makarov, etc.), de nombreux documents et les reçus de Malinovski provenant des archives de l'Okhrana, démontrent son écœurante trahison.

La vie de Malinovski est remplie de crimes. Toutes ses capacités, toute son intelligence sont utilisées par le provocateur dans un seul but : se vendre le plus cher possible, nuire de son mieux au mouvement de libération de la classe ouvrière. Afin de désagréger l'organisation tout entière, Malinovski ne néglige même pas les plus petites trahisons, livre différents militants révolutionnaires, avec lesquels la veille encore il s'entretenait du travail du Parti.

Au procès, où toute la lumière est faite, Malinovski ne peut naturellement nier. Il choisit un autre moyen de défense. Il essaie dans ses déclarations de démontrer qu'il ne devint provocateur que parce qu'il était dans les griffes de l'Okhrana. Il décrit l'histoire de sa trahison comme une grande tragédie personnelle, pleine de souffrances et de remords de conscience, comme une impasse dans laquelle il est acculé et d'où il ne peut sortir. Ensuite, se contredisant, il déclare « au début je n'acceptais pas les propositions, non pas qu'elles me semblassent odieuses — cela je ne le sentais pas — mais simplement parce que le double jeu qu'on me demandait de jouer me paraissait trop difficile ». Mais lorsque l'Okhrana le menace de dévoiler son passé criminel de droit commun, il accepte immédiatement de devenir un mouchard. « Alors la question pour moi fut résolue, je n'hésitai plus et je n'eus plus aucun remord. »

Malgré cette pose « d'autoflagellation » qu'il prend au procès, au moment même où se joue sa vie, Malinovski ment. D'après les témoignages des chefs de l'Okhrana de Moscou qui eux n'ont aucune raison de mentir, Malinovski, dès son premier interrogatoire, déclare qu'il désire dire toute la vérité au chef de la police. Enfin, on possède des renseignements montrant que déjà deux ou trois ans auparavant Malinovski accomplit volontairement son premier acte de mouchardage, pour l'Okhrana de Pétersbourg.

Comme dans sa déclaration concernant ses débuts de provocateur, Malinovski ment au procès au sujet de sa démission de député. Il dit qu'il est parti de son plein gré, qu'il traversait une crise morale et obtint du département de la Police la per-

mission de quitter la scène, d'abandonner à la fois la politique et l'Okhrana : « ...Je ne dirai pas comment cela s'est fait, cela n'a aucune importance ; mais ce qui importe c'est que j'obtins de Béletski la permission de partir... Je déclarai catégoriquement à Djounkovski que ma décision n'était dictée par personne, qu'elle provenait seulement du fait que pour toute une série de raisons d'ordre moral et autres, il m'était devenu impossible de continuer mes fonctions. » Nous connaissons les véritable motifs de sa démission. Non seulement il ne demande pas à être « libéré » de ses fonctions, mais, au contraire, lorsque avec la nomination de Djounkovski sa situation devient précaire, il se rend chez Béletski, déjà déplacé, lui demander de l'aider à rétablir ses liaisons avec le département de la Police.

Ces mensonges sont calculés aussi bien que sa pose d' « aveux complets » et la reconnaissance de ses crimes. Il déclare lui-même qu'il mérite le châtiment suprême et qu'il l'attend. Mais tout en disant cela, Malinovski escompte, sans aucun doute, obtenir une diminution de peine. Son retour même en Russie après la révolution prouve qu'en se rendant volontairement il espérait se sauver. C'est la dernière carte de l'aventurier. Le tribunal de la révolution ne pouvait pardonner ses crimes ineffaçables. Il condamna Malinovski à mort.

Malinovski a été et reste dans l'histoire un des plus grands provocateurs. Cependant pour nous ce qui importe ce n'est pas tant la personnalité et les trahisons de Malinovski que le mal causé objectivement à la lutte révolutionnaire.

Dans l'affaire Malinovski il y a encore autre chose qui montre que l'activité du provocateur avait un côté dangereux pour le gouvernement tsariste. Son double jeu le forçait, en tant que membre de la fraction bolchévik, à prononcer à la tribune des discours révolutionnaires, à mener l'agitation, etc. Ainsi bon gré, mal gré, le gouvernement tsariste apportait de l'eau au moulin de la révolution.

Dans sa déposition donnée par écrit dans l'affaire Mali-

novski, Lénine caractérise ainsi la situation dans laquelle se trouvait la police [1] :

C'est en se faisant une idée grossièrement erronée du bolchévisme, je dirai presque une caricature simpliste, que l'Okhrana a introduit un provocateur à la Douma tout en écartant pour cela tous les autres candidats. Les bolchéviks, paraît-il, préparent l' « insurrection armée ». Pour avoir en mains tous les fils de cette préparation, il valait la peine — du point de vue de l'Okhrana — de tout faire pour introduire Malinovski à la Douma et au C.C.

Et lorsque cela est atteint, il apparaît que Malinovski est devenu un des anneaux de la longue et solide chaîne qui unit notre base légale aux deux grands organes d'action du Parti sur les *masses*, c'est-à-dire à la *Pravda* et à la fraction social-démocrate à la Douma. Le provocateur devait maintenir ces deux organismes, afin de garder notre confiance.

Ces deux organismes étaient directement dirigés par nous : d'une part, Zinoviev et moi écrivions *quotidiennement* dans la *Pravda* et la ligne du journal était complètement définie par les résolutions du Parti; par la *Pravda*, nous étions assurés de toucher 40 à 60.000 ouvriers; d'autre part, à la fraction parlementaire Mouranov, Pétrovski et Badaev travaillaient toujours plus indépendamment de Malinovski, élargissaient *leurs* liaisons, *leur* propre influence sur les masses ouvrières.

Malinovski pouvait faire tomber et a fait tomber de nombreux camarades. Mais il n'a été capable ni d'arrêter, ni de contrôler, ni de « diriger » l'activité du Parti qui augmentait d'importance, qui accroissait son influence sur les *masses*, sur des dizaines et des centaines de milliers d'individus (dans les grèves qui se multiplièrent après avril 1912). Je ne serais nullement étonné si l'une des causes du départ de Malinovski était qu'en fait il était plus lié avec la *Pravda* légale et la fraction parlementaire légale, qui menaient un travail *révolutionnaire*, que l'Okhrana ne pouvait le permettre.

Cette appréciation du rôle objectif de Malinovski non seulement n'excuse pas, mais au contraire condamne le traître.

---

1. Il s'agit de la déposition donnée et signée par Lénine lui-même à la Commission extraordinaire d'enquête du Gouvernement provisoire. Lénine fut interrogé par un membre de cette commission, N.A. Kolokolov, le 26 mai 1917. Le procès-verbal porte en haut la mention suivante : Vladimir Ilitch Oulianov, 47 ans, demeurant à la rédaction du journal la *Pravda*, rue Moïka, 32.

Reproduit d'après la copie. Les mots en italiques sont soulignés dans le manuscrit, publié avec l'autorisation de l'Institut V.I. Lénine.

CHAPITRE XVIII

Le mouvement gréviste pendant l'été de 1914

La grève de l'usine d'Ijor. — Le mouvement gréviste en province. — La lutte des ouvriers de Bakou. — Bakou en état de siège. — Les « pacificateurs » de Nicolas II. — Les ouvriers de Pétersbourg préparent la contre-attaque. — Interdiction des souscriptions en faveur des ouvriers de Bakou. — Chez le ministre de l'Intérieur Maklakov.

Vers le milieu de juin 1914, après que le budget a été voté « sans encombre », la Douma est en vacances ; elle ne se réunira plus jusqu'à la guerre ; pendant qu'elle termine ses travaux, le mouvement ouvrier s'élève dans un essor puissant. A Saint-Pétersbourg, après la grève imposante du 1er Mai, une grève de protestation a lieu contre le jugement des ouvriers d'Oboukhov. L'affaire a été examinée une première fois en novembre 1913, provoquant déjà alors des grèves. En seconde instance, en mai 1914, le tribunal condamne les ouvriers d'Oboukhov à deux mois de prison pour délits de grève. En réponse, la grève éclate, groupant plus de 100.000 ouvriers ; elle est aussi puissante que celle du 1er Mai. Une autre grève politique à Piter est provoquée par le procès d'avocats dans l'affaire Beylis de Kiev, et la condamnation à mort d'un ouvrier de l'usine Troubotchni pour le meurtre d'un contremaître. Elle compte 30.000 grévistes.

Outre ces grèves politiques, des grèves économiques éclatent tous les jours dans les entreprises de Saint-Pétersbourg. Elles se distinguent par leur ténacité particulière. Celle de l'usine d'Ijor dépendant du ministère de la Marine, est une des plus acharnées. Elle est déclenchée par les ouvriers de la station électrique de l'usine qui déposent des revendications économiques. Quand les grévistes sont renvoyés, les ouvriers

d'autres ateliers entrent à leur tour en grève, réclamant une augmentation de salaire, la journée de 8 heures, etc. Le mouvement est dirigé par le Comité de Pétersbourg. Invité par les ouvriers, je vais à Kolpino où doit avoir lieu une réunion de délégués. Elle se tient dans un lieu retiré, — dans un cimetière — et se prolonge tard dans la nuit. Il est décidé de résister le plus longtemps possible.

Le ministère de la Marine commence à s'inquiéter. Des centaines de cosaques sont dirigés sur Kolpino ; ils campent dans des baraquements aux abords des usines, afin d'être toujours prêts à « mater » les ouvriers.

Le jour même de l'arrivée des cosaques, je me trouve de nouveau à l'usine, où je suis venu assister à une réunion des grévistes organisée aux environs de la ville. Les ouvriers sont très agités et indignés de la présence des cosaques. La réunion est houleuse. Malgré les renvois et les autres répressions possibles, on décide de continuer la lutte jusqu'à ce que satisfaction soit obtenue. Les représentants des organisations du Parti aident à établir des tracts énumérant toutes les revendications des ouvriers d'Ijor. Outre des revendications d'ordre économique on demande aussi le renvoi du directeur de l'usine. Dès qu'elle apprend la distribution de tracts, l'administration commence la « chasse ». Les officiers, les directeurs de différentes usines, les arrachent des mains des ouvriers. Evidemment cela ne fait qu'augmenter l'agitation des grévistes qui décident d'exiger complète satisfaction.

La grève d'Ijor dure trois semaines et se termine par la promesse de l'administration d'augmenter les salaires, et de satisfaire à diverses autres revendications. En m'arrêtant sur cette grève, j'ai voulu souligner la façon dont se développaient les grèves économiques pendant l'immense essor révolutionnaire. D'une part, cohésion de l'action des ouvriers sous la direction du Parti bolchévik ; d'autre part, emploi par l'administration de la force armée pour mater les grévistes, voilà ce qui caractérise cette période de la lutte économique de la classe ouvrière.

Et ce n'est pas seulement vrai pour la région de Saint-Pétersbourg. L'exemple du prolétariat pétersbourgeois pousse en avant le mouvement dans tout le pays. Des grèves politiques et économiques éclatent dans toutes les villes les unes après les autres. Les ouvriers de province manifestent une discipline inusitée, une ténacité extrême dans la lutte et une grande conscience révolutionnaire. Cela caractérise les grèves économiques qui, tout en posant des revendications purement économiques, contiennent aussi des éléments de lutte politique.

Vers le milieu de mai, éclate dans la région de Moscou une lutte longue et acharnée des ouvriers du textile. Le mouvement débute dans le gouvernement de Kostroma et gagne rapidement les entreprises de la région de Vladimir et de Moscou. Rien que dans la région de Kostroma, on compte 50.000 grévistes, et en tout près de 100.000. Pour les ouvriers du textile, qui travaillent dans des fabriques dispersées et éloignées les unes des autres, ce chiffre est énorme. Comme revendication essentielle les ouvriers demandent une augmentation de salaires ; mais ils en présentent encore d'autres telle l'installation d'une bibliothèque et l'abonnement à la *Pravda*, à la revue *Prosvichtchénié*, aux *Questions d'assurances sociales* et autres journaux et revues.

La fraction bolchévik soutient et dirige la grève du textile par tous les moyens dont elle dispose. Après la fermeture de la Douma, le député Chagov, se rend à Kostroma où il a été élu, parcourt toute la région, mène l'agitation pour continuer la lutte sans se laisser ébranler par le patronat. La tournée de Chagov se fait dans les conditions habituelles, c'est-à-dire que la police et les mouchards le suivent continuellement, surveillent chacun de ses mouvements, violent le domicile où il loge, arrêtent tous ceux avec lesquels il se rencontre, etc.

La grève du textile dure une bonne partie de l'été de 1914; grâce à l'union et au courage des ouvriers, elle se termine par des succès, notamment par une augmentation de salaires. Les ouvriers ont bien choisi le moment de déclencher

la grève ; nous sommes à la veille de la foire de Nijni-Novgorod pour laquelle les fabricants préparent leurs marchandises.

Pendant qu'à Moscou les ouvriers du textile mènent la lutte, bien loin dans le Sud, à Bakou, éclate une grève qui aura d'importantes conséquences pour le mouvement ouvrier. Elle se distingue non seulement par sa durée et son acharnement, mais encore par les mesures que le patronat et le gouvernement tsariste emploient pour étouffer le mouvement ; elle provoque le mouvement historique des ouvriers pétersbourgeois, à la veille même de la guerre.

La grève des ouvriers des pétroles de Bakou n'est pas une explosion spontanée ; elle a été préparée pendant de longs mois. Des commissions ouvrières ont été créées, les grosses entreprises ont élu des délégués qui ont établi avec les organisations du Parti, un cahier de revendications.

L'origine immédiate de la grève est que la peste se déclare tout près des puits. La menace de cette terrible maladie soulève de nouveau la question des conditions effroyables de logement des ouvriers des pétroles. L'enquête de spécialistes bien connus dit que de telles conditions n'existent même pas aux Indes, pourtant continuellement aux prises avec cette maladie.

Plusieurs fois déjà la question de la construction de hameaux ouvriers s'est posée. Sous la pression des grèves, le patronat promet de faire construire des logements ouvriers sains; sitôt que le mouvement s'apaise les promesses sont oubliées.

Fin mai 1914, à la nouvelle de la peste, le syndicat des ouvriers du pétrole demande à l'union patronale la construction de logements. Il essuie un refus. En même temps des arrestations sont opérées. Alors la grève éclate dans différents rayons et devient bientôt générale. Plus de 50.000 ouvriers y participent. Elle est dirigée par un comité de grève qui distribue des tracts, rassemble les fonds de grève, et travaille en contact étroit avec les organisations du Parti. Ce comité propose aux ouvriers un long cahier de revendications comprenant 50 points dont les plus importants sont : augmentation de salaires, amélioration des conditions de vie et d'approvision-

nement, participation des délégués ouvriers à l'organisation des secours médicaux, construction de hameaux, suppression des primes, construction de Maisons du peuple, introduction de l'instruction générale, etc. Dans certains endroits, les ouvriers demandent la journée de 8 heures et la célébration officielle du 1er Mai.

Certaines de ces revendications telles que l'instruction générale et le 1er Mai, montrent le caractère politique de la grève. C'est le résultat de la forte influence de nos organisations du Parti. Un autre point intéressant est celui des primes. Cette protestation contre les récompenses humiliantes qui permettent jusqu'à présent aux patrons de tenir les ouvriers, suffit à montrer le degré de conscience des ouvriers de Bakou. Et malgré les différentes nationalités (russe, arménienne, perse, tartare, etc.), toute la masse des ouvriers de Bakou se dresse en un seul bloc contre les pétroliers.

Toutes les revendications ouvrières sont repoussées catégoriquement. Les entrepreneurs sont décidés à ne faire aucune concession et à recourir aux mesures extrêmes. Une fois le délai passé, ils renvoient tous ceux qui font grève. Les passeports des ouvriers renvoyés sont transmis à la police. On les oblige aussi à quitter les logements qu'ils occupent. Le tribunal acquiesce avec empressement aux nombreuses demandes patronales et fait expulser les ouvriers des logements appartenant aux pétroliers. L'administration ne recule devant rien: dans les logements ouvriers les lits sont enlevés, les poêles brisés, le courant électrique coupé, ainsi que les conduites d'eau, ce qui prive d'eau des familles entières.

La police rivalise de zèle avec les patrons. Le chef de la police transforme la ville en un camp de guerre. La garnison de Bakou est renforcée de 600 cosaques appelés pour combattre l' « ennemi intérieur ». Le syndicat des ouvriers des pétroles est saccagé, tous les militants actifs arrêtés. On arrête tous ceux qui prennent la parole, les réunions ouvrières sont dispersées. Dans la ville, il est interdit de sortir dans la rue après 8 heures du soir.

A la fin de juin, les ouvriers de Bakou organisent une grandiose manifestation de près de 20.000 personnes. Les manifestants se dirigent vers le Conseil des pétroliers avec des pancartes énumérant leurs revendications. La police est débordée, mais les cosaques arrivent, cernent la foule et la dispersent. Un groupe d'une centaine d'ouvriers est refoulé dans une cour, tous sont arrêtés et envoyés à la prison centrale. Les arrestations se montent à plusieurs centaines. Les cellules et même les cours des prisons débordent. Arrestations, déportations par étapes, expulsions, privation d'eau, de lumière, de chauffage, tout est mis en œuvre par les patrons et la police. Fait caractéristique : la police avise les patrons qu'ils ne doivent ni recevoir ni examiner les revendications d'ordre non économique, telles que les commissions d'usines, la fête du 1er Mai, l'instruction générale, etc. Cette recommandation est d'ailleurs complètement superflue, les pétroliers sont bien décidés à ne pas céder.

Au fur et à mesure qu'elle se développe, la grève de Bakou attire de plus en plus l'attention du pays. Chacun des camps, d'une part les patrons et le gouvernement tsariste, d'autre part, les ouvriers, suivent attentivement les péripéties de la grande lutte. Le pétrole dont l'extraction est arrêtée, commence à manquer ; l'inquiétude gagne de nombreuses firmes et en premier lieu les armateurs qui sont menacés de devoir arrêter leurs navires.

Le gouvernement tsariste considère les mesures prises comme insuffisantes. Par ordre spécial de Nicolas II, le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, muni de pleins pouvoirs, le général Djounkovski, se rend sur les lieux, accompagné du directeur du département de la Police.

Son arrivée fait redoubler la répression. Djounkovski organise l'ordre « le plus sévère » : il interdit aux journaux de publier quoique ce soit sur la grève, demande à être informé de l'envoi de toutes les sommes d'argent arrivant à Bakou sans indications particulières, ordonne de confisquer les secours aux grévistes et de les verser aux caisses de l'Etat, etc. En

un mot, Djounkovski, en véritable chef de toute la police et de la gendarmerie tsariste, « pacifie » et « châtie » de tous côtés. Voilà comment le gouvernement tsariste, en accord avec les « rois » du pétrole, recourt aux mesures les plus extrêmes pour briser la résistance acharnée des ouvriers de Bakou.

Ces mesures ne peuvent que provoquer la colère et l'indignation des ouvriers des autres régions, et, en premier lieu, de ceux de Saint-Pétersbourg, qui soutiennent la lutte courageuse de Bakou. En même temps, les grévistes appellent à l'aide. Naturellement ils s'adressent d'abord à notre fraction parlementaire qui a déjà auparavant organisé plusieurs fois les secours aux grévistes. A Saint-Pétersbourg, on passe à l'action en faveur des ouvriers de Bakou.

Dans les rapports au directeur du département de la Police, section de l'Okhrana, on décrit ainsi, non sans faute, naturellement, mais en général plus ou moins exactement, le travail de notre parti :

Le déclenchement de la grève actuelle des ouvriers des pétroles de Bakou, coïncide, complètement par hasard [?], avec un renforcement de l'activité des représentants du parti illégal révolutionnaire qui s'efforcent actuellement de relever le moral de leurs troupes et de commencer le travail d'organisation parmi les cercles d'ouvriers avancés, en vue de la convocation, en automne prochain, du congrès socialiste international. Les représentants des partis socialistes s'empressent d'utiliser les nombreuses occasions que la grève fournit pour mener une agitation conforme à leurs buts, et d'utiliser les ouvriers déjà gagnés à leur propagande pour renforcer le travail d'organisation qui leur est absolument nécessaire pour l'élection des délégués au congrès susmentionné.

L'Okhrana décrit ensuite les méthodes d'agitation :

Outre les bulletins systématiques et véritablement provocants sur la grève, les organes légaux de la presse social-démocrate locale ont reçu des organes dirigeants du parti révolutionnaire illégal l'ordre d'étudier le caractère et l'importance de la grève de Bakou dans toutes les réunions courantes et dans tous les groupes ouvriers, et en montrant que la situation des travailleurs est intenable sous le régime existant, soulever l'état d'esprit révolutionnaire dans les cer-

cles ouvriers, afin de les intéresser de plus en plus au but final du socialisme.

Ces derniers temps une surveillance renforcée a permis d'établir qu'un travail sérieux dans ce sens est mené surtout par un des membres de la fraction social-démocrate resté à Saint-Pétersbourg, Badaev, ou par d'autres militants du Parti qui sont près de lui et qu'il dirige.

En organisant en banlieue, sous le couvert d'une excursion scientifique, des réunions ouvrières, le député ainsi que les personnes suscitées expliquent systématiquement les buts, les tâches du prochain congrès socialiste, soulèvent la question de la grève de Bakou, mènent l'agitation en faveur d'une solidarité désirable entre différents groupes d'ouvriers et démontrent la nécessité extrême de soutenir les grévistes aussi bien moralement que matériellement [1].

Le soutien des ouvriers de Bakou se manifeste tout d'abord par de nombreuses souscriptions adressées à notre fraction. Les collectes se font avec enthousiasme. Dans de nombreuses entreprises, les ouvriers prélèvent une somme déterminée sur leur salaire. Régulièrement la *Pravda* publie les listes de souscriptions et invite les ouvriers à renforcer les secours. C'est là en somme une forme d'agitation révolutionnaire. Et les ouvriers d'avant-garde, comme d'ailleurs les autorités, le comprennent parfaitement.

Quant à Saint-Pétersbourg l'état d'esprit révolutionnaire commence à croître, le gouvernement tente de nous empêcher d'organiser les secours aux grévistes de Bakou. Le chef de la police de la ville décrète une « décision obligatoire » interdisant toute souscription « faite dans des buts contraires à l'ordre et à la tranquillité publics, par n'importe quel moyen y compris par des avis ou des appels dans la presse, par des souscriptions ouvertes par des journaux et autres publications en faveur de grévistes, d'exilés, pour le payement d'amendes infligées par les tribunaux ou les organes gouvernementaux, ou pour d'autres buts illicites ». Ceux qui organiseront des sous-

1. Archives du département de Police, 1914, dossier n° 307, p. 330-332.

criptions dans les buts indiqués seront condamnés à une amende de 500 roubles ou à trois mois de prison.

Ainsi la police de Bakou et celle de Saint-Pétersbourg travaillent d'un commun accord : là l'argent envoyé aux grévistes est confisqué, ici les souscriptions elles-mêmes sont saisies. La *Pravda* publie, bien en vue, la décision du chef de la police de Saint-Pétersbourg et donne en dessous, en gros caractères, mon adresse ainsi que les jours et heures où je reçois l'argent destiné aux grévistes. Loin d'arrêter la souscription, l'interdiction ne fait que l'augmenter. Les délégués d'entreprises apportent les collectes. Quelques jours plus tard j'envoie télégraphiquement l'argent à Bakou : 1.500 roubles.

Je joins à l'envoi le télégramme suivant que la *Pravda* publie :

> Au nom du prolétariat pétersbourgeois, je salue chaleureusement les ouvriers héroïques de Bakou qui donnent l'exemple d'une lutte ferme et unanime de classe. Le prolétariat de Saint-Pétersbourg suit votre lutte avec la plus grande attention [1].

Le comité de grève de Bakou répond par un télégramme adressé à la rédaction, demandant de remercier les ouvriers de Piter pour leur soutien moral et matériel.

La campagne pour le soutien des grévistes de Bakou se développe chaque jour quand la nouvelle des déportations, des expulsions et des arrestations des grévistes arrive à Saint-Pétersbourg, les ouvriers ne se limitent plus à des souscriptions mais expriment leur solidarité de classe par des grèves de protestation.

Le mouvement débute vers la mi-juin ; les premières semaines, il est assez réduit et ne s'étend qu'à quelques entreprises. Toutes les organisations du Parti mènent la plus grande agitation pour l'élargissement du mouvement et pour la préparation d'une action de masse.

De son côté l'Okhrana voit approcher une nouvelle explo-

1. *Troudovaïa Pravda*, n° 32, 4 juillet 1914.

sion révolutionnaire et prend « ses » mesures. Arrestations en masse. Le gouvernement tsariste passe à l'offensive.

Il se tourne en premier lieu vers les organisations ouvrières. L'Okhrana recherche « les agitateurs les plus connus et les plus actifs » d'abord dans des sociétés culturelles. C'est ainsi que la société l'Education, sise dans la perspective Samsonievski, dans le quartier Vyborg, est saccagée; 40 arrestations, en majorité de militants du Parti. La police « visite » presque quotidiennement toutes les autres sociétés culturelles, vérifie l'identité des personnes présentes, perquisitionne, arrête.

Après le sac de la société l'Education, je demande audience au ministre de l'Intérieur, Maklakov. Entre-temps, on me demande d'aller voir le ministre pour d'autres affaires (arrestations, déportations, passages à tabac). Le chef de cabinet me fait savoir que Maklakov me recevra le lendemain matin.

L'habitation du ministre, rue Fontanka, est entourée d'un réseau serré d'agents en uniforme et de mouchards. Il y en a partout dans tout l'immeuble et même dans le cabinet du ministre. A la barbe de la police, j'entre chez Maklakov.

Maklakov, dignitaire encore jeune du tsar, protégé de la tsarine, essaie de mériter la « confiance » qui lui est accordée. Il a déjà commencé et se prépare à détruire définitivement les organisations ouvrières. Naturellement il refuse catégoriquement de libérer les camarades arrêtés à la société l'Education où, dit-il, on a trouvé une bibliothèque illégale. Pour toutes les autres affaires, il refuse de donner une réponse sans procéder préalablement à une enquête. J'insiste cependant pour faire modérer le zèle de la police. Maklakov se met alors à parler de choses générales.

— Nous avons juré de servir Sa Majesté et nous la servons comme vous avez juré de servir et servez votre parti — dit-il. — Nous prendrons toutes les mesures pour lutter contre le mouvement révolutionnaire.

Il tente ensuite de démontrer qu'il est très au courant de notre activité.

— Je sais que vous menez un travail illégal, que vous publiez et diffusez des tracts d'agitation. — En disant cela, il ouvre le tiroir de son bureau et en tire un tract sortant de l'imprimerie.

Le brouillon de ce tract a été rédigé par un groupe de militants il y a 2 jours, chez moi. Il a seulement été imprimé la veille au soir ; à l'heure qu'il est, on a déjà pu en sortir, d'après moi, dix à douze mille exemplaires. Evidemment pour mieux me recevoir, Maklakov a donné l'ordre de lui fournir une preuve toute fraîche de notre activité illégale. Il désire démontrer que quelles que soient nos précautions la police, l'Okhrana savent tout. Le tract a été probablement obtenu du provocateur Ignatiev.

Je ne parais pas reconnaître le tract ; mais je considère en ce moment n'avoir plus rien à faire chez Maklakov.

— Nous vous parlerons encore, mais ce ne sera ni dans votre cabinet, ni de la tribune de la Douma, — lui dis-je en le quittant. — La classe ouvrière tranchera la question dans la rue, dans la lutte face à face avec l'ordre existant.

Malgré la vantardise de Maklakov, malgré la mobilisation de toutes les forces de police, le gouvernement n'est pas à même d'arrêter le développement révolutionnaire. Une semaine plus tard la lutte des ouvriers de Saint-Pétersbourg déborde dans la rue, avec une force inouïe.

CHAPITRE XIX

Juillet

La police tire sur les ouvriers de Poutilov. — A l'usine. — Audience chez Djounkovski pour l'affaire Poutilov. — L'Union du peuple russe réclame du sang. — Nouvelles collisions avec la police. — Des barricades dans les rues de Saint-Pétersbourg.

Dès le début de juillet, le mouvement de masse grandit rapidement à Saint-Pétersbourg. Le 1er juillet la grève éclate aux usines Languesippen, Troubochni, Lessner, Erikson, Siemens et Schukert, Aisvaz et autres. Avant de quitter le travail les ouvriers se réunissent et votent des résolutions de protestations contre la répression des ouvriers de Bakou : « Camarades de Bakou, nous sommes avec vous! », « la bataille de Bakou est la nôtre ! », déclarent les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Dans d'autres entreprises, sans déclencher la grève les ouvriers abandonnent le travail une heure plus tôt et tiennent des meetings consacrés aux événements de Bakou et à l'organisation du soutien matériel des grévistes. Celui de l'usine Poutilov réunit 12.000 ouvriers. A peine le premier orateur a-t-il commencé à parler qu'on entend crier : « la police ! ». Les provocateurs réussissent leur coup, car les ouvriers se dispersent sans avoir adopté de résolution. Le lendemain, 3 juillet, les ouvriers de Poutilov se réunissent de nouveau pour examiner la grève de Bakou ; la fin de ce meeting provoque un nouveau mouvement du prolétariat pétersbourgeois.

Le meeting est organisé deux heures avant la sortie. Dans la cour sortent d'abord les ouvriers des turbines et des tours, les autres suivent. Toute l'équipe de jour est présente, c'est-à-dire près de 12.000 ouvriers. Deux orateurs décrivent la situation des ouvriers de Bakou et invitent les « poutilovstsi »

à souscrire en faveur des grévistes et à déclencher une grève de protestation de 24 heures.

Après le meeting, les ouvriers se dirigent vers les portes de l'usine et demandent qu'elles soient ouvertes. Elles le sont non pas pour les ouvriers, mais pour laisser entrer un détachement de police qui depuis le matin se cache dans l'usine. Par ordre de la police, les portes de l'usine sont ensuite fermées.

La police ordonne à la foule de se disperser ; mais les ouvriers ne peuvent pas sortir. Alors la police les refoule et sort les nagaïkas.

Les ouvriers protestent. En réponse la police tire. Quelqu'un crie « aux barricades ! » La foule se précipite sur un tas de pierres qui se trouve au milieu de la cour ; les pierres pleuvent sur les gendarmes. La police tire une seconde fois. Les ouvriers sont pris de panique. On entend les plaintes des blessés. Un à un ils sont relevés et dirigés aux postes de police sous escorte.

On compte 50 blessés et deux tués. En outre, plus de cent « poutilovtsi » sont arrêtés.

Je suis informé de l'événement par téléphone. Je me rends aussitôt à l'usine. Aux abords de l'usine, je rencontre des ouvriers qui me racontent tous les détails de l'événement. Personne cependant ne sait au juste le nombre des blessés. Comme toujours dans les cas d'extrême panique, courent les bruits les plus fantastiques. Mais ce qui est unanime c'est la profonde colère des travailleurs contre la police qui a tiré sur une foule désarmée.

Je me rends ensuite au bureau de l'usine pour obtenir des informations exactes. Mais l'administration a peur et évite tout entretien. A l'infirmerie, le chirurgien épouvanté me déclare tout de suite qu'il n'a rien vu et qu'il ne sait rien, qu'aucun blessé, aucun tué n'a été transporté à l'hôpital. Je questionne de nouveau les ouvriers ; alors j'arrive tout de même à rétablir les événements et à connaître le nombre de victimes.

Il me reste à apprendre le sort des ouvriers arrêtés. Je me rends au poste de police de Pétergov. Une dizaine d'officiers de police en tenue de campagne, ceinturon et revolver au côté, battent la semelle dans la salle de police. Je m'adresse au commissaire : Qui a donné ordre de tirer sur des ouvriers désarmés, combien y a-t-il de tués, qui a été arrêté et pourquoi ? J'exige une réponse immédiate.

Le commissaire étonné, se met à discuter : Il n'est pas du tout obligé de répondre à un inconnu, personne n'a le droit de se mêler des affaires de la police. Je lui montre alors mon mandat de député. Très troublé, il reste coi. Vite il court téléphoner à son chef qui lui défend catégoriquement de me donner aucun renseignement.

Les agents se mettent alors en demeure de me faire sortir du poste. Ils m'entourent et interrompent mon entretien avec les camarades arrêtés.

Le poste de police est comble. On n'a pas encore eu le temps de mettre les ouvriers arrêtés en cellule. Tout indique qu'ils ont été fortement battus. La plupart sont couchés par terre, n'ayant la force ni de s'asseoir ni de se tenir debout. Certains ont été inondés d'eau par les agents.

Je rentre à la *Pravda,* fortement impressionné par les plaintes des ouvriers arrêtés et les tortures qu'ils ont subies, par l'attitude grossière des agents de police qui occupent tout le quartier de l'usine et qui, à tout moment, veulent prouver qu'ils sont maîtres de la situation et enfin par la profonde indignation des ouvriers.

Je raconte tout ce que j'ai vu et entendu. Il est déjà tard. Rapidement, nous rédigeons un communiqué pour le journal. Le lendemain la *Pravda* sort avec, comme leader, un communiqué détaillé des fusillades. Dans un court article, la rédaction explique le sens de l'événement.

La nuit, je téléphone au ministère de l'Intérieur pour me faire recevoir. Maklakov, absent, est remplacé par Djounkovski qui me fait dire par un de ses fonctionnaires qu'il me recevra le lendemain matin.

J'arrive le lendemain matin, un peu en retard.

— Excusez-moi, dis-je, mais j'ai passé la nuit à défendre la *Troudovaïa Pravda* contre vos policiers.

Cela a le don de rendre aussitôt le général nerveux.

— Naturellement vous n'avez jamais le temps, vous êtes toujours dans les usines en train d'exciter les ouvriers à la grève. Je m'étonne vraiment qu'on vous ait laissé entrer chez Poutilov. Vous êtes député de la Douma, vous avez été élu pour aller aux séances. Et au lieu de ça, vous vous rendez dans les usines, vous semez la révolte, vous distribuez des tracts, vous éditez un journal qui, dès le matin, soulève le peuple. — Il montre un numéro tout frais de la *Troudovaïa Pravda* qui est déjà sur son bureau. — J'ai donné ordre, continue Djounkovski, de former une commission spéciale qui sera chargée de vous poursuivre rapidement devant les tribunaux, vous et votre journal.

— Ce ne sera pas la première fois que je serais poursuivi pour des articles, c'est là une chose où vous excellez. Mais je ne suis pas venu pour cela. Dites-moi plutôt de quel droit la police a tiré sur les poutilovtsi? Je transmettrai votre réponse aux ouvriers de Saint-Pétersbourg.

— Il n'y a eu aucune fusillade. La police n'a fait que tirer à blanc.

Djounkovski se lève, moi aussi. Nous sommes face à face comme prêts à en venir aux mains.

— Nous ne permettrons pas que les ouvriers battent à coups de pierre la police qui, elle, est armée de fusils et de sabres. La police tirera encore à l'avenir. C'est bien pour cela qu'elle est armée.

— Personne n'attend d'autre réponse de nos ministres. Je la connaissais à l'avance ; je la transmettrai aux usines et aux fabriques. Vous ne m'empêcherez pas d'y aller. Pendant que dans les postes de police on arrose d'eau les ouvriers assommés, jamais un député ouvrier ne se contentera des bavardages de la Douma.

Ma conversation avec Djounkovski est publiée dans la *Pravda*. Le journal est confisqué. Mais le numéro suivant la publie de nouveau. Il faut que les ouvriers sachent que les fusillades à l'usine Poutilov ne sont pas fortuites, mais qu'elles sont l'effet d'un système que le gouvernement tsariste n'abandonnera pas un seul instant. Quand les ouvriers pétersbourgeois apprennent ces nouvelles ils sont vivement impressionnés autant que lorsque arrive la nouvelle des fusillades de la Léna. L'Okhrana qui ne voit dans les actions ouvrières que le résultat d'une « agitation criminelle », informe dans son rapport au département de la Police que « les articles publiés dans la presse ouvrière au sujet des fusillades de Poutilov ont produit sur les masses une impression extrêmement forte[1] ».

La police s'empresse d'éteindre l'incendie. Sans information préalable, le numéro de la *Pravda* relatant les fusillades est enlevé par la police à tous les porteurs. Mais on ne se contente pas seulement d'épurer la rue. Dans le rayon de Narva, on perquisitionne chez tous les vendeurs. La police s'empare de tous les numéros de la *Pravda* qu'elle aperçoit.

Les Cent-Noirs, sentant le danger, exigent une répression implacable. Ils appellent la police à remplir jusqu'au bout son devoir envers le tsar et la patrie et à écraser immédiatement le mouvement révolutionnaire montant. Le journal de l'Union du peuple russe, *Rousskoié Znamia*, réclame hystériquement du sang.

Ce ne sont pas des grèves de protestation, mais des grèves d'indignation qui éclatent, le lendemain même des fusillades, dans toutes les usines de Saint-Pétersbourg. Dès le matin il y a 90.000 grévistes.

« Ayant appris que de nouveau le sang a été versé, — déclarent dans leur résolution les ouvriers de l'usine Vinkler, — nous décidons de ne pas reprendre le travail et de répondre à cette nouvelle provocation par la grève. Nous ne trouvons pas

---

1. Archives du département de la Police, section d'information 191, dossier 307, 4 pages 344-348.

de mot pour exprimer notre colère. Nous ne pouvons supporter cela plus longtemps... » Près de 100 résolutions semblables sont publiées dans la *Pravda* du lendemain. Dès le matin, de bonne heure, les rues des quartiers ouvriers débordent de manifestants. Abandonnant le travail, les ouvriers sortent dans la rue en chantant et en portant des drapeaux rouges ; ils vont aux usines voisines, appeler leurs camarades à se mettre en grève. La foule grossit comme une boule de neige. La manifestation dresse, en une puissante action unanime, des rayons entiers.

Dans le rayon Moskovski, la manifestation est particulièrement tumultueuse. A dix heures du matin, le travail est abandonné dans toutes les entreprises. Tous les ouvriers sont dans la rue. Ils exigent la fermeture de tous les cafés. Les magasins et les boutiques se ferment automatiquement, car tous les employés sont parmi les manifestants. Vers midi, une foule énorme se dirige vers Poutilov. On chante, le drapeau rouge flotte en tête de la manifestation. Près de l'usine, la foule se heurte à un barrage de police. Celle-ci tire plusieurs fois, mais la foule tient bon. Les pierres volent. La collision dure plus de 15 minutes. La police s'enfuit, non sans tirer ses dernières balles. Plusieurs agents ainsi que leur chef se réfugient dans une maison voisine. Parmi les manifestants, on compte 4 blessés gravement. Ils sont transportés à l'hôpital d'Oboukhov. Le soir, je leur rends visite. Deux d'entre eux sont mourants.

Une autre violente bagarre se produit ce jour-là dans le rayon de Vyborg. Les manifestants, ceux de l'usine de Aivaz en tête, se dirigent vers la ville par la perspective Sampsonievki. Près de l'usine Novy Lessner, la rue est barrée par la police, que les manifestants attaquent à coups de pierre. La police tire, mais heureusement n'atteint personne. La manifestation est refoulée dans les ruelles.

Des bagarres plus ou moins importantes éclatent toute la journée dans tous les rayons.

Le soir, très tard, le Comité de Saint-Pétersbourg examine

un plan d'action ultérieure. Notre but est d'unir les actions ouvrières encore dispersées en un puissant mouvement unique. Il est décidé de continuer la grève de masse pendant trois jours encore et d'organiser de nouvelles manifestations de rue, en premier lieu dans le rayon de Vyborg. La manifestation est fixée au 7 juillet, quand doit arriver à Pétersbourg le président de la République française, M. Poincaré. Auparavant le Parti appelait les ouvriers à soutenir les grévistes de Bakou ; maintenant, le principal mot d'ordre du mouvement devient la protestation contre les fusillades des ouvriers de Pétersbourg. Un tract est rédigé et ensuite diffusé au nom du Comité central. Pour établir un plan général d'action et établir le contact avec les délégués des usines, il est décidé d'organiser une réunion en banlieue, vers Porokhovi. On donne aux représentants des cellules d'entreprises un mot de passe avec lequel ils seront conduits par les sentinelles au lieu de la réunion, en pleine forêt.

Le 5 juillet, les mêmes scènes se répètent. De nombreuses entreprises se mettent en grève. Dans différents rayons de nouvelles manifestations, de nouvelle bagarres ont lieu. La police ne tire pas, mais fait usage des sabres et des nagaïkas.

Le 6 juillet tombe un dimanche. Pas de grandes manifestations. Dans les rayons ouvriers, on se prépare fiévreusement pour le lendemain, jour de la manifestation de masse.

Le 7 juillet, à l'aube, la ville présente un aspect rappelant les journées de 1905. A quelques rares exceptions près; toutes les entreprises sont fermées. Il y a 150.000 grévistes. En larges vagues, le mouvement ouvrier déferle dans les rues. La police est débordée, les manifestants avancent irrésistiblement, balayant tous les barrages. La police arrive seulement à empêcher la manifestation de pénétrer dans la Perspective Nevski. Par crainte d'être « ridiculisé » devant le président de la République française, on a mobilisé des masses formidables de gendarmes qui gardent le centre de la ville et n'y laissent entrer aucun manifestant.

On ne se limite pas seulement à des manifestations. Les ouvriers arrêtent toute circulation. Les premiers tramways qui sortent de bonne heure du dépôt de Vyborg ont déjà été arrêtés par les manifestants. On enlève aux conducteurs les clefs et les manches des moteurs. Les voyageurs sont obligés de descendre. Vers midi le mouvement des tramways est rétabli, mais, deux heures après, les ouvriers l'arrêtent de nouveau. La même chose se passe dans les autres rayons. Certains groupes d'ouvriers sans enlever les clefs des moteurs, brisent les vitres des wagons. Les ouvriers remplissent les tramways arrêtés et empêchent de rétablir le courant. Un peu plus tard dans un dépôt les conducteurs abandonnent le travail ce qui diminue encore le mouvement des tramways.

Dans beaucoup d'endroits les ouvriers ferment les boutiques et les magasins; cela est facilité par le fait que les employés ont quitté le travail et rallié la démonstration. On ferme tout d'abord les cabarets, les bistrots. Le samedi soir déjà à Vyborg, on peut observer ce qui suit : un groupe d'ouvrières — environ 50 — visitent tous les cafés, renversent les bocks déjà servis, cassent les bouteilles de vodka et obligent les cabaretiers à fermer. Si les patrons des boutiques s'y refusent, on les chasse de leur local. Les journaux bourgeois commentent avec le plus grand étonnement la tempérance absolue des ouvriers ces jours-là.

La police, se souvenant des jours précédents, n'ose pas tirer. Cependant quand elle peut atteindre un petit groupe d'ouvriers, elle les matraque et les traîne au poste. A leur tour les ouvriers vont au secours de leurs camarades, les arrachent des mains de la police et souvent maltraitent les gendarmes. Une fois dans la rue la foule ne craint plus la police. Presque partout, ce jour-là, on se bat avec elle à coups de poing et à coups de pierre.

Toutes ces manifestations ininterrompues du 7 juillet inquiètent profondément le gouvernement tsariste. Dans la soirée le chef de la police de Saint-Pétersbourg et le ministre de l'Intérieur, Maklakov, tiennent une réunion extraordinaire. On décide

de prendre des mesures énergiques. Le lendemain, le chef de la police avise, dans un appel, la population, que les mesures les plus extrêmes seront prises pour mettre fin au désordre. Bref, c'est la répétition du fameux mot d'ordre de Trépov en 1905 : « Ne pas épargner les balles. »

Malgré tout cela le mouvement ne fait que croître. Les journées du 8 et du 12 sont encore plus tumultueuses. Le nombre des grévistes reste de 150.000. Le 9, les barricades apparaissent dans les rues de Pétersbourg. Elles sont élevées à l'aide des tramways, des pylônes, des barils. Le tout est entouré de fils de fer. La majorité des barricades se dressent dans le rayon de Vyborg. Dans le rayon de Vassiliostrov, une barricade de tonneaux s'élève dans la Grande Perspective. Sur la route de Sestroretsk, une barricade arrête tout le mouvement des trains.

Le mouvement de juillet 1914, est interrompu par la déclaration de guerre. Les grèves, il est vrai, se terminent le 17 juillet. Mais déjà à ce moment on sent venir la guerre. Depuis une semaine déjà des démonstrations patriotiques parcourent la ville. Cela facilite la tâche de la police. En même temps, les fabricants et usiniers, dont le lock-out a développé l'état d'esprit révolutionnaire des ouvriers, font des concessions, étant donné la perspective de commandes de guerre.

Il est tout à fait possible que dans des conditions normales, le mouvement des ouvriers de Saint-Pétersbourg aurait tout emporté. En tout cas, sans la guerre, l'attaque définitive contre le tsarisme aurait eu lieu très rapidement après les journées de juillet. La guerre remet cette lutte à 2 ans et demi plus tard. Juillet 1914 et février 1917, séparés par les années de guerre, sont les anneaux de la même chaîne du mouvement révolutionnaire.

CHAPITRE XX

La *Pravda*

Le rôle de la Pravda *dans le mouvement révolutionnaire. — La* Pravda *et la fraction parlementaire. — La lutte quotidienne contre la police. — Interpellation au sujet de la* Pravda.

La *Pravda* a un rôle très important dans le développement du mouvement révolutionnaire à la veille de la guerre. Dès le premier jour de son existence, elle est un des principaux leviers de notre parti. Non seulement la rédaction et ses collaborateurs, mais encore chaque distributeur, chaque lecteur devient en fait un organisateur des masses ouvrières. L'ouvrier révolutionnaire estime de son devoir de lire chaque matin le journal des bolchéviks, de l'obtenir à tout prix, quelles que soient les difficultés. Chaque numéro passe de main en main, est discuté par des dizaines de lecteurs, éveille la conscience de classe, éduque, organise, bref joue un rôle révolutionnaire immense.

Le succès de la *Pravda* parmi les masses s'explique par la fermeté de sa ligne bolchévik, par le fait qu'à l'encontre de la presse opportuniste des liquidateurs (*le Loutch*) et autres, elle pose les questions nettement, sans biaiser. Alors que le *Loutch* n'a jamais dépassé les 15-16.000 exemplaires, la *Pravda* tire en moyenne 40.000 exemplaires. Les trois quarts des abonnés ouvriers appartiennent au journal bolchévik. On retrouve la même proportion dans les souscriptions en faveur du journal. La *Pravda*, créée avec les gros sous des ouvriers eux-mêmes, vit continuellement du soutien des masses, alors que les liquidateurs publient leur journal surtout à l'aide de grosses sommes, donations de différentes personnalités sympathisantes au menchévisme.

En 1913, la *Pravda* reçoit des groupes ouvriers 2.180 cotisations pendant que le *Loutch* en reçoit 3 fois moins, 660. L'année suivante (jusqu'en mai) la *Pravda* reçoit 2.873 cotisations et le *Loutch* 671. Et en ce qui concerne les correspondants, les lettres à la rédaction, la *Pravda* dépasse de beaucoup la presse menchévik.

Les ouvriers réagissent à chaque événement politique, à chaque victoire ou défaite de la classe ouvrière, en envoyant à la *Pravda*, des saluts, des résolutions, des rapports, etc. Les 4 pages de journal, même quand le format est agrandi, ne suffisent pas à contenir toutes les correspondances ouvrières. Certaines attendent longtemps leur tour. Beaucoup ne peuvent pas être publiées à cause de la censure. Les ouvriers expriment leur haine du régime tsariste et leur volonté révolutionnaire dans la forme la plus brutale. Le journal, publié légalement, ne peut pas tout donner. Quand sa rédaction se décide cependant à donner certaines correspondances, il est inévitablement condamné à une amende et confisqué. C'est une chose tellement ordinaire qu'en envoyant leurs correspondances les ouvriers écrivent :

« Si le journal est confisqué, nous demandons que notre information soit publiée de nouveau dans le numéro suivant. »

La *Pravda* est liée aux masses ouvrières non seulement par les *rabcors*. Elle a encore une liaison vivante par ses très nombreux visiteurs. La rédaction de la *Pravda* est un des centres les plus importants du travail d'organisation du Parti. On y organise des rendez-vous avec les délégués de cellules; on y reçoit toutes les informations sur le travail dans les entreprises; c'est d'elle que partent les directives, les rendez-vous, etc.

L'Okhrana tsariste comprend très bien le danger que représente la *Pravda*. C'est seulement le mouvement révolutionnaire grandissant des ouvriers de Saint-Pétersbourg qui empêche pendant plus de 2 ans le gouvernement tsariste d'en finir, une fois pour toutes, avec le journal ouvrier. Par contre, il recourt à tous les procédés de police qui existent pour frapper chaque

jour le journal, afin qu'épuisée cette forteresse, conquise par les ouvriers, se rende.

L'existence de la *Pravda* est en somme une lutte perpétuelle pour chacun de ses jours, pour chacune de ses lignes. Arrestations, amendes, confiscation, nuée de policiers s'abattant sur lui en grêle, le journal ne connait ni repos ni trêve.

Le Parti crée son organe par un travail considérable, dans des conditions extrêmement pénibles. Le Comité central le considère comme un des secteurs les plus importants du travail révolutionnaire. Il charge les camarades qui collaborent directement au journal d'une tâche très lourde. Un grand rôle dans la consolidation et le soutien de la *Pravda* revient à la fraction bolchévik à la Douma.

La fraction et la *Pravda* sont en contact très étroit, forment un tout. C'est seulement grâce au journal que nous pouvons remplir les tâches que le Parti et le mouvement révolutionnaire nous imposent. Nous utilisons la tribune de la Douma pour parler aux larges masses par-dessus la tête de tous les députés. Mais cela n'est possible que grâce à notre presse ouvrière. Les journaux soi-disant libéraux n'accordent que quelques lignes à nos discours ou même les ignorent. Sans le journal ouvrier bolchévik, nos discours seraient restés inconnus en dehors du palais de Tauride.

Mais là ne s'arrête pas l'aide de la *Pravda* à notre fraction. A la rédaction, nous rencontrons les représentants des usines, nous examinons avec eux différentes questions, nous tenons des réunions, nous recevons des informations, bref la *Pravda*, autour de laquelle se groupe l'actif des ouvriers révolutionnaires, est la source permanente où tout le travail de notre fraction s'alimente.

Dès le premier jour de sa constitution, la fraction met le travail de presse au premier plan de ses préoccupations. D'ailleurs, c'est une des tâches que le C.C. lui a confiées. Aussitôt après l'ouverture de la IV[e] Douma, les députés bolchéviks publient la déclaration suivante :

Assurés que la *Pravda* remplira la tâche que lui impose la situation — le regroupement des forces de l'avant-garde du prolétariat — nous vous invitons, camarades, à la soutenir, à la diffuser, à lui envoyer des informations. Naturellement la *Pravda* a des faiblesses, comme toute chose nouvelle qui n'a pas encore réussi à se consolider. Mais le seul moyen véritable d'y remédier c'est de la soutenir infatigablement [1].

Le Parti décide que je serai responsable du journal.

Le député ouvrier et la presse ouvrière servent une seule et même cause, — déclarai-je dans mon adresse aux ouvriers de Saint-Pétersbourg. Entre eux doit exister le contact le plus étroit. C'est pourquoi, camarades, j'estime qu'il est de mon devoir de participer activement à la publication de notre journal ouvrier la *Pravda*. Camarades ! nous-mêmes, ouvriers, avons créé, de nos propres forces, avec nos gros sous, le premier quotidien ouvrier de Russie, la *Pravda*. Nous, ouvriers de Saint-Pétersbourg, étions au premier rang. Mais il ne suffit pas de créer le journal, il faut encore le renforcer, le consolider, le mettre véritablement debout et cela demande encore beaucoup de travail... Chaque ouvrier doit devenir un abonné, chaque abonné doit faire de nouveaux lecteurs. Il faut des collectes permanentes pour la *Pravda*. Il faut demander la *Pravda* partout et la diffuser le plus largement possible... En avant donc, camarades, pour notre *Pravda* ! Remplissons notre devoir envers le journal au service de la cause ouvrière [2].

L'agitation en faveur du journal, les appels pour son soutien, la recherche de nouvelles ressources ne constituent qu'une partie de mon travail à la *Pravda*. La plus grande partie de mes forces et de mon temps est consacrée à la lutte contre la répression qui s'abat sans répit sur le journal.

Presque chaque jour, il faut faire des démarches et se battre, en quelque sorte, pour empêcher la confiscation de la *Pravda*, recourir aux procédés, aux ruses les plus divers pour que le numéro du jour parvienne à ses lecteurs.

Formellement, le journal sort de la façon suivante : un

1. *Pravda*, n° 190, 11 décembre 1912.
2. *Pravda*, n° 5 (209), 6 janvier 1913.

exemplaire est envoyé par l'imprimerie au « Comité de presse » qui doit l'examiner: en même temps, la vente commence. Habituellement, le Comité met immédiatement arrêt sur le journal et donne l'ordre à la police de le confisquer. Peu de temps s'écoule entre le moment où le journal sort de la rue Ivanov, où se trouve l'imprimerie, et celui où il arrive au Comité, sur la Mokhovaïa. Pendant ce temps il faut faire sortir le journal de l'imprimerie.

Ordinairement, dès l'aube arrivent aux portes de l'imprimerie les représentants des entreprises qui occupent les points stratégiques les plus avantageux, et se préparent à prendre la fuite avec un paquet de journaux encore tout frais.

Plus tard la police devine notre stratagème ; alors dès le soir, elle pose dans les environs de la rédaction une nuée d'espions ; dans la cour de l'imprimerie et dans les rues adjacentes, on remarque souvent des cordons de police. Les fonctionnaires du Comité, en violation de la loi, viennent exercer la censure aux presses mêmes. Alors les « pravdistes » dissimulent des paquets de journaux dans tous les coins, sous l'escalier, dans le grenier, bref partout où c'est possible, afin que la police une fois partie on puisse sortir quelques exemplaires.

Discuter avec la police, avec le Comité de presse qui viole la loi, exiger ne serait-ce que l'observation des convenances de pure forme, tout cela cause des tracas sans fin. La fameuse immunité parlementaire dont je jouis facilite un peu mon travail, mais naturellement elle ne me garantit pas du tout, ainsi que mes camarades de la fraction, de la répression. Les juges enregistrent chaque affaire contre nous et quand le rapport des forces entre les ouvriers et le gouvernement tsariste leur paraît avantageux pour celui-ci, ils nous présentent notre compte. Je suis plusieurs fois mis en cause en vertu des articles 1034, 129, etc... On n'ose pas encore arrêter les députés ouvriers mais on commence des procès, afin d'atteindre sinon eux du moins d'autres camarades plus exposés.

— Qui rédige la *Pravda* ? Quels sont les collaborateurs

du journal ? demande un enquêteur « particulièrement important ».

— Le nom du rédacteur est publié dans chaque numéro du journal ; ses collaborateurs sont des milliers d'ouvriers de Saint-Pétersbourg, — telle est la réponse stéréotypée que reçoit le fonctionnaire.

En mai 1913, la *Pravda* est interdite, mais quelques jours après elle sort de nouveau sous le nom de *Pravda Trouda*. C'est souvent qu'il faut recourir à ce camouflage, évident pour tous. La rédaction possède en réserve des autorisations pour d'autres journaux dont le titre garde toujours le mot *Pravda* : *Za Pravdy* (Pour la Pravda), *Prolétarskaïa Pravda*, *Sévernaïa Pravda* (La Pravda du Nord), *Pout Pravdy* (Voie de la Pravda), etc. Mais ce qui change encore plus rapidement, c'est le nom des rédacteurs et des gérants, car chacun d'eux va, après deux ou trois semaines, passer quelques mois en prison. L'Okhrana n'hésite pas longtemps à suspendre le journal, mais notre appareil de presse est si bien organisé que les ouvriers de Saint-Pétersbourg ne restent presque pas un seul jour sans leur journal bolchévik.

La publication du journal rencontre d'innombrables difficultés. La question des ressources n'est pas une des moindres. La *Pravda* est éditée en majeure partie avec les fonds recueillis parmi les ouvriers. Régulièrement des collectes se font dans les entreprises en faveur du journal. Nous recevons également quelque soutien matériel de certaines personnalités sympathisantes, parmi lesquelles Maxime Gorki qui a toujours aidé notre Parti dans la mesure de ses moyens. Alexis Maximovitch est un fidèle collaborateur de toute la presse bolchévik. Non seulement il soutient moralement la *Pravda* par sa collaboration et son autorité, mais encore il fait tout pour rassembler les fonds nécessaires au journal.

De retour d'émigration, Gorki vit en Finlande, non loin de Saint-Pétersbourg. Pendant l'été de 1913, je vais le voir avec une extrême prudence, afin de ne pas l'exposer à de nou-

velles répressions. Je suis envoyé par le Centre du Parti. Nous avons besoin de Gorki, non seulement pour le journal, mais aussi pour d'autres questions du travail du Parti.

Quand la partie « affaire » est réglée, Gorki se met à me questionner abondamment sur la vie du Parti, l'état du mouvement révolutionnaire, le travail illégal, l'activité parlementaire et extra-parlementaire des députés bolchéviks, etc. Il consacre une très grande attention à chaque détail et à l'état général de la lutte révolutionnaire. Mais Gorki porte encore un intérêt plus vif, plus persistant, à ce qui se passe dans les usines, au plus profond de la vie ouvrière. Je réussis à peine à répondre à son avalanche de questions.

Gorki répond avec beaucoup d'empressement à notre demande d'aide et promet de faire tout ce qu'il peut. Il s'occupe énergiquement des affaires dont nous nous sommes entretenus, nous aide à établir des liaisons, à recevoir les fonds nécessaires alors au travail du Parti et en particulier à la parution de la *Pravda*.

La vitalité de la *Pravda* irrite la police qui, peu à peu, agit en toute liberté, négligeant même les plus minimes formalités légales. Sans aucun ordre de confiscation, les agents se jettent sur nos vendeurs, les arrêtent, leur enlèvent les paquets de *Pravda*. L'insolence de la police est telle que ces attaques ne sont même pas suivies d'une décision du Comité de presse.

Une nuit, fin février 1914, sans aucun mandat, probablement sur l'ordre de l'Okhrana, un groupe d'agents dirigé par un officier arrive à la rédaction. Toutes les serrures sont forcées, les dossiers et les manuscrits inventoriés et jetés par terre. A 4 heures du matin, on m'informe de ce fait. Je ne fais qu'un saut jusqu'à la rédaction et je me mets à discuter avec la police sur l'illégalité de la perquisition et de la violation de domicile. Or, à cette époque je ne suis déjà plus officiellement gérant du journal. Les chefs de la police m'interpellent violemment :

—De quoi vous mêlez-vous ? Vous n'avez rien à faire avec ce journal, tout cela ne vous regarde pas.

— Comment cela ? Je suis député ouvrier et il s'agit d'un journal ouvrier. C'est une seule et même chose.

La police continue cependant sa perquisition, enlève tous les documents qui lui plaisent. Le lendemain je vais au ministère pour protester contre cette violation de la loi. Naturellement rien de pratique n'en résulte, le ministre et les préfets agissent de commun accord.

A ce moment précisément, le gouvernement dépose à la Douma un nouveau projet de loi sur la presse qui enlève à celle-ci les dernières « libertés » conquises en 1905. Le sac de la *Pravda* n'est en somme qu'une expression pratique de la nouvelle loi.

En connexion avec d'autres répressions, la fraction décide d'interpeller le gouvernement sur la confiscation illégale de la *Pravda*. Je développe l'interpellation le 4 mars, dans un discours exposant la situation générale de la presse ouvrière dans le pays. J'appelle également les masses ouvrières à se grouper étroitement autour de la *Pravda* et à la soutenir davantage encore.

L'interpellation est repoussée par la Douma réactionnaire, mais mon but est atteint, car chaque jour les souscriptions et les abonnements de la *Pravda* vont augmentant.

Les journées de juillet 1914 sont des journées de travail intense pour la *Pravda*. Chaque jour elle publie des communiqués enflammés sur la lutte. La rédaction est en contact permanent avec le comité de grève, le seconde, organise les collectes, publie ses informations, etc. Cette fiévreuse activité provoque immédiatement la risposte policière. Les poursuites redoublent. Les amendes, les confiscations, les arrestations pleuvent sans arrêt, l'imprimerie et la rédaction sont nuit et jour assiégées par une nuée d'espions, d'agents, de gendarmes.

Chaque numéro doit être littéralement arraché de la police; il faut discuter, prouver que selon l'un ou l'autre des paragraphes de la loi, le journal, dans la minute donnée, ne peut être confisqué. Il m'arrive souvent de passer des nuits entières à la rédaction, de l'aider à repousser la police. J'ai toujours avec

moi un recueil des lois sur la presse, afin de pouvoir à chaque moment prouver au chef de la police qu'il est dans son tort.

Mais quand le gouvernement voit que les ouvriers de Saint-Pétersbourg dressent déjà des barricades, il passe à la contre-attaque. L'Okhrana arrête certains militants, mais, en même temps, elle comprend qu'il est beaucoup plus important de détruire toute l'organisation et avant tout de priver le mouvement révolutionnaire de son arme la plus solide, la presse.

Cette fois l'attaque est combinée de telle sorte qu'elle doit atteindre non seulement toute la rédaction, mais encore le groupe principal des visiteurs de la *Pravda*. Le 8 juillet, dans la soirée, la police fait son entrée dans le local du journal où le travail bat son plein. C'est le moment où, après le travail, les ouvriers se dirigent ordinairement vers le journal avec leurs correspondances, leurs souscriptions ou d'autres affaires concernant soit le Parti, soit les syndicats.

Informé du coup de force, je me rends à la *Pravda* que je trouve entièrement cernée. Les chefs de la gendarmerie et leurs aides fouillent de fond en comble les tables et les armoires. Partout c'est le désordre le plus complet. Tous les collaborateurs ainsi que les visiteurs sont arrêtés et enfermés dans un des bureaux. Parmi eux, je me souviens des camarades Kissélievv, Guertik, Guerbe et autres.

Je traverse avec difficulté le cordon de police. On ne me laisse pas voir les camarades arrêtés, je peux seulement leur parler par la porte ouverte. Je commence par protester contre la perquisition et les arrestations, en déclarant que je porterai l'affaire à la Douma. Au début les officiers de gendarmemie ne semblent pas savoir que répondre. Ils téléphonent à leur chef pour recevoir des instructions; évidemment on leur répond d'agir résolument. Alors les gendarmes se mettent à me pousser hors de la rédaction en disant qu'ils ne s'occupent pas de moi puisque je n'ai rien à voir avec le journal. J'insiste. Cependant la police l'emporte, et je sors non sans que le procès-verbal de mon intrusion dans les affaires de la police ne soit établi.

Le raid à la *Pravda* en juillet 1914 est le signal de l'offensive contre les organisations ouvrières. En même temps, à la veille même de la déclaration de la guerre, la police saccage toutes les rédactions de journaux ouvriers et les sociétés culturelles et professionnelles. Dans tout Saint-Pétersbourg, on procède à des arrestations en masse. Des groupes entiers sont expédiés dans le Nord et en Sibérie.

Le déclenchement de la guerre renforce encore le régime policier. L'activité du Parti s'affaiblit, passe de nouveau à l'illégalité la plus complète. La fraction examine plus d'une fois la question du rétablissement, sous n'importe quel prétexte, de la presse ouvrière. Cette question est parmi d'autres à l'ordre du jour de la conférence de novembre où est arrêtée toute la fraction bolchévik. On ne réussit donc pas à faire reparaître la *Pravda* pendant la guerre.

CHAPITRE XXI

Préparation du congrès

Résolution sur la convocation du congrès. — Les directives de Vladimir Ilitch. — Le congrès du Parti et celui de l'Internationale. — Le « plan » des menchéviks. — La préparation du congrès. — La garde des documents.

Le dernier congrès panrusse du Parti (le V[e]) a eu lieu à Londres en 1907. Depuis ce temps, de grands événements politiques se sont produits dans le pays. On sait également que dans le Parti se sont effectuées des modifications importantes. Si, pendant les années de réaction, il a été impossible de réunir un congrès du Parti, maintenant c'est devenu possible. Or, le mouvement ouvrier, toujours croissant, pose d'immenses problèmes de la lutte révolutionnaire, qu'il est nécessaire de mettre à l'ordre du jour et de résoudre au congrès. Devant le Parti se posent de nombreuses questions aussi bien de politique générale que d'organisation intérieure. Elles doivent toutes être résolues définitivement au congrès.

La convocation du congrès du Parti est décidée à la conférence de Poronine en septembre 1913.

La croissance du mouvement ouvrier, la crise politique qui vient, la nécessité d'une action de la classe ouvrière dans toute la Russie — lit-on dans la résolution, — rendent et nécessaire et possible la convocation d'un congrès après une bonne préparation.

La conférence invitait les membres du Parti à poser la question du congrès devant leurs organisations, à élaborer l'ordre du jour, à fixer la date, les projets de résolutions, à organiser des collectes parmi les ouvriers, etc.

La conférence de Poronine fixe approximativement la date du congrès. Il est décidé de profiter du moment où le congrès international socialiste doit se tenir à Vienne, en août 1914. Le C.C. estime tout à fait désirable et nécessaire que les bolchéviks participent largement à ce congrès. En plus, en réunissant la préparation au congrès international à celle du congrès du Parti, il est possible de mener le travail plus profondément, plus largement. Cela favorisera beaucoup la convocation clandestine du congrès du Parti.

En parlant du congrès socialiste, à la conférence de Poronine, Vladimir Illitch montre qu'il faut que de nombreux ouvriers y participent :

Jusqu'à présent, dit-il, le Parti social-démocrate était représenté dans l'arène internationale soit par les organismes centraux du Parti soit par différents groupes d'émigrés : les partisans du *Vpériod*, les « conciliateurs », etc. qui comprennent exclusivement des intellectuels. Actuellement, il faut mettre tout en œuvre pour que les représentants soient de véritables ouvriers. Il faut obtenir que chaque syndicat, chaque coopérative ouvrière, chaque école ou club ouvrier, chaque organisation locale du Parti envoie ses délégués. La représentation de celles des organisations qui pour des raisons techniques ou de conspiration ne peuvent envoyer leurs délégués, doit être assurée par la fraction parlementaire. Tous les députés bolchéviks doivent obligatoirement assister au congrès parce que d'abord ils sont tous des ouvriers et ensuite parce qu'ils sont de véritables représentants de la classe ouvrière russe.

Vladimir Illitch souligne la nécessité de relier le congrès de Vienne à celui du Parti. Les élections à ces deux congrès doivent être faites d'une façon telle qu'il soit possible d'organiser pendant le même temps le congrès du Parti.

La conférence décide de mener immédiatement l'agitation en faveur de l'envoi de délégués au congrès international et de commencer en même temps la préparation du congrès du Parti. Aussitôt après la conférence de Poronine cette question est posée devant les organisations locales. Cependant, ce n'est qu'au printemps et pendant l'été de 1914 que le travail pour la pré-

paration du congrès international et surtout du congrès du Parti devient vraiment intensif.

En avril 1914, notre fraction reçoit, avec d'autres directives du C.C., des indications pratiques de Lénine pour renforcer la préparation du congrès.

Il faut d'abord, écrit Lénine, renforcer toutes les organisations illégales du Parti. Le mouvement révolutionnaire a tendance à se développer, mais l'absence de bonnes organisations illégales, l'absence de direction, peut disperser ce mouvement et le rendre impuissant. La consolidation de nos cellules illégales est la tâche essentielle dans la préparation du congrès qui, à son tour, jouera un grand rôle dans la constitution et la consolidation aussi bien du congrès du Parti que des organisations locales. Le congrès dirigera le mouvement révolutionnaire dans une voie définie et ferme. Il organisera politiquement les ouvriers, donnera des directives déterminées; en outre, il écrasera définitivement les liquidateurs et en particulier les sept députés menchéviks.

...Notre victoire, c'est-à-dire la victoire du marxisme révolutionnaire, est immense. La presse, la campagne pour les assurances, les syndicats et les sociétés culturelles, tout cela est à nous. Mais cette victoire est limitée. Nous avons triomphé par une bonne discipline, un travail bien organisé... Si nous voulons garder nos positions et ne pas laisser le mouvement ouvrier perdre la direction du Parti et devenir un mouvement anarchique, éparpillé, nous devons renforcer à tout prix nos organisations illégales. On peut se passer d'une partie du travail qui est mené à la Douma avec tant de succès, mais il faut redoubler l'activité illégale hors de la Douma. Il nous faut un bon appareil de propagande, l'organisation de groupes ouvriers dans les entreprises qui puissent rapidement répandre les mots d'ordre lancés d'en haut. Il faut de nouveau employer la cooptation dans le choix des militants du Parti[1].

Vers la même époque est établi l'ordre du jour suivant du congrès : 1. Rapport du Comité central et des organisations locales ; 2. la situation politique ; 3. les tâches d'organisation

1. Extrait du rapport du chef de l'Okhrana moscovite du 27 avril 1914. Ce matériel a été reçu d'un agent, sans doute de l'indicateur « Pélagie » (Romanov). Archives du département de la Police, 1914, dossier n° 307, p. 296.

du Parti ; 4. les tâches du mouvement gréviste ; 5. le nouveau projet de loi sur la presse ; 6. la tactique du mouvement syndical ; 7. la tactique des organes d'assurances ; 8. questions du programme : *a)* question nationale, *b)* compléments au programme du Parti ; 9. le mouvement narodnik ; 10. attitude envers les liquidateurs ; 11. collaboration à la presse bourgeoise ; 12. élections du Comité central et de la rédaction de l'organe central ; 13. divers.

Ainsi au congrès devaient être posées toutes les questions essentielles du mouvement révolutionnaire et du travail du Parti. En outre, le congrès devait résoudre les questions vitales de l'organisation du Parti.

La composition approximative du congrès a été également fixée, 10 à 15 délégués de Saint-Pétersbourg, 6 à 10 de Moscou, 2 à 4 des environs de Moscou, 2 à 6 de la région de Moscou, 9 à 10 délégués devaient représenter Kiev, Kharkov, Ekatérinoslav, Odessa, Nicolaïev, Krementchoug et des rayons miniers. On attendait 4 à 6 délégués de l'Oural, 3 à 4 de la région du Volga, 2 à 3 du Caucase, 2 à 3 de Gomel et de Dunabourg, 1 ou 2 d'Esthonie ; Vologda, Arkhangel et la Sibérie avaient droit respectivement à 1 délégué. En outre, les organes de presse avaient droit à 7-10 délégués. Les représentants du Bund, des organisations lettone, polonaise et lithuanienne étaient invités.

L'élection des délégués, l'établissement des résolutions, l'envoi des mandats, le rassemblement des fonds, et enfin le passage de la frontière de tous les délégués exigent un immense travail d'organisation. Toutes les forces du Parti à cette époque sont tendues. Il est décidé de former auprès du C.C. une commission d'organisation pour la convocation du congrès. Outre cette commission centrale qui siège à Saint-Pétersbourg, sont créées quatre commissions régionales, à Moscou, au Caucase, dans le Sud et dans l'Oural. Les obligations de ces commissions consistent à renforcer et à rétablir là où il le faut les organisations du Parti, à procéder à l'élection des délégués et à mener

toute la préparation du congrès. Elles doivent s'occuper en premier lieu des rayons suivants : Saint-Pétersbourg, Moscou et sa région, Kiev, Kharkov, Ekatérinoslav, Odessa, Nicolaïev, Krémentchoug, Vologda, Arkhangel, Gomel, Dunabourg, Oural, le Volga, le Caucase, la Sibérie et la région minière du Don. On devait organiser dans ces régions des conférences du Parti les plus étendues possibles.

Il est également décidé d'organiser avec les députés de notre fraction une tournée d'organisation et d'agitation par toute la Russie. Chaque député devait d'abord visiter sa circonscription puis se rendre dans d'autres régions, y mener le travail de préparation du congrès. C'est Vladimir Ilitch lui-même qui fixe à chacun une région. Pétrovski devait se rendre en Esthonie, après avoir visité l'Ukraine ; Mouranov, dans l'Oural ; Chagov, après Kostroma, irait à Vladimir. Pour ma part, outre Saint-Pétersbourg, je devais encore m'occuper d'une partie de la région du Volga et du Caucase.

Parallèlement au renforcement des organisations locales du Parti, Vladimir Ilitch indique la nécessité de renforcer les organes dirigeants du Parti en Russie. Dans ce but il propose de faire évader les camarades Staline et Sverdlov alors en exil, et d'attirer au travail encore d'autres camarades. Je reçois de lui une lettre m'informant que j'étais membre du Bureau russe du Comité central du Parti.

Ainsi, le plan de la préparation du congrès élaboré par le C.C. était en somme celui du renforcement général de l'organisation du Parti. En outre, comme je l'ai déjà dit, il comprenait en lui-même la préparation du congrès socialiste international.

Notre congrès devait se tenir avant le congrès international, afin que nos délégués à ce dernier pussent s'y rendre avec les résolutions adoptées par les organismes supérieurs du Parti. Le Bureau socialiste international avait fixé ainsi l'ordre du jour du congrès de Vienne : 1. le chômage ; 2. l'alcoolisme ; 3. la

vie chère et la question agraire qui s'y rattache ; 4. l'impérialisme en liaison avec la question coloniale ; 5. la situation des détenus politiques dans les prisons tsaristes ; 6. l'unité du Parti social-démocrate de Russie.

La dernière question avait été mise à l'ordre du jour par suite de la décision prise par le Bureau socialiste international de décembre 1913, à sa séance de Londres, au sujet de la scission de la fraction social-démocrate à la Douma. La question de l' « unité » du Parti s'était également posée plus tard à d'autres réunions et conférences du Bureau. Jamais le Bureau n'avait réussi à prendre une décision ferme. Etant donné le développement énorme de la tendance bolchévik et le recul certain du menchévisme, poser la question de l'unité avec les menchéviks est pour le moins inopportun. Les quatre cinquièmes des ouvriers, au moins, sont pour le C.C. bolchévik; il aurait été beaucoup plus juste alors non pas de parler d'unité avec les menchéviks, mais de les reconnaître comme insoumis au Parti et d'exiger la liquidation de leur centre ce qui aurait vraiment permis de réaliser l'unité du Parti. C'était le point de vue que défendaient les bolchéviks devant le Bureau international. C'est pourquoi dans ce cas il devient absolument indispensable que les délégués bolchéviks au congrès soient au complet.

Comme pour toutes les campagnes menées en Russie par le Parti, le travail essentiel de la préparation du congrès revient à notre fraction. Ce travail est évidemment rigoureusement secret. La situation est un peu différente en ce qui concerne le congrès international. Nous pouvons mener en sa faveur une certaine campagne d'agitation dans notre presse. Mais, c'est naturellement bien peu de chose. Pour des raisons de censure, nous l'appelons congrès international des organisations ouvrières, congrès des syndicats et autres termes approchants. Les ouvriers du Parti, habitués au langage « prudent » de notre journal, comprennent très bien de quoi il s'agit, d'autant plus que les rapports oraux et la presse illégale complètent largement les informations de notre journal. Une circonstance par-

ticulièrement importante c'est que de nombreuses questions posées par nous en liaison avec le congrès international concernent en fait le congrès du Parti. Sous le couvert du congrès international se mène toute la préparation de notre congrès.

De leur côté, les menchéviks se préparent au congrès. Ils savent qu'ils y seront en minorité, aussi parmi eux se propage l'opinion de ne pas tenir le congrès. Ils se disposent seulement à convoquer à cette époque une conférence des représentants des organisations du Bloc d'août 1912. Il en est autrement pour le congrès international ; ils ne peuvent refuser d'y assister bien qu'on puisse dire à l'avance que sa décision sur la « question russe » ne sera pas favorable aux menchéviks. Les liquidateurs mobilisent toutes leurs forces, et commencent à mener l'agitation dans les organisations ouvrières.

Mais le rapport des forces dans ces organisations ne peut laisser aux liquidateurs aucun espoir de gagner la majorité aux élections. Aussi bien dans les syndicats, les organisations d'assurance et autres, l'énorme majorité des ouvriers suit les bolchéviks. Pendant l'été de 1914, sur 18 syndicats existant à Saint-Pétersbourg, 14 ont une direction à majorité bolchévik. Un autre est dirigé en parties égales par les bolchéviks et les menchéviks et 3 seulement appartiennent aux menchéviks. Les bolchéviks l'emportent dans les syndicats importants, par exemple celui de la métallurgie, le plus fort de tous. La même proportion se retrouve dans les organismes d'assurances ouvriers. Pour ceux de la capitale, on élit 37 délégués bolchéviks et 7 menchéviks ; à l'échelle panrusse, 47 bolchéviks et 10 menchéviks.

N'espérant pas obtenir la majorité et craignant surtout de rester sans mandat pour le congrès de Vienne, les menchéviks recourent, en fin de compte, à l'idée d'une représentation double. La première tentative est faite parmi les métallurgistes, où les menchéviks veulent à tout prix un représentant « à eux », même s'il est simplement adjoint au candidat bolchévik. Ils proposent donc d'envoyer deux délégués pour le syndicat des métallurgistes, parce que, soi-disant, un seul délégué ne représenterait

qu'une fraction et expliquerait forcément le travail du syndicat d'une façon tendancieuse. Les S.-R. exigent alors un mandat, bien qu'ils ne comptent que quelques dizaines de membres. Bon gré mal gré, les liquidateurs se voient obligés d'accepter cette revendication. Ainsi la proposition menchévik revient à élire une représentation bigarrée, incapable de donner au congrès la véritable physionomie de l'organisation.

Mais la majorité des ouvriers repousse catégoriquement cette proposition. Au congrès, il faut envoyer un délégué pour toute l'organisation syndicale et non pas autant de délégués qu'il y a de tendances. Voici comme exemple caractéristique la résolution adoptée à la réunion des délégués des usines de poudre d'Okhtensk :

> Nous, membres du syndicat des métallurgistes, au nombre de 25, reconnaissons la nécessité d'envoyer au congrès ouvrier international un délégué, élu à la majorité, et capable d'exprimer suffisamment nos intérêts. Nous estimons erronée l'idée d'envoyer un délégué par tendance ; nous y trouvons, en outre, une incompréhension de l'organisation et de la discipline; enfin, nous jugeons inadmissibles les élections proportionnelles[1].

C'est ainsi que le stratagème des menchéviks destiné à falsifier la représentation des organisations ouvrières échoue. Comme il faut s'y attendre, la majorité des mandats au congrès socialiste international est accordée aux bolchéviks.

La préparation du congrès du Parti se poursuit avec succès. Depuis le printemps, elle se renforce. Notre tâche de développer les cellules du Parti dans la période qui précède le congrès est, dans une grande mesure, facilitée par l'immense essor du mouvement ouvrier. Les masses ouvrières se tournent de plus en plus vers le Parti, de nouveaux cadres révolutionnaires y adhèrent, le travail des organes dirigeants passe à un niveau plus élevé. Par conséquent, le congrès et les questions

1. *Troudovaïa Pravda*, n° 27, du 28 juin 1914.

posées à son ordre du jour sont assurés d'avoir l'attention des masses ouvrières du Parti.

Bien que la situation soit favorable, il n'en est pas moins nécessaire de faire un grand travail d'organisation. Dans l'illégalité, il est extrêmement difficile de réunir la plus petite conférence du Parti ; or, nous devons organiser dans tout le pays des conférences de rayons assez larges, qui seront suivies de conférences de villes et de régions. Outre les questions d'agitation et de propagande, l'organisation technique du congrès présente de grandes difficultés. Elle exige des méthodes rigoureusement clandestines, car l'arrestation de quelques délégués pourrait faire rater le congrès, ce qui serait un coup très dur pour le Parti. Une dernière question importante est celle des fonds.

L'organisation de Saint-Pétersbourg met ce travail au centre de son activité. Depuis le comité de Saint-Pétersbourg jusqu'aux rayons et aux cellules, tous se préparent, recueillent l'argent, tiennent des réunions, examinent les questions du congrès, etc. L'été favorise la tenue de réunions illégales en dehors de la ville, dans les forêts où l'on est plus ou moins à l'abri de la police. S'il faut une réunion plus vaste, on organise une excursion en banlieue, au nom d'une société culturelle quelconque. Nous partons à une dizaine de kilomètres de la ville, nous nous enfonçons dans la forêt, nous disposons des sentinelles qui n'indiquent le chemin qu'avec un mot de passe, etc. A ces réunions on ne traite pas seulement du prochain congrès, mais également des questions actuelles de la lutte révolutionnaire.

L'Okhrana sent qu'un grand travail se fait à Saint-Pétersbourg et essaie par tous les moyens de découvrir notre organisation. Une nuée d'espions entourent les organisations ouvrières, surveillent surtout les centres du Parti tels que la rédaction de la *Pravda* et notre fraction. Mais nous redoublons de prudence. Naturellement, il y a bien quelques arrestations, mais pas de grandes pertes.

La préparation au congrès bat son plein à Saint-Pétersbourg. Je reçois des sommes d'argent importantes consacrées au

congrès et également de nombreuses propositions, des résolutions sur l'ordre du jour du congrès, etc.

En province, le travail commencé plus tard va son train. Les membres de notre fraction, aussitôt après la clôture de la Douma, partent dans leurs circonscriptions, puis visitent d'autres villes, établissent des liaisons avec les cellules locales, font des rapports sur le congrès, assistent à l'élection des délégués, rassemblent les résolutions, etc. Au cours du travail, on résout différentes questions du travail courant, en particulier celles du mouvement gréviste, des syndicats, etc. Les bolchéviks y ont le rôle dirigeant ; l'influence des menchéviks devient de plus en plus faible.

Partout la préparation au congrès avance énergiquement. Clandestinement on me transmet les mandats et autres documents, on indique aux délégués la façon de se rendre au congrès, de passer la frontière, etc. Les souscriptions augmentent. Au milieu de juillet, le travail est réalisé aux deux tiers. Mouranov se rend déjà dans l'Oural, une fois finie sa tournée dans son rayon. Dans quelques jours, Pétrovski partira en Esthonie. Pour ma part, j'ai complètement fini le travail à Saint-Pétersbourg. J'ai retardé un peu mon voyage à la Volga et au Caucase car l'action de juillet des ouvriers de la capitale demande un énorme travail.

Au moment de la déclaration de guerre, en tout cas, la préparation des deux congrès est presque finie. La majorité des délégués est élue, les résolutions sont établies, nous avons presque tous les mandats. Toute l'organisation technique des passeports, passages de frontières, etc. est prête. Enfin, nous avons un fonds provenant de collectes pour le congrès. Il est indubitable que la tenue du congrès sera des mieux réussie.

La déclaration de guerre et la réaction furieuse qui la suit changent brusquement la situation. La tenue du congrès devient impossible, d'autant plus que les frontières sont fermées et que nous sommes complètement coupés des autres pays.

Le congrès est remis. Le congrès de la IIe Internationale ne peut également se tenir dans ces conditions.

Comme nous espérons tout de même tenir le congrès du Parti, sinon maintenant, du moins plus tard, nous estimons nécessaire de conserver tout le matériel et les documents rassemblés. Ils sont très importants pour tout notre parti, depuis les organisations locales jusqu'au C.C. Ils renferment toutes les liaisons, tous les fils du travail du Parti, c'est-à-dire en fait l'organisation dans son entier.

Je les ai chez moi. Il a été entendu que je les ferai passer à l'étranger, au C.C., pour que les délégués puissent partir plus « librement ». Maintenant, quand sur toutes les frontières on se bat, quand toute la correspondance, tous les départs de Russie sont contrôlés par le contre-espionnage militaire, il ne faut pas songer à expédier ces documents.

D'autre part, il est dangereux de les conserver chez moi. Toutes les organisations ouvrières sont détruites. Bientôt viendra le tour de notre fraction ; il est clair déjà que le gouvernement a déclaré la guerre aux députés ouvriers. On peut s'attendre à tout moment à des descentes de police. Il y a déjà eu une alerte et nous avons été sur le point de brûler tous nos matériaux et documents.

Les jours de l' « immunité parlementaire » sont comptés. Il faut se presser de mettre ces documents en sûreté.

On décide de les faire passer en Finlande, dans une petite ville à deux heures de chemin de fer de Saint-Pétersbourg. Dissimulant les documents selon toutes les règles de l'art, je me promène un bon moment en ville afin d'être certain d'avoir « semé » tous les mouchards, et je pars en Finlande. Il a été convenu que la cachette serait connue encore de quelqu'un, du camarade Olminski, qui vit en Finlande avec quelques autres amis. Nous creusons un trou au pied d'un arbre, en pleine forêt, nous y enterrons les documents et recouvrons le tout d'une grosse pierre.

Quelque temps après, nous décidons de les faire quand même parvenir au C.C. par l'intermédiaire du C.C. du Parti finlandais qui a encore quelques possibilités de liaison avec l'étranger. Je vais de nouveau en Finlande déterrer les documents et les apporte à Helsingfors.

En même temps, je demande au C.C. du Parti finlandais de venir en aide à nos organisations. Tout a été anéanti. Pour recommencer le travail, il nous faut de l'argent, des possibilités techniques, des liaisons avec l'étranger, etc. Le Parti finlandais légal jouit d'une bien meilleure situation que nos organisations.

Les camarades finlandais trouvent le moyen de nous aider un peu.

La préparation du congrès menée en 1914 a une grande importance d'organisation. Toutes les organisations du Parti ont été mises sur pied, depuis les centres dirigeants jusqu'aux cellules de base. Bien que le congrès n'ait pu avoir lieu, par suite de la guerre, sa préparation renforce, consolide le Parti. Elle grossit les rangs des organisations du Parti, les consolide et forme de nouveaux cadres de militants fermes et courageux.

La guerre

CHAPITRE XXII

Le début de la guerre

La déclaration de guerre. — L'action ouvrière au cours de la mobilisation. — Interview sur la guerre. — Elaboration de la déclaration à la Douma. — Refus de voter les crédits de guerre. — Conditions du travail du Parti au début de la guerre. — Les premiers tracts contre la guerre du Comité de Saint-Pétersbourg. — Recherches de l'Okhrana. — Voyages à travers la Russie.

L'action des ouvriers de Piler en juillet 1914 et la grève de Bakou constituent les derniers événements révolutionnaires importants qui précèdent la guerre. Cette lutte a coûté très cher à la classe ouvrière. Le gouvernement tsariste mis en face d'un vaste mouvement de masse qui va jusqu'à l'érection de barricades et l'insurrection armée, n'a reculé devant rien pour écraser la révolution montante. Par les lock-outs, il attaque la situation économique des ouvriers ; par les arrestations en masse, les renvois en exil, il frappe leurs organisations politiques. Le prolétariat doit regrouper ses forces pour engager de nouveau le combat.

La déclaration de guerre déchaîne la réaction. Dans l'atmosphère du chauvinisme le plus repoussant, de l'ultra-patriotisme réchauffé, le gouvernement tsariste attaque violemment non seulement les organisations illégales du Parti, mais encore toutes les organisations ouvrières légales.

La guerre, née formellement d'un conflit entre l'Autriche et la Serbie, est en réalité une grande lutte de rapaces impé-

rialistes, prêts à sauter à la gorge de leurs concurrents pour conquérir de nouveaux marchés. Pour la bourgeoisie, c'est la perspective non seulement de nouvelles rapines sur le marché mondial, mais encore de bénéfices énormes à l'intérieur par les innombrables commandes de guerre. Sous le masque de l'idéal national, percent les appétits les plus vulgaires du capitalisme mondial. La bourgeoisie de tous les pays accueille la déclaration de guerre avec enthousiasme et la bourgeoisie russe ne fait pas exception. Auparavant, elle a joué de temps à autre au libéralisme, à l'opposition ; maintenant, au nom du tout-puissant idéal de conquête, elle se met à plat ventre devant le gouvernement, jurant fidélité au drapeau tricolore tsariste. La monarchie des Romanov, avec son sanglant régime policier, avec son oppression des masses populaires, devient tout à coup le défenseur de la démocratie et des petites nationalités contre les junkers prussiens et le militarisme allemand.

Du matin au soir, des cortèges se déroulent dans les rues de Saint-Pétersbourg. Portant le portrait du tsar et des drapeaux tricolores, la cour, avec la police, l'Okhrana et les petits bourgeois de toutes catégories, défilent par la ville en chantant « Dieu protège le tsar » et en poussant de bruyants hourras. Sous la haute protection du gouvernement, ils forcent les passants à saluer, arrachant des tramways ou de leurs fenêtres et frappant tous ceux qui ne manifestent pas suffisamment leur patriotisme. Chacune de ces manifestations organisée et protégée par la police peut à tout moment dégénérer en pogroms. C'est ce qui arrive. A Saint-Pétersbourg, les « patriotes » saccagent le consulat allemand ; à Moscou, le pogrom prend de plus grandes proportions ; de nombreuses entreprises commerciales et industrielles allemandes sont pillées.

Aux pogroms patriotiques font suite les génuflexions devant le palais du tsar. Même les étudiants petits-bourgeois, fiers de leurs traditions « de gauche », se mettent à genoux devant le Palais d'Hiver, en poussant d'enthousiastes hourras au monarque « adoré ».

L'esprit chauvin s'empare de tout le pays. La soldatesque en prend de plus en plus à son aise. Sans même recourir à des prétextes formels, la police du tsar s'empresse de régler les vieux comptes avec l'ennemi « intérieur », c'est-à-dire avec la partie la plus avancée, la plus consciente du prolétariat russe. Le gouvernement achève rapidement son attaque commencée avant la guerre contre la classe ouvrière. D'un coup de plume, les organisations ouvrières encore existantes sont fermées ; les prisons se remplissent davantage encore. En Sibérie, les rangs des exilés grossissent. Les organisations du Parti subissent de lourdes pertes, sont privées de leurs meilleurs militants. La réaction de guerre frappe toujours plus la classe ouvrière. La bourgeoisie s'est préparée à la guerre peu à peu et longtemps à l'avance ; elle surprend le prolétariat qui non seulement n'est pas préparé, mais encore a été brisé dans de durs combats contre le tsarisme. En outre, le venin patriotique largement répandu ne peut pas ne pas contaminer des couches arriérées d'ouvriers qui, au début, ne comprennent pas bien ce qui se passe. Dans ces conditions, il est difficile de s'imaginer la possibilité pour le prolétariat russe d'opposer une résistance large et organisée à la folie guerrière et à la réaction alors maîtresse du pays.

Et pourtant, malgré l'organisation insuffisante, malgré les lourdes pertes subies, les ouvriers de Saint-Pétersbourg manifestent contre la guerre.

Dès le début, pendant la mobilisation, le Comité de Saint-Pétersbourg publie son premier appel contre la guerre ; adressé à tous les ouvriers, les paysans et les soldats, il commence ainsi :

Un spectre sanglant se lève sur l'Europe. « *A bas la guerre ! Guerre à la guerre !* », tels sont les mots d'ordre qui doivent être répandus par toute la Russie. Les ouvriers doivent se souvenir qu'ils n'ont pas d'ennemis au delà de la frontière, que partout leur classe est opprimée par les riches, exploitée, rivée aux chaînes de la misère... Soldats et ouvriers! On vous invite à mourir pour la gloire des fouets cosaques, pour la patrie qui mitraille les paysans, les ouvriers affa-

més, qui jette en prison les meilleurs de vos fils. Non, nous ne voulons pas de guerre, voilà ce que nous devons déclarer. Nous voulons une Russie libre. Tel doit être votre cri.

Ce manifeste, écrit rapidement sous l'impression des premières nouvelles de la catastrophe, ne donne qu'une brève analyse de la situation, mais déjà alors, aux premiers jours de la guerre, l'organisation bolchévik de Pétersbourg trace la ligne qui sera ensuite renforcée, développée, complétée par toutes les autres organisations du Parti.

Il ne fait aucun doute qu'en province, la plupart des ouvriers révolutionnaires avancés pensent la même chose. Nous sommes coupés d'eux et par conséquent privés de la possibilité de savoir ce qui se passe dans les autres villes de Russie ; cependant quelques nouvelles nous arrivent. Caractéristique est la lettre qui m'est envoyée de Kostroma le lendemain de la mobilisation. Elle contient la résolution suivante adoptée dans une réunion d'ouvriers de cette ville :

Nous protestons résolument contre la politique du gouvernement et des classes dirigeantes qui ont entraîné les prolétaires de Russie, de Serbie, d'Autriche et d'Allemagne dans une guerre fratricide; nous demandons à la fraction du P.O.S.D.R. quelles sont les mesures prises par elle contre la guerre et pour exprimer la solidarité des prolétaires des Etats belligérants ?

Le début de la guerre est marqué à Saint-Pétersbourg par quelques grèves et même des démonstrations. Le jour de la mobilisation des réservistes, 20 entreprises font grève en signe de protestation. Dans certains endroits, les réservistes sont accueillis par les cris de « A bas la guerre ! » et par des chants révolutionnaires.

Mais la situation a maintenant bien changé. Le public, galvanisé par les cris patriotiques, ne garde plus l'attitude de neutralité « sympathisante » ; lui-même attaque les manifestants, aidant la police à les arrêter et à les maltraiter. Voici un exemple typique de la rage « patriotique » de cette époque. Cela se

passe le jour de la mobilisation, sur le Nevski, près de la Douma municipale, c'est-à-dire au centre de la ville.

Derrière les réservistes, apparaissent les manifestants ouvriers; aux cris de « A bas la guerre ! », ils s'approchent tout près des mobilisés. D'ordinaire, le public de Nevski, qui se compose surtout de petits bourgeois et de flâneurs désœuvrés, s'empresse pendant les démonstrations ouvrières de fuir par le plus court chemin ou de se réfugier peureusement sous les portes cochères en suivant de loin les événements. Mais, cette fois-ci, il fait preuve d' « activité » en secondant la police du tsar ; il se jette sur les manifestants en criant « Traîtres ! vendus ! ». La police n'a plus qu'à arrêter et à envoyer au prochain poste les participants à la démonstration. Une telle situation ne permet point naturellement d'élargir si peu soit-il le mouvement de protestation contre la guerre. Les quelques actions héroïques des ouvriers sont noyées dans l'immense mer du patriotisme belliqueux.

Afin de démontrer complètement son « union » avec le peuple, mais surtout pour voter les crédits de guerre, la Douma d'Empire est réunie extraordinairement. Tous les députés qui arrivent à Saint-Pétersbourg, depuis l'extrême droite jusqu'aux cadets, sont dans un état d'esprit des plus belliqueux, ils parlent de guerre jusqu'au bout, de défense de la patrie, de résistance acharnée à l'ennemi, etc. Les journaux publient à qui mieux mieux les déclarations patriotiques des leaders parlementaires qui expriment la nécessité de s'unir pour combattre l'ennemi extérieur.

La presse bourgoise s'intéresse surtout à l'attitude que prendront les députés ouvriers envers la guerre.

Aux heures de réception habituelle, apparaît chez moi une bande de journalistes de toutes catégories, depuis le *Dién* (le Jour) « de gauche » jusqu'au réactionnaire *Ziemchtchina*. Ils m'interrogent de la part de leurs rédactions :

— Que pensent les ouvriers de la guerre ? Quelle est la position de votre fraction ? Quelle sera à la Douma l'attitude des députés ouvriers ? etc.

Sortant ensuite blocs-notes et crayons, ils se disposent à enregistrer mes réponses.

Malheureusement, mes paroles ne peuvent en aucun cas leur convenir. Je déclare :

— La classe ouvrière luttera de toutes ses forces contre la guerre. La guerre n'est pas conforme aux intérêts ouvriers. Au contraire, sa pointe est dirigée contre la classe ouvrière du monde entier. Le congrès socialiste international de Bâle a pris, au nom du prolétariat mondial, la résolution de mener, en cas de guerre, la lutte la plus résolue contre elle. « Guerre à la guerre », tel est notre mot d'ordre. Nous, les véritables représentants de la classe ouvrière, lutterons pour son application. Notre fraction utilisera tous les moyens dont elle dispose pour lutter contre la guerre.

Naturellement, aucun journal ne publie cette déclaration. Par contre, elle est aussitôt connue de l'Okhrana, lui indiquant ainsi quelle sera la position de notre parti contre la guerre, ce dont elle a déjà eu d'ailleurs connaissance. On cite des « preuves » qui ont pour but plutôt de nous effrayer, de nous terroriser que de nous convaincre. On m'envoie une collection complète d'injures et de menaces.

— Ton sort sera celui de Guertsenstein et d'Iollos — écrivent différents mouchards et Cent-Noirs. Guertsenstein et Iollos sont des députés des précédentes Doumas qui, à l'instigation de la police, furent abattus dans un coin par des membres de l'Union du peuple russe. Une autre lettre contient outre des menaces, le croquis d'un squelette qui vraisemblablement doit indiquer le sort qui m'attend.

Quand les ouvriers apprennent ces menaces, ils insistent sur la nécessité de monter la garde à mon logement. Je refuse, en disant que ces mesures sont vaines, car il est impossible de se prémunir contre une balle tirée d'un endroit quelconque. Mais les ouvriers maintiennent leur décision.

Tout cela se passe tout à fait au début de la guerre, avant même la manifestation publique de la fraction. Celle-ci doit

avoir lieu à la séance de la Douma qui devra voter les crédits de guerre. On doit publier une déclaration commune au nom des deux fractions social-démocrates et des troudoviks. Nous n'avons aucun texte préparé, il faut l'élaborer. Après avoir consulté les militants du Parti se trouvant encore en ville, nous décidons d'exiger une déclaration qui condamnera résolument la guerre, au nom de la classe ouvrière. Les pourparlers s'engagent entre les fractions. Aussitôt la première réunion, où assistent Kérenski, Tchéidzé et moi, les troudoviks rompent avec nous. Kérenski déclare ouvertement que sa fraction soutiendra la guerre. Au début, Tchéidzé occupe une position vague, penchant plutôt pour la défense.

Après de longues palabres, nous commençons cependant à élaborer une déclaration commune des deux fractions. Dans une réunion où assistent, d'une part, quelques membres du Comité de Saint-Pétersbourg et, d'autre part, quelques menchéviks-partitsi, nous en fixons la ligne principale. Il me semble que le premier projet est établi par Sokolov. D'autres députés de chaque fraction arrivent ensuite et s'occupent également de la déclaration ; le projet est discuté dans plusieurs réunions, point par point, on y apporte des amendements, des additions. Enfin, après avoir encore été examinée dans les organisations aussi bien bolchéviks que menchéviks, elle est élaborée définitivement.

La Douma se réunit le 25 juillet. Auparavant, la majorité (comprenant, cette fois, les troudoviks) est reçue à la cour et exprime ses sentiments de loyauté. La séance de la Douma est ouverte par Rodzianko qui prononce un discours solennel, très patriotique, sur l' « union du tsar et de son peuple fidèle » et la « défense de l'Etat ». Il dit que « tous les peuples de la Russie se sont fondus en une seule famille quand la patrie commune s'est trouvée menacée », etc. Ce sont là les formules ordinaires du patriotisme belliqueux que répéteront ensuite, en les modifiant plus ou moins, les leaders des différentes fractions. Les troudoviks déclarent, par l'intermédiaire de Kérenski, après quelques phrases pseudo-révolutionnaires, qu'ils sont

« profondément assurés que l'immense force du peuple russe, alliée aux autres forces, repoussera résolument les attaques de l'ennemi et défendra sa terre natale et sa culture qui sont les fruits de sa sueur et de son sang ».

Ensuite, est prononcée la déclaration de la fraction social-démocrate. Avant de la laisser publier, Rodzianko la censure en maints endroits.

Bien que notre déclaration ne donne point une caractéristique claire et précise aussi bien de la guerre que de la position de la classe ouvrière, bien qu'elle ne contienne pas encore de formules nettes et véritablement révolutionnaires, elle sonne, parmi les discours patriotiques, comme une protestation énergique contre la folie guerrière. Contrairement à tous les autres, les social-démocrates condamnent la guerre et font appel pour la combattre à la solidarité internationale des travailleurs. Notre déclaration nie ensuite catégoriquement toute possibilité d' « union » entre le peuple et le pouvoir tsariste dont les réactionnaires de la Douma parlent hypocritement.

Après la partie solennelle qui comporte les déclarations, on passe au budget de la guerre. Se basant sur les résolutions de tous les congrès de l'Internationale, notre fraction ne participe pas au vote des crédits de guerre et quitte la salle en signe de protestation.

Notre déclaration et notre sortie provoquent les protestations et le courroux de la majorité de la Douma. Furieux, ils nous interpellent violemment dans les couloirs, aussi bien les cadets de gauche que les progressistes.

— Que faites-vous? Vous êtes les représentants des ouvriers, vous entraînez la masse, vous poussez la Russie au précipice. Vous conduisez le peuple à sa perte.

La droite nous injurie et nous menace. Ils sont prêts à nous déchirer sur place. Nous quittons la Douma sous leurs menaces.

Notre déclaration, largement répandue parmi les masses ouvrières, devient le pivot de tout le travail du Parti contre la

guerre. Peu à peu, nous nous mettons à développer notre travail clandestin en vue surtout d'organiser les masses dans la lutte contre la guerre.

Le travail du Parti s'effectue dans des conditions bien plus difficiles. Nous nous trouvons en face de difficultés dépassant celles des années de noire réaction. La soldatesque réprime sans pitié les moindres gestes de la population ouvrière. Les arrestations en masse, les envois au front font de larges brèches parmi les militants du Parti.

En même temps, nous sommes complètement coupés du C.C. du Parti à l'étranger. On sait que le C.C. subit à cette époque l'assaut des autorités autrichiennes qui jettent Vladimir Ilitch en prison. 2 à 3 semaines s'écoulent avant que soit rétablie l'activité du centre. Quant à la liaison, bien imparfaite, avec lui, il faut plus de deux mois pour la reprendre, avec des difficultés inouïes. L'activité du Parti à cette époque, c'est en somme la propagande contre la guerre, ce qui, dans les conditions de terreur militaire d'alors, peut conduire tout militant arrêté au conseil de guerre et au poteau d'exécution. Le secret de notre activité doit être encore plus rigoureux, au moment où les organisations du Parti sont fort affaiblies, les liaisons rompues, etc. Sans parler du sac de la *Pravda*, de la liquidation complète de la presse ouvrière qui était jusqu'alors le centre de ralliement des forces du Parti.

La seule organisation du Parti qui soit restée encore intacte, c'est la fraction parlementaire. J'ai déjà dit qu'elle était le principal centre d'organisation du travail du Parti en Russie ; ses tâches s'accroissent encore. Tout au début, je me mets à rétablir le travail du Comité de Saint-Pétersbourg. Or, à ce moment, il ne reste presque plus un seul des dirigeants bolchéviks. La plupart ont été arrêtés ; les autres ont dû se cacher en banlieue. Le principal refuge est la Finlande où vivent les camarades Olminski, Eréméiev, Kaménev, Démian Biedny, Maxime Gorki et quelques autres. Il est très difficile d'avoir avec eux une liaison constante. Nous devons être extrêmement prudents,

D'autre part, l'activité du Comité de Saint-Pétersbourg doit être organisée le plus clandestinement possible. C'est ainsi que la nouvelle commission exécutive du Comité est encore plus restreinte. Le Parti dispose de beaucoup moins de forces alors qu'il doit accomplir une besogne considérable.

Le Comité s'efforce surtout de rétablir la liaison avec les rayons et de publier des tracts. Il faut organiser l'imprimerie, trouver des ressources, etc. Nous avons une adresse où nous envoyons tous les matériaux d'imprimerie dès qu'ils ont servi dans un endroit. Bien qu'à chaque publication l'Okhrana arrache de nos rangs de nouveaux camarades, l'imprimerie, continuellement déplacée, continue son travail. Il ne se passe pas trois jours avant qu'elle puisse être remise en marche. L'Okhrana nous frappe mais n'est pas en mesure d'arrêter notre travail.

Je pars en Finlande pour rédiger le premier manifeste depuis la guerre. La frontière et le chemin de fer sont inondés de gendarmes et d'espions qui dévisagent attentivement chaque arrivant. En prévision d'une fouille ou d'une arrestation possible, je dissimule un exemplaire dans ma botte, un autre dans une boîte d'allumettes que je suis prêt à anéantir en cas de danger.

A l'endroit convenu, je trouve le camarade K. Eméréiev.

Toute la nuit nous rédigeons le tract. Le lendemain matin, je rentre à Saint-Pétersbourg en observant les mêmes précautions et je remets le texte corrigé aux camarades (V. Soloviev, A. Yakovleva-Sergucheva, I. Krasnikov, M. Roudni, etc.) qui s'occupent de l'imprimerie. Ce sont eux aussi qui le diffusent. Ils se rendent dans ce but dans les endroits les plus fréquentés, aux points de mobilisation, dans les gares, etc., jettent les tracts ou même les glissent dans les poches des réservistes.

En août, le Comité de Saint-Pétersbourg publie son deuxième tract. Nous y parlons déjà de la nécessité de mener la propagande parmi les troupes, de préparer la lutte armée,

de l'arrivée de la révolution sociale. Ainsi, le mot d'ordre de « guerre à la guerre ! » se transforme déjà en un programme pratique défini d'utilisation de la guerre pour la lutte révolutionnaire.

Ces tracts jettent l'alarme parmi l'Okhrana. La police du tsar en est arrivée à croire qu'elle a réussi à anéantir toutes les organisations du Parti ; que ses mesures de répression, d'une part, et l'état d'esprit « patriotique », de l'autre, ont sapé définitivement la base du parti révolutionnaire. Et voilà que la diffusion de tracts indique que le travail continue, le contenu même de l'appel indique que les bolchéviks mènent une lutte résolue pour utiliser la guerre dans l'intérêt du développement du mouvement révolutionnaire. Pour le gouvernement, c'est une « trahison » contre laquelle il faut agir par tous les moyens. L'Okhrana fait la chasse aux camarades qui ont diffusé les tracts et surtout recherche l'imprimerie où ils ont été composés. Après de minutieuses perquisitions, elle procède à quelques arrestations de camarades qui, cependant, ont réussi à faire disparaître toute trace d'imprimerie [1].

Il est clair que l'Okhrana avait comme tâche de rassembler les matériaux permettant mon arrestation et mon jugement. Les perquisitions ne lui ayant pas donné ce qu'elle cherchait, l'Okhrana dit « que toutes mesures seront prises pour obtenir des témoignages des personnes arrêtées afin que le député Ba-

1. Il ressort des archives de la police que l'Okhrana me considérait comme le principal instigateur des tracts. Dans son rapport au directeur du département de la Police, le chef de l'Okhrana dit que bien que l'activité du Comité de Saint-Pétersbourg de l'organisation bolchévik locale soit complètement arrêtée »... ...« les éléments les plus agités de l'organisation illégale — surtout la jeunesse ouvrière — ne purent s'habituer à cette passivité et sous l'initiative du député social-démocrate Badaev, ils décidèrent de publier une série de tracts et d'appels adaptés à la situation actuelle et ayant pour but de discréditer aux yeux des masses l'importance nationale de la guerre actuelle et les mesures du gouvernement prises en conséquence ».

daev puisse être convaincu de propagande révolutionnaire ». (Archives du département de la Police, 1914, dossier n° 307, pp. 94-96.)

Cela nous permet de publier deux semaines plus tard un nouveau manifeste au nom du Comité de Saint-Pétersbourg.

Malgré les rigueurs de la guerre, les tracts sont distribués dans les fabriques et les usines ; ils touchent les réservistes et même pénètrent parmi la troupe. Ils atteignent le but visé, en précisant l'esprit révolutionnaire des masses et en dissipant les vapeurs chauvines répandues par la presse gouvernementale et bourgeoise. Nous démasquons la guerre impérialiste et ensuite, passant d'un mot d'ordre à l'autre, appelons la classe ouvrière à se préparer à la lutte révolutionnaire armée au nom de la solidarité internationale des travailleurs.

Peu à peu réapparaissent les cellules du Parti, se constituant après les premières attaques. Les membres du Parti que la répression et la mobilisation ont épargné, groupent autour d'eux de nouveaux militants et, tout à fait clandestinement, rétablissent le travail. Etant donné l'absence d'autres organisations ouvrières légales, les organisations du Parti concentrent leur attention sur les caisses de maladie qui groupent les ouvriers à tendance révolutionnaire. De nouveau sont formées les organisations de rayon qui envoient leurs représentants au Comité de Saint-Pétersbourg. Dans certains endroits, le travail est très animé. Tout cela prouve que malgré tous les obstacles opposés par la réaction militaire, le Parti possède de l'influence sur les masses ouvrières. Bien qu'avec de grandes difficultés et non avec la rapidité désirable, l'organisation bolchévik de Saint-Pétersbourg recommence à vivre, rétablit ses liaisons et ses cellules, et continue son travail révolutionnaire dirigé maintenant surtout vers la lutte contre la guerre et la préparation de l'action armée de la classe ouvrière.

Après Saint-Pétersbourg, c'est le tour des organisations de province. Pour renforcer leur activité, je pars faire la tournée en Russie qui a été déjà prévue pendant la préparation du con-

grès du Parti. Je me propose de visiter quelques villes de la Volga, puis d'aller à Astrakan, de là à Bakou et enfin à Tiflis. Parmi des tâches, il y a l'organisation des centres régionaux qui n'existent pas encore, et surtout le rétablissement de l'organisation de Bakou, détruite à la suite des grèves de l'été. Parallèlement, je dois mener un travail préparatoire en vue d'une conférence panrusse du Parti prévue pour l'automne.

Je tâche de quitter Saint-Pétersbourg sans éveiller les soupçons. Après avoir voyagé un moment en ville, je m'enfonce dans la forêt près de la station d'Oboukhov. Je sors ensuite sur la voie ferrée et je saute sur un train de marchandises qui me mène jusqu'à Lioubani. Là vivent les camarades Concordia, Samoïlova et Iouriev, qui ont quitté Saint-Pétersbourg après le sac des organisations. Ils m'attendent à un endroit convenu et me remettent un billet de chemin de fer. J'arrive à la gare au moment même où le train va partir, j'entre vivement dans le wagon et je monte aussitôt sur la couchette supérieure. Je réussis ainsi à faire perdre mes traces, les mouchards me cherchent partout en ville sans pouvoir comprendre comment j'ai disparu.

Je visite différentes villes. Partout, je rétablis la liaison avec les militants locaux et aidés par eux, j'organise des réunions d'ouvriers. Tout en fournissant les moyens de communiquer avec la fraction, d'écrire à des adresses particulières, je participe à la solution de nombreuses questions du travail en province.

L'organisation de Bakou est complètement dispersée. Il faut la rétablir presque entièrement. Dans quelques réunions avec des bolchéviks de Bakou — parmi lesquels Chaoumian — sont élaborées des mesures concrètes destinées à ranimer le travail du Parti. J'avais également l'intention de tenir quelques réunions dans les puits de pétrole, mais cela est impossible. Un mouchard s'est glissé dans nos rangs. L'Okhrana locale avertit télégraphiquement Saint-Pétersbourg qui donne l'ordre de me surveiller très étroitement. Il ne m'est pas possible de faire un pas. Les réunions n'ont donc pas lieu. Je

décide également de cesser ma tournée, afin de ne pas mener partout avec moi une bande d'espions. Je rentre à Saint-Pétersbourg.

J'apprends alors que presque toute la police a été mise sur pied pour me retrouver. A la Douma, on me raconte que Djounkovski rayonnait quand il apprit que j'étais découvert à Bakou.

— Badaev avait complètement disparu, dit-il à un député, et maintenant, on l'a retrouvé à Bakou, ajoute-t-il en soulignant le « bon » travail de la police.

Je rentre à Saint-Pétersbourg en septembre. Peu de temps après arrivent d'autres députés, également en tournée en province. La préparation du congrès du Parti et du congrès international est arrêtée par suite de la guerre, mais ce qui était l'essentiel de ce travail — la création et le renforcement des cellules locales du Parti — se poursuit encore actuellement. Les informations reçues de la province prouvent que la propagande contre la guerre trouve un écho parmi les ouvriers à tendance révolutionnaire.

CHAPITRE XXIII

La conférence de novembre 1914

La trahison de la IIe Internationale. — Lettre de Vandervelde. — Les menchéviks soutiennent la guerre. — Notre réponse à Vandervelde. — Les thèses de Lénine sur la guerre. — Convocation de la conférence. — Début de ses travaux. — Appel aux étudiants. — Examen des thèses.

En élargissant l'activité du Parti, en menant l'agitation et en organisant la lutte contre la guerre, nous agissons en accord avec les décisions des congrès socialistes internationaux. Les congrès internationaux parlaient du refus de soutenir n'importe quelle guerre suscitée par des gouvernements bourgeois, de la nécessité pour tous les socialistes de voter contre les crédits de guerre et d'appeler le prolétariat à mettre fin à une guerre possible par un soulèvement révolutionnaire. Le dernier congrès, celui de Bâle, tenu en 1912, alors que la guerre menaçait d'éclater dans les Balkans, avait adressé aux prolétaires de tous les pays un manifeste spécial contre la guerre.

Que les gouvernements se souviennent, lit-on dans le manifeste, que la guerre franco-allemande a fait jaillir l'étincelle révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a fait se joindre au mouvement révolutionnaire toutes les forces populaires de Russie... Les prolétaires estiment que c'est un crime de se tirer les uns sur les autres au nom des bénéfices capitalistes, des rivalités de dynasties et des accords diplomatiques secrets.

L'activité de notre front parlementaire part de ces décisions. Nos députés qui, à ce moment, venaient d'être élus, avaient envoyé au congrès de Bâle une lettre de salutation, dans laquelle ils écrivaient :

Il faut aux classes dirigeantes la guerre et le sang versé ; les ouvriers de tous les pays exigent la paix à tout prix. Et nous, ou-

vriers russes, tendons une main fraternelle aux ouvriers des autres pays et nous joignons à eux pour protester contre cette honte de notre époque, la guerre.

Un peu plus tard, en avril 1913, quand un conflit russo-autrichien rend de nouveau la guerre imminente, la fraction parlementaire échange des lettres avec la fraction parlementaire autrichienne et le centre dirigeant du Parti hongrois. Dans une intervention contre les préparatifs de guerre, notre fraction disait :

Les peuples de la Russie ne connaissent pas un seul argument capable de justifier tant soit peu un tel acte... Nous marquons notre mépris pour l'agitation antigermanique et antiautrichienne menée par le libéralisme russe qui tente de donner un caractère progressif à l'agression sauvage du peuple russe contre les peuples allemands.

Dans sa réponse, le Comité central du Parti s.-d. autrichien exprime la joie et la satisfaction que lui a procurées notre agitation contre la guerre.

Dans votre action contre le chauvinisme panslave, dans votre lutte hardie, nous voyons une des plus sûres garanties de la démocratie et de la paix européenne... Nous nourrissons une haine implacable contre vos oppresseurs, mais nous sommes unis aux peuples de la Russie par les liens solides de la lutte commune pour la liberté et la paix[1].

On sait cependant que les leaders de la IIe Internationale, le lendemain même de la déclaration de guerre, commirent un acte inouï dans l'histoire en trahissant le drapeau révolutionnaire de la classe ouvrière. Entraînés par le courant nationaliste, les partis socialistes européens, en majorité, suivirent leurs gouvernements, se transformèrent en appui de masse de leurs bourgeoisies nationales. La tendance « défensiste » apparaît dans toute son horreur. Trahissant la résolution du congrès de Bâle, les chefs disent qu'une fois la guerre déclarée, il faut

1. *Pravda*, n° 97 (301) du 28 avril 1919.

défendre la patrie. Avec la presse bourgeoise, ils excitent les pires passions nationalistes, excitent à combattre l' « ennemi » avec acharnement. Afin de tromper les masses ouvrières, les social-démocrates allemands justifient leur soutien de la guerre par la lutte contre le tsarisme. Les social-patriotes de l'Entente ripostent en affirmant qu'ils soutiennent la guerre parce qu'elle est dirigée contre le militarisme allemand et les junkers prussiens. En définitive, les uns et les autres couvrent les buts impérialistes de leur propre bourgeoisie qui, pour continuer à s'enrichir, essaye d'anéantir ses concurrents et cela avec l'appui des ouvriers et des paysans.

Je ne m'arrêterai pas sur les détails bien connus de la trahison des chefs socialistes. D'une part, le vote des crédits de guerre, de l'autre, l'entrée dans les gouvernements bourgeois, tels sont les premiers degrés de la trahison que franchissent la majorité des partis social-démocrates au lendemain de la déclaration de guerre.

Non encore satisfaits, les socialistes de la IIe Internationale tentent d'entraîner dans cette voie les social-démocrates russes. C'est le président de la IIe Internationale, le socialiste belge Emile Vandervelde, devenu au début de la guerre, ministre d'Etat de Sa Majesté le roi des Belges, qui prend cette mission sur lui.

Quelques mois auparavant, au printemps de 1914, Vandervelde est venu en Russie prendre contact avec le mouvement ouvrier russe. Vandervelde est au courant, grâce aux réunions qu'il a eues avec les représentants des différentes tendances social-démocrates et aussi avec notre fraction bolchévik, de la lutte du prolétariat russe contre le gouvernement tsariste. Pendant son séjour en Russie, il a pu se convaincre de toute l'horreur du joug de l'autocratie russe et de son oppression effrénée des travailleurs. Il est d'autant plus étrange d'entendre de ce même Vandervelde la proposition de cesser la lutte contre le tsarisme et de soutenir la guerre qu'il a déclenchée. Sa déclaration montre jusqu'à quel opportunisme ont roulé les leaders de la IIe Internationale, opportunisme qui devra ensuite faire de

la social-démocratie le valet et l'instrument de la bourgeoisie internationale.

Vandervelde envoie sa proposition aux fractions social-démocrates. Contrairement à toutes les autres correspondances de l'étranger, la censure militaire la laisse passer. Il est évident que le gouvernement tsariste est intéressé à la réussite de la mission de Vandervelde.

Le texte de ce télégramme est un exemple typique du chauvinisme qui s'est emparé des social-patriotes européens.

Pour les socialistes de l'Europe occidentale, la défaite — je ne dis pas de l'Allemagne que nous aimons tous et que nous saluons — mais des junkers prussiens, est une question de vie ou de mort... Mais dans cette horrible guerre déclenchée en Europe comme suite des contradictions de la société bourgeoise, les nations libres doivent pouvoir compter sur l'appui de la guerre par le gouvernement russe. C'est du prolétariat révolutionnaire russe que dépend en grande partie cet appui. Naturellement, je n'ai pas la possibilité de vous dire ce que vous devez faire et ce qu'exigent de vous vos propres intérêts. Vous devez d'abord vous-mêmes décider de votre attitude. Mais je vous demande — et je suis sûr que si notre pauvre Jaurès était encore en vie il se joindrait à moi — de prendre la position générale de la social-démocratie d'Europe... Nous pensons que ce danger dicte impérieusement la nécessité d'unir toutes les forces vives de l'Europe ; nous serions heureux de connaître votre opinion et encore plus heureux si elle s'accorde avec la nôtre.

En dessous de ce télégramme, s'étale la vaniteuse signature suivante : « Emile Vandervelde, délégué du Parti ouvrier belge au Bureau socialiste international, ministre depuis le premier jour de la déclaration de guerre. »

Vandervelde permet de faire de son télégramme l'usage que nous voulons, c'est-à-dire de s'en servir comme prétexte pour cesser de combattre le gouvernement.

La réponse à Vandervelde ne peut naturellement qu'être négative. Il ne peut en aucun cas être question de conclure la paix sociale avec le gouvernement tsariste. Jamais, sous aucune condition, la classe ouvrière ne pouvait soutenir le tsarisme, son ennemi principal et irréconciliable. Dans les armées en lutte, il n'y avait pas d'ennemis pour les travailleurs. L'ennemi

des travailleurs de chaque pays est sa propre bourgeoisie, contre laquelle les fusils doivent se tourner. C'est seulement ainsi que le parti du prolétariat révolutionnaire pouvait répondre à l'appel à la trahison du ministre de Sa Majesté, Vandervelde.

Il semblerait que tel était le point de vue des menchéviks. En tout cas, la déclaration du 6 juillet à la Douma, commune aux deux fractions, disait que les menchéviks refusent de soutenir la guerre et de faire la paix avec le gouvernement. Cependant, l'exemple des opportunistes d'Occident fait d'abord hésiter, puis changer la position des menchéviks qui roulent ensuite rapidement au social-patriotisme et à la défense nationale.

L'appel de Vandervelde fait d'abord naître de grandes discussions au sein des menchéviks. A côté des partisans de la victoire complète des armées russes qui estiment que ce fut une faute que de voter contre les crédits de guerre, il y a encore un courant contre la guerre. On discute sur la formule de réponse à Vandervelde. Enfin on se décide pour le soutien de la guerre. Après avoir décrit l'horreur du régime policier de la Russie et énuméré toutes les mesures de répression renforcée prises par le tsarisme, les menchéviks écrivent :

> Mais, malgré tout cela, et étant donné l'importance internationale du conflit qui met aux prises toute l'Europe, et la participation active à la guerre des socialistes des pays avancés, ce qui permet d'espérer que le conflit sera résolu dans l'intérêt du socialisme international, nous déclarons que notre activité en Russie ne sera pas dirigée contre la guerre.

Le caractère sauvage et fanatique de l'autocratie des Romanov ne permet cependant pas aux menchéviks de dire qu'ils soutiendront le gouvernement. Mais cela se sous-entend. Promettre de ne pas agir contre la guerre, signifie renoncer aux dernières traces de la lutte révolutionnaire contre le gouvernement, signifie l'abandon complet par les menchéviks de la classe ouvrière au bon plaisir du tsar.

La fraction bolchévik rédige aussi une réponse à Vandervelde. En réalité, elle a le caractère d'une déclaration de notre position envers la guerre ainsi que des tâches de la classe ou-

vrière pendant la guerre. Pour sa rédaction définitive se tient en Finlande, fin septembre, une réunion des membres de la fraction avec quelques militants du Parti, dans le logement de Kaménev.

Dans notre déclaration, nous repoussons résolument tout bavardage sur le soutien de la guerre et la cessation de la lutte révolutionnaire. Au contraire, nous posons comme tâche au Parti d'utiliser à fond la crise actuelle dans l'intérêt de la révolution. Nous indiquons que la victoire du tsarisme russe ne pourrait que renforcer celui-ci et transformer ainsi le gouvernement des Romanov en l'un des plus grands obstacles et en une menace pour la démocratie internationale.

Le prolétariat russe ne peut en aucun cas aller la main dans la main avec le gouvernement, ni faire la paix avec lui, ne fut-ce que provisoirement, ni lui accorder aucun soutien. Il ne peut pas s'agir ici d'être passif. Au contraire, nous considérons comme une tâche urgente de le combattre avec acharnement en restant sur la base des vieilles revendications posées et soutenues par la classe ouvrière russe pendant la révolution de 1905, et reprises par la suite par le mouvement politique de masse de la classe ouvrière durant ces dernières deux années. Notre tâche pendant la guerre où sont entraînés des millions d'ouvriers et de paysans, ne peut inciter qu'à nous opposer à la guerre en élargissant résolument les organisations de classe du prolétariat et des larges couches du peuple et en utilisant la crise pour préparer la conscience populaire et atteindre le plus rapidement possible les objectifs de 1905. Notre mot d'ordre actuel c'est la convocation de l'Assemblée constituante. Nous posons ce mot d'ordre justement dans l'intérêt de cette démocratie pour laquelle vous demandez le soutien des social-démocrates russes... C'est seulement ainsi que nous servirons la cause de la classe ouvrière russe, de la démocratie mondiale, de l'Internationale socialiste dont le rôle, nous en sommes convaincus, doit dans un proche avenir, quand on fera le bilan de cette horrible guerre, grandir inévitablement ; car la guerre ouvre les yeux aux couches arriérées des travailleurs et les pousse à chercher l'issue du militarisme monstrueux et du capitalisme seulement dans la réalisation de notre idéal socialiste commun.

Le texte intégral de cette réponse signée du C.C. est plus tard publié dans le n° 3, de novembre, du *Social-Démocrate*.

A cette réunion tenue en Finlande, nous examinons encore quelques questions courantes de la vie du Parti. Plusieurs déci-

sions pratiques sont prises, entre autres celle de l'édition d'un nouveau tract contre la guerre.

Ensuite est fixée approximativement la convocation d'une conférence avec la participation de représentants des organisations de province. A cette conférence doit être examinée la plate-forme « de guerre » de notre parti.

Les principaux documents devant servir à cet examen doivent être les thèses sur la guerre de Vladimir Ilitch qui viennent alors d'arriver en Russie. Ecrites en septembre 1914, ces thèses sont le premier document du Comité central formulant la position du Parti bolchévik envers la guerre.

Au point de vue de la classe ouvrière et des masses travailleuses de tous les peuples de Russie, écrit Vladimir Ilitch, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses troupes.

Le septième et dernier point des thèses pose la tâche suivante au Parti:

Propagande, parmi les troupes et sur le front, de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les fusils non pas vers nos frères, esclaves salariés des autres pays, mais vers la réaction du gouvernement et des partis bourgeois de tous les pays. Pour mener cette propagande dans toutes les langues, nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux parmi les troupes de toutes les nations. Lutte acharnée contre le chauvinisme et le patriotisme des petits-bourgeois et des bourgeois de tous les pays sans exception. Faire absolument appel à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières qui supportent tous les frais de la guerre et qui sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme, contre la trahison du socialisme par les chefs de la IIe Internationale.

Ses thèses sont à la base du manifeste du Comité central publié dans le premier numéro, depuis la déclaration de guerre, de l'organe central du Parti, le *Social-Démocrate*. Ce manifeste, après avoir démasqué le véritable but de la guerre impérialiste et la trahison des chefs de la IIe Internationale, donne une appréciation de la position prise contre la guerre par la social-démocratie russe :

Notre parti, le P.O.S.D.R., a été déjà et sera encore durement frappé par la guerre. Toute notre presse légale est détruite. La plupart des syndicats sont fermés, beaucoup de nos camarades sont en prison ou en exil. Mais notre représentation parlementaire, la fraction social-démocrate ouvrière à la Douma, a estimé comme une obligation socialiste absolue, de ne pas voter les crédits de guerre, et même de quitter la salle des séances afin d'exprimer encore plus énergiquement sa protestation, elle a estimé de son devoir de condamner comme impérialiste la politique des gouvernements européens. Et malgré le joug dix fois renforcé du gouvernement tsariste, nos camarades ouvriers de Russie éditent déjà illégalement les premiers appels contre la guerre, remplissant ainsi leur devoir devant la démocratie et l'Internationale.

Et plus loin:

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, indiqué par la Commune de Paris, marqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre des pays bourgeois hautement développés.

Les thèses de Lénine et le manifeste du C.C. renforcent encore la position que nous avons prise en Russie dès les premiers jours de la guerre et, en même temps, approfondissent encore sa formule claire et précise du « défaitisme » comme devait s'appeler plus tard le programme des bolchéviks contre la guerre.

Après avoir reçu par voie détournée et avec des difficultés énormes ces documents de l'étranger, se pose devant nous la tâche d'en donner connaissance aux représentants des organisations locales et d'établir avec eux un plan concret d'action, afin de donner un contenu pratique au mot d'ordre du C.C. Tel est le but principal de la conférence du Parti convoquée par la fraction en novembre 1914.

La conférence doit fixer au mouvement révolutionnaire la voie de sa libération de la réaction militaire. La classe ouvrière vient seulement de supporter l'anéantissement complet de toutes ses organisations. Et ses poursuites continuent, la terreur militaire sévit de plus en plus. Rétablir les organisations du Parti dans ces conditions exige de grands efforts et un énorme

travail d'organisation. En outre il faut des moyens techniques. Toutes ces questions essentielles du travail du Parti doivent se poser à la conférence: renforcement de la liaison avec les cellules locales, organisation du travail dans l'armée, installation d'une imprimerie illégale, campagne des assurances, publication de journaux, élargissement des liaisons avec l'étranger, questions financières, etc.

Nous préparons la convocation de la conférence avec une prudence extrême, en observant toutes les règles de la conspiration. Les membres de la fraction doivent passer une grande partie du temps en province, et organiser dans leurs circonscriptions les élections de délégués. En outre, doivent arriver des délégués des plus importants centres industriels avec lesquels la fraction est en liaison. Tous les délégués doivent se rendre à des adresses fixées et pour ne pas éveiller les soupçons de la police, ils ne se rencontreront pas avec les députés jusqu'à la conférence. Nous pensions d'abord tenir celle-ci en Finlande, mais ensuite nous décidons de chercher un endroit quelconque près de Saint-Pétersbourg, dans un quartier de villas. Nous trouvons bientôt un local à Ozerki, sur la chaussée de Vyborg, n° 28. Dans cette maison retirée, entourée de villas vides en hiver, vit un employé de l'usine Gavrilov, dont la femme consent à prêter son logement. L'endroit convient d'autant mieux qu'on peut s'y rendre non seulement par chemin de fer, mais aussi avec le tramway dont le dernier arrêt n'est pas loin de la maison.

Dès qu'une partie des délégués se trouve à Moscou, nous fixons le jour de la conférence. Prudemment, en dépistant les mouchards, nous nous rendons à Ozerki. Je sors de chez moi le matin de bonne heure et je prends la direction opposée. Puis, après avoir « semé » les mouchards, je vais à la Néva, j'embarque vivement dans un canot qui me porte sur l'autre rive. C'est un bon moyen, car il n'est pas toujours facile de trouver aussitôt un autre bateau. Une fois, sur l'autre rive, je pénètre dans la forêt, je change encore plusieurs fois de direction et j'arrive enfin à la maison.

Tous les autres participants font de même. Dans une chambre se réunit toute notre fraction, Pétrovski, Mouranov, Samoïlov, Chagov et moi et les délégués de province : M. Voronine, d'Ivanovo-Vosniésiensk, V.N. Iakovlev [1], de Kharkov, Linde, de l'organisation de Riga et deux délégués de l'organisation de Saint-Pétersbourg; N. Antipov, membre de la C.E. du Comité de Saint-Pétersbourg et I. Koslov, ouvrier de l'usine Poutilov, membre de la direction de la caisse d'assurances de l'usine et ancien délégué aux élections à la Douma. Il a été convenu que Kaménev arriverait, prudemment, de Finlande, le lendemain. Beaucoup de délégués n'ont pu venir à Saint-Pétersbourg; il ne leur a pas été possible de tromper la vigilance de la police et de traverser le réseau serré d'espions. Un des délégués (A. Djaparidzé du Caucase) est tombé dans les mains de la police à Saint-Pétersbourg même, à la gare de Finlande. D'autres n'ont même pu quitter leur ville.

La conférence s'ouvre le 2 au soir. Nous passons tout de suite à l'examen des questions pratiques. J'ai déjà dit que ces questions s'occupent de tout le travail du Parti. Tous les délégués font des rapports sur la situation en province. Il apparaît que toutes les cellules du Parti ainsi que les organisations ouvrières ont subi de lourdes pertes. La moitié des cadres dirigeants a été anéantie. Cependant un certain travail s'accomplit encore et on a l'espoir de le développer, étant donné l'existence de notre fraction parlementaire qui est à la fois un centre et un chaînon de liaison pour toutes les organisations du Parti.

On prend des décisions sur les rapports des délégués de province, elles sont enregistrées par Iakovlev qui remplit les fonctions de secrétaire. Ensuite vient la question de la publication d'un appel aux étudiants. A cette époque vient d'être formé un comité groupant les organisations bolchéviks des Instituts des Mines, Polytechnique, Technologie, Médecine et Agri-

1. Iakovlev fut, au début de la révolution, président du Comité exécutif de la province d'Enisseï, puis fusillé par Koltchak pendant la guerre civile.

culture. Ce comité commence à manifester une assez grande activité. Afin de le renforcer, il est décidé de lancer un tract.

En général, la publication d'un tract est assurée par le Bureau du C.C. ou par le Comité de Saint-Pétersbourg, si cela n'est pas possible, je dois consulter l'un ou l'autre groupe de militants du Parti et ensuite le transmettre à l'imprimerie.

Cette fois, étant donné l'importance de chaque tract contre la guerre, je décide de profiter de la conférence pour faire examiner le texte. Le manifeste montre comment notre organisation formule d'une façon logique sa position envers la guerre : Nous avons déjà dépassé la période des premiers tracts où sont jetés seulement quelques brefs mots d'ordre contre la guerre, nous abordons celle où nous donnons une analyse relativement détaillée de la guerre et des conséquences qu'il faut en tirer.

Le lendemain, la conférence passe à l'examen de la question essentielle, celle de la plate-forme de notre parti sur la guerre. Kaménev prononce un discours d'entrée en matière. Les thèses de Lénine, documents de base, définissant la position du C.C., correspondent entièrement à l'attitude prise par nous dès le début de la guerre. Elles confirment entièrement la justesse de notre ligne. Les formules de Lénine encore plus précises et plus nettes achèvent l'élaboration de la plate-forme du parti contre la guerre. Maintenant se pose la tâche de les mettre en pratique et, en premier lieu, de les répandre largement dans tous les coins de la Russie.

On discute les thèses point par point, phrase par phrase; tous les délégués prennent la parole. Aucun désaccord ne se manifeste; on apporte seulement quelques modifications de rédaction. Au cours de la discussion, on fait des propositions pratiques sur la façon de développer la propagande contre la guerre. Cependant la conférence ne termine pas ce travail. L'apparition de la police qui arrête tous les participants, met fin à la conférence.

CHAPITRE XXIV

Arrestation de la fraction

Comment l'Okhrana prépare l'arrestation. — Le raid policier. — Déclaration au Présidium de la Douma. — Arrestations. — Rapport de Maklakov à Nicolas II. — Le gouvernement veut un procès. — L'attitude de la Douma. — Un appel du Comité de Saint-Pétersbourg. — Actions ouvrières. — Lénine sur l'arrestation de la fraction.

Les archives de la police permettent maintenant d'établir comment l'Okhrana s'était préparée à notre conférence. Le gouvernement tsariste, depuis longtemps à la recherche d'un prétexte pour liquider la fraction bolchévik, décide de profiter de la conférence pour nous prendre tous sur le fait. L'Okhrana apprend la tenue de la conférence par son agent « Pélagie » (Romanov), militant de l'organisation moscovite du Parti. Celui-ci devait participer à la conférence en tant que délégué de Moscou. Pour ne pas le faire découvrir, la police lui interdit d'y venir. Elle avertit Moscou « que la présence d'un agent à la conférence n'est pas désirable, qu'il faut seulement qu'il garde ses relations avec les autres délégués, afin de pouvoir donner en temps utile la date et le lieu de la conférence ». En même temps elle donne l'ordre à l'Okhrana de Moscou de s'efforcer d'obtenir, par l'intermédiaire de ses agents, les renseignements demandés et de « télégraphier immédiatement au département et au chef de la gendarmerie de Finlande, afin que celle-ci puisse procéder à temps et avec succès à la liquidation de la conférence ».

Supposant que la conférence se tiendrait en Finlande, à Moustamiaki, le département de la Police décide de charger ses collègues finlandais de l'arrestation des délégués. Il donne l'ordre à Erémine, colonel de gendarmerie, de trouver obliga-

toirement à la conférence les membres de notre fraction : ... « il est tout à fait désirable de découvrir à ladite conférence les membres de la fraction parlementaire et de procéder à la liquidation de ladite conférence sur la base des règlements sur sur le territoire déclaré en état de siège... »

Par un télégramme chiffré envoyé à trente-trois villes de Russie, le département de la Police demande de faire surveiller les délégués de province : « Prenez toutes les mesures nécessaires pour découvrir les délégués, suivez-les partout et s'ils partent, télégraphiez au colonel Erémine à Helsingfors et également au département. »

Les gares de Saint-Pétersbourg sont remplies d'espions. On envoie un groupe d'agents en Finlande pour renforcer les forces d'Erémine. Au poste frontière Biélostrov sont disposés des agents connaissant bien les députés. Naturellement le réseau d'espions surveillant nos faits et gestes à Saint-Pétersbourg se fait encore plus serré.

Si l'Okhrana a appris la tenue de la conférence par un agent moscovite, Romanov, il est évident que c'est de Chourkanov qu'elle tient le lieu de réunion. Ce Chourkanov participe quelque peu au Comité de Saint-Pétersbourg et il est président à la réunion qui choisit le lieu de la réunion, il s'empresse de prévenir son chef. Ainsi, la police possède tous les renseignements nécessaires.

Par les documents de l'Okhrana, on peut voir qu'il ne s'agit pas ici d'une chose fortuite, toujours possible avec de nouvelles mesures de provocation et d'espionnage. La liquidation de la fraction bolchévik était résolue bien avant qu'une circonstance propice vienne le permettre. Il suffisait d'établir un bon plan stratégique. Ce qui fut fait à l'aide de provocateurs.

Le troisième jour de la conférence, le 4 novembre, à cinq heures du soir, on frappe brutalement à la porte de la maison des Gavrilov. La porte est enfoncée et un détachement d'agents et de gendarmes fait irruption dans la chambre. L'officier qui les dirige sort son revolver en criant : « Haut les mains ! »

Nous protestons. Alors l'officier sort un mandat d'arrêt

d'après lequel, suivant l'article du Code militaire, il avait l'ordre de faire une perquisition et d'amener tous ceux qui se trouvaient dans la maison.

Ils emmènent d'abord pour les fouiller les non-députés et la maîtresse du logis. Quand c'est notre tour, nous protestons violemment.

— Nous ne vous permettrons ni de nous fouiller, ni de nous arrêter. Vous n'en n'avez pas le droit suivant l'immunité parlementaire. Sans permission de la Douma, vous ne pouvez pas nous maintenir. Vous agissez contrairement à la loi et cela ne se passera pas ainsi.

L'officier est ébranlé. Il nous laisse à la garde des gendarmes et sort téléphoner à son chef pour avoir des instructions.

Pendant tout ce temps, nous réussissons à faire disparaître une partie des documents. C'est d'abord le procès-verbal de la conférence et d'autres papiers concernant sa convocation. Il ne reste plus rien permettant à la police d'établir la nature de la conférence tenue chez Gavrilov. Nous détruisons aussi des adresses compromettantes. Une partie est jetée dans les cabinets. Cependant, certaines pièces restent encore.

L'officier reçoit naturellement l'ordre d'agir résolument sans s'occuper de nos protestations. Il est maintenant accompagné d'un autre gradé sur l'ordre duquel il se lance sur nous. Plusieurs agents s'emparent de chacun de nous et nous fouillent malgré notre résistance. C'est d'abord Samoïlov, puis Chagov, enfin moi. Le tour vient ensuite de Pétrovski et de Mouranov.

Les fouilles sont excessivement minutieuses. On vide toutes les poches, mêmes des montres. Chacun de nous a de la littérature, les projets de résolutions, les thèses, des blocs-notes, etc. La police s'empare de toutes ces preuves de notre activité révolutionnaire.

A Pétrovski, on enlève une copie de la réponse à Vandervelde, une des thèses sur la guerre, le numéro du *Social-Démocrate* publiant le manifeste du C.C., la liste des entreprises de Saint-Pétersbourg et quelques brochures éditées à l'étranger, parmi lesquelles le programme et les statuts du Parti.

Sur moi, la police trouve toutes ces choses et, en plus, le projet du manifeste aux étudiants, un faux passeport; sur Samoïlov, on trouve, outre de la littérature, un bloc-notes avec le plan de son rapport. Chagov n'a aucun document.

La pièce la plus compromettante est le carnet que la police retire des cabinets où Mouranov l'avait jeté. Mouranov y avait inscrit tous les détails de sa tournée dans l'Oural, des renseignements sur les organisations du Parti, les surnoms des militants, les comptes rendus des réunions, des liaisons, quelques adresses, etc. Les annotations dénoncent le caractère du travail illégal mené par Mouranov.

Pendant qu'on nous fouille, les autres participants à la conférence sont conduits en prison sous bonne escorte. Puis l'officier va de nouveau téléphoner pour savoir ce qu'il doit faire de nous. En revenant, il nous informe que nous sommes libres, nous libère un à un et garde tous nos papiers sauf nos mandats de députés.

C'est déjà le matin. Le quartier, ordinairement calme et vide, est inondé d'agents. Toute la police a été évidemment mise sur pied pour arrêter la conférence. Nous atteignons l'arrêt du tramway suivis par une nuée de mouchards. Ils nous entourent ouvertement, sans se gêner. Ils montent à notre suite dans le tramway sans nous quitter des yeux.

La perquisition et l'attitude de la police prouvent abondamment que le gouvernement a résolu d'agir avec les députés ouvriers sans plus se préoccuper de l'immunité parlementaire. Nous pouvons nous attendre à tout moment à de nouvelles attaques. Aussi, après avoir fait connaître aux organisations des rayons ouvriers les incidents de la nuit, nous nous mettons à « faire de l'ordre » dans nos logements.

Tous les papiers pouvant compromettre la fraction et faire découvrir des organisations sont jetés au feu. Jusqu'à présent, nos logements étaient considérés comme les endroits les plus sûrs. On y gardait les lieux de rendez-vous, les adresses pour la littérature, les listes de souscriptions, les noms de famille, la

correspondance, les comptes rendus, etc. Il ne se trouve pas une seule ville avec laquelle nous n'ayons de liaisons pour le travail illégal. Nous avons partout des gens à nous. Si ces documents étaient saisis, des centaines de camarades seraient envoyés en prison ou en exil, ce serait la destruction complète de l'organisation du Parti. Le feu les anéantit. Au lieu de riches archives, la police ne trouvera que des cendres. J'ai également chez moi un cahier des recettes et des dépenses et un carnet alphabétique. J'en arrache les feuilles les plus compromettantes.

Le 5 dans la matinée se tient dans mon logement une réunion de la fraction. Après un examen de la situation, nous décidons d'informer d'abord les masses et ensuite d'adresser une protestation au Présidium de la Douma contre la violation par la police de l'immunité parlementaire. Nous n'attendons naturellement pas d'être défendus par la Douma réactionnaire, mais nous voulons soulever le plus de bruit possible parmi les cercles parlementaires afin d'attirer l'attention d'un vaste public. Rodzianko devra bien entreprendre quelque chose. Il s'agit en somme de la violation des droits que la loi attribue à la Douma d'Empire; ne fût-ce que pour sa propre dignité, le président de la Douma devra, bon gré mal gré, protester. En général d'ailleurs, la Douma, qui ne se gêne nullement avec la « gauche », défend jalousement ses droits contre les attaques du dehors. Naturellement cela ne va pas jusqu'à des conflits avec le gouvernement qui n'a qu'à se faire, si peut soit-il, menaçant pour que la Douma se taise aussitôt.

C'est Pétrovski et moi qui sommes chargés par la fraction d'aller voir Rodzianko. Nous lui racontons les faits et exigeons que les coupables soient rappelés à l'ordre. Nous lui remettons une protestation signée de tous nos députés et informant officiellement le président de la Douma des violences que la police nous a fait subir dans le logement de « notre ami Gavriloy ». « Nous appuyant sur l'art. 15 de la loi sur la Douma d'Empire, ajoutons-nous, nous portons ces faits, Monsieur le président, à votre connaissance afin que ces violations de la loi ne se produisent pas sans protestation du Bureau. » Rodzianko pro-

met de faire tout ce qui est en son pouvoir. Nous verrons plus tard en quoi cela consiste.

Dans les couloirs, nous mettons différentes fractions au courant, nous nous entretenons surtout avec Tchéidzé, afin qu'il proteste. Nous nous adressons à lui au cas où la police, menant son affaire jusqu'au bout, nous arrêterait et enlèverait ainsi à la fraction bolchévik la possibilité de protester de façon indépendante.

Quand nous sortons de la Douma, les mouchards sont plus nombreux, plus insolents que le matin. Dans chaque porte cochère, à chaque coin de rue, nous en rencontrons de nouveaux qui ne se gênent plus du tout. Jamais la surveillance de l'Okhrana n'a été aussi serrée. Telles des bêtes féroces à la vue du sang, ils tournent autour de nous en ricanant, attendant impatiemment le moment où enfin on leur permettra de mettre leurs victimes en pièces. Voilà deux ans déjà que l'Okhrana attend l'occasion de se débarrasser de nous, maintenant elle triomphe. Et cela se lit sur la face de chaque mouchard, de chaque agent. Le cercle s'est fait de plus en plus serré; maintenant il s'est refermé.

Dans ces conditions de surveillance étroite de l'Okhrana qui craint que nous nous échappions à la dernière minute, il est impossible de faire quoi que ce soit, d'informer les organisations ouvrières et d'organiser un mouvement de protestation. Tout ce qui est en notre pouvoir c'est de vérifier encore une fois si nous n'avons pas laissé de papiers compromettants.

Un soir alors que je viens de m'endormir, après quelques jours de démarches et de soucis, on sonne : la silhouette d'un agent apparaît. Muni d'un mandat, il vient jusqu'à mon lit.

—Monsieur Badaev, j'ai l'ordre de vous emmener à la prison préventive.

J'attendais ce moment. Je m'habille rapidement, je prends quelques effets et je quitte ma famille. La police occupe les escaliers et les paliers.

Nous suivons quelques ruelles noires pour arriver à la prison, rue Chpalerna.

Après une fouille minutieuse, on me conduit dans une cellule. J'apprends bientôt que les autres cinq députés sont également sous les verrous.

Le gouvernement tsariste triomphe. Enfin, il a réglé le compte de notre fraction. Le rapport des forces — la seule chose qui, en définitive, détermine l'oppression de la classe ouvrière et en particulier l' « immunité parlementaire » des députés bolchéviks — paraît au gouvernement complètement favorable.

Le ministre de l'Intérieur, Maklakov, une des figures les plus sombres de l'autocratie russe, s'est empressé, le lendemain même de la perquisition à Ozerki, de mettre Nicolas II au courant. Le rapport « très dévoué », daté du 5 novembre, est établi avant notre arrestation et a vraisemblablement pour but d'obtenir la permission d'arrêter les membres de la fraction. Maklakov écrit au tsar :

Le P.O.S.D.R., existant dans l'Empire, tend à renverser le régime et à le remplacer par un gouvernement du genre républicain ; depuis l'ouverture des hostilités, il mène la propagande sur la nécessité de mettre fin le plus rapidement possible à la guerre parce que la victoire serait un renforcement de l'autocratie et par conséquent l'éloignerait du but qu'il poursuit.

A la propagande de ces idées prennent une part directe les membres de la fraction social-démocrate à la Douma qui émet toutes les directives et guide l'activité criminelle du Parti.

Les membres de cette fraction mènent leur pernicieuse activité — qui s'est manifestée clairement par le déclenchement cet été, d'un large mouvement gréviste accompagné de désordres publics — d'une manière si dissimulée que, jusqu'à présent, faute de preuves suffisantes, il a été impossible de les faire comparaître devant les tribunaux.

Cependant les organes de la justice, qui n'ont jamais cessé de surveiller l'activité de groupes révolutionnaires du Parti, ont été informés ces temps derniers que la fraction social-démocrate avait l'intention de convoquer une conférence où, avec la participation de militants en vue, seraient élaborées les méthodes tactiques pour propager l'idée de la cessation immédiate de la guerre et ensuite le renversement de la monarchie en Russie.

Le 4 courant, à 12 kilomètres de la capitale, dans un logement particulier, la police a découvert la conférence en question, où assis-

taient tous les députés social-démocrates — Pétrovski, Badaev, Mouranov, Chagov et Samoïlov, ainsi que six représentants du Parti venus de différentes provinces de l'Empire. Aux questions des officiers de gendarmerie, il fut répondu qu'il s'agissait de fêter le huitième anniversaire du mariage des propriétaires du logement. Cela fut ensuite nié par le mari.

La perquisition et la fouille des assistants ont donné : différents numéros du journal révolutionnaire *le Social-Démocrate*, édité à l'étranger ; la liste des questions que la conférence devait examiner en liaison avec la guerre ; 32 brochures à contenu révolutionnaire et tendancieux ; des notes et des correspondances du Parti ; en outre Badaev avait le manuscrit d'un appel criminel invitant les étudiants à entrer dans le mouvement révolutionnaire, ainsi qu'un passeport faux.

Le procès-verbal de cette perquisition a été remis aux organes de la justice qui devra ouvrir une instruction contre tous les participants à cette réunion illégale, y compris les membres de la Douma d'Empire.

J'ai cru de mon devoir d'exposer ce rapport tout dévoué à Votre Majesté [1].

Le ministre de l'Intérieur :
MAKLAKOV.

Il faut rendre justice à Maklakov. Possédant un bon appareil de Sûreté, il décrit assez exactement l'activité de la fraction bolchévik. Après avoir déclaré avec rage que, jusqu'à présent, la fraction travaillait d'une façon si secrète qu'elle ne laissait prendre à la police aucun document important, il annonce avec joie qu'enfin, les députés ont été pris « sur le fait même », et que maintenant rien ne s'oppose plus à leur jugement prémédité depuis si longtemps.

Avec la bénédiction du tsar, le gouvernement se met à préparer en vitesse un nouveau procès avec au moins « la peine des galères ». Dans cet esprit est aussi « préparée » et « travaillée » l'opinion publique. Le terrain de cette agitation du gouvernement est préparé par la vague de chauvinisme effréné qui empoisonne le pays et qui, durant les premiers mois de la guerre, va encore se développant. Le premier communiqué publié

1. Archives du département de la Police, 1914, dossier n° 5, pp. 60-61.

dans le *Pravitelsvienni-Viesnik* (le Messager du gouvernement) est établi de telle sorte qu'il faut croire à la découverte d'un grand complot contre « la puissance militaire de la Russie ». On y lit :

Depuis le début de la guerre, le peuple russe, uni par la nécessité de défendre la dignité et l'intégrité du pays, soulevé par l'enthousiasme patriotique, aide le gouvernement à accomplir la tâche posée par la guerre. Tout autre est l'attitude prise par certains membres des organisations social-démocrates qui se sont donné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie par l'agitation contre la guerre faite au moyen de manifestes clandestins et de propagande orale. En octobre, le gouvernement a été informé de la prochaine convocation d'une conférence secrète de représentants des organisations social-démocrates pour examiner des mesures dirigées vers la destruction de l'État russe et le déclenchement immédiat d'émeutes socialistes. (Vient ensuite la narration de la perquisition à Ozerki.) Etant donné que le caractère du complot contre la sûreté de l'État ne fait pas de doute, les participants à cette réunion, saisis sur le fait, ont été arrêtés sauf les députés.

Le *Messager du gouvernement,* bien qu'à ce moment nous soyons préventivement en cellule, annonce prudemment seulement la décision du tribunal d' « incarcérer » tous les assistants à la conférence.

C'est en somme un ballon d'essai pour voir l'impression que causera la « décision » de nous arrêter. Le ton est donné. La presse réactionnaire nous assaille violemment. « Avec l'ennemi, il ne faut pas de cérémonie : la pendaison est le seul moyen de tranquilliser le pays », — écrit le *Rousski Znaménié.* Les autres reptiles réactionnaires ne restent pas en arrière. Quant à la presse bourgeoise libérale, dans le meilleur des cas, elle garde le silence. Il n'y a déjà plus de journaux ouvriers.

Après une pareille préparation de quelques semaines, le gouvernement estime possible d'annoncer l'arrestation des membres de la fraction. Son deuxième communiqué est ainsi libellé:

Après avoir fait une enquête sur les personnes venues de différents endroits à la réunion tenue près de Pétrograd, avec la participation de quelques députés, on a découvert que cette réunion était

consacrée à l'examen d'un projet de résolution qui reconnaît « que le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées », lance le mot d'ordre « d'une large diffusion parmi les troupes et sur le front de l'idée de la révolution socialiste » et préconise « l'organisation pour cette propagande de cellules illégales dans l'armée ». Tous les assistants ont été, par décision du tribunal, incarcérés.

Comment va réagir la Douma ? J'ai déjà dit que Rodzianko après avoir reçu notre déclaration, avait promis de « faire tout ce qui était en son pouvoir ». Il faut reconnaître que quelques députés aussi protestent. Mais naturellement leur protestation sonne faux. En réalité, la majorité de la Douma est complètement d'accord avec le gouvernement tsariste. Leur protestation provient uniquement de leur peur de la classe ouvrière qui peut répondre à la provocation gouvernementale par une nouvelle explosion révolutionnaire.

Il n'y a pas de session à la Douma, aussi on ne peut recourir aux interpellations comme moyen ordinaire de protester. Alors, sur l'initiative de Tchéidzé appuyé par Kérenski et même par le progressiste Efrémov et le cadet Milioukov, la question est posée à l'ordre du jour d'une réunion du Comité de la Douma pour le secours aux malades et aux blessés qui se réunit tous les jours dans le cabinet du Président. Cela se passe le 6 novembre au matin, quand notre arrestation n'est pas encore connue; le Comité examine donc seulement la question de la perquisition à Ozerki.

Dans les paroles des députés à la réunion du comité apparaît tout à fait clairement, sans aucun effort de dissimulation, la peur d'un mouvement révolutionnaire dans le pays. Dans ce sens, l'attitude des octobristes est typique. Leurs leaders — Godmev, Opotchinine et Lutse — parlant de la nécessité de protester contre l'action de la police, déclarent ouvertement que la répression de la fraction ouvrière peut provoquer l'agitation des masses et par cela même semer le désordre à l'arrière de l'armée. C'est ainsi qu'ils condamnent la provocation du gou-

vernement en se plaçant à un point de vue purement « patriotique ».

Le résultat est que Rodzianko envoie une lettre de « protestation » au premier ministre, Gorémykine. Son contenu caractérise bien toute la fausseté de la position de la majorité parlementaire. Rodzianko l'envoie seulement le 30 novembre, c'est-à-dire un mois après notre arrestation. Cependant, il ne dit pas un mot de notre arrestation et se limite à transmettre la déclaration reçue de différentes fractions à la suite de la perquisition et des arrestations à Ozerki. Il cite d'abord l'article 15 de la loi sur la Douma puis ajoute « que ces faits sont à condamner parce qu'en violant la loi et en découvrant l'arbitraire inadmissible des pouvoirs administratifs, ils risquent, dans la période difficile que nous traversons, de semer le trouble et l'agitation dans l'esprit de la population actuellement calme et qui supporte déjà les difficultés de la guerre ». Quelles sont les conclusions de Rodzianko ? Demande-t-il la cessation des poursuites intentées contre nous ? Pas du tout. Sa lettre finit ainsi : « Je me permets d'espérer que votre Excellence voudra bien prendre toutes mesures pour protéger à l'avenir les membres de la Douma contre les actes illégaux des chefs de la police. » Toute la protestation du président de la Douma n'est donc qu'une déclaration de pure forme suivie de la demande de ne pas répéter « à l'avenir » de tels actes. Pas un mot pour la défense de la fraction ouvrière [1].

---

1. Gorémykine transmit cette lettre au ministre de l'Intérieur, Maklakov. Sur cette lettre, conservée aux archives de la police figure une annotation de Maklakov qui caractérise bien ce vieil agent du tsar. La lettre, plus que modeste, de Rodzianko met en fureur Maklakov qui y voit presque un acte tout à fait révolutionnaire. Il écrit en note : « Je ne peux appeler « arbitraire » la conduite de la police qui a établi que 5 députés étaient des criminels. Cela peut être désagréable au président de la Douma, mais c'est ainsi. Ce ne sont pas de tels « faits » qui sont inadmissibles, mais bien le fait que les crimes envers tout le pays, aient été commis impunément sous la sauvegarde de l'immunité « parlementaire ». L'immunité du régime

Une lettre inconsistante et vaine adressée à Gorémykine, voilà à quoi se réduit toute l'action de la Douma à propos de l'arrestation des députés ouvriers. La tentative des menchéviks et des trondoviks de convoquer une réunion spéciale des députés se heurte au refus de Rodzianko qui affirme qu'entre les sessions de la Douma la loi ne permet pas de réunir les députés et qu'en outre, selon lui, « il n'en est nullement besoin ».

Quand en janvier 1916, après une très longue interruption, la Douma est réunie, sa majorité ne laisse même pas interpeller le gouvernement au sujet de notre arrestation. Les cadets refusent les signatures nécessaires pour déposer l'interpellation. Les discours de Tchéidzé et de Kérenski, prononcés lors de la discussion du budget et consacrés en grande partie à la destruction de la fraction bolchévik, ne sont pas publiés dans la presse par ordre du président de la Douma.

Comme il fallait s'y attendre, la Douma réactionnaire se solidarise entièrement avec le gouvernement des Romanov. L'arrestation de notre fraction, le sac des organisations ouvrières de l'été dernier, sont avantageux pour les fonctionnaires du tsar et les propriétaires fonciers siégeant à la Douma. Les ministres félicitent les glorieux vainqueurs du front intérieur, — les gendarmes et les agents de la Sûreté — et les meilleurs libéraux russes rampent aux pieds du gouvernement tsariste.

Que se passe-t-il pendant ce temps dans l'autre camp, dans les fabriques, les usines, les puits ? La nouvelle de l'arrestation

---

d'Etat en Russie est plus importante que tous les privilèges parlementaires. Quand ils violent la loi, les députés rencontreront toujours et partout la barrière de la police. Le trouble est semé non pas par les pouvoirs administratifs luttant contre le courant révolutionnaire, mais par ceux qui, en présence de tels crimes, ne trouvent rien de mieux que de crier à l'arbitraire administratif. Il est temps d'en finir. La fausse indignation est ici trop cynique et déplacée. Les chefs de la police qui ont découvert et arrêté des membres de la Douma ont droit à tous mes remerciements. » (Archives du département de la Police, 1914, dossier n° 5, pp. 360-361.)

des députés bolchéviks ne pouvait pas ne pas inquiéter les masses ouvrières. Nous avons vu que même les octobristes, ces pitoyables soutiens du gouvernement, comprennent la répercussion que l'arrestation de notre fraction doit avoir parmi les prolétaires russes. Ils ne se trompent pas. La libération des députés bolchéviks sera jusqu'en février 1917 une revendication qui s'ajoutera aux mots d'ordre fondamentaux de la lutte révolutionnaire. Mais au moment même de notre arrestation, la classe ouvrière n'est pas suffisamment forte pour organiser une large action révolutionnaire. La terreur militaire d'une férocité et d'une force inouïes, serre le pays à la gorge d'une étreinte mortelle. Tout acte révolutionnaire est passible du tribunal de guerre et de la mort ou, dans le meilleur des cas, des galères ou de l'exil à perpétuité. Ce ne sera qu'avec une peine infinie que le mouvement révolutionnaire desserrera cette étreinte. Arrêter la fraction, c'est arracher les dernières racines du travail révolutionnaire, détruire le principal centre du Parti en Russie. Tous les fils de l'activité du Parti se concentraient à la fraction et ces fils sont maintenant rompus.

L'Okhrana qui a préparé l'arrestation longtemps et soigneusement, prend naturellement en même temps toutes les mesures préventives contre une action ouvrière possible en faveur des députés bolchéviks. Elle procède à des arrestations en masse. Les mouchards et les agents de la Sûreté pullulent dans toute la ville, surveillant étroitement les quartiers ouvriers. Il en résulte l'arrestation de nombreux militants du Parti.

Malgré cette offensive déchaînée de l'Okhrana, le Comité de Saint-Pétersbourg réussit à publier un tract. Tiré au multiplicateur, il est distribué le 11 novembre, appelant les ouvriers à protester par des meetings et des grèves[1] :

Camarades !

Dans la nuit du 6 novembre, l'abject gouvernement tsariste, tout dégouttant du sang des combattants pour un meilleur avenir du peuple,

1. Archives du dép. de la Police, dossier n° 5, p. 46.

ce gouvernement — bourreau qui fait souffrir aux galères les représentants du prolétariat à la IIe Douma et des milliers de ses meilleurs fils, ce gouvernement qui suce depuis des siècles le sang du peuple, vient de jeter au cachot les députés de la fraction ouvrière social-démocrate russe.

Voilà avec quelle impudence, quel cynisme l'autocratie agit avec les représentants parlementaires de 30 millions d'ouvriers. La fausseté, l'hypocrisie de la soi-disant union avec le peuple sont démasquées. C'en est fini de tromper et de démoraliser les masses ouvrières... Le gouvernement tsariste a fait le dernier pas ; c'en est trop... La feuille de vigne de la Constitution russe est tombée et cette fois pour toujours. Devant la classe ouvrière et tout le peuple se pose, dans toute son ampleur, la question d'une représentation vraiment populaire, la question de l'Assemblée constituante.

Seule la guerre serrant comme dans un étau les masses populaires, a permis au gouvernement de châtier les députés qui défendent pleins d'abnégation les intérêts ouvriers les plus précieux.

Sous le tonnerre des canons et le sifflement des balles, il espère étouffer le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, dans le sang des millions d'ouvriers et de paysans envoyés de force sur le front, il espère arrêter leur élan vers l'émancipation.

Dissimulant leur but de rapine par des phrases hypocrites sur la libération des Slaves, le tsarisme attaque depuis le début de la guerre la classe ouvrière avec plus d'acharnement encore. Il a détruit toutes les organisations ouvrières, anéanti la presse ouvrière, il jette en prison ou envoie quotidiennement en exil dans la Sibérie glaciale les meilleurs combattants du prolétariat.

Mais c'est encore trop peu pour l'ennemi mortel du prolétariat. Il estime que le moment est favorable pour en finir avec les représentants ouvriers qui combattent héroïquement la politique gouvernementale de l'oppression et de la violence. Les bandits tsaristes ont dit aux élus du prolétariat : votre place est en prison.

C'est toute la classe ouvrière qu'on a mise en prison. La bande des pilleurs et des exploiteurs, des faiseurs de pogroms a osé traiter comme des criminels 30 millions d'ouvriers russes. C'est un sanglant défi lancé à la classe ouvrière.

Mais la pression mortelle de la guerre n'arrêtera pas la violente protestation de la classe ouvrière. Le cri de « A bas les bourreaux et les violateurs ! » sera lancé bien haut par les poitrines innombrables du prolétariat russe prêt à défendre ses députés.

Camarades !

Le Comité de Pétrograd du P.O.S.D.R. appelle les ouvriers de la ville à une grève de 24 heures et à des meetings de protestation

contre les actes odieux et illégaux de la bande des propriétaires fonciers tsaristes.

A bas le gouvernement tsariste !

Vive la République démocratique !

Vive le Parti social-démocrate ouvrier russe !

Vive le socialisme !

11 novembre.

LE COMITÉ DE PÉTROGRAD DU P.O.S.D.R.

Au même moment est également distribué à Saint-Pétersbourg un tract des organisations estudiantines :

L'absolutisme russe fidèle à lui-même continue à persécuter le peuple, écrit la fraction social-démocrate des étudiants des écoles polytechniques. Son dernier acte aussi important que l'arrestation de la fraction s.-d. à la IIe Douma n'est pas autre chose qu'un coup de force du gouvernement... La comédie de la représentation populaire est finie... On a mis les points sur les i... Maintenant devant le peuple ces faits s'étalent dans toute leur hideuse nudité[1].

Quand le comité de Saint-Pétersbourg lance son appel, il sait qu'une action ouvrière si peu développée qu'elle soit est impossible. Son appel a un autre sens. Il doit faire connaître aux ouvriers le nouveau crime du gouvernement tsariste et l'expliquer pour faire contrepoids à l'agitation patriotique de la presse gouvernementale et bourgeoise. En disant qu'avec la fraction « c'est toute la classe ouvrière qui est en prison », notre organisation du Parti prépare les masses ouvrières à la lutte décisive contre le gouvernement qui a jeté « un défi mortel » au prolétariat russe.

Cependant son appel ne reste pas sans écho. Différentes usines font une grève de protestation de 24 heures, certaines essaient de déclencher la grève et ne sont arrêtées que par la mobilisation complète des forces de police.

Aussi, au Nouveau Lessner, lorsque les ouvriers se réunis-

1. Archives du dép. de la Police, 1914, dossier n° 5, p. 233.

sent pour examiner la question de la grève, le détachement de police prévenu à l'avance et venu à l'usine se jette sur eux et sans attendre la grève procède à de nombreuses arrestations « démonstratives ». C'est ainsi que l'Okhrana brise la grève de Lessner. La même chose se produit dans d'autres usines.

Mais là où cependant la grève est déclarée la police est encore plus féroce. Tous les ouvriers plus ou moins « dangereux » sont arrêtés et chassés aussitôt de Saint-Pétersbourg. On emploie aussi d'autres moyens. Les ouvriers — réservistes ou autres — non encore mobilisés, sont rayés des listes et envoyés aussitôt au front. Cela se passe chez Parviainen, où 1.500 ouvriers font grève : 10 grévistes sont arrêtés et envoyés en exil pendant tout le temps de la guerre, plus de 20 réservistes sont envoyés dans les tranchées.

Dans ces conditions, le mouvement est naturellement restreint. Mais il montre que la classe ouvrière ne laissera pas étouffer sa voix. Tôt ou tard, le mouvement révolutionnaire devra de nouveau se dresser de toute sa hauteur.

Pour notre parti s'ouvre un nouveau champ immense d'activité, mais rempli de difficultés inouïes. La réaction a enlevé de nos rangs les dirigeants de la classe ouvrière. L'arrestation de la fraction parlementaire achève la mesure. Le Bureau russe du C.C. est détruit. Le C.C., coupé de la Russie, doit, avec d'immenses difficultés, reconstruire à nouveau l'organisation du Parti. « Si c'est vrai, c'est un malheur! » — écrit, très inquiet, Lénine à Chliapnikov, à Stockholm [1], s'informant si la nouvelle de l'arrestation de la fraction est bien exacte. Trois jours après, quand la nouvelle est confirmée, Lénine écrit de nouveau au même Chliapnikov : « C'est terrible. Le gouvernement a évidemment résolu de se venger de la fraction sans reculer devant rien. Il faut s'attendre au pire : « falsification de documents », « pièces à conviction », « faux témoignages, procès à huis clos, etc. »

1. Lettre de Lénine à Chliapnikov du 25 novembre 1914. *Recueil Lénine*, t. II, p. 209.

Vladimir Ilitch s'étend ensuite sur les difficultés du Parti par suite de l'arrestation de la fraction : « En tout cas le travail du Parti est devenu maintenant cent fois plus difficile, et cependant nous le ferons! La *Pravda* a éduqué des milliers d'ouvriers conscients desquels, malgré toutes les difficultés, sortira un nouveau groupe de dirigeants, le C.C. russe du Parti [1]. »

Dans les lignes d'Ilitch ressort comme toujours son immense confiance dans les forces de la classe ouvrière et dans la victoire de la révolution. Il se représente clairement les difficultés du travail de notre parti, mais cela ne pouvait ébranler en rien la force et l'énergie extraordinaires qui n'ont jamais abandonné Lénine dans les moments les plus difficiles de la lutte révolutionnaire.

1. Lettre de Lénine à Chliapnikov du 28 novembre 1914, p. 211.

CHAPITRE XXV

Instruction et procès

En prison. — Il est question de transmettre l'affaire au conseil de guerre. — Préparation de l'action ouvrière. — Le procès. — Déclaration des députés. — L'accusation du procureur. — Discours de la défense. — Le verdict.

Isolés dans des cellules, soumis au dur régime de la prison, nous sommes entièrement coupés du monde extérieur. Rarement arrivent jusqu'à nous les bruits des communiqués de la couronne sur les « victoires » des troupes russes, sur l'enthousiasme patriotique qui soulève le pays.

Dans les usines de Saint-Pétersbourg apparaît un nouvel agitateur. C'est Nicolas II lui-même, à la recherche de « l'union avec le peuple ». Suivi d'une suite brillante, elle-même entourée de la police officielle ou secrète, Nicolas visite l'usine Poutilov et ensuite d'autres entreprises ; cela donne lieu à des mises en scène où sont observées toute les règles des manifestations patriotiques. Des hourras, des hymnes, l'exposition des icones, les *Te Deum*, — tout cela est préparé à l'avance et joué selon toutes les règles de l'art.

Nous ne savons et ne pouvons rien savoir de ce qui se passe vraiment dans les usines et les fabriques, de l'état d'esprit véritable des ouvriers, de la propagande révolutionnaire faite parmi eux...

Deux-trois jours après notre arrestation, nous sommes appelés à l'interrogatoire. Nous nous retrouvons tous et en profitons pour échanger quelques mots sur notre affaire. Mais bientôt, nous sommes séparés et interrogés l'un après l'autre.

Déjà à Ozerki, nous avions l'opinion générale de ne pas donner à la police de preuves permettant de nous accuser

d'avoir organisé une conférence du Parti. Le procès-verbal, l'ordre du jour et d'autres documents importants ont été détruits. Ensuite, autant que le permettaient les conditions de la perquisition, il a été décidé d'expliquer notre présence chez les Gavrilov comme une visite ordinaire chez des amis.

Nous gardons cette attitude pendant l'interrogatoire. Nous nions tous l'accusation. Nous indiquons que nous avions été invités chez les Gavrilov et que nous nous entretenions de différentes questions ouvrières assurances sociales, éditions de journaux, etc. Il est tout à fait naturel d'utiliser l'invitation de Gavrilova pour nous rencontrer avec des représentants ouvriers étant donné que tous ceux qui viennent à notre fraction sont suspects aux yeux de la police. Nous expliquons la littérature trouvée sur nous par le fait que chacun de nous devait être au courant de l'état d'esprit des ouvriers et pour cela, lire différents matériaux. Quant à notre attitude envers la guerre, nous citons la déclaration lue au nom des deux fractions social-démocrates à la séance de la Douma du 26 juillet. Telles sont les dépositions de chacun de nous.

Chagov raconte qu'il a fait connaissance de Gavrilova au siège de la fraction où elle était venue pour une affaire quelconque, puis il la rencontra dans la rue et c'est alors qu'elle l'invita chez elle ; aucune résolution n'a été examinée, la conversation se limitait aux caisses de maladie et aux désirs de faire renaître le journal ouvrier.

Je déclare que je suis venu chez Gavrilova sur son invitation. Cette invitation par elle-même n'a rien à voir à l'affaire. Aucune conférence ne s'est tenue, aucune résolution ne fut élaborée.

Le juge d'instruction se met alors à m'interroger sur mes relations avec Antipov et Kozlov, tous deux délégués de Saint-Pétersbourg à la conférence, espérant ainsi découvrir les fils de l'affaire. Antipov et Kozlov sont tous deux membres du Comité de Saint-Pétersbourg, et Antipov participe à la commission exécutive de ce Comité. Je déclare avoir connu Antipov lorsque, chômeur, il est venu chez moi pour trouver du travail. C'est

également pour cette raison qu'il était chez Gavrilova. Kozlov a été invité par moi, par l'intermédiaire d'Antipov, pour parler de l'édition d'un journal pour les assurances sociales. J'explique mes relations avec Kaménev pour l'avoir rencontré à la *Pravda* où il travaillait. Le plus difficile est d'expliquer de quelle façon se trouvait sur moi un faux passeport. Je raconte que souvent des ouvriers venaient chez moi apporter leurs documents pour se procurer un billet pour une séance de la Douma. Souvent ces papiers restaient chez moi longtemps avant que leurs propriétaires ne vinssent les chercher. Cela ne satisfait pas le juge d'instruction qui essaie de me faire dire d'autres choses plus importantes. Mais ses efforts sont vains.

La déposition de Pétrovski est à peu près semblable. Il a été invité chez Gavrilova il ne sait plus comment. Il refuse de dire par qui. Il ne connaissait que les autres députés ouvriers et Kaménev. Tous les documents trouvés sur lui ont été envoyés par la poste, de la part d'un inconnu. Les corrections aux thèses sur la guerre ont été écrites par lui, mais sous la dictée d'une personne dont il refuse de donner le nom. Il comptait utiliser ces matériaux pour son activité parlementaire. Il ajoute qu'on ne peut juger son attitude envers la guerre seulement par les documents découverts sur lui.

Samoïlov déclare qu'on s'était rencontré chez Gavrilova par hasard. Certains étaient venus spécialement pour voir les députés. La liste des questions trouvée sur lui lui servait d'aide-mémoire ; il avait en effet, après un long séjour à l'étranger où il s'était soigné, beaucoup de choses à demander aux députés.

Kaménev dit être venu chez Gavrilova pour nous entretenir de la parution nouvelle du journal dont il était collaborateur auparavant. Il est venu dans ce logement parce qu'il était dangereux pour lui d'aller chez Pétrovski. L'entretien roulait sur des questions courantes, aucune réunion ou conférence ne se tenait, aucune résolution politique n'était examinée, aucune décision ne fut prise. En conclusion, il déclare que le contenu des matériaux découverts ne coïncide pas avec sa position envers la guerre.

Les autres camarades arrêtés et la propriétaire du logement Gavrilova disent à peu près la même chose. Voronine, Iakovlev et Linde nient être venus à Pétrograd à un moment fixé à l'avance, Chacun expliquant différemment son voyage, ils déclarent être venus chez Gavrilova tout à fait par hasard, afin d'y faire connaissance des députés.

Mouranov a une situation plus difficile. Le carnet trouvé sur lui porte toute une série d'indications sur le travail illégal qu'il menait. Il ne peut naturellement pas nier ce que lui-même a écrit. Il ne lui reste qu'à se taire. Il se refuse donc à toute déposition.

On nous interroge, je le répète, chacun séparément. Après le premier interrogatoire, le juge d'instruction nous appelle un à un. Nous ne pouvons naturellement pas correspondre dans la prison et c'est ainsi que les déclarations ne sont connues de tous qu'après l'instruction, lorsque nous recevons l'acte d'accusation.

L'instruction est menée rondement. Le gouvernement veut faire vite, le moment lui étant favorable. Comme notre arrestation et notre jugement ont été arrangés à l'avance, les fonctionnaires des tribunaux n'ont pas à faire une enquête détaillée : La seule tâche des juges d'instruction et du procureur consiste à combiner les documents trouvés afin de dresser une accusation qui permette de prononcer la condamnation fixée à l'avance.

A la fin de décembre, un mois et demi après notre arrestation, l'instruction est close. Nous sommes de nouveau appelés, mais cette fois il s'agit de nous faire connaître les résultats de l'enquête. Après un long délai, nous avons de nouveau la possibilité de nous revoir et d'adopter l'attitude à garder au procès. Dans le dossier, il y a tous les documents trouvés sur nous, nos déclarations, les témoignages de la police, différents tracts édités à Saint-Pétersbourg pendant la guerre, et beaucoup d'autres matériaux prouvant le travail révolutionnaire de la fraction. Nous recevons trois livres assez volumineux dont la lecture prend trois jours entiers.

Les résultats de l'enquête, la marche de l'interrogatoire, l'entretien avec le juge d'instruction, — tout cela nous donne à penser que c'est le conseil de guerre qui jugera la fraction. Nos camarades en liberté le pensent aussi. Inquiets sur notre sort, ils se battent avec les juristes pour que l'affaire soit examinée par le tribunal civil. Mais tous leurs efforts restent vains.

Ozerki où nous avons été arrêtés, se trouve sur un territoire déclaré en état de siège. C'est sur la base d'un article du code militaire que la perquisition chez Gavrilova a été ordonnée. Par conséquent, toutes les raisons formelles existent pour transmettre l'affaire au conseil de guerre. D'autre part, cela correspond aux intérêts du gouvernement qui essaie, pour des raisons de « trahison », de « passage à l'ennemi » d'en finir une fois pour toutes avec la fraction bolchévik.

C'est pourquoi la transmission de l'affaire au tribunal civil nous surprend beaucoup. Nous l'apprenons après que le jour du procès a été fixé. La loi permet que les accusés aient connaissance de l'accusation. Nous utilisons cette faculté pour nous revoir encore une fois et fixer notre attitude au procès. Quand nous commençons la deuxième lecture de l'acte d'accusation, nous trouvons en première page un oukase de Nicolas II « ordonnant » de transmettre l'affaire au tribunal civil. Le dossier est renvoyé à une audience spéciale du palais de justice de Pétrograd, avec les représentants de la défense.

Comment expliquer ce changement inattendu dans le plan gouvernemental ? Il ne fait pas de doute qu'il reflète l'état d'esprit qui commence à se développer dans le pays. Nombreux insuccès et défaites sur le front, bruits croissants sur l'état catastrophique des troupes, — tout cela fait peu à peu s'évanouir l'ivresse du chauvinisme. D'autre part, il y a des signes, très faibles il est vrai, mais certains, de réveil du mouvement ouvrier. Les grèves économiques se multiplient, quelques grèves politiques éclatent, même en janvier 1915. Le gouvernement qui, peu de temps auparavant, espérait couvrir le bruit du procès des députés ouvriers par les hourras patriotiques, n'en est plus aussi sûr maintenant.

Il ne fait pas de doute que seules ces circonstances peuvent dicter à Nicolas II son oukase de « grâce » et changer la décision première du gouvernement : faire fusiller les députés ouvriers.

Le Comité de Pétersbourg explique ainsi, dans un tract distribué aux ouvriers avant le procès, le recul du gouvernement :

Dans quelques jours s'ouvrira le procès des députés ouvriers. Le gouvernement voulait les accuser de « trahison » et publiait ces calomnies dans la presse. Cela n'a pas réussi. L'affaire devait être transmise au tribunal de guerre, mais les chefs suprêmes de la boucherie actuelle, considérant les ministres comme des imbéciles, décidèrent que juger militairement les représentants des ouvriers qui constituent la majorité de l'armée signifierait semer la révolte dans leurs propres rangs.

Jusqu'au procès, l'impression causée par l'agitation gouvernementale sur la trahison de la patrie, le complot, etc., s'était beaucoup affaiblie. Peu à peu les journaux se mettent à parler du prochain procès comme celui de l'activité révolutionnaire des députés ouvriers, celui des représentants de la classe ouvrière à la Douma. Pour échauffer les esprits, le gouvernement lâche ses chiens fidèles — les Cent-Noirs — qui, par de bruyants aboiements, devront figurer l'indignation publique. Avec des accents différents, il réclame avec acharnement le châtiment le plus rigoureux des « criminels ». Parmi tous ces hurlements, identiques dans toute la presse réactionnaire et policière, le journal *Sviet* (la Lumière), le plus rétrograde de tous, donne de curieuses informations.

Le *Sviet* accuse la fraction de n'avoir pas suivi la voie des socialistes d'Europe occidentale. Naturellement, on n'oublie pas de mentionner l' « or allemand » qui deviendra plus tard une des principales accusations contre les bolchéviks. Déversant sur nous un flot d'injures, le *Sviet* écrit :

Ses indignes porteurs d'un grand nom — peut-être sous l'influence des agents de l'Allemagne qui n'épargnent point l'or — ont servi si bien l'Allemagne qu'il ne peut plus être question d'actions sincères répondant à la théorie funeste du socialisme. Il y a des

socialistes aussi dans d'autres pays mais partout — en Angleterre, en France, en Belgique — une fois la guerre commencée, ils ont abandonné les discussions internes et sont partis combattre l'ennemi menaçant, — le militarisme allemand. Même les socialistes allemands ont mis de côté, pendant la guerre, leurs utopies, et ne se conduisent pas plus mal que leurs collègues bourgeois. C'est seulement pour les ouvriers russes que Messieurs les socialistes de la Douma ont trouvé possible de conseiller de ne pas s'opposer au mal, de signer la paix à tout prix et de provoquer, en pleine hostilité, des désordres internes.

Le journal réclame « le châtiment le plus sévère, sans pitié, des chefs du complot découvert, poussant l'audace jusqu'à couvrir de l'immunité parlementaire leur travail de trahison »[1].

C'est également dans cet esprit de haine féroce que les autres journaux réactionnaires réclament la punition la plus rigoureuse.

Le gouvernement et les Cent-Noirs ont, bon gré, mal gré, par peur d'une explosion révolutionnaire, supporté l'activité tout à fait évidente pour eux de la fraction bolchévik pendant deux ans ; mais maintenant c'en est trop. D'un seul coup, ils veulent écraser la tête de l'organisation révolutionnaire et arrêter à tout prix le développement du mouvement ouvrier. Notre parti doit répondre à ce coup en appelant les ouvriers à s'organiser pour se préparer à de nouveaux combats, à démontrer qu'aucune condamnation au bagne ne peut briser ou étouffer le mouvement et que, tôt ou tard, les ouvriers rencontreront de nouveau leurs ennemis sur les barricades.

Nos organisations du Parti se préparent fiévreusement au procès. Malgré l'oppression policière, malgré les énormes brèches dans les rangs du Parti, le Comité de Saint-Pétersbourg diffuse à la veille du procès de nombreux tracts, appelant les ouvriers à défendre leurs députés.

Souvenez-vous de ces deux dernières années, — écrit-il dans un de ces tracts. Qui sont ceux qui à la Douma défendaient toujours

1. *Sviet*, 11 février 1915.

les intérêts ouvriers ? Qui assiégeait le plus les ministres par leurs interpellations sur les actes illégaux des pouvoirs administratifs ? Qui enquêta au sujet de l'explosion aux usines de Porokhov et dans les mines ? Qui empêchait les brutalités des agents aux enterrements d'ouvriers et aux démonstrations ? Qui recueillait les fonds en faveur de camarades dans le besoin ? Qui éditait la *Pravda* et la *Prolétarskaïa Pravda* ? Qui a protesté contre l'assassinat et la mutilation de millions de soldats sur le front ? Toujours eux, les députés ouvriers. Et c'est pour cela qu'ils iront au bagne... La cause des députés ouvriers doit être défendue par les ouvriers eux-mêmes. Les libéraux triomphent avec le gouvernement ; quant aux troudoviks et à la fraction de Tchéidzé, on dirait qu'ils sont devenus tout à coup sourds et muets... Qui maintenant peut défendre les députés ouvriers ? Seuls ceux qui les ont élus et soutenus. Seul le prolétariat peut les défendre et démontrer que le procès qu'on veut leur faire ne se passera pas aussi tranquillement, aussi facilement que le désirerait la police, les ministres et les libéraux.

Avant même, au moment de l'anniversaire du 9 janvier, le mot d'ordre de protestation contre le procès est lancé : « La classe ouvrière doit protester contre cette odieuse façon de se conduire envers ses représentants. Il faut mettre tout en œuvre pour que ce jour-là le prolétariat intervienne unanimement... »

Malgré la vigilance de la police qui continue les arrestations et les expulsions, le Comité du Parti mène une vive agitation dans les entreprises. La veille du procès, il distribue encore un tract, appelant les ouvriers à protester et à faire grève. « C'est nous qui seront jugés dans la personne des députés avec qui nous nous sommes déclarés plus d'une fois solidaires », écrit-il au nom des ouvriers pétersbourgeois. Il montre ensuite le sens de la lutte de la fraction bolchévik contre la guerre et indique que le gouvernement se préparait depuis longtemps à attaquer les députés ouvriers et n'était arrêté que par la crainte d'une riposte révolutionnaire.

Il pense enterrer tout vif une nouvelle fraction parlementaire de la classe ouvrière, sous le tonnerre des canons et le cliquetis des sabres, déclare le Comité. Camarades ouvriers ! Montrons que nos ennemis se trompent ; montrons que lorsque l'heure est menaçante,

lorsque le spectre du bagne s'élève au-dessus des têtes, nous sommes avec eux. Qu'on traîne devant les tribunaux, non pas 5 députés, mais toute la classe ouvrière exprimant hautement qu'elle est solidaire des accusés et prête à se battre pour ses représentants et pour l'idéal qu'elle a inscrit sur ses drapeaux rouges. Camarades ouvriers ! Faites grève le 10 février, tenez des meetings, organisez des démonstrations, protestez contre le cynisme avec lequel le gouvernement se moque de la classe ouvrière...

Un tract édité par l'Union des étudiants et diffusé le même jour appelle les étudiants révolutionnaires « à soutenir la protestation du prolétariat par des meetings, des grèves et des démonstrations ».

Le tract du Comité de Saint-Pétersbourg atteint son but. Il éveille la conscience révolutionnaire des ouvriers et d'autre part alarme l'Okhrana qui prend toutes mesures utiles pour prévenir l'explosion du mouvement. Elle utilise pour cela les pouvoirs les plus larges que lui donne l'état de guerre. Les entreprises sont entourées d'un cordon d'agents. Les rues sont gardées, surtout autour du tribunal.

Dans ces conditions, le mouvement gréviste ne peut s'étendre. Cependant, à l'ouverture du procès, des ouvriers de nombreuses usines quittent le travail, manifestant ainsi leur solidarité avec les députés bolchéviks assis au banc des accusés. Certains essaient même de pénétrer dans la salle du tribunal. Plusieurs réunions d'étudiants ont lieu et adoptent avec enthousiasme des résolutions de protestation.

C'est dans cette atmosphère — d'une part, campagne de calomnies de la presse à la solde de la police et de l'autre, indignation ouvrière, sourde, profonde, mais n'ayant pas encore réussi à se manifester, — que s'ouvre le procès de la fraction bolchévik à la Douma. La bourgeoisie libérale garde un silence qui laisse percer sa joie de voir les députés ouvriers battus. A la veille du procès, les cadets ajoutent encore une trahison à une liste déjà bien longue. La fraction cadette interdit à ses avocats de défendre les accusés parce que notre point de vue sur la guerre ne correspond pas au sien. Ainsi les cadets approu-

vent à l'avance la condamnation aux galères que le gouvernement nous prépare.

Le procès s'ouvre le 10 février au matin. Nous traversons les souterrains, conduisant de la prison préventive au tribunal. La garde nous mène ensuite au banc des accusés. Devant nous s'assoient les défenseurs. La salle est archi-comble. Ça et là, nous apercevons nos parents et nos amis. Sont présents aussi quelques députés, Poditchev, Milioukov, Efrémov, certains troudoviks et menchéviks. Des places réservées sont occupées par quelques dignitaires du tsar. Derrière les juges, on aperçoit la silhouette remarquable de Witte, le fondateur même de la Douma d'Empire et auteur de la fameuse loi sur l'immunité parlementaire. Les loges de la presse sont remplies de journalistes de toutes les tendances. Naturellement le gouvernement prend des mesures pour que tous les discours et témoignages pouvant avoir un caractère d'agitation révolutionnaire ne soient pas publiés. La censure militaire enlèvera résolument des passages entiers des comptes rendus du procès [1].

Comme juges ont été désignés les magistrats les plus en vue. Le président est le sénateur Krachennikov, le procureur Nénarokomov, tous deux très expérimentés dans la conduite des procès politiques spéciaux. Parmi les représentants des castes, il y a un maréchal de la noblesse, le Cent-Noir bien connu, Somov. Bref, les juges sont choisis de façon que les ordres des ministres du tsar soient exécutés sans faiblesse.

On commence d'abord par appeler les accusés et les témoins. Un des défenseurs demande que soit entendu le témoin N. I. Jordanski afin d'éclaircir la position de Kaménev sur la guerre. Mais cette demande est repoussée et on passe à la lecture de l'acte d'accusation.

L'acte d'accusation commence par énumérer les tracts publiés à Pétersbourg et attribués à la fraction.

---

1. Le compte rendu le plus détaillé, bien que largement censuré, du procès paraît dans la revue juridique *Pravo* (le Droit) (n° 8, 9, 10, 11 de l'année 1915).

Afin de renforcer le travail révolutionnaire — lit-on ensuite — parmi les députés de la fraction social-démocrate mûrit l'idée de réunir à Pétrograd un congrès du Parti, une « conférence » comme on dit dans les cercles social-démocrates, pour examiner les mesures à prendre pour la lutte révolutionnaire en temps de guerre. Etaient invités à cet effet des délégués des organisations social-démocrates venant de différentes directions de l'Empire.

L'acte relate ensuite la découverte de la conférence chez les Gavrilov puis, d'une façon détaillée, décrit toutes les pièces saisies sur les assistants et lors de la perquisition dans leurs logements. Sur la base de ces documents, nous sommes accusés de participer à une société criminelle dont l'activité est dirigée et contrôlée par le C.C. du Parti ouvrier social-démocrate, et qui se donne pour but le « renversement, par l'insurrection armée, du régime établi en Russie par les principales lois de l'Etat, et son remplacement par un autre basé sur les principes de la République démocratique ». Pour cela, indique l'acte, les députés ont formé une « organisation secrète », ils assistaient à ses réunions, participaient à l'établissement de ses résolutions, dirigeaient son travail, élaboraient un plan d'action, faisaient la liaison avec le C.C. du P.O.S.D.R., organisaient des collectes en faveur du Parti, « correspondaient entre eux et avec les membres des organisations secrètes, à l'aide d'un chiffre », organisaient « secrètement des réunions de masse où ils appelaient les ouvriers à la création d'organisations secrètes et à l'insurrection armée », rédigeaient et diffusaient des tracts contre la guerre, réunissaient des conférences, etc. La fin de l'acte est consacrée à la convocation de la conférence où « furent examinées des résolutions sur un programme d'action des membres de la société pendant la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ». L'acte d'accusation décrit ainsi assez en détail tous les côtés du travail du Parti.

Sauf Gavrilova, nous sommes jugés en vertu de l'art. 102 du code pénal qui prévoit une condamnation à 8 ans de travaux forcés. Gavrilova est accusée, en vertu de l'art. 163, de nous avoir prêté aide et de ne pas avoir prévenu la justice.

Après avoir entendu la lecture de l'acte d'accusation, le président nous demande si nous nous reconnaissons coupables. Selon la décision prise au début, nous nous y refusons.

Pendant l'interrogatoire, nous avons pu établir en général l'attitude à prendre au procès. Une déclaration au nom de la fraction doit être faite par Pétrovski, président de la fraction. Ensuite, chacun de nous devra dans ses explications confirmer cette déclaration et la compléter.

Quand on passe à notre interrogatoire, Pétrovski demande tout de suite la parole.

Messieurs les juges, dit-il, on juge ici la fraction et je veux en dire quelques mots. Quand nous avons été élus par les ouvriers, nous sommes entrés à la Douma sous le drapeau de la social-démocratie. Nous avons formé alors la fraction social-démocrate russe adhérant au courant bolchévik du Parti.

En soulignant que toute l'activité de la fraction correspondait à l'état d'esprit des ouvriers, Pétrovski indique l'aide de la fraction aux journaux ouvriers, aux syndicats, aux organisations culturelles, à la campagne des assurances, etc.

Pétrovski reconnaît que chez Gavrilova se tenait une conférence convoquée afin d'examiner l'état d'esprit des ouvriers; les journaux ouvriers ont été suspendus, or pour son travail, la fraction doit connaître l'opinion des ouvriers sur les principales questions politiques du jour. Les assistants ne connaissaient pas à l'avance l'ordre du jour de la conférence. Kaménev a été invité au sujet de l'édition d'un nouveau journal. Cette question était en tête de l'ordre du jour, ensuite venait celle de notre attitude envers l'indépendance de la Pologne, celle du secours à accorder aux familles des ouvriers envoyés au front, etc. Enfin, nous devions examiner une résolution de 7 points sur notre attitude envers la guerre, mais l'irruption de la police nous en empêcha. Cette résolution, exprimant le point de vue du C.C. du P.O.S.D.R. fut reçue par Pétrovski d'un social-démocrate pour servir au travail de la fraction à la Douma.

La fraction estima nécessaire de l'étudier d'abord avec les délégués ouvriers.

Pétrovski termina ainsi sa déclaration :

On nous juge pour avoir défendu courageusement les droits du peuple. Nous tombons tout jeunes pour avoir servi la confiance de la classe ouvrière et pour avoir défendu de toutes nos forces les intérêts ouvriers. Aussi nous jugeons ce procès comme une grande injustice.

Après lui, Mouranov prend la parole. Il se solidarise avec la déclaration de Pétrovski, dit appartenir au Parti pour autant qu'il appartient à la fraction. D'après lui, les députés ne peuvent être condamnés pour le fait d'appartenir à une fraction. On n'a même pas jugé pour cette raison les députés social-démocrates à la précédente Douma.

Quand mon tour arrive, je déclare :

— Je me rallie aux déclarations de Pétrovski. Pour tout ce qui concerne notre travail, nous allions aux ouvriers, nous écoutions leur opinion et leur donnions la nôtre. Nous devions déposer des interventions, élaborer des projets de loi et pour cela il nous fallait connaître l'état d'esprit et l'opinion de nos lecteurs. Souvent je me suis adressé aux autorités pour obtenir l'autorisation d'organiser des réunions avec nos électeurs, mais cela me fut toujours refusé catégoriquement. Il nous fallait donc recourir à d'autres procédés. C'était d'une part des rencontres et des causeries avec des représentants ouvriers, et d'autre part, une étude minutieuse des matériaux qui nous étaient envoyés et que la police a trouvés sur moi lors de la perquisition. La fraction s'occupait de la presse ouvrière et l'aidait de son mieux. La réunion d'Ozerki était consacrée surtout à l'édition d'un nouveau journal. Nous jugions pour cela indispensable d'entendre l'avis des représentants ouvriers de différentes villes.

Ensuite Chagov prend la parole pour dire que son point de vue correspond à la déclaration lue à la tribune de la Douma au nom des deux fractions social-démocrates.

Le dernier est Samoïlov. Il parle de sa maladie qui l'a retenu plusieurs mois à l'étranger. Il vint à Saint-Pétersbourg au début de novembre, afin d'être au courant de tout ce qui

s'était passé durant son absence. Il est venu avec Voronine, qui connaissait bien les milieux ouvriers.

Nous gardons au procès la position prise à l'avance et maintenue pendant l'interrogatoire. Nous nous efforçons de ne donner aucun indice, aucune indication directe du travail du Parti. Le tribunal a bien des preuves détournées, mais il doit les montrer. Nous n'avons pas intérêt à aider en cela les magistrats. Au contraire, nous devons démolir les preuves qui peuvent se trouver entre leurs mains.

Tous les autres accusés prennent cette attitude, Kaménev répète comme à l'interrogatoire, qu'il est journaliste. Il collaborait à la presse ouvrière et était intéressé à ce que celle-ci reparût. C'est pour cela qu'il est venu à Ozerki. Accusé sous son vrai nom, Rosenfeld, il reconnaît qu'il signait Kaménev ses travaux littéraires.

L'interrogatoire des autres accusés est mené en même temps que celui des témoins. La plupart de ceux-ci sont appelés par l'Okhrana et la police afin de confirmer l'arrestation, les proclamations trouvées et autre chose encore dont le tribunal a besoin pour son acte d'accusation.

Dans le même but sont lus certains documents découverts lors de la perquisition. Le tribunal s'occupe particulièrement du carnet de notes de Mouranov et du journal de Pétrovski.

J'ai déjà dit que le carnet de Mouranov, avec ses notes sur sa tournée en Oural, dénonce clairement son travail révolutionnaire illégal. C'est pourquoi, en réponse à l'interrogatoire du président, il est forcé de le reconnaître. Il déclare qu'il ne cache pas son activité extra-parlementaire. Pendant sa tournée, il a assisté à des réunions de comités locaux, organisé des meetings ouvriers, etc. J'invitais les ouvriers à s'organiser. Il existe des organisations professionnelles, coopératives et culturelles. Je ne cachais pas que les social-démocrates doivent s'efforcer d'avoir de l'influence dans ces organisations. J'estimais qu'il était obligatoire de créer de telles organisations.

A la fin du second jour, le procès mené à la hâte, touche

à sa fin. Le tribunal passe à la discussion des parties. Comme si cela pouvait changer d'un iota le verdict préparé d'avance !

Le procureur commence son discours en louant les partis socialistes d'Europe qui, au début de la guerre, trahirent la cause de l'Internationale et devinrent des défenseurs patriotiques de leurs patries. Seule la social-démocratie russe n'a pas répondu à l' « appel sain de la vie ». La fraction social-démocrate à la Douma refusa de voter les crédits de guerre, « abandonna ouvertement le gouvernement au moment où celui-ci a le plus besoin de l'union de tous les éléments de la population ».

Il montre ensuite que toute l'activité de la fraction était subordonnée au C.C. du Parti social-démocrate. C'est d'après ses directives que la fraction développe sa propagande révolutionnaire contre la guerre. Il affirme qu'à Ozerki avait lieu une conférence tout à fait importante du Parti qui devait déterminer la tactique ultérieure de la lutte contre la guerre.

Ce procès est excessivement important — ajoute-t-il en conclusion — aussi bien à cause des personnalités inculpées qu'à cause des questions traitées. Nous avons affaire à une société étroitement organisée : la fraction social-démocrate russe... Au moment où le gouvernement tend toutes ses forces pour lutter contre l'ennemi extérieur, quand sur nos frontières coule à flot le sang des fils de la patrie, les accusés ne veulent pas renoncer aux paragraphes de leurs programmes de parti et, par-dessus la tête de ceux qui tombent pour défendre leur terre, ils tendent la main à nos ennemis. Ces gens-là voulaient frapper dans le dos notre vaillante armée, semer dans ses rangs la désorganisation et le désordre. Mais ils sont maintenant au banc des accusés, et lorsque nos héros reviendront des champs de bataille nous pourrons leur dire ce que nous avons fait de ceux qui voulaient les frapper par derrière.

Après lui, vient le tour de la défense. Tous les avocats présents font partie d'un groupe de défenseurs de causes politiques, ayant une grande expérience des procès de militants révolutionnaires.

Le but de la défense consiste à faire apparaître le caractère social du procès, à démontrer que le procès intenté aux représentants ouvriers est un acte arbitraire du gouverne-

ment et qu'un tel procès n'est possible que dans un pays où toute liberté politique est écrasée sous la botte de la police.

Votre verdict ne restera pas un secret, ne sera pas connu seulement de Pétrograd. Demain telle une fusée, il passera sur toute la terre russe, dit un autre avocat, Péréversev. On peut lever l'immunité parlementaire, mais on ne peut effacer de la conscience du peuple toute l'injustice et tout le sens profond de cet acte. Les députés sont tombés pour être restés fidèles à leur devoir. Cela, tout le monde le saura. Maintenant vont se fermer sur eux, peut-être pour toujours, les sombres portes de l'exil, mais qu'ils sachent — et ce sentiment n'est pas seulement le nôtre — que nos regrets et notre estime les accompagnent...

Sokolov souligne que nous sommes les véritables représentants de la classe ouvrière :

Au banc des accusés sont assis 5 députés. Tous ont été envoyés à la Douma par les électeurs ouvriers et ont le droit de se considérer comme les représentants de la classe ouvrière. Et non seulement pour cela, mais encore parce qu'ils sont tous des social-démocrates et que la classe ouvrière a toujours envoyé comme représentants aux quatre Doumas des social-démocrates. La social-démocratie ne dispose pas en Russie de la liberté de la presse, même dans les limites permises à d'autres tendances et cependant les ouvriers élisent toujours et partout des social-démocrates.

L'avocat Antipov Koutchine peint la vie publique russe :

Les élus du peuple, déclare-t-il, n'ont pas le droit de se rencontrer ouvertement avec leurs électeurs et sont réduits pour les voir à se cacher comme des voleurs, comme des esclaves, au fond de la chaussée de Vyborg, dans une villa vide où ils siègent derrière des fenêtres soigneusement bouchées par des couvertures... nous sommes dans un pays où les agents de l'Okhrana ont l'audace de venir se moquer des représentants du peuple... C'est justement ces conditions de la vie sociale qui ont fait asseoir ces députés au banc des accusés.

Les autres avocats soulignent, à peu près dans les mêmes termes, l'importance exceptionnelle du procès. Souvent ils ne font que des allusions, mais qui produisent une impression telle que le président du tribunal interrompt leurs discours en les priant de rester « dans le sujet ».

Un autre but de la défense consiste à obtenir une diminution des pénalités proposées. Pour cela elle procède d'une façon opposée à celle du procureur en choisissant parmi les matériaux de l'accusation ceux qui avantagent les accusés. Les avocats s'efforcent particulièrement d'anéantir l'accusation de « trahison de l'Etat » qui est soutenue en fait par le procureur. En se servant de la déclaration de la fraction et de nos dépositions, ils démontrent qu'on ne peut trouver de traces de « trahison » et que l'activité de la fraction portait le caractère habituel du travail politique des députés, à la vérité, placé dans des conditions spéciales par suite des poursuites policières. En ce qui concerne la réunion d'Ozerki, la défense affirme que le petit nombre de ses assistants ne permet pas de la considérer comme un congrès important du Parti ; elle n'était qu'une conversation des députés avec quelques ouvriers. Enfin, dans les discours de la défense, il y a encore certains arguments spécifiquement juridiques combattant les formules de l'accusation.

Après la plaidoirie on arrive au moment où le tribunal doit prononcer son verdict. C'est la quatrième journée. La salle est encore plus remplie que les autres jours. Tout le monde attend avec impatience.

Presque toute la journée est consacrée à de pures formalités, — questions de magistrats, amendements et additions des avocats, ripostes du procureur, etc. C'est seulement à 8 heures du soir que le tribunal se retire pour délibérer. L'excitation de la salle est à son comble. Nos familles et nos amis tremblent pour les leurs, les autres comprennent clairement l'immense portée historique du procès et du verdict...

Dans la salle apparaît un détachement de police qui occupe toutes les issues et encercle le public. Malgré toutes les mesures de police prises, le gouvernement a encore peur d'une démonstration possible.

Trois heures d'attente accablante. Les avocats nous conseillent de rester calmes, de nous préparer à « tout ». « Le verdict — disent-ils — ne peut être que sévère. Il ne s'agit pas

ici des preuves du tribunal mais de l'ordre donné par le gouvernement. Il faut se préparer à tout. »

Enfin, le tribunal rentre en séance. Dans un silence impressionnant, Krachennikov lit la condamnation.

Reconnaissant Pétrovski, Mouranov, Chagov, Samoïlov et moi, ainsi que Kaménev, Iakovlev, Linde et Voronine coupables, le tribunal nous condamne en vertu du § 1 de l'art. 102 à la privation de nos droits civils et à l'exil en Sibérie. Gavrilova et Antipov sont reconnus coupables selon le § 2 de l'art. 136 et condamnés la première à 18 mois, le second à 8 mois de forteresse. Koglov, faute de preuves, est acquitté.

Le procès se termine au milieu de la nuit. Par des chemins souterrains nous sommes ramenés sous escorte dans nos cellules.

Nous nous séparons avec émotion, comme à la suite d'un dur combat. Nous sommes persuadés d'avoir peu de chance de nous retrouver. Selon les habitudes de la justice tsariste, nous nous attendons à être expédiés par des voies diverses dans différents endroits, à des dates variées.

Sur l'escalier de fer en haut duquel nous devons nous séparer, nous prenons congé les uns des autres. Nous nous embrassons, nous souhaitant l'un à l'autre du courage et de la patience.

Le lendemain, nous sommes soumis au régime du bagne. Nous sommes devenus des condamnés privés de nos droits civils. Il est clair que nous ne possédons rien. On ne peut nous confisquer que ce que nous avons en prison et on le fait. Mais la condamnation a un autre sens. D'après la loi tsariste, un homme « privé de ses droits civils » est « hors la loi », il ne peut invoquer aucun droit pour sa défense, il n'a pas le droit de travailler. Au bagne, un homme est chose dont chaque agent policier, jusqu'au plus petit gardien, a le droit de disposer à son gré.

Nous sommes appelés à la lingerie de la prison où nous échangeons nos vêtements contre l'uniforme des prisonniers: une calotte, une chemise et un pantalon et par-dessus le tout un grand manteau. Tel est le costume du prisonnier pour toute l'année et pour toutes les circonstances.

Les vêtements sont dans un état repoussant. A côté de taches très anciennes on voit des traces de pus, de glaire et de sang séché. Ils ont servi jusqu'à la tombe à plus d'une génération de prisonniers. Ils parlent plus éloquemment que n'importe quel discours des souffrances passées et à venir.

En les endossant, nous nous rendons compte d'une façon aiguë de notre situation. Combien de pensées nous agitent. Nous savions bien à l'avance que ce moment viendrait. La classe ouvrière nous avait envoyés à une lutte inégale. Tôt ou tard, inévitablement, le gouvernement devait avoir raison de nous. Chaque pas que nous faisions nous rapprochait du dénouement. Maintenant tout est fini, nous récoltons ce que nous avons semé durant les précédentes années.

D'autres pensées viennent encore nous assaillir: l'avenir du mouvement ouvrier, les nouvelles épreuves auxquelles la classe ouvrière sera soumise. Dans quelles voies s'engagerait la lutte? Comment va se faire le travail des organisations du Parti? Il fallait maintenant trouver d'autres liens, créer de nouveaux chaînons. Comment cela se fera-t-il? Comment les nouvelles difficultés seront-elles surmontées?

Avec le changement de vêtements commence le régime du bagne: rapports grossiers, appel, tutoiement des surveillants, etc. Tout cela auparavant ne manquait pas, mais maintenant les geôliers s'en donnent à leur aise, agissent « selon la loi » : l'homme privé de ses droits civils est hors la loi et n'a aucun moyen de défense.

Lors de mon arrestation, on retire de leurs dossiers toute une série d'affaires se rapportant à mon activité de député. Après chaque manifestation de l'activité du prolétariat révolutionnaire de Saint-Pétersbourg, les autorités avaient ouvert une instruction contre moi espérant tôt ou tard m'envoyer en prison.

Je comparus à plusieurs reprises devant les juges pour des articles de la *Pravda*, pour l'affaire des ouvriers de Poutilov, pour avoir pris la parole à l'enterrement des ouvriers de Parviainen, pour mon adresse aux ouvriers de l'atelier du chemin de fer, etc. Je suis accusé en vertu des art. 129, 1031, 1034 et autres

et chacun d'eux prévoit plusieurs mois d'emprisonnement. Toutes ces affaires sont reprises. Les juges d'instruction devant lesquels je parais s'offrent le plaisir de voir en face d'eux un prisonnier. Ainsi leur « travail » n'aura pas été inutile!

Quelques mois plus tard nous prenons la route de la Sibérie lointaine. En wagon réservé, en prison flottante, en bateau, à pied, nous sommes expédiés à plusieurs milliers de kilomètres, de Saint-Pétersbourg, dans la région la plus rigoureuse par son climat et ses conditions de vie — dans le pays de Touroukhansk. Pour les déportés, c'est une souricière, une impasse, sans aucune issue. Ce n'est pas par hasard que se trouve là presque au complet le Bureau russe de notre C.C. bolchévik [1].

Enfin le gouvernement tsariste a atteint son but: en finir avec la fraction parlementaire bolchévik. L'attaque contre les organisations ouvrières est menée jusqu'au bout. Le tsarisme a enchaîné les députés ouvriers et avec eux toute la classe ouvrière. Mais le gouvernement de Nicolas le sanglant, s'illusionne, non seulement il n'est pas en mesure d'étouffer le mouvement révolutionnaire, mais encore il ne peut empêcher ses prisonniers de continuer leur travail révolutionnaire. En costume de forçats, au fond de la Sibérie, nous continuons à mener la lutte.

Le gouvernement y répond par une nouvelle attaque. Pétroski est envoyé d'Iéniséisk à Iakoutsk. Pour « avoir organisé des groupes défaitistes parmi les exilés et la population locale », on monte une nouvelle affaire contre moi. Mais le gouvernement n'a pas le temps d'achever son œuvre, il est dérangé par la révolution de Février.

C'est avec une joie immense que nous apprenons en Sibérie que la vague révolutionnaire rebondit toujours plus haut, pleine de menaces. La classe ouvrière entre de nouveau dans l'arène. Chaque fois ses revendications se font plus exigeantes, plus insistantes. Les ouvriers n'oublient pas notre fraction bolchévik.

1. A Touroukhansk se trouvaient à cette époque les camarades Sverdlov, Staline, Spondarian, Golochtchékine et d'autres dirigeants du Parti.

Pour l'anniversaire du procès, des grèves de protestation éclatent, dans toute la Russie. Chaque démonstration, chaque meeting, chaque réunion exige, avec la réalisation des mots d'ordre révolutionnaires fondamentaux, le retour des députés ouvriers. Et c'est encore avec cette revendication que les ouvriers descendent dans les rues de Pétrograd pendant les journées historiques de février 1917.

La révolution de Février abat les murs des prisons, ouvre les portes des bagnes et des lieux d'exil où le gouvernement tsariste maintenait les meilleurs représentants de la classe ouvrière. Par la route de Sibérie rentrent en Russie des milliers et des milliers de révolutionnaires libérés. Dans chaque village, dans chaque gare nous sommes reçus, nous députés de la fraction bolchévik, par de grandes foules qui nous saluent avec leurs drapeaux rouges et leurs hymnes révolutionnaires. Pendant toute la route se tiennent des meetings révolutionnaires.

Nous arrivons à Saint-Pétersbourg à la fin de mars. Nous voilà de nouveau parmi les ouvriers révolutionnaires de la capitale. Ils viennent d'emporter d'assaut la forteresse de l'autocratie russe et, dirigés par le Parti bolchévik éprouvé par les combats, ils commencent déjà une nouvelle lutte pour l'écrasement complet du régime capitaliste.

Les années qui ont précédé la guerre sont des années de réveil et de développement inouï du mouvement ouvrier, elles ont une grande place dans la préparation des grandes luttes d'Octobre.

Révolution de 1905, années d'essor qui précèdent la guerre, révolution de Février, et enfin Octobre, — telles sont les quatre étapes de la lutte révolutionnaire des ouvriers russes, les quatre grands degrés que la classe ouvrière a gravis pour aller à la victoire définitive de la révolution prolétarienne.

Annexe

Ce qu'a prouvé le procès de la fraction parlementaire ouvrière

Les juges du tsar viennent de juger cinq membres du groupe de la fraction parlementaire du Parti ouvrier social-démocrate russe et six autres membres du Parti arrêtés dans une conférence, aux environs de Pétrograd, le 4 novembre 1914. Tous ont été condamnés à l'exil en Sibérie. Les journaux légaux ont donné un compte rendu du procès, dans lequel la censure a découpé avec soin les passages désagréables au tsarisme et aux patriotes. Les « ennemis de l'intérieur » ont été promptement châtiés, et l'on n'entend plus rien dans la vie sociale russe, si ce n'est le hurlement des chauvins bourgeois et les faibles voix de quelques social-chauvins bourgeois qui se joignent à eux.

Que nous a donc démontré le procès du groupe parlementaire social-démocrate? D'abord, le manque de fermeté de l'avant-garde révolutionnaire de la social-démocratie russe traduite devant le tribunal. Les accusés se sont efforcés d'empêcher le procureur impérial de découvrir quels étaient, en Russie, les membres du Comité central, et quel était le représentant du Parti chargé d'entretenir certains rapports avec les organisations ouvrières. Ils y ont réussi. En pareil cas, demain comme aujourd'hui, on devra s'en tenir à un moyen depuis longtemps recommandé officiellement par le Parti: le refus de déposer. Mais quand on essaie de se montrer solidaire du social-patriote Jordanski, comme l'a fait le camarade Rosenfeld [1], ou bien quand on se déclare en désaccord avec le Comité central, c'est là un procédé qui ne vaut rien, un procédé inadmissible du point de vue de la social-démocratie révolutionnaire.

Dans le compte rendu des *Dni* — il n'y a pas eu de compte rendu officiel et complet du procès — le camarade Pétrovski déclare: « Je reçus en novembre la résolution du Comité central et en même temps celles des ouvriers de sept localités différentes, qui, toutes, concordaient avec la résolution du Comité

---

1. Kaménev.

central. » Cette déclaration fait honneur à Pétrovski. Le chauvinisme était très fort dans les milieux environnants. Pétrovski note dans son journal que même Tchéidzé, d'humeur radicale, parle avec enthousiasme de la guerre libératrice. A ce chauvinisme, les députés social-démocrates se sont opposés tant qu'ils ont été libres. Mais leur devoir était de s'en défendre aussi devant les juges. L'organe de la bourgeoisie constitutionnelle démocrate, la *Retch* remercie servilement la justice de l'autocratie d'avoir dissipé la légende selon laquelle les députés social-démocrates souhaitaient la défaite des armées impériales. Les cadets, bénéficiant de ce que les social-démocrates russes ont pieds et poings liés, feignent de prendre au sérieux le conflit apparent entre le Parti et sa fraction parlementaire, et nous assurent que l'intimidation n'a aucune part dans la déclaration des accusés. La belle candeur! Ces gens paraissent ignorer que dans la première phase de l'affaire, nos députés étaient menacés du conseil de guerre et de la peine de mort.

Nos camarades auraient dû refuser de faire des dépositions sur l'organisation illégale et, comprenant la gravité de l'heure historique, tirer parti de la tribune que leur offrait le procès au grand jour pour exposer l'opinion de la social-démocratie ennemie de l'autocratie et de toute espèce de social-chauvinisme.

Peu importent les attaques furieuses dont le groupe parlementaire social-démocrate est l'objet de la part de la presse gouvernementale et bourgeoise. Peu nous importe que les socialistes-révolutionnaires, les liquidateurs, les social-chauvins notent avec joie la moindre faiblesse, le moindre désaccord apparent de nos députés avec le Comité central. Il faut bien, n'est-ce pas, qu'ils nous combattent sur le terrain des principes. Le Parti du prolétariat révolutionnaire est assez fort pour se critiquer ouvertement lui-même, pour dire d'une faute que c'est une faute et qu'une faiblesse est une faiblesse. Les ouvriers conscients de Russie ont formé un parti et une avant-garde qui, pendant la guerre mondiale et l'effondrement de l'opportunisme international, se sont montrés plus que tous autres capables de remplir leur devoir de social-démocrates révolutionnaires internationalistes. Le chemin que nous avons suivi a été essayé dans la plus grande des crises et s'est avéré, une fois de plus, l'unique bon chemin: nous y persévérerons avec d'autant plus de résolution et de fermeté, nous y formerons de nouvelles avant-gardes, et nous exigerons de celles-ci, non seulement qu'elles continuent notre œuvre, mais encore qu'elles la fassent mieux et l'achèvent.

En second lieu, le procès nous a donné le tableau, encore inconnu dans l'histoire du socialisme international, de l'utilisa-

tion révolutionnaire du parlementarisme par la social-démocratie. L'exemple en dira plus que de longs discours au cœur et à l'esprit des masses prolétariennes; cet exemple, plus persuasif que tout autre argument, infligera le démenti qui convient aux légalitaires et aux phraseurs de l'anarchisme. Le compte rendu qui nous est donné du travail illégal de Mouranov et le carnet de notes de Pétrovski resteront des modèles de l'action à laquelle doivent se livrer nos députés, et que, longtemps, nous avons dû dissimuler avec soin; tous les ouvriers conscients, en Russie, y réfléchiront. A une époque où presque tous les députés socialistes — excusez-nous de profaner ce mot! — d'Europe se sont révélés chauvins et larbins de chauvins, alors que ce fameux « esprit européen » qui séduisait nos libéraux et nos liquidateurs n'apparaît plus que comme l'habitude de se soumettre, stupidement, servilement, à la légalité, il s'est trouvé, en Russie, un parti ouvrier, dont les députés ne brillaient pas par l'éloquence, par les bonnes manières dans les salons de bourgeois et d'intellectuels, par l'habileté pratique de l'avocat ou du parlementaire européen, mais se maintenaient en contact avec les masses ouvrières, travaillant avec le plus entier dévouement dans ces masses, remplissant, dans l'ombre, les modestes, pénibles, ingrates et dangereuses fonctions du propagandiste illégal et de l'organisateur. Gagner en grade, devenir député ou ministre, et influent dans la « Société », tel était, en fait, le sens du parlementarisme « socialiste » « européen », lisez: du parlementarisme des larbins. Descendre, aider les exploités et les opprimés à s'instruire et à s'unir, voilà ce que nous prescrit l'exemple de Mouranov et de Pétrovski.

Et ce mot d'ordre aura une portée historique mondiale. Pas un ouvrier pensant, dans aucun pays, ne se contentera plus de l'ancienne légalité parlementaire bourgeoise, depuis que cette légalité a été, dans tous les pays avancés, supprimée d'un trait de plume et n'a assuré que la plus étroite alliance entre les opportunistes et la bourgeoisie. Celui qui rêve l'unité des ouvriers social-démocrates révolutionnaires avec les légalitaires social-démocrates d'hier et d'aujourd'hui, n'a rien appris; il a tout oublié; c'est en réalité un allié de la bourgeoisie et un ennemi du prolétariat. Celui qui n'a pas compris pourquoi le groupe parlementaire social-démocrate russe s'est détaché du groupe parlementaire social-démocrate légalitaire et opportuniste, doit s'en rapporter à la leçon que nous donne le compte rendu judiciaire du travail de Mouranov et de Pétrovski. Ces deux députés n'ont pas été seuls à agir et il faut être bien naïf pour imaginer qu'un pareil travail s'accommode d'une certaine bienveillance ou d'une certaine tolérance à l'égard de *Notre Aurore*, de la

Gazette ouvrière du Nord, du *Contemporain*, du Comité unitaire ou du Bund.

Le gouvernement croit-il intimider les ouvriers, en exilant en Sibérie les membres de la fraction parlementaire social-démocrate? Il se trompe. Loin de s'effrayer, les ouvriers comprendront mieux leur devoir, la tâche du Parti ouvrier, qui n'est pas celle des liquidateurs et des social-chauvins. Ils apprendront à n'envoyer à la Douma que des hommes de la même valeur, chargés d'accomplir le même travail, et d'étendre encore leur sphère d'action dans les masses, et qui sauront encore mieux *dissimuler* leurs gestes. Le gouvernement croit-il tuer le parlementarisme illégal en Russie? Il ne fera qu'affermir les liens du prolétariat avec ce parlementarisme, à l'exclusion de tout autre.

En troisième lieu, et c'est le point le plus important, le procès de notre fraction parlementaire a, pour la première fois, répandu en Russie, à des millions d'exemplaires, une documentation objective sur la question capitale de l'opinion des classes sociales à l'égard de la guerre. N'en a-t-on pas assez du bavardage mortellement ennuyeux des intellectuels au sujet d'une prétendue conciliation de la défense nationale avec l'internationalisme « de principe », c'est-à-dire avec l'internationalisme hypocrite et verbal ? N'est-il pas temps de jeter un regard sur les faits concernant des millions d'hommes et non quelques dizaines de beaux parleurs?

Plus de six mois se sont écoulés depuis le début de la guerre. La presse légale et illégale de toutes les tendances s'est exprimée. Tous les groupes de partis à la Douma se sont précisés et ce sont les seules indications objectives, quoique très insuffisantes, que nous ayons sur nos groupements de classe. Le procès de la fraction parlementaire social-démocrate nous permet de dresser le bilan de toute notre documentation. Il a montré que les représentants avancés du prolétariat russe sont hostiles au chauvinisme en général et partagent précisément le point de vue de notre organe central. Les députés social-démocrates ont été arrêtés le 4 novembre 1914. Pendant plus de deux mois, ils ont donc poursuivi leur travail. Avec qui et comment? Quelle tendance du mouvement ouvrier ont-ils exprimée ou manifestée ? Voici la réponse : la conférence, interrompue par des arrestations, discutait nos thèses et notre *Social-Démocrate*. Le Comité de Pétrograd de notre parti a lancé maintes fois des tracts dont le contenu était analogue. Il n'y avait pas d'autres documents à la conférence. Les députés n'avaient pas l'intention d'y parler d'aucune autre tendance ouvrière, car il n'y en avait pas d'autre.

Mais peut-être les membres de la fraction parlementaire social-démocrate n'exprimaient-ils que l'opinion d'une minorité? Nous ne sommes pas en droit de le supposer, car, en deux ans et demi, depuis le printemps de 1912 jusqu'à l'automne de 1914, les quatre cinquièmes des ouvriers conscients de Russie se sont groupés autour de la *Pravda*, avec laquelle, en pleine solidarité idéologique, militaient ces députés. C'est un fait. Si une protestation tant soit peu importante s'était élevée parmi les ouvriers contre l'attitude de notre Comité central, elle aurait dû trouver son expression dans les projets de résolution. Le procès n'a rien révélé de semblable, quoiqu'on puisse dire qu'il ait « révélé » bien des choses sur le travail de la fraction parlementaire social-démocrate. Les corrections apportées de la main de Pétrovski n'indiquent même pas de nuances idéologiques.

Les faits disent que, dans les premiers mois de la guerre, l'avant-garde consciente des ouvriers russes s'est *de facto* groupée autour de notre Comité central et de notre organe central. Si désagréable qu'il soit pour telle ou telle fraction, le fait est incontestable. La phrase citée dans l'acte d'accusation : « Il faut tourner les armes non contre nos frères, esclaves salariés des autres pays, mais contre la réaction des gouvernements et des partis bourgeois de tous les pays », — cette phrase répandue par le tribunal a déjà apporté et apportera dans toute la Russie l'appel à l'internationalisme prolétarien, à la révolution prolétarienne. Le mot d'ordre de classe des ouvriers russes est maintenant, grâce au procès, parvenu jusqu'aux masses.

Le chauvinisme total de la bourgeoisie et d'une partie de la petite bourgeoisie, les hésitations d'une partie des classes moyennes et, finalement, cet appel de la classe ouvrière, tel est en fait le tableau de nos divisions objectives. C'est sur ce tableau de faits, et non sur les vœux des intellectuels et des fondateurs de petits groupes, qu'il faut régler nos vues, nos espérances, nos mots d'ordre.

Des journaux tels que la *Pravda* et le « travail à la Mouranov » ont réalisé l'unité des quatre cinquièmes des ouvriers conscients de Russie. Près de 40.000 ouvriers achetaient la *Pravda*. Beaucoup plus la lisaient. Que la guerre, la prison, la Sibérie, le bagne divisent ce nombre par cinq ou dix, on ne peut pas, néanmoins anéantir ce milieu. Il est vivant. Il est pénétré d'esprit révolutionnaire, il est ennemi du chauvinisme. Il est seul debout parmi les masses populaires, au plus profond des masses, en propagandiste de l'Internationale des travailleurs, des exploités, des opprimés. Il est seul resté debout quand tous les autres s'effondraient. Seul, il conduit les milieux demi-pro-

létariens du social-chauvinisme, des constitutionnels démocrates, des travaillistes, de Plékhanov, de *Notre Aurore*, au socialisme. Son existence, ses idées, son travail, son appel à la « fraternité des esclaves salariés des autres pays » ont été révélés à la Russie entière par le procès de la fraction parlementaire social-démocrate.

Il faut travailler avec cet élément ouvrier et défendre son unité contre les social-chauvins; dans cette seule voie peut se développer, vers la révolution sociale et non vers le type « européen » national-libéral, le mouvement ouvrier russe.

29 mars 1915.

(N. LÉNINE, *Contre le courant*, pp. 79-84, édit. franc.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 5

La campagne électorale et l'ouverture de la IV^e^ Douma.

Les élections à la IV^e^ Douma 7
Les élections à St-Pétersbourg 18
La fraction social-démocrate à la IV^e^ Douma 36
L'ouverture de la Douma 48
Première interpellation 60
La conférence de Cracovie 74

Le mouvement ouvrier de Saint-Pétersbourg en 1913.

L'explosion d'Okhta 89
Le lock-out des fabriques de textile 95
La grève de chez Lessner 103
Les chantiers navals 114

La scission de la fraction parlementaire social-démocrate.

La situation interne de la fraction 129
La conférence de Poronine 133
La scission 145
La fraction bolchévik 161

Le mouvement révolutionnaire à la veille de la guerre.

Empoisonnement en masse d'ouvrières 171
L'obstruction à la Douma 188

Roman Malinovski 202
Le mouvement gréviste pendant l'été de 1914... 216
Juillet 227
La *Pravda* 236
Préparation du congrès..... 246

La guerre.

Le début de la guerre..... 259
La conférence de novembre 1914..... 273
Arrestation de la fraction..... 284
Instruction et procès..... 301

ANNEXE 323

5093 IMPRIMERIE CENTRALE PARIS, 5, RUE ÉRARD.